

Imposante manifestation à Barcelone

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 22 ptes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 600 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 28
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 69
C.C.P. 4207-23 Paris
Téléx Paris n° 636572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les péripéties de la détente

Les phases de ce que l'on n'ose plus appeler la « détente » entre l'Est et l'Ouest, et surtout entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, sont mouvantes et apparemment contradictoires. A Moscou, la « Pravda » prend à partie M. Kissinger pour avoir osé insinuer que le Kremlin poursuivait des visées « expansionnistes » en Angola et, sans revenir sur le sens d'une solution pacifique évoquée quelques jours plus tôt par les « Investia », réaffirme son soutien « moral, politique et autre » aux dirigeants de Luanda. Mais le quotidien du parti s'exprime en termes optimistes à propos des pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (SALT) et reprend même une rumeur américaine annonçant un nouveau voyage du secrétaire d'État à Moscou.

La même alternance de chaud et de froid s'observe dans les commentaires sur les questions militaires. Tout le monde se dit favorable à la détente, mais le général Haig, commandant en chef des forces américaines en Europe, déclare en substance, dans une interview à « Newsweek », que le débat sur la détente pourrait avoir moins d'utilité qu'une claire reconnaissance du fait que l'Occident est confronté à une puissance soviétique grandissante, dont le contrôle n'est pas affaire de climat ou d'équilibre.

Encore moins inhibé puisqu'il ne siège plus au gouvernement, M. Schlesinger, ancien secrétaire à la défense, déclare à « Fortune » qu'à aucun moment depuis les années 30 « le monde occidental n'a dû faire face à une menace aussi énorme contre son existence » que celle de l'U.R.S.S. à l'heure présente. La presse soviétique tire argument de telles déclarations pour dénoncer avec une vivacité inconnue depuis plusieurs années les « fautes de la guerre froide ».

Ces tensions étaient prévisibles. La « détente », par définition, ne dure que le temps nécessaire pour faire oublier la tension antérieure, après quoi il faut développer une coopération qui trouve très vite son plafond dans les intérêts et les appétits des uns et des autres. Surtout, il était inévitable que le renforcement constant du potentiel militaire soviétique depuis une dizaine d'années attirât l'attention des responsables militaires, puis politiques occidentaux. Comment concilier l'amélioration des relations et les promesses de paix avec cette « montée en puissance » sans précédent de l'U.R.S.S. ?

D'autant plus étonnante qu'elle porte exclusivement sur les forces armées ? Aux États-Unis, ce débat ne pouvait que s'amplifier à la faveur de la campagne électorale, alors qu'un président peu convaincant et à court d'idées laisse sans recours un secrétaire d'État mal parvenu de sept ans de pouvoir, et que le Congrès développe une sorte d'isolationnisme bougon.

Aussi bien chacun des Deux Grands semble-t-il naviguer à vue dans ces parages troubles. M. Brejnev est naturellement enclin à conclure un accord SALT, non seulement parce qu'il cherche à briser le plus tôt possible le développement du fameux « missile de croisière » américain, mais aussi parce qu'il veut pouvoir démontrer à ses amis, comme à ses ennemis, à l'occasion du congrès de son parti, que l'engagement de son pays en Angola ne l'empêche pas de s'entendre avec Washington. M. Kissinger, prisonnier à la fois des entraves du Congrès et du besoin de justifier sa politique passée, se range très partiellement aux vues de ses consensuels, en reconnaissant que le traité de commerce avec Moscou, en panne depuis plus d'un an, ne peut être sorti des tiroirs tant que durera l'intervention soviéto-chinoise en Angola. Mais lui faudrait bien davantage pour convaincre M. Brejnev et aussi les alliés des États-Unis — que l'Amérique est à la hauteur de sa volonté et de ses engagements d'antan.

La presse algérienne accueille froidement les avances de M. Giscard d'Estaing

Le gouvernement algérien n'avait pas réagi officiellement, lundi matin 2 février, aux déclarations de M. Giscard d'Estaing au Nouvel Observateur, affirmant, entre autres (le Monde daté 1^{er}-2 février), qu'il n'y avait « ni crise, ni tension » entre les deux pays et laissant entendre que la France, si elle était sollicitée, pourrait proposer ses bons offices dans le conflit du Sahara.

Cependant, El Moudjahid écrit, lundi matin, que « l'Elysée est sorti de son silence pour replonger les observateurs dans le brouillard ». « Paris, ajoute le quotidien algérien, reste fidèle à sa ligne à l'égard des deux parties : des armes et des encouragements aux uns, de bonnes paroles aux autres. Nul n'est dupe. » Et de conclure : « L'important

réside dans les actes. » L'impression prévaut à Alger que les déclarations du chef de l'État « n'apportent rien de nouveau ».

Le conflit algéro-marocain continue pendant ce temps d'évoluer sur le plan diplomatique, les émissaires se succédant à Alger et à Rabat, tandis que M. Waldheim décide de dépêcher un émissaire dans les capitales intéressées.

Sur le terrain, après la prise d'Amgala par les forces marocaines, l'attention se porte sur la localité de Mahbès, principal centre du Polisario près de la frontière algérienne, et qui risque, selon notre envoyé spécial à Alger, d'être le prochain enjeu du conflit.

ALGER : se battre pour Mahbès ?

De notre envoyé spécial
P.-M. DOUTRELANT

Alger. — Vue d'Alger, l'affaire du Sahara occidental est un théâtre d'ombres où les événements semblent flotter entre le mythe et la réalité, sans qu'on puisse faire la part de la vérité et de l'imaginaire. Ainsi s'explique sans doute l'indifférence de l'homme de la rue. Quand on l'interroge sur le conflit, la réponse quasi générale tient de : « Qu'ils se débrouillent au gouvernement. C'est eux qui se sont mis là - dedans. » L'Algérien se pose aussi des questions : « Cet avion marocain ou mauritanien abattu, quatre cent vingt-cinq soldats tués, cent quatre-vingt prisonniers, selon El Moudjahid, et aucune perte du côté sahraoui (ou du nôtre), vous le croyez, tous ? »

Dans sa version des événements, la radiotélévision reprend, depuis trois jours, El Moudjahid, qui reprend l'Algérie presse service. Au mot près, c'est toujours le même récit, dont la chronologie s'arrête au 28 janvier : « Agressés à Amgala par les forces armées royales (...) et se trouvant dans un rapport de forces infiniment disproportionné, le convoi de radiotélévision algérien et son escorte militaire se replieront, après s'être défendus avec un courage et une bravoure admirables. »

(Lire la suite page 3.)

AMGALA : une « base logistique » neutralisée par les Marocains

De notre envoyé spécial LOUIS GRAVIER

Amgala. — On les a bien laissés s'enterrer pour qu'il n'y ait pas d'équivoque... Ces mots du colonel Dlimi, commandant la zone sud, résumant toute l'opération d'Amgala. « Une opération de désinfection », devait-il dire également des récents combats. La phase décisive de l'offensive marocaine a commencé le 27 janvier, à 10 heures du matin. Trente-six heures plus tard, elle s'achevait avec le nettoyage complet de tout un secteur entourant Amgala.

Sur le terrain, où se sont rendus samedi des journalistes français, américains, italiens et marocains, la soudaine notoriété d'Amgala prête à sourire quand on la confronte avec la réalité : quelques maisons basses, tout au plus une vingtaine, posées de-ci de-là ou s'épaulant mutuellement dans la superposition de leurs plaines plates, ramassées à même le sol du désert. Un badigeon de chaux recouvre quelques façades. Partout, des portes béantes. Les habitants sont allés nomadiser sur leurs parcours ancestraux. Une construction en fibre-ciment — l'école implantée par les Espagnols — jure outrageusement avec les tonalités du paysage. Mais il y a des puits à Amgala ; c'est l'essentiel dans cette aridité.

Un bataillon algérien, fort d'environ quatre cents hommes, s'était établi progressivement depuis un mois dans ce secteur. Il occupait les hauteurs dominant la cuvette au fond de laquelle se trouve la petite agglomération.

Amgala est à la fois proche de Smara (45 kilomètres au sud-est à vol d'oiseau), où les Marocains sont entrés le 27 novembre, de Bir-Moghrein, en Mauritanie (130 kilomètres au sud à vol d'oiseau), et de Bou-Craâ (180 kilomètres à l'ouest à vol d'oiseau), où sont exploités les phosphates. D'Amgala partaient des incursions pour opérer des harcèlements dans le secteur de Bou-Craâ. Le colonel Dlimi est formel sur ce point. Il accueille avec un haussement d'épaules la version du « complot de vires et de méduses », dont Alger a fait état.

(Lire la suite page 2.)

M. BERLINGUER DÉCLARE À «EUROPA» :

« Je ne vois pas quel gouvernement
sans la participation du P.C.I.
aurait une autorité morale »

Alors que la crise ministérielle italienne risque fort de déboucher sur des élections anticipées, M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., a déclaré dans une interview accordée à « Europa », qu'il ne voyait pas de quel gouvernement, sans la participation du P.C.I., aurait une autorité politique et morale pour demander à l'Italie les efforts permettant de sortir de la crise.

Représentant les grands thèmes qui définissent la position actuelle du P.C.I., M. Berlinguer explique notamment le concept d'indépendance de son parti, son attitude vis-à-vis de l'Europe et de la politique des blocs. (Voir page 17.)

L'AFGHANISTAN, RÉPUBLIQUE VOILÉE

I. — Les petits pas du président Daoud

De notre envoyé spécial
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Kaboul. — Un chariot chargé de ferraille avance lentement dans le centre de la ville. Il est monté sur pneus, mais poussé par des hommes. Une femme saute brusquement du trottoir et se jette devant l'attelage, qui ne fait aucun bruit sur la mince couche de neige de ce début d'hiver. Journaux des portefaix ; paquets de justesse. Dans les embarras de la circulation, la rue est très réduite à travers les celliers du voile qu'impose la tradition musulmane. Pour une femme « libérée », en bottes et jupe courte, on rencontre encore dix femmes fantômes dans les rues. Jeune ? belle ? bourgeoise ? Le voile, ample et tombant jusqu'aux pieds, dissimule même l'allure de la passante.

Née en juillet 1973, la République d'Afghanistan est presque aussi mystérieuse que les citoyens de Kaboul. Aucune agence de presse occidentale n'a de correspondants dans le pays. Les journaux locaux sont directement rattachés au ministère de l'information. Les hauts fonctionnaires sont visiblement affolés à l'idée de parler un peu sérieusement avec un interlocuteur désireux d'éclaircir les ténébreuses affaires que le Pakistan « révèle » périodiquement contre son voisin.

A côté du gouvernement siège un mystérieux « comité central » de dix personnalités civiles ou militaires, dites « membres fondateurs de la République », en raison de leur participation active au complot contre la royauté. Mais toutes les décisions, même celles

des affaires étrangères et de la défense. Sexagénaire au regard matou sous le crâne chauve, il esquive souvent les questions, mais paraît sûr de lui, parlant avec cette sorte de conviction que lui donne, face à un visiteur français, la connaissance de notre langue, dans laquelle il a fait ses études secondaires.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Mission dangereuse

Pour le général Bigard, le mariage doit avoir quelque chose de paroxysme du combatant, puisqu'il veut marier Arlette Laguerre à un parachutiste.

Dans le temps, il y avait un slogan qui disait : « Les parais à l'usine ! » Avec le temps, c'est devenu : « Les parais à la cuisine ! » Et notre secrétaire d'État à la défense doit rêver de voir le léopard et la tigresse remplacer Héloïse et Adèle au fronton des couples célèbres.

Le général Bigard devra choisir un solide gaillard pour supporter le choc d'une telle idée. D'autant que la vie du pauvre Adèle s'est soldée par ce qui peut arriver de pire à un parachutiste, comme à tout homme, d'ailleurs.

BERNARD CHAPUIS.

UN THÉORICIEN DE LA PROBABILITÉ

Werner Heisenberg est mort

La vie de Werner Heisenberg, mort dimanche 1^{er} février à Munich, est indissociable de l'histoire du groupe de physiciens Niels Bohr, Max Born, Paul Dirac, Erwin Schrödinger, Louis de Broglie, Wolfgang Pauli, qui ont révolutionné la physique de Newton.

Prix Nobel de physique en 1932.

Werner Heisenberg, né au début du siècle en 1901, est l'un de ceux qui, avec Max Planck ont peut-être le plus contribué à dépasser le déterminisme qui régnait en physique. On se souviendra aussi, sans doute, de la célèbre visite que Heisenberg rendit à Niels Bohr à Copenhague en octobre 1941 pour tenter, sans grand succès, de convaincre le physicien que le groupe de savants allemands dont il faisait partie et qui étudiait la fission de l'atome était loin de pouvoir et même de souhaiter réaliser une bombe atomique.

Heisenberg aura traversé, en conservant toujours une attitude modérée, à la fois l'histoire troublée de l'Allemagne du III^e Reich et la grande révolution de la physique contemporaine. « J'aime bien Heisenberg... Son talent est inné, mais c'est son comportement gentil et modeste, sa bonne humeur, son zèle et son enthousiasme qui sont particulièrement réjouissants. » C'est ainsi que Max Born décrit Heisenberg, qu'il cherche à attirer chez lui alors que ce dernier travaillait à Munich au début des années 20 sous la direction du brillant physicien Arnold Sommerfeld. Heisenberg se trouve alors plongé dans le climat d'incertitude et de discussions passionnées du groupe de physiciens qui sait déjà qu'il lui faudra un jour abandonner certaines principes de la physique newtonienne pour la remplacer par une théorie capable d'expliquer les phénomènes constatés à l'échelle du noyau des atomes.

DOMINIQUE VERGUÈSE.
(Lire la suite page 10.)

éditions sociales

Collection
Problèmes/Histoire
Directeur
François Hünker

M. GOLDING
L'Inde - Idéologie d'une révolution nationale. 13 F

M. MOISSONNIER
La révolution des camps. 20 F

E. GUIBERT
Vues idéologiques de la révolution française préface d'Yvon Belaval. 20 F

B. HEUMANN
La guerre des paysans d'Alsace et de Moselle (1625). 20 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

AMGALA : une base logistique neutralisée par les Marocains

(Suite de la première page.)
Quand les caméras des photographes se braquèrent sur les rations portant la marque de l'Armée nationale populaire (A.N.P.) algérienne récupérées après le combat, ce fut un éclat de rire au vu des inscriptions (en français) que portaient les boîtes de corned-beef et de haricots au poulet : « date limite de consommation : décembre 1975 ». « Voilà sans doute, lança le colonel Dlimi, ce que l'on destinait aux prétendus réfugiés »...

Un « butin de guerre »

Pour le commandant de la zone sud, AMGALA n'était qu'un point d'appui, une base logistique de l'A.N.P. en territoire marocain, à 300 kilomètres de la frontière algérienne. Il a donc fait la réduire. Un « butin de guerre » est tombé entre les mains des Marocains : 50 000 litres de carburant (essence et gas-oil), des camions Berliet et divers véhicules portant la marque de l'A.N.P., des mortiers de 60 et de 80, des mitrailleuses sur roues, des canons de 75, des missiles SAM-7, des tubes de lancement, des fusils, etc. Mêlée à des armes d'origine française, la majeure partie de cette panoplie est d'origine russe. Le vent sahélo-saharien tourna les pages des notices d'entretien

que les utilisateurs avaient abandonnées.

Sur les hauteurs du paysage tourmenté, d'où l'on domine un horizon de pierres brûlées par le soleil et des sables où s'enlisaient les jeeps, les Marocains ont aménagé des emplacements de tir.

« Le Polisario, dans cette affaire, où était-il ? demanda-t-on au colonel Dlimi.

— Les Algériens avaient avec eux des Sahraouis originaires de la région embrigadée de force par le Polisario pour les guider.

— Quel est le bilan de l'opération ?

— Environ deux cents morts chez les Algériens, cent six prisonniers (1), tous transférés à Rabat, les blessés étant à l'hôpital militaire. Le reste s'est enfui. Chez nous — je vais vous étonner, mais c'est la vérité, — deux morts et quatorze blessés.

— Quels effectifs avez-vous engagés ?

— Ce qu'il fallait.

— Vous aviez pourtant en face de vous des gens qui savent combattre ?

— Oui, mais nous les avons surpris.

Le colonel Ben Othman dirigea l'attaque. Basé à Smara, il avait fait venir des renforts de Bou-Craâ. De l'endroit où ils s'arrêtaient, ils partirent en oblique vers le sud, tandis

que des troupes cantonnées à Smara prenaient parallèlement la même direction. Manœuvre de diversion qui laissa l'impression que les Marocains s'acheminaient vers la Mauritanie pour lui porter secours. Brusquement, les deux colonnes changèrent de direction. Les renforts montrèrent vers le nord, dépassèrent AMGALA à l'est et se déployèrent pour former, au Nord de cette localité, une ligne d'arrêt sur des passages obligés. La colonne partie de Smara, pour sa part, piquait sur AMGALA et attaqua le secteur par le sud. Les engins blindés de reconnaissance menèrent l'offensive, qui vint du côté où les Algériens ne l'attendaient pas. Ceux-ci reçurent, le

28 janvier, un appui d'artillerie du secteur de Bir-Moghrein, où l'armée est également présente. L'aviation marocaine força cet appui tracté à rebrousser chemin. Au cours du combat, les Algériens changèrent leur dispositif. Mais trop tard.

Le colonel Dlimi est formel : Indépendamment d'AMGALA, l'armée algé-

rienne est installée principalement en territoire marocain, à Mahbès et Tifariti, où elle est secondée par le Polisario.

« Il reste donc du « nettoyage » à faire... »

— Bien sûr, répond le colonel avec son sourire énigmatique et une ardeur au combat qu'il tire, en l'oc-

currence, de ses attaches avec sa lignée de sahraouis (2).

En attendant, le « nettoyage » a été fait dans la région d'El-Aïoun et de Bou-Craâ au moment où, voici une dizaine de jours, l'aérodrome d'El-Aïoun était fermé au trafic civil.

LOUIS GRAVIER.

Un représentant de l'ONU se rendra dans les capitales intéressées

L'activité diplomatique à propos du Sahara occidental et de la crise algéro-marocaine a connu, samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février, de nouveaux développements.

● A Alger, le vice-président de la République arabe d'Égypte, émissaire du président Sadate, s'est entretenu dimanche avec le président Boumedienne. M. Moubarak était revenu à Alger après avoir accompli un premier voyage au Maroc, où il a rencontré le roi Hassan II à Fès.

Le chef de l'État algérien a reçu d'autre part, dimanche, M. Abdallah El Khamiri, envoyé spécial du président de la République démocratique du Yémen, puis le prince Saoud El Fayyal, ministre saoudien des affaires étrangères, envoyé du roi Khaled.

De leur côté, les responsables du Front de libération nationale, le parti unique algérien, ont conféré dimanche avec les représentants des partis d'opposition espagnols qui se trouvent à Alger depuis samedi soir. La délégation espagnole qui est conduite par M. Santiago Carrillo, secrétaire du parti communiste espagnol, devait rencontrer les dirigeants du Front Polisario. M. Carrillo a assuré le Front Polisario du soutien de la junte démocratique espagnole. Cependant la presse algérienne dénonce en termes très vifs la politique de Madrid au Sahara occidental.

● A Rabat, le quotidien *le Matin du Sahara* écrit de son côté ce lundi 2 février, dans un long éditorial intitulé « Pour qui sonne le glas... » : « Le président Boumedienne n'a pas craint par un entêtement coupable d'engager par simple vanité le malheureux peuple algérien dans l'opération... Nous n'attendons rien des dirigeants actuels de l'Algérie car ce ne sont que des arrivistes... La présence de cette équipe à la tête de l'Algérie constitue un danger pour ce pays, pour le Maghreb et la nation arabe. Nous espérons, en dépit de tous les mensonges, que les masses sont maintenant tombées et qu'il se trouvera des hommes en Algérie, comme il s'en est trouvé le 1^{er} novembre 1954, pour se révolter de nouveau afin de rétablir ce qui leur a été conté, c'est-à-dire la dignité et la liberté ».

● A Nouakchott, le Conseil national, assemblée du parti du peuple mauritanien, a décidé samedi, à l'unanimité, la création d'un service national, et violemment critiqué les dirigeants algériens.

● A Koweït, M. Abdelaziz Roussein, ministre d'État, a annoncé dimanche qu'il avait demandé officiellement au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud el-Khatib, d'entreprendre une médiation.

● A New-York, M. Olof Rydbeck, représentant permanent de la Suède à l'ONU, a été désigné

par le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, comme son représentant pour le Sahara occidental. M. Rydbeck se rendra prochainement en Espagne, au Maroc, en Algérie et en Mauritanie pour conférer avec les dirigeants de ces pays, en vue d'examiner les modalités permettant à la population du Sahara occidental de décider de son avenir, conformément à une résolution de l'Assemblée générale de novembre dernier. (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

● Le Parti socialiste unifié (P.S.U.) dénonce, dans un communiqué, « l'agression dont est victime le peuple sahraoui de la part des régimes marocain et mauritanien, qui refusent de reconnaître à ce peuple le droit à l'autodétermination ». Il s'élève contre « le capitalisme international, particulièrement le capitalisme français, qui cherche, par des livraisons d'armes au Maroc et à la Mauritanie, à encadrer l'Algérie ».

Plusieurs personnalités françaises « profondément attachées à la liberté et au progrès du monde arabe et de l'Afrique », excluent, au sujet de la partie du Sahara naguère occupée par l'Espagne, la possibilité d'une solution ne procédant pas « d'un véritable dialogue entre toutes les parties concernées et de la consultation effective des populations du territoire ». Elles dénoncent « les risques d'un conflit armé qui ligoterait promptement dans toute la région les difficultés acquies de l'indépendance ». Elles adjurent « l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie de s'abstenir de toutes violences réciproques et de s'en remettre pour le règlement du problème à un arbitrage arabo-africain, les arbitres devant être choisis en accord avec les parties ».

Ont signé cet appel : MM. Berque, Jean Dresch, Vincent Monteil, Alain Savary, Pierre Martelot, Théodore Monod, Yves Lacoste, Jean-Marie Domenech, Charles André Julien, Mme Germaine Trillon, MM. Jean Rous et Albert-Paul Lentin.

CORRESPONDANCE

Un piège tendu à Alger

M. André Prenant, maître-assistant à l'université Paris-VII, nous a adressé la lettre suivante :
Comme tout ami des peuples du Maghreb, je ne peux que partager l'inquiétude qu'expriment, dans les « Libres opinions » du 29 janvier 1976, mes amis et collègues J. Dresch et Y. Lacoste. Les faits auxquels ils se réfèrent ne sont pas, pris isolément, contestables, et le conflit montant algéro-marocain, déjà catastrophique pour les deux peuples, qui le savent, ne peut que devenir plus en s'aggravant.

Je ne puis cependant m'empêcher d'éprouver un malaise devant le soutien à l'équilibre l'argumentation fournie, qui tend à renvoyer dos à dos les États algérien et marocain, à dénier aux Sahraouis leur aptitude à l'autodétermination, à effacer le parti pris de notre gouvernement.

1) En toutes circonstances, je crois dangereux d'invoquer des « droits historiques ». Certes, les Sahraouis ont longtemps vécu dans le même ensemble que les Marocains — les Mauritanais aussi, d'ailleurs, comme les Algériens de l'indou et de la Saoura, et même, au seizième siècle, les Maillens de la boucle du Niger ! J'ai connu, voici trente ans, à Béchar, des vieux qui, en 1904, s'étaient battus, au nom du sultan, seule autorité musulmane indépendante de la région, contre les troupes françaises, et ne s'en sentaient pas moins Algériens.

2) Ce qui compte, c'est la réalité présente. En premier lieu, le désir d'autodétermination du peuple sahraoui, suffisamment exprimé par l'abandon des bourgades par leur population, par les hommes pour se battre, par leur famille pour fuir l'occupation monarchiste. Que « la grande majorité (soit) illettrée » n'y change rien : les combattants de l'an II l'étaient tout autant et comme eux, du fait du colonialisme. Dénier à un peuple illettré le droit de choisir son destin reviendrait à dénier ce droit à tout peuple sortant d'une domination prolongée.

3) Le roi Hassan a trouvé dans l'occupation du Sahara occidental tout à la fois l'occasion d'une opération de politique intérieure, en se ralliant une opposition nationale (istihlal, U.S.F.P., P.S.P.) mystifiée par son propre mythe du « Grand Maroc » ; celle

de mériter mieux encore le soutien de l'impérialisme américain, y compris à travers le franquisme posthume et notre gouvernement ; celle de parfaire son monopole sur le marché des phosphates, celle de mettre en tutelle, en attendant mieux, la Mauritanie ; celle d'aggraver les pressions économiques et politiques sur l'Algérie progressiste et anti-impérialiste.

4) Inversement, la République algérienne, au-delà de sa fidélité de principe au droit à l'autodétermination, ne peut admettre un fait accompli, dangereux pour son existence et son intégrité, alors que l'istihlal rappelle ses revendications, notamment sur les wilayas algériennes de Béchar et d'Adrar. Il est abusif de mentionner sa recherche d'un débouché vers l'océan quand, après la non ratification par Hassan des accords algéro-marocains, elle a déjà prévu l'évacuation par le rail du minéral de Gara-Djebel vers sa future base sidérurgique du littoral oranais.

5) Ce qui est en cause, en vérité, c'est le « mauvais exemple » pour le peuple marocain, c'est la menace pour la domination impérialiste que constitue le régime algérien. L'agression marocaine contre les Sahraouis tend à « piéger » le développement algérien, déjà menacé par les ruptures de contrat françaises, espagnoles, américaines, en cherchant à imposer un choix entre menace économique et menace politique : en ce dernier sens, l'obligation imposée à l'Algérie d'expulser des Marocains, peut-être en nombre plus grand qu'il n'était nécessaire, peut être considérée comme un succès de Hassan II dans ses efforts pour faire dévier ce pays de sa ligne d'un « Maghreb des peuples ».

6) Se contenter de regretter que notre gouvernement ne « favorise (pas) la recherche d'accords » revient, en fait, à réduire ses responsabilités : son « aide » à la monarchie marocaine comme son obstination à maintenir avec l'Algérie des relations de domination et d'échanges inégaux qui nous valent la déterioration rapide de nos relations avec ce pays jouent leur rôle, comme le jouent les monarchies espagnole et chérifienne dans l'élaboration du piège tendu à Alger.



Tous les huit mois, nous renvoyons sans pitié de bons et loyaux serveurs.

Huit mois, c'est une carrière courte pour une voiture. Les premières défaillances sont encore lointaines.

Mais si nous attendions la première défaillance pour mettre nos voitures à la retraite, nous prendrions un risque considérable : celui qu'elle se produise avec vous.

Car dans ce cas, vous nous en voudrez beaucoup et vous irez chez notre concurrent à la première occasion.

En disant beaucoup de mal de nous entre temps.

Au contraire, en refusant de vous fournir autre chose qu'une belle voiture impeccable et en pleine jeunesse, nous sommes sûrs de notre petit effet : vous aurez un pincement de regret en venant nous la rendre.

Et la prochaine fois, c'est chez nous que vous reviendrez.

Finalement nous sommes des gens très intéressés.

Avis lue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

Avis.
Profitez de nous.

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ET SES PROLONGEMENTS DIPLOMATIQUES

ALGER : se battre pour Mahbès ?

(Suite de la première page.)

Les soldats algériens auraient infligé aux forces marocaines de lourdes pertes. Une bonne partie d'Algériens ont-ils été faits prisonniers à cette occasion ? Aucun organe d'information n'en a soufflé mot.

Depuis le 28 janvier, la radio-télévision et la presse ont essentiellement développé trois thèmes : le ballet diplomatique, la leçon quotidienne que donne-t-elle les maquisards du Polisario aux « forces d'agression » et les excès commis par celles-ci en

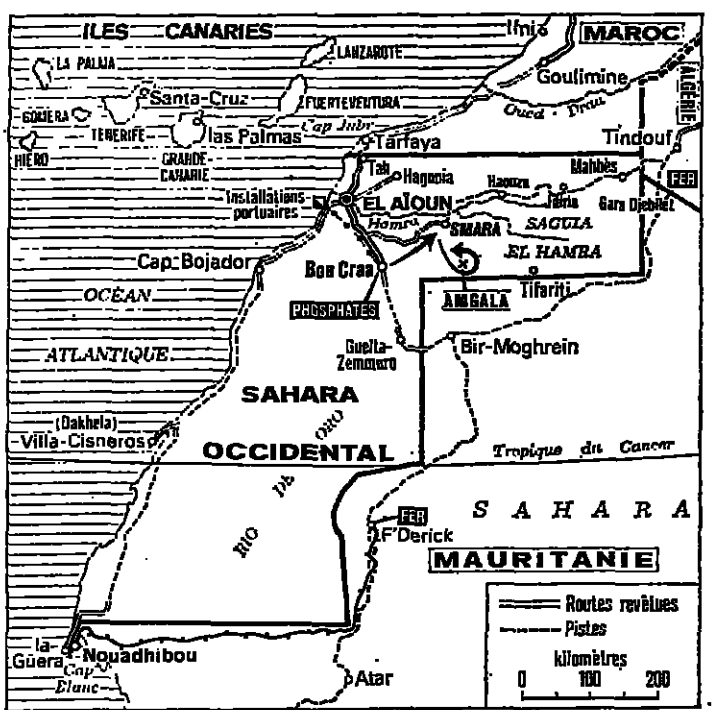
territoire sahraoui. Une répression, ajoute la presse, que le Maroc mériterait avec l'appui des Etats-Unis, voire de la France. Une nouvelle « Sainte Alliance des régimes réactionnaires et impérialistes contre l'indépendance et la dignité des peuples et contre la communauté socialiste et progressiste », dont la République algérienne est une pièce essentielle.

En dehors de ces trois thèmes, force est d'interpréter les silences et les points de suspension d'Algérie-Press-Service. C'est en

vain que, depuis huit jours, un petit carré de journalistes européens multiplie les démarches dans l'espoir de gagner le sud. Paillence, explique-t-on, ce sera pour demain ou après-demain. Les autorisations sont données verbalement. Il ne manque qu'un laissez-passer écrit. Il faut comprendre : après Tindouf, c'est le

des forces marocaines engagées à Amgala. N'a-t-il pas envoyé des renforts pour déloger les soldats encochés ? A-t-il choisi délibérément de recourir à l'action diplomatique ?

Alger fera-t-il preuve de la même modération lorsque les troupes marocaines attaqueront Mahbès, ville charnière et cita-



territoire du Polisario. Les maquisards ont d'autre chose à faire en ce moment que de convoquer des journalistes. Ils ont pas les moyens de propagande de « l'ennemi » marocain.

Explications à moitié convaincantes. En effet — et ceci explique peut-être cela — c'est dans le sud que se trouve sans doute la réponse aux questions que les observateurs politiques se posent ici. Pourquoi le gouvernement algérien, surpris par l'importance

delle du Polisario, ou bien, comme la rumeur en circule, concentré-t-il déjà en ce moment, dans le sud, avec l'aide étrangère, de gros moyens d'intervention ? Jeudi 29 janvier, des avions militaires soviétiques gros porteurs stationnaient sur l'aérodrome civil d'Alger. Ils transportaient, assure-t-on ici, des vivres et des médicaments pour les maquisards.

Il suffit de regarder une carte : Mahbès prise, l'étrait couloir entre l'Algérie et le Sahara serait coupé. Le Polisario, basé de ravitaillement, serait menacé d'asphyxie. Déjà, la perte d'Amgala, carrefour de pistes, complique beaucoup les circuits d'approvisionnement des maquisards.

Mourir pour Mahbès ou lâcher le Polisario ? C'est observer-t-on dans les milieux diplomatiques et militaires, le choix auquel Alger va être bientôt confronté si ses démarches répétées pour un règlement pacifique du conflit n'aboutissent pas. « Ce n'est pas parce que Hassan II mène une politique de guerre et de folie qu'il faut le laisser sur ce terrain », nous disait dimanche soir, un interlocuteur algérien proche de la présidence.

« Malgré les rodonnades du colonel Dimi, nous repousserons l'affrontement jusqu'à ce qu'on soit arrivé à l'irréversible. » Et l'irréversible, ce serait sans doute une attaque marocaine sur Mahbès.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

UNE PRISE DE POSITION DE CHRETIENS SUR LA TENSION ENTRE ALGER ET PARIS

La commission catholique Justice et Paix et la commission sociale économique et internationale de la Fédération protestante ont publié le 30 janvier, le communiqué suivant : « En avril 1975, dans un communiqué commun, lors de la visite du président Giscard d'Estaing en Algérie, on lisait : « Désormais, les conditions d'un dialogue fécond sont réunies pour dégager des perspectives à la mesure des potentialités et des volontés politiques de l'Algérie et de la France. »

« Depuis, les relations n'ont cessé de se dégrader, comme le montrent tant les événements que les commentaires, des deux côtés de la Méditerranée. »

« Cela signifie-t-il que notre pays renoncera à coopérer avec un pays du tiers-monde ayant acquis son indépendance, exigeant et dont les choix sont autres que les siens ? »

« Quelles que soient les causes de cette détérioration, nous pensons que celle-ci n'est pas fatale, et que tout doit être mis en œuvre pour l'arrêter. La reprise, à tous les niveaux, de l'examen des problèmes posés dans un climat de franchise devrait permettre de restaurer une coopération saine et des rapports justes entre partenaires qui, tous deux, reconnaissent la nécessité de construire un nouvel ordre économique international. »

Commission Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Chartres, 75006 Paris, tél. 325-62-91. Commission sociale, économique et internationale de la Fédération protestante de France, 102, boulevard Arago, 75014 Paris, tél. 033-76-95.

Capturé et conquis par le Polisario

De notre envoyé spécial

Alger. — Un insigne du Polisario à la boutonnière, visage émacié, grande carcasse de Bataïf flottant dans des vêtements trop neufs, Nico Arends, vingt-cinq ans, va être libéré dans quelques instants. Voilà deux mois et demi, le 15 novembre, il cherchait de l'eau dans le sous-sol, près de la frontière mauritanienne, quand il fut arrêté, « sans violence, presque amicalement », par une petite bande de combattants sahraouis. Ce samedi 31 janvier, à Alger, dans les locaux du Croissant-Rouge algérien, le Polisario, certain, après enquête, de sa bonne foi, le remet au Croissant-Rouge sahraoui, qui le confiera aussitôt à l'envoi de la Croix-Rouge néerlandaise.

Frais émoulu de l'université, traits fins, barbe chétive, M. Abdallah, le représentant du Polisario, explique avec une gravité un peu appliquée que la libération d'Arends démontre la volonté de son mouvement de respecter les Droits de l'homme.

Nico Arends dit ensuite qu'il était retenu à Mahbès, près de la frontière algérienne, sous une

tente gardée nuit et jour. Mais, insiste-t-il, « à moitié prisonnier seulement — il partageait le soir des réfugiés sahraouis, dont il estime le nombre, dans ce camp, à près d'un millier. Il porte l'insigne du Polisario, car la cause de celui-ci est juste ». Il va maintenant la défendre aux Pays-Bas.

Nico Arends était à Mahbès, avec les deux coopérants français prisonniers, MM. Dial et Séguir de Carvallo, prisonniers du Polisario depuis le début de janvier. Mais il n'a jamais entendu parler des cinq autres Français disparus dans la région de Targu (1). Ses deux anciens compagnons, dit-il, ne vont pas trop mal. Ils pourraient être libérés dans le courant du mois. C'étaient vraiment des touristes, assure-t-il, mais le Polisario n'est pas encore sûr de leur innocence. L'affaire serait tout-fois en bonne voie.

(1) Interrogé à leur sujet, le colonel Dimi, commandant de la zone sud du Maroc, a déclaré que des traces faibles de leur capture avaient été trouvées aux environs d'El Aaioun. — (N.D.R.)

Angola

Le M.P.L.A. refuse toute discussion avec l'UNITA

L'avance des troupes du M.P.L.A. se poursuit sur tous les fronts, selon Luanda, mais elle serait partout « retardée par la destruction des ponts et le minage des routes ». L'état-major de M. Neto assure que la ligne du front nord suit un parallèle passant à « quelques dizaines de kilomètres au nord d'Ambrizé ». Sur le front sud, l'encerclement de la ville de Luso (au sud-est de Luanda) serait « en bonne voie » et la ligne de front, quittant la côte à mi-chemin entre Novo-Redondo et Lobito, passerait à 60 kilomètres au sud de Cela.

Une centaine de délégations africaines,

asiatiques et européennes sont attendues à Luanda pour célébrer, le 4 février, le quinzième anniversaire de sa lutte de libération.

Le général Mobutu, président du Zaïre, multiplie, pour sa part, les démarches diplomatiques. Après avoir rencontré les 30 et 31 janvier, à Kinsangani, les chefs d'Etat du Burundi, du Rwanda et de la République centrafricaine, le chef de l'Etat zaïrois doit se rendre, cette semaine, à Lusaka, où les présidents de la Zambie, de la Tanzanie et du Mozambique doivent se rencontrer.

Bleu, au centre du pays, vont passer dans les semaines prochaines sous le contrôle du M.P.L.A. Avec le recul du F.N.L.A. sur le nord, le chiffre de la population rassemblée au sein de la République populaire devrait doubler en un temps très court.

Pour le moment, l'avance des troupes de Luanda n'a pas rencontré d'obstacles majeurs. Les unités qui aspirent surtout à retrouver la paix civile. Mais leur intégration dans une communauté nationale qui s'ébauche va poser au M.P.L.A. des problèmes redoutables. M. Lara assure que la priorité des priorités sera donnée à l'action politique.

RENÉ LEFORT.

LES NEGOCIATIONS FRANCO-TCHADIENNES SONT SUSPENDUES

Les négociations sur la révision des accords de coopération entre le Tchad et la France ont été suspendues vendredi 30 janvier, à la demande de la délégation française, à annoncer le commandant Kamouze, ministre tchadien des affaires étrangères : « Ils avaient débuté le 23 janvier. La délégation française, d'abord conduite par M. Robert Galley, ministre de l'équipement, puis par M. Guy Georges, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, a dû repartir pour Paris, mais se propose de revenir à N'Djamena à une date ultérieure, a ajouté le ministre tchadien, beaucoup de points n'ayant pas fait l'objet d'accord entre les deux délégations. »

Les deux parties ont décidé de déclarer caducs certains accords, et notamment ceux de défense et celui d'assistance militaire technique relatif au statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République du Tchad. Enfin, au cours de cette première phase de négociations, N'Djamena a dénoncé certains accords de coopération.

Ces négociations se sont déroulées, selon N'Djamena, dans « un climat de très grande compréhension ».

Correspondance

vre qui doit favoriser une campagne diplomatique visant à imposer un gouvernement d'union nationale et permettre aux adversaires de la République de reprendre militairement leur souffle.

L'offensive diplomatique de l'Unita n'aurait pas d'autres objectifs. Dans l'immédiat, les dirigeants du M.P.L.A. estiment qu'elle s'attache surtout à empêcher l'admission à l'O.C.A. de la République populaire, ce qui est maintenant possible puisqu'elle a été reconnue par vingt-quatre pays africains.

La diplomatie « tous azimuts » du président Mobutu n'inquiète guère Luanda, assurée d'accroître son audience sur la scène internationale. Une conférence exceptionnelle de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie (OSPAA), pour soutenir la République populaire, s'ouvre ce lundi 2 février dans la capitale angolaise.

On murmure aussi que certains chefs d'Etat africains devraient très bientôt venir à Luanda. Mais on relève ici l'insistance de M. Kissinger pour obtenir des Etats-Unis un soutien matériel et financier des peuples d'Afrique et d'Asie (OSPAA), pour soutenir la République populaire, ce qui est maintenant possible puisqu'elle a été reconnue par vingt-quatre pays africains.

En s'appuyant sur ces données, M. Lucio Lara souligne donc que l'offensive militaire, loin de s'arrêter, devrait plutôt s'intensifier. « Si des éléments de l'Unita se rendent compte qu'ils ont été trompés, abandonnent leur organisation, et veulent participer à la reconstruction nationale de notre pays, nous sommes prêts à les accueillir. Mais il n'est pas question d'entamer la moindre discussion avec l'UNITA ou, même avec des militants de l'UNITA se présentant en tant que tels. »

On tient ici pour assuré que les provinces de Huambo et de

(1) Cette visite a été démentie à l'Elysee.

Etats-Unis

La Cour suprême modifie les règles du financement électoral

De notre correspondant

Washington. — La décision de la Cour suprême sur le financement des campagnes électorales, rendue le 30 janvier, provoque de vifs remous dans les milieux politiques. En même temps qu'elle confirme certaines dispositions de la loi de 1974 sur le financement public des élections fédérales, l'arrêt de la Cour, en éliminant les « plafonds » imposés aux dépenses faites par ou pour les candidats, va justifier à l'encontre de l'objectif essentiel de la loi.

Pratiquement, la Cour suprême, elle-même divisée, a mis au point un compromis entre ce que le New-York Times appelle « deux conceptions rivales du bien public », l'une visant à soustraire aux candidats à l'influence corruptrice de l'argent, l'autre soucieuse de protéger l'exercice des droits fondamentaux, notamment de la liberté de parole.

Ce compromis satisfait et inquiète à la fois tout le monde. Pour les réformateurs, qui veulent réduire le rôle de l'argent, la confirmation des dispositions essentielles de la loi de 1974 est positive, mais ils redoutent que des possibilités ne soient offertes maintenant aux puissances d'argent aux gros bailleurs de fonds, familièrement appelés les « fat cats » (des gros matous), de financer sans restriction les candidats au Congrès.

La Cour a entériné les règles nouvelles suivantes : les candidats à la présidence ayant obtenu dans vingt des cinquante Etats, 100 000 dollars en contributions d'un montant limité à 250 dollars, ont droit de recevoir du Trésor des fonds correspondant au total des donations privées. La loi limite également les dépenses des aspirants à l'investiture de leur parti à 10 millions de dollars avant la convention nationale qui désigne les candi-

dates. Une fois désignés, les deux hommes en présence peuvent obtenir 20 millions de dollars du Trésor pour leur campagne, mais ils ne peuvent dépenser au-delà de cette somme limite. La Cour suprême a confirmé ces dispositions de la loi de 1974, ainsi que l'obligation imposée aux candidats de révéler le nom de leurs mécènes.

Mais en même temps, estimant que les plafonds prévus par la loi violaient le premier amendement de la Constitution, la Cour a décidé de les supprimer. En d'autres termes, les candidats peuvent maintenant dépenser sans limite leur fortune personnelle ou celle de leur famille. L'avantage ainsi donné aux candidats aisés ou aidés par une famille riche ne bénéficiera cette année à aucun des concurrents. La Cour a décidé, en effet, que ceux qui ont déjà accepté les fonds publics devaient observer les limites fixées par la loi.

En revanche, ce qui concerne les élections au Congrès (un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants), le plafonnement des dépenses des candidats fixées par la loi de 1974, en vertu de la décision de la Cour. Du coup, l'argent jouera un rôle beaucoup plus important que prévu dans les élections législatives.

Enfin, la décision de la Cour menace d'invalider la commission fédérale électorale chargée de veiller à l'application de la loi de 1974. Quatre de ses six membres, en effet, sont actuellement nommés par le Congrès, ce qui, selon la cour, contrevient au principe de la séparation des pouvoirs. Le Congrès est donc invité à changer la structure de cette organisation dans un délai de trente jours. Mais il est douteux que ce changement puisse intervenir à temps.

HENRI PIERRE.

A PARIS

Un colloque a analysé la situation de Porto-Rico

Les 28 et 29 janvier au Sénat s'est tenu un colloque sur Porto-Rico. Organisé par les départements d'angle-américain et d'espagnol de l'université de Paris-VIII (Vincennes), cette réunion a rassemblé des délégations des deux partis indépendantistes de l'île, dirigées par M. Juan Mari Brás, secrétaire général du parti socialiste portoricain, et M. Ruben Berrios, président du parti indépendantiste portoricain et sénateur de l'Etat de Porto-Rico. Ces deux formations ne sont pas venues jusqu'ici à agir en commun dans leur pays.

Les débats, introduits par M. Serge Souchev, sénateur communiste de Paris, avaient pour objet la situation « coloniale » de Porto-Rico, qui a le statut d'Etat libre associé aux Etats-Unis. Les représentants des deux délégations portoricaines se sont attachés à démontrer ce qui est pour eux une fiction juridique. L'association de Porto-Rico aux Etats-Unis a été obtenue et maintenue, ont-ils affirmé, grâce aux énormes moyens de pression dont dispose Washington.

Porto-Rico subit aussi une colonisation économique et écologique. Les Etats-Unis maintiennent dans l'île un taux de chômage très élevé (30 % de la population active), et ils utilisent sur leur territoire la main-d'œuvre

vre bon marché fournie par près de deux millions de Portoricains exilés. L'île reçoit « de préférence » les industries polluantes, dont le fonctionnement est de plus en plus réglementé aux Etats-Unis. En outre, plus de 10 % de la terre arable de l'île est occupée par des bases militaires.

Ces thèses ont été développées par une trentaine d'orateurs spécialistes des divers problèmes étudiés, ou représentants de formations politiques. Le parti communiste français avait notamment délégué M. Georges Fourt, membre de la section de politique extérieure du comité central et le parti socialiste M. Lionel Jospin, secrétaire national. Le Mouvement des radicaux de gauche et la C.G.T. avaient également envoyé des membres de leur direction nationale. En dressant le bilan du colloque, M. Bernard Cassen, directeur du département d'angle-américain de Paris-VIII, a annoncé le lancement d'une campagne en faveur de la libération des cinq prisonniers politiques portoricains qui sont incarcérés aux Etats-Unis depuis près d'un quart de siècle, et la constitution d'un comité de solidarité avec l'indépendance de Porto-Rico. — A.-M.C.

pour la première fois le Monde publie



un numéro spécial de dossiers et documents
160 pages, 70 pays, 50 graphiques et tableaux, 10 F
En vente chez les marchands de journaux

IRRESPONDANCE

Age tendu à Alger

Alger. — Les pires difficultés comme les plus brillantes succès ne semblent pas enlever aux dirigeants du M.P.L.A. une imperturbable sérénité. Commentant les récentes militaires de ces dernières semaines, M. Lucio Lara, secrétaire général du mouvement, nous dit seulement : « Les choses vont peut-être plus vite que nous ne nous y attendions. » Au mois de décembre, on prévoyait que la « deuxième guerre de libération » durerait « des années ». Aujourd'hui, on admet que dans la forme actuelle du conflit — guerre classique avec une véritable ligne de front — la fin des hostilités pourrait être proche. Mais l'emploi du conditionnel indique bien que, si l'on espère un retrait des troupes sud-africaines d'Angola, on s'attend tout au plus à un recul.

Sans méconnaître les motifs diplomatiques de ce repli, les dirigeants de la République populaire soulignent que les troupes sud-africaines ont dû abandonner la ligne Novo-Redondo-Cela avant tout parce que la pression de leurs forces, appuyées par celles des Cubains, rendait leur maintien sur ces positions intenable. Luanda reste très prudent. L'état-major affirme ne posséder aucun indice sur le départ du territoire angolais de matériel militaire ou de troupes sud-africaines. Mais il évalue les effectifs à sept mille hommes environ. On pense ici que ces forces se regroupent à la hauteur du quatorzième parallèle, un peu au nord de Sa-Da-Bandeira.

De même, on relève que le recrutement de mercenaires dans les pays occidentaux s'accroît. L'état-major de Pretoria aurait décidé de changer de tactique en intervenant moins directement dans les combats pour laisser à ces soldats de fortune la charge de tenir les premières lignes. Enfin, on note à Luanda que les tirs d'artillerie lourde, que seuls les Sud-Africains peuvent assumer, sont toujours aussi intenses.

D'autre part, Luanda assure qu'une campagne de presse attribuée aux FAPLA des victoires qu'elle ne revendiquerait même pas. Le M.P.L.A. est convaincu que l'annonce du retrait de Pretoria est, avant tout, une manœuvre

EUROPE

Italie

Le débat sur l'avortement est à l'arrière-plan de la crise politique

Des extraits du « rapport Pike » sur les activités de la C.I.A. — préparé par une commission d'enquête du Congrès américain et bloqué par le président Ford — ont été publiés dimanche 1^{er} février dans « la Stampa ». Ils concernent le financement secret de partis de syndicats et de personnalités italiennes de 1948 à 1975 pour arrêter la force croissante des communistes. Jusqu'en 1972, les États-Unis auraient dépensé dans la péninsule, par l'intermédiaire de la C.I.A., près de 2 milliards de dollars par an. Mais dans la dernière période les subventions semblent s'être réduites, compte tenu de leurs « résultats douteux ».

Les textes publiés par le quotidien turinois contiennent de nombreuses omissions. Les noms de personnes en particulier sont effacés. On devine néanmoins que deux des protagonistes de ce marché furent l'ambassadeur américain Graham Martin et le général Vito Miceli, ancien chef des services secrets italiens (SIS), actuellement poursuivi pour complicité dans la

tentative de coup d'Etat de décembre 1970. Il y est question, d'autre part, d'un « homme d'affaires international », dans lequel la presse italienne a reconnu M. Michele Sindona, banquier sicilien réfugié à New-York, après un krach financier qui lui valut d'être poursuivi par la justice de son pays.

Les révélations sur les activités de la C.I.A. dans la péninsule se sont multipliées depuis le début de l'année. Elles semblent être surtout en rapport avec la bataille que livrent les démocrates américains contre M. Ford à la veille de la campagne présidentielle. Mais elles ont indirectement des conséquences sur la crise gouvernementale et monétaire en Italie. Celle-ci a été marquée par le relèvement d'un point du taux d'escompte (il passe de 6 à 7 %) à partir du 2 février. Destinée à renforcer la lire — qui a perdu près de 10 % de sa valeur sur le marché libre en dix jours —, cette mesure aurait notamment pour effet de freiner la fuite des capitaux.

De notre correspondant

Rome. — Le débat économique domine à nouveau la crise gouvernementale en Italie. En même temps, une question épineuse pèse sur les choix des différents partis. Il s'agit de l'avortement, auquel l'« Osservatore Romano », quotidien du Vatican, et l'« Unità », organe du parti communiste, ont consacré chacun le 1^{er} février une note remarquée.

Il est clair, en effet, que la législation sur l'interruption de la grossesse dépendra de l'issue de cette crise ouverte le 7 janvier. Si un cabinet n'est pas formé assez vite, le Parlement n'aura pas le temps de débattre sur les propositions de loi qui ont été présentées.

Rien ne pourrait alors empêcher un référendum de se tenir avant la date limite du 13 juin prochain (il a été demandé par plus de

cinq cent mille citoyens, et son principe est reconnu valable par la Cour constitutionnelle). Rien, sinon une dissolution des Chambres et des élections anticipées, ne pourrait empêcher la question d'annuler aussi la discussion parlementaire et de provoquer le renvoi à un an du référendum. On comprend que beaucoup de démocrates-chrétiens à commencer, semble-t-il, par M. Amintore Fanfani, ancien secrétaire du parti — soient tentés par ces perspectives.

Le calcul de la D.C.

Même si cette solution doit être écartée en raison de la gravité de la situation économique, l'avortement peut interférer grandement dans la composition du futur cabinet. Quand ils manifestent

Espagne

Imposante manifestation de rue à Barcelone

Correspondance

Barcelone. — Pour la première fois depuis la mort du général Franco, une imposante manifestation publique a eu lieu à Barcelone le dimanche 1^{er} février. Selon les organisateurs — cent cinquante personnalités ayant en vain demandé une autorisation aux autorités locales et nationales — au moins sixante mille personnes ont répondu à l'appel et se sont regroupées dans les rues du centre.

La police, nerveuse, est intervenue immédiatement sans sommation et avec une grande brutalité contre le premier groupe de manifestants, fort de quelque trois mille personnes, utilisant des grenades lacrymogènes et lançant à la matraque. En tête de ce cortège venaient les personnalités signataires de l'appel dont le Père Xirriach, candidat au prix Nobel de la paix. Des hélicoptères de la police survolaient la manifestation.

Dispersés sans cesse, les manifestants se sont reformés en petits groupes, portant des banderoles réclamant l'amnistie et proclamant : « Un peuple qui ne sera jamais vaincu ! » Jeté à terre, le Père Xirriach, qui a fait de

nombreuses grèves de la faim en faveur des prisonniers politiques, a été violemment frappé, blessé et conduit à l'hôpital.

Réunis dimanche soir, les organisateurs ont rédigé un texte protestant contre les méthodes violentes de la police et se félicitant du « grand cri » de la population. Les manifestants ont applaudi les manifestations pendant les deux heures qu'ont duré les affrontements. Les organisateurs ont l'intention de porter un texte au gouvernement civil, ce lundi 2 février et de renouer avec lui un dialogue afin d'obtenir une autorisation pour une nouvelle manifestation de rue.

CORRESPONDANCE

Léo Lagrange et la guerre d'Espagne

M. Pierre Cot, ancien ministre, nous écrit :

Ayant lu dans mon article paru dans le Monde du 21 novembre dernier, que, lors de la réunion du conseil des ministres qui eut lieu le 1^{er} août 1936, trois seulement des membres présents avaient suivi l'expression de Jules Moch, alors secrétaire du gouvernement, « tenu jusqu'au bout pour l'aide à l'Espagne », Mme Léo Lagrange s'est étonnée. Si Léo Lagrange ne manifeste pas, sinon en privé, son opinion, c'est que, aux termes des lois constitutionnelles alors en vigueur, les sous-secrétaires d'Etat n'avaient pas accès au conseil des ministres, lequel siégeait sous la présidence du chef de l'Etat. D'où son absence et la réserve que ses fonctions lui imposaient dans la Constitution prévoyait aussi que, à l'initiative du président du conseil — Léon Blum — et sous sa présidence, ministres et sous-secrétaires d'Etat pouvaient siéger ensemble et délibérer en conseil de cabinet des affaires politiques.

C'est alors que, le 7 août, dans l'après-midi, un conseil de cabinet se tint à la présidence du conseil. La discussion, de part et d'autre, fut courtoise mais parfois vive. En fin de compte, aucun fut appelé à donner son avis sur le problème qui se présentait ainsi : le gouvernement devait-il continuer à livrer des armes à la République espagnole, comme il en avait le droit, ou s'engager dans la voie de la « non-intervention » qui devait, en ce cas, être conclue par accord international ?

Léo Lagrange intervint dans le débat, avec beaucoup d'énergie et de lucidité. La thèse qu'il soutint était celle-là même qui avait été défendue, le 1^{er} août, par les trois « jusqu'au-boutistes » de l'aide aux républicains espagnols.

Je souhaite que Madeleine Lagrange soit satisfaite de ces précisions.

ROBERT SOLÉ

Allemagne de l'Est

Les documents préparés pour le congrès communiste marquent un net durcissement dogmatique

De notre correspondant

Vienne. — Alignement complet sur l'Union soviétique, absence totale d'allusion à une éventuelle réunification de l'Allemagne, affirmation particulièrement insistante du renforcement du rôle dirigeant du parti communiste dans la phase actuelle d'évolution de la « société socialiste développée » : telles sont les principales caractéristiques du projet de programme du parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) qui a été publié à Berlin. Ce document, destiné à remplacer le

précédent programme adopté en 1963 sous Walter Ulbricht, qui dirigea le SED après la guerre pendant une vingtaine d'années, sera soumis à l'approbation du prochain congrès du parti, en mai prochain.

Deux autres documents seront présentés au congrès : un projet de nouveau statut du parti et les « directives » pour le plan quinquennal 1976-1980.

véritablement valeur universelle. C'est l'expérience du parti communiste soviétique qui doit être « la base et la source du développement de la R.D.A. socialiste » dans sa marche vers le « passage progressif au communisme ». Le SED ne se laisse guider que par elle et par « les lois générales de la révolution et de l'évolution socialiste ». Nulle part il n'est question de conditions particulières ou nationales qui pourraient nécessiter un aménagement du modèle.

Il n'y a plus de question nationale

Plus concis, plus sec dans sa formulation que celui de 1963, le programme que le SED veut se donner, à l'aube de ce dernier quart de siècle, est aussi plus dogmatique. Le changement le plus frappant est la portion congrue, accordée aux relations avec la République fédérale et l'abandon des formules sur l'unité de l'Allemagne.

L'ancien document — guide du parti — avait été conçu à une époque où la « question nationale » restait au centre de la pensée des deux États allemands. Le SED, y était-il écrit, est « le parti de la paix, de la dignité et de l'unité nationale ».

En 1967 encore, Walter Ulbricht présentait un projet de Confédération allemande, et en janvier 1970, quelques semaines avant son remplacement par M. Honecker, et alors pourtant que l'attitude de la R.D.A. à l'égard de la République fédérale avait déjà subi un fléchissement, le vieux dirigeant ouvrier déclarait, au cours d'une conférence de presse internationale à Berlin : « Nous voulons, c'est un principe inscrit dans notre Constitution, que les deux parties de la nation allemande divisées par les impérialismes, les deux États allemands et leur peuple paient, un jour se rapprocher sur la base de la démocratie et du socialisme, et peut-être trouver une voie commune ».

Depuis lors, même sur la base de la démocratie et du socialisme, le rapprochement entre les deux États allemands n'est plus un thème d'actualité. Le SED, la Constitution de la R.D.A. a été modifiée, une citoyenneté est-allemande a été créée, deux

Républiques ont réglementé leurs relations sur la base d'un traité, et à quelques détails près, comme par exemple des conditions particulières pour les échanges commerciaux et les échanges de rapports tout comme le feraient deux États étrangers l'un à l'autre.

A Helsinki, l'été dernier, les États représentés à la conférence de sécurité ont reconnu le caractère inviolable des frontières européennes et l'intégrité territoriale des pays participants. Dans la foulée, la R.D.A. et l'U.R.S.S. signaient en octobre un nouveau traité d'amitié où pour la première fois ne figurait plus aucune référence à l'unité de l'Allemagne. Il était donc dans la logique des choses que le programme du parti tienne compte à tout tour de cette évolution.

Dans le nouveau texte, les relations « entre la R.D.A. socialiste et la République fédérale capitaliste, relations sur la base de la coopération pacifique et du droit international entre deux États souverains ayant un système social différent » sont édictées en un paragraphe dans un chapitre consacré à la politique étrangère du SED. Disparaît complètement tout le développement historique qui, dans le programme de 1963, ne comptait pas moins de sept pages, et où étaient rappelées les conditions de la création des deux États allemands, et exposée « la solution de la question nationale ». Seule désormais la référence à l'« inviolabilité » des frontières, et non à leur « intangibilité » — formule plus contraignante — une formule toute petite porte ouverte à une future et très hypothétique réunification par les voies pacifiques.

Le « modèle soviétique »

Faute de retrouvailles avec les anciens frères de l'Ouest, la population est-allemande se voit offrir « le rapprochement avec toutes les nations de la communauté des États socialistes », et tout particulièrement avec l'Union soviétique. L'unité avec celle-ci est évidemment qualifiée d'« in destructible ». Les nouveaux sta-

tuts font obligation à tout membre du parti de lutter pour l'« alliance fraternelle » avec l'U.R.S.S. Une modification statutaire remplace, à l'instar de ce qui se fit il y a quelques années dans le P.C. soviétique, le titre de premier secrétaire du SED par celui de secrétaire général, supprimé en 1954.

L'alignement sur l'U.R.S.S. se manifeste de façon évidente dans le domaine idéologique. Aux yeux des dirigeants est-allemands, les réalisations de l'U.R.S.S. ont

Portugal

LES PETITS PAYSANS DU NORD RECLAMENT LA DÉMISSION DE M. LOPES CARDOSO

Libbonne (A.F.P.). — La Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP), hostile à la réforme agraire, a décidé de suspendre temporairement « toutes les formes de lutte » pour ne pas « interpréter », dans l'attente des décisions que, selon elle, ne vont pas manquer de prendre le gouvernement et le conseil de la révolution. Le premier ministre, le ministre de l'Agriculture et deux membres du Conseil de la révolution.

Les agriculteurs — pour la plupart petits et moyens propriétaires du nord du pays — demandent la suspension du décret-loi sur les expropriations et collectivisations de terres, ainsi qu'une meilleure représentation des intérêts de l'agriculture. Les dirigeants de la CAP ne s'en sont pas moins déclarés dimanche, devant leurs adhérents, « très satisfaits » des décisions de Sao-Bento et ont affirmé que des assurances importantes leur avaient été données.

Union soviétique

LA RÉCOLTE DES CÉRÉALES EST ÉVALUÉE OFFICIELLEMENT À 140 MILLIONS DE TONNES

Moscou (A.P., U.P.I., Reuters). — L'agence Tass a publié samedi 31 janvier le résumé d'un rapport du Bureau central des statistiques soviétiques qui confirme que la récolte céréalière soviétique en 1975 a été la plus mauvaise depuis dix ans qui se fit il y a quarante ans. Les mauvaises récoltes ont été compensées par les récoltes de 1974, qui ont permis d'atteindre le total de 140 millions de tonnes. Le rapport souligne que « les conditions atmosphériques ont été extrêmement défavorables dans la plupart des régions ».

Ces mauvais résultats ont été enregistrés malgré un accroissement de 9 % des investissements dans le secteur agricole, qui a reçu 370 000 tracteurs, 260 000 automobiles et 200 000 moissonneuses.

D'autre part, le Bureau central des statistiques précise que l'Union soviétique premier producteur mondial de pétrole, devant les États-Unis, depuis 1974, a porté sa production à 491 millions de tonnes en 1974, soit 70 millions de plus que les États-Unis.

La production de voitures particulières est demeurée presque stationnaire et s'est établie à 1 201 000 unités. La production d'acier (142 millions de tonnes) fait de l'U.R.S.S. le premier producteur mondial.

LA POPULATION A DÉPASSÉ LE CHIFFRE DE 255 MILLIONS D'HABITANTS

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique compte 255,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1975, soit 2,5 millions de plus qu'en 1973, a annoncé samedi 31 janvier l'Office central des statistiques. La population vit à 60 % dans les villes, « où la croissance démographique est particulièrement rapide ». Il y a 2 629 villes en U.R.S.S. (une agglomération doit compter 12 000 habitants au moins pour avoir droit au statut de « ville », dont 14 comptent plus de 1 million d'habitants et 5 autres approchent ce chiffre. Les trois villes les plus peuplées d'U.R.S.S. sont Moscou (7 622 000 habitants), Leningrad (4 311 000) et Kiev, capitale de l'Ukraine (1 947 000).

Les démographes soviétiques prévoient 330 à 335 millions d'habitants en U.R.S.S. vers l'an 2000. Ils estiment également qu'un vicié et unilatéralisme pris des trois quarts (contre 60 % actuellement) de la population vit dans les villes et les cités de type urbain. Vers l'an 2000, ont estimé ces mêmes experts à « l'Union soviétique » la moitié de la population géographique de l'U.R.S.S. en décembre dernier, 30 villes soviétiques dépasseront 1 million d'habitants.

LA JUNTE DÉMOCRATIQUE ET LA PLATE-FORME DE CONVERGENCE DÉMOCRATIQUE ADOPTE DES MOTIONS COMMUNES.

Madrid (A.F.P.). — La Junte démocratique d'Espagne, à laquelle appartient le parti communiste, et la Plate-forme de convergence démocratique animée par le parti socialiste ouvrier espagnol ont publié samedi 31 janvier, trois communiqués communs rédigés par leur comité de coordination et dénonçant la politique gouvernementale et la répression menée contre des officiers. C'est la première fois qu'apparaît la signature du comité de coordination, dont la création avait été annoncée par les deux plus importants rassemblements de partis d'opposition, allant de l'extrême gauche au centre libéral.

Soixante-dix pour cent des Espagnols sont en faveur de la législation des partis politiques, affirme un sondage d'opinion publié dimanche par le quotidien indépendant Nuevo Diario.

Le sondage précise que, parmi ceux qui souhaitent voir les partis sortir de l'ombre, 36,5 % désirent que cette législation s'étende au parti communiste espagnol.

La nouvelle de la dissolution du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) annoncée vendredi par un journal espagnol a été catégoriquement démentie par la représentation à Paris de l'organisation, dimanche 1^{er} février.

هكذا من الأصل

Réflexions
du Groupe Cap/Sogeti
sur l'industrialisation
du Logiciel



informations

Dans un métier aussi neuf, c'est l'aptitude à développer, à utiliser et à adapter un outil méthodologique qui sera la condition indispensable à toute réussite technique.

INDUSTRIE DU LOGICIEL

mythe ou réalité?

Au-delà de l'artisanat

8 questions, 8 réponses pour convaincre par
Monsieur Edouard BAZEILLE, Président-Directeur Général de
CAP-SOGETI LOGICIEL

QUESTION :
Comment osez-vous parler d'industrialisation dans un métier comme la programmation où l'usage veut encore aujourd'hui qu'il soit considéré comme un art?

REPONSE :
C'est un fait qu'industrialisation évoque tout d'abord l'usine, le travail à la chaîne; mais on dit aussi "l'industrialisation de l'agriculture". L'idée est bien liée aux techniques industrielles telles que rationalisation, standardisation, contrôle. Par contre, je pense que l'artisanat (peut-on parler d'art?) a commencé son déclin vers la fin des années 60 avec la mise en chantier des gros projets informatiques qui ont exigé des méthodes rigoureuses, inconnues le plus souvent dans les créations artisanales ou artistiques. Les échecs retentissants de certains projets de cette époque en sont une démonstration évidente.

Q. - Qu'attendez-vous de l'adoption de méthodes industrielles?

R. - L'adoption de méthodes industrielles nous a déjà apporté la garantie de normes de production constantes, ce qui nous a permis de développer une importante activité de réalisation logicielle "clé en main". En effet, ce genre d'activité nous oblige à être en mesure d'assumer vis-à-vis de nos clients des engagements fermes de prix et de délai. En outre, nous devons être à même de garantir la qualité des programmes que nous leur livrons.

Q. - Concrètement, comment procédez-vous?

R. - Pour l'essentiel, nous utilisons une Méthodologie que nous avons développée et qui s'appuie sur les trois idées suivantes :
- Une évidence tout d'abord : avant de rien entreprendre, il faut savoir ce que l'on veut faire, c'est-à-dire avoir établi une documentation complète rédigée dans une forme standard, qui soit accessible à tous les ingénieurs du projet.
- Il faut démultiplier l'effort humain par l'utilisation d'outils.
- Il faut éviter de gaspiller l'effort humain, de réinventer la roue à chaque réalisation. Il faut réutiliser l'acquis. Cette dernière idée nous a conduit à porter nos efforts sur la transportabilité des programmes; et j'ajouterais qu'il faut presque autant d'efforts pour faire appliquer la Méthodologie que pour la réaliser.

Q. - Si je comprends bien, vos ingénieurs n'apprécient donc pas de travailler dans un environnement industriel?

R. - Je pense que je me suis mal exprimé. Si comme tout individu, leur première réaction devant un ensemble de méthodes très strictes est toute de réserve, voire d'hostilité, ils ont pu rapidement se rendre

compte de l'efficacité de ces méthodes et des avantages qu'ils en retireraient. Mais l'individualisme - cultivé comme une qualité par le Français - ne le prédispose pas à se plier à quelque règle que ce soit.

Q. - Une Méthodologie, des outils, cela doit coûter très cher et par conséquent n'être pas très économique, sauf éventuellement sur de très gros projets?

R. - Il est vrai qu'au départ, c'est sur de gros projets que nous avons amorcé une partie des frais d'étude et de développement. Mais contrairement aux machines-outils qui sont des objets très coûteux à fabriquer, les outils-machines sont des programmes qui ont un coût de reproduction négligeable. Ceci permet de les mettre sur le marché à un prix raisonnable qui ne tient compte que de l'amortissement des investissements.

DES MINIS POUR GRANDS MAGASINS

La Compagnie Générale de Maintenance et de Stockage et CGEE-ALSTHOM ont fait appel à CAP-SOGETI LOGICIEL pour la réalisation du logiciel d'application de plusieurs entreprises automatisées de produits manufacturés appelés magasins grande hauteur.

Ces magasins assurent, via des bases d'entrée et de sortie et sous le contrôle d'ordinateurs industriels, le stockage et la préparation de commandes clients, les articles emmagasinés allant de raccords en matière plastique fabriqués par ARMOGIR-GIRY aux pigments de peinture et produits d'entretien, dans le cadre des fabrications de la Société CIBA-GEIGY.

L'emploi de la méthodologie et des outils de production orientés analyse-programmation a permis un développement efficace des logiciels dans un contexte d'engineering industriel.

Q. - Mais il faut aussi tenir compte du coût d'introduction des nouvelles méthodes dans les équipes de réalisation?

R. - C'est aussi un problème que nous avons eu dans nos propres équipes mais le gain de rendement que l'on obtient avec ces nouvelles méthodes permet d'amortir sur le premier projet les perturbations dues à des modifications des habitudes acquises. Au-delà, on entre dans la période de réduction des prix de revient.

Q. - Vous avez aussi parlé de transportabilité. Y a-t-il une différence avec la compatibilité?

R. - Ces deux techniques s'appliquent à réutiliser l'acquis des programmes existants en cas de changement de matériel. La compatibilité des matériels est la technique employée par les constructeurs à l'intérieur de leurs propres gammes alors que la transportabilité des logiciels est une solution générale au problème des utilisateurs qui ne désirent pas voir restreint leur choix de matériels.

Q. - Votre société s'est donc spécialisée dans la transportabilité?

R. - Spécialisée n'est pas le mot propre car il suggère une limitation à cette seule technique. Or, la transportabilité n'est qu'un des moyens permettant d'éviter le gaspillage d'effort humain, par réutilisation des programmes existants. Mais nous poursuivons nos efforts dans des voies complémentaires; par exemple, la réalisation d'un système de programmation par "blocs standards". Ce système n'est possible que parce que nous avons résolu le problème de la transportabilité.

LA CONSTRUCTION STRUCTURÉE DU LOGICIEL

Encore des échecs en 1976?

Les réalisations de logiciel ont toujours eu comme caractéristique commune une incertitude constante sur leur degré d'achèvement, sur leur date de livraison et sur la qualité du produit livré.

Pour lever ces incertitudes, Cap-Sogeti Logiciel a développé depuis cinq ans la Méthodologie CLS (Construction Structurée du Logiciel).

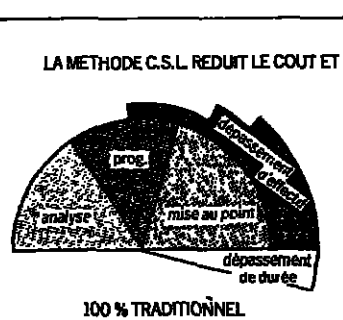
Elle est constituée par un ensemble de règles de conduite et par une dizaine d'outils Logiciels. Son existence n'est pas à elle seule une garantie de succès. Son emploi doit être contrôlé en permanence par un Chef de Projet. Toutefois, son utilisation complète à toujours permis d'aboutir au résultat escompté.

Le développement de cette méthodologie a été conduit en suivant les principes ci-dessous :

- Découpage du projet en phases indépendantes qui sont réalisées successivement sans attendre de retour en arrière.
- Mise à disposition de l'ensemble des informations relatives à un projet par son rangement sur un support unique, accessible à tous.
- Utilisation intensive d'outils logiciels dans toutes les étapes de la réalisation et plus particulièrement dans les phases critiques d'analyse et de documentation.
- Possibilité d'adaptation des coûts de sa mise en place et de son utilisation en fonction de la dimension des projets.
- Apprentissage rapide par les équipes de réalisation.

L'examen du contenu de chaque phase, des moyens de contrôle entre phases, de la description et de l'utilisation des outils qui forment les caractéristiques originales de cette Méthodologie demandant de trop longs développements, seuls deux points importants seront abordés : pour les règles de conduite : la structuration des travaux; pour les outils : la documentation automatique.

Restructuration des travaux :
Le schéma suivant indique les résultats obtenus par l'application des règles de conduite lors des phases importantes d'analyse, de programmation et de mise au point.



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE

Le Groupe CAP/SOGETI résulte de la fusion, fin 1974, de deux des plus importantes sociétés françaises de services en informatique : le C.A.P. fondé en 1962, et SOGETI fondée en 1967.

Il est articulé autour d'une holding CAP/SOGETI, au capital de 13.500.000 francs, détenue à 66 % par ses principaux dirigeants (S. Karc, J. Lescault, Ph. Dreyfus, J. Sebton, R. Thorel, J. B. Renard, Ch. J. P. Desmard, J. Bourdon, ...) et à 34 % par C.I.S.I., filiale informatique du C.E.A. Cette holding contrôle :

- EN FRANCE : 11 sociétés d'exploitation :
- 7 sociétés de conseil et de services en informatique :
- CAP/SOGETI-Logiciel (220 personnes) dirigée par E. Bazeille
- CAP/SOGETI-Systèmes (200 personnes) dirigée par A. Lemaire
- CAP/SOGETI-Gestion (300 personnes) dirigée par M. Berty
- CAP/SOGETI-Produits, dirigée par H. Jaquet
- CAP/SOGETI-Formation, dirigée par C. Simio
- CAP/SOGETI-L.G.D., dirigée par J. Citty
- CAP/SOGETI-Exploitation, dirigée par R. Donnand
- 4 sociétés de salie et de traitement de l'information (EURINFOR, SORINFOR, SSSI et CAP/SOGETI-SAISE).

HORS DE FRANCE : une holding CAP/GEMINI (dirigée par L. Jacoly, J. P. Desmard, R. Dickinson, A. Helmer, A. Roussel, B. S. Soderberg, ...) holding qui résulte elle-même du rapprochement intervenu récemment entre CAP/EUROPE et GEMINI et qui :

- Contrôle directement 8 sociétés d'exploitation : Hollande (deux sociétés : PANDATA et CAP/NEDERLAND, de cent personnes chacune environ), Suisse, Allemagne, Autriche, Belgique (deux sociétés : C.E.S. et CAP/BELGIQUE) et Grande-Bretagne, totalisant à peu près 500 personnes.
- A des participations importantes dans des sociétés associées présentes en Scandinavie (B.R.A.), au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Arabie Saoudite) et en Afrique (Algérie, Zaïre, etc.).
- A des accords de représentation avec des partenaires présents en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, etc.

Au total, le Groupe CAP/SOGETI regroupe plus de 2.000 professionnels de l'informatique, est présent dans 21 pays (49 agences), totalise plus de 50 millions de FF de fonds propres et réalisera en 1975 un chiffre d'affaires consolidé de 50 millions de dollars (220 millions de FF).

Du Logiciel pour un quart de siècle?

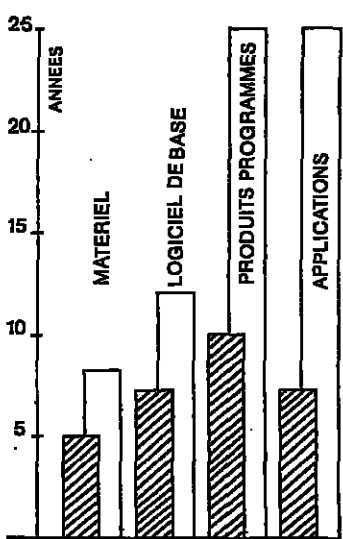
Par J. L. SIMON

La diminution des coûts du matériel : un déséquilibre qui crée de nouveaux impératifs.

L'évolution des parts respectives du matériel et du logiciel dans le coût du traitement de l'information représente l'un des phénomènes marquants des dix dernières années. Il est facile, en effet, de constater que le prix des principaux constituants du matériel (mémoires rapides, unités de traitement) a subi, à puissance ou capacité égale du constituant considéré, une baisse considérable correspondant sensiblement à une réduction dans un rapport de cinq à huit tous les six ans. Il s'agit là de la conséquence directe d'une évolution technologique que l'on peut qualifier d'explosive, et dont aucun signe de ralentissement n'est encore visible. Cependant, l'innovation technique dans le domaine du logiciel est beaucoup plus limitée ou d'application très restreinte, et son impact reste faible sur les coûts de développement et de maintenance, dont l'évolution suit de très près celle des salaires.

La conjonction de ces deux phénomènes explique que les dépenses en logiciel soient maintenant supérieures aux dépenses en matériel pendant la durée de vie d'une application : il est couramment admis, d'après des constatations effectuées en 1975, que la part moyenne du logiciel représente environ 60 % du coût total d'une application, et que cette part ne cesse de croître. Certains considèrent ce phénomène comme normal, d'autres, au contraire, le jugent inquiétant à moins d'y trouver un remède dans un bref avenir. Une parade évidente réside dans l'allongement de la durée de vie du logiciel, qui permettrait d'amortir sur une plus longue période les dépenses correspondantes.

rythme de succession des divers types de matériel qui impose la fréquence des opérations d'adaptation les plus longues et les plus coûteuses, qui sont d'autant plus durement ressenties qu'elles portent généralement sur l'ensemble des applications d'une entreprise. Or, l'apparition de "nouvelles générations" de matériel présente une périodicité remarquablement stable, de cinq à sept ans environ; il convient donc de fournir un effort important pour obtenir une indépendance accrue du logiciel vis-à-vis du matériel.



DURÉE DE VIE ACTUELLE (1970-1975)

ET OBJECTIFS CORRESPONDANTS POUR 1976-1980

Une condition de survie : l'indépendance du logiciel vis-à-vis du matériel.

La longévité du logiciel constituant, au cours des prochaines décennies, une condition de survie pour plusieurs catégories d'entreprises :
- Les entreprises qui peuvent s'assurer à leur circuit d'information, et pour lesquelles les systèmes d'acquisition, de stockage, de communication et de traitement de l'information sont vitaux : citons par exemple, les banques et les compagnies d'assurance.
- Les sociétés de service informatique qui fabriquent et distribuent des produits-programmes.
- Les constructeurs d'ordinateurs qui distribuent encore une partie importante du logiciel de base (systèmes d'exploitation, lignes de production de programme...).

Comment donc éviter "l'explosion des coûts" résultant de la succession rapide de gammes éphémères de matériels, toutes plus séduisantes les unes que les autres aux yeux de l'utilisateur potentiel? CAP/SOGETI LOGICIEL, conscient depuis bien longtemps de ces dangers, s'est orienté vers des solutions saines et durables. Les concepts impliqués sont classiques et s'appellent : portabilité ou transférabilité, stabilité structurelle, localisation des interfaces.

Par contre, les méthodes que nous avons développées et mises en œuvre depuis plus de cinq ans sur la quasi totalité des projets dont nous sommes responsables sont encore considérées comme relevant du domaine de l'innovation à l'extérieur de notre société. Planification et suivi de projet, suivi technique de la modification et de l'évolution d'un produit, contrôle de qualité ne sont pas pour nous des expressions théoriques, mais correspondent au contraire à des opérations quotidiennes dont nous avons acquis la maîtrise grâce à une discipline rigoureuse et à l'utilisation d'un outillage puissant bien adapté à nos objectifs. Ces méthodes portent déjà leurs fruits dont nos clients sont les principaux bénéficiaires.

DANS LE TEMPS ET L'ESPACE :

15 ans de vie pour le logiciel SPACELAB

Performance, maintenabilité et documentation sont les critères de qualité nécessaires à l'élaboration du logiciel développé dans le cadre des réalisations NASA pour la navette SPACELAB qui reliera la terre aux stations orbitales. Une durée de vie de quinze ans est exigée pour ce logiciel. Ces impératifs nécessitent une nouvelle Méthodologie de réalisation et de maintenance de façon à permettre une stabilité sans cesse accrue. Ce projet inaugure une étape d'industrialisation dans le contrôle de la qualité du logiciel.

Longévité et stabilité du Logiciel

L'analyse du cycle de vie d'une application fait apparaître deux causes essentielles d'obsolescence, regardant nécessaire des modifications plus ou moins importantes, voire une refonte totale du logiciel :

Les changements liés à l'évolution des entreprises (structure, production, marché...) rendent souvent les applications inadéquates, voire totalement caduques. En effet, les informations de base stockées et traitées automatiquement changent et la variété des informations à produire subit des bouleversements considérables. Il s'agit là d'une cause de vieillissement essentielle, mais, hélas, difficile à résorber, car d'origine très diverse, peu prévisible et peu influençable.

Les changements liés à l'évolution des "moyens de traitement", constituent également l'une des causes majeures de modification ou de refonte des applications. Dans la plupart des cas, en effet, c'est le

**Le maréchal Tito : je peux m'en aller à tout moment
car rien ne changera**

CORRESPONDANCE

Ou Tito ou rien ?

■ **MM. André de Staercke et David K. Bruce** ont fait, les mercredi 28 et jeudi 29 janvier, leurs adieux au conseil de l'OTAN à Bruxelles, où ils étaient représentés par des membres du personnel de la politique et des affaires étrangères de la Belgique et des Etats-Unis. Doyen en fonction du conseil, M. de Staercke, soixante-deux ans, occupait son poste depuis vingt-cinq ans. Il est marié, a deux enfants, Schuurmans, ambassadeur de Belgique à Bonn. M. Bruce a été notamment ambassadeur à Paris, Bonn, Londres, chef de la délégation américaine au conseil de l'OTAN à Paris sur le Vietnam et chef du bureau de liaison américain à Pékin. Il avait demandé à quitter son poste le 16 février prochain, date de son soixante-troisième anniversaire. Son successeur n'est pas encore désigné.

tière est confrontée à l'éparpillement pas la Yougoslavie. Tout au contraire, jamais le pays n'a eu besoin de recourir à des armes contre ses enfants.

J'ose espérer que, en vieux révolutionnaire qu'il est, le maréchal Tito ne voudra pas que l'histoire conserve de lui l'image d'un « président à vie » à la tête d'une « République populaire et fédérale socialiste ». Il ne voudra pas que la devise attribuée à César Borgia *Aut Caesar, aut nihil* (« Empereur, ou rien ! ») soit appliquée à sa stature devant la postérité exige que, dans une retraite volontaire, digne des travaux qu'il a accomplis, il puisse demeurer, au cas où quelques événements trop graves surviendraient, à la tête de son expérience, le recours suprême de la patrie.

PROCHE-ORIENT

Les divers partis et la résistance palestinienne estiment pesante l'intervention syrienne

Regain de tension à Beyrouth

Israël

Un différend oppose M. Rabin à son ministre de la défense au sujet des armements demandés à Washington

du gouvernement.

Le ministre a pu se débarrasser de son incident qui pourrait déboucher sur un conflit ouvert entre le premier ministre et son ministre de la Défense, M. M. Réaume, vendredi 30 janvier à Washington, les correspondants de la presse internationale ont écrit « haute personnalité » de l'entourage de M. Raboin a déclaré que les listes d'adans des matériels militaires envoyés aux Américains n'avaient pas été préparées avec

ou immédiatement compris que les listes d'armement n'étaient pas en question. L'entourage de M. Péron, le ministre de la défense et, dit-on, l'état-major américain, ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas établir les listes d'armement. Mais, disent ces mêmes sources, une lettre avait été adressée aux Américains avant d'avoir été approuvée par le premier ministre en personne.

ANDRÉ SCHEMAMA.

encore de la manifestation de l'influence syrienne. La droite syrienne, qui a été démise du pouvoir, ne se soucie pas au moins d'accord pour honorer les « peaux » de la Syrie. Les Américains ont dit que l'ont saisi ce mal nécessaire.

FRANCIS CORNU.

(1) Le Front du refus, dont principal mouvement est le P.F. dirigé par M. Elhabache, est noté dans la presse arabe. Le mouvement de la question palestinienne.

l'« accord global » obtenu jours plus tôt par la Syrie ? pouvait penser que cette réconciliation en cause la méditerranéenne. Mais, dimanche, communiqué publié après deuxième réunion a atténué portée des précédentes déclarations. Celles-ci n'étaient, sens-t-il, destinées qu'à réaffirmer spectaculairement la détermination de dirigeants de plus en plus souvent contestés par leurs partisans. Pour des raisons très diverses, ultras et modérés restent en effet aux chefs du droit d'avoir entraîné une grande partie de la population chrétienne dans un combat coûteux, dont les objectifs n'ont pas été atteints. Devant le mécontentement de la « base », les principaux dirigeants ont apparemment cherché à justifier leurs positions et à masquer leurs divergences, par la réalisation

CRÉATION

**D'UNE ASSOCIATION FRANÇAISE
D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE D'IRAN**

Unis. M. Jean-Michel Braunschweig a rendu compte de son côté de la mission qu'il a accomplie en Iran du 9 au 18 janvier, en compagnie du Père Michel Gest. Il était mandaté par l'Association internationale des juristes démocrates, pour rendre compte de son voyage devant des intellectuels catholiques (*Pax Romana*). M^{re} Braunschweig a relaté la manière dont il avait été éconduit par les autorités. De M. Aryanpour, vice-ministre chargé de la presse, il a appris que le régime iranien n'a pas reconnu la compétence des tribunaux militaires pour tout délit de port d'arme. L'avocat a affirmé que le régime du chah est un instrument de la politique des Etats-Unis et que l'Iran n'a pas le droit d'être dépendant de l'étranger. M. B. a aussi dénoncé

ATTENTAT CONTRE IRAN AIR

● Dans un communiqué rendu public à Paris, le parti socialiste dénonce l'arrestation par la police française de vingt étudiants qui seraient prêts à la demande de leur expulsion de neuf opposants au régime du chah et la mort de cinq autres.

FRANCIS CORNU.

(1) Le Front du refus, dont le principal mouvement est le F.P.L.P. dirigé par M. Habache, est notamment opposé à tout règlement négocié de la question palestinienne.

ANDRÉ SCEMAMA.

هكذا من الأصل

L'Afghanistan

U. N. AFRICA

IRAN

[illegible]

L'Afghanistan, république voilée

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, en Afghanistan, il n'y a ni partis politiques, ni Parlement, ni séparation des pouvoirs. Quand la Constitution républicaine promise par M. Daoud verra-t-elle le jour ? « Dans un pays en voie de développement, les choses prennent du temps », répond le chef de l'Etat. Pour le moment, notre attention se porte surtout sur l'amélioration de la situation économique et sociale. Cependant, ajoute M. Daoud, un projet de Constitution sera soumis aux instances compétentes d'ici à mars 1976 (1).

Le président de la République tient manifestement à gagner du temps avant de trouver le débat politique. La découverte de trois complots, au moins, depuis le coup d'Etat de juillet 1973, l'incite à consolider d'abord son pouvoir. De ces complots, on ne sait que ce que le gouvernement a bien voulu dire, c'est-à-dire peu de choses. Un ancien premier ministre, M. Matwandjal, a été condamné à mort pour avoir pris la direction de la conspiration de septembre 1973. Parmi les autres conjurés, jugés à huis clos en janvier 1974, et condamnés à des peines de prison, il y avait trois généraux, cinq colonels, trois anciens députés et quatre gros commerçants. Parmi les organisateurs du second complot, celui de décembre 1973, figuraient M. Rasseul, ancien chef des services de renseignements, et un mollah (religieux musulman) qui tenait une librairie à proximité d'une mosquée de Kaboul.

En juin 1974, deux cents personnes — en majorité des offi-

ciers et des étudiants — ont été arrêtées pour avoir tenu des réunions visant à l'instauration d'une « République islamique afghane ». La loi coranique aurait été appliquée dans toute sa rigueur. Ces « conjurés », appartenant aux Frères musulmans, mouvement animé par les mollahs et ayant, semble-t-il, des racines profondes dans le peuple. Les réunions n'auraient débouché sur aucun projet précis, mais le ministre de l'Intérieur de l'époque, de tendance marxiste, a profité de leur découverte pour convaincre le président Daoud de frapper à droite. Les auteurs des

arrestations parmi les sous-officiers qui avaient participé au coup d'Etat de 1973. Ces hommes avaient cru comprendre qu'ils seraient promus officiers. Mais le régime n'aurait pas tenu ses « promesses », ce qui aurait provoqué de l'agitation dans certains unités.

Devant le mystère officiel, l'observateur risque de s'égarer en voulant démêler un écheveau qu'embrouillent à plaisir des « informateurs » pas toujours dépourvus d'arrière-pensées. Puisque le président Daoud semble avoir en main sa police et son armée, la question est plutôt de savoir quels objectifs il poursuit, et de quelle marge de manœuvre il dispose

cheresse, cent mille Afghans seraient morts au cours d'une terrible famine qui rappelle celle d'Ethiopie. Les rumeurs stockaient les secours américains pendant que leurs métyers en étaient réduits à manger les semences. L'Afghanistan est un paradis pour les amateurs de paysages sauvages, mais c'est un pays sec. Un américain, dont l'ouvrage est d'ailleurs interdit à Kaboul, a bien exposé la situation : « Seuls l'eau considérée permet de survivre en année de sécheresse totale. Cette eau appartient à un propriétaire, il la loue tant de l'heure, l'un par hectare. Payable en argent... Les grands propriétaires emploient un intendant spécial, le mirab, l'embar des eaux, pour répartir l'eau des canaux entre les métyers. A une heure fixe, malgré la platitude des métyers, l'embar des eaux bloque les canaux avec de petites échues de bois et détourne leur eau dans d'autres champs (2) ».

Quand il a pris le pouvoir, M. Daoud a affirmé que la réforme agraire était l'objectif prioritaire de la révolution. Cette réforme a été publiée dans le Journal officiel du 20 août. Désormais, la propriété est limitée à 20 hectares pour les terres irriguées et à 40 hectares pour les terres non irriguées. L'Etat, qui se charge de la redistribution des terres en excédent, indemnise les anciens propriétaires en vingt-cinq ans, avec un taux d'intérêt de 2 %. Les paysans auront également vingt-cinq ans pour rembourser la valeur des terres qui leur seront attribuées. Cependant, ces mesures n'entrent en application qu'un an après leur publication. Pourquoi ce délai ? avons-nous demandé à M. Daoud. Parce que, a-t-il répondu, il faut d'abord mettre en place une administration susceptible de mener à bien la réforme.

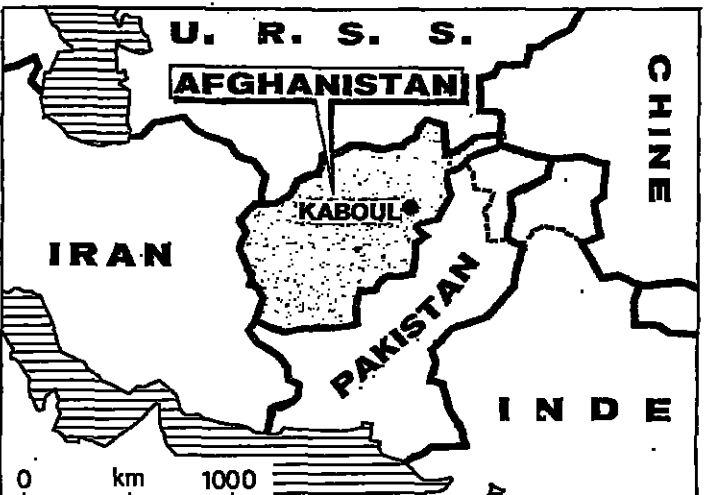
Si les très grands propriétaires sont rares, nombreux sont en

revanche les propriétaires moyens, dont le train de vie peut paraître fort réduit à un Européen, tout en étant, par comparaison, extraordinaire aux yeux de leurs métyers. Ces hommes, qui sont d'autant plus attachés à leurs privilèges qu'ils n'ont pas eux-mêmes de très grands moyens, peuvent réagir violemment. Ne voyant pas les affronts, M. Daoud leur a, en fait, laissé le temps de procéder à d'ultimes arrangements de famille pour limiter les effets de la réforme, tâche d'autant plus facile qu'il n'existe ni cadastre, ni état civil.

La réforme permet d'ailleurs de nombreuses échappatoires. Les propriétaires peuvent former des « sociétés agricoles » pour des exploitations excédant les limites de la propriété individuelle autorisée, à condition qu'il s'agisse de terres « non fertiles » — critère subjectif. Si un propriétaire qui possède déjà 20 hectares hérite d'une autre terre, il peut la céder à la personne et au prix de son

choix dans le délai d'un an, sans qu'il y ait préemption.

Une Haute Cour de justice agraire arbitre les conflits. Comme toute la haute administration, elle sera sans doute composée de bourgeois appartenant aux quelques dizaines de grandes familles qui se partagent les postes importants. Les personnes « compétentes » sont si peu nombreuses que M. Daoud a pratiquement maintenu en place tous les dirigeants de l'ancienne administration royale. Devenus fonctionnaires du ministère de l'Information, deux directeurs de journaux étaient d'anciens ministres de Zahir Chah. C'est sans doute pour rassurer cette oligarchie — qui, par ailleurs, ne brûle pas par l'esprit d'initiative — que M. Daoud a fait libérer en octobre M. Moussa Shafiq, ancien premier ministre du roi, et le « général prince » Abdoul Wali, ancien chef de l'armée, qui a rejoint le souverain en exil à Rome.



deux premières tentatives de contre-coup d'Etat étaient liées, aux aussi, aux milieux traditionalistes.

Le clan pro-soviétique

Les quelques milliers de techniciens du pays sont généralement influencés par l'U.R.S.S., où ils ont fait leurs études grâce à des bourses accordées par Moscou. Ce sont des militaires, des agronomes et des ingénieurs du génie rural. Il n'existe pas de parti communiste afghan, puisque toutes les formations politiques sont interdites, mais un réseau de sympathisants s'est constitué. Les membres seraient au nombre de trois mille cinq cents. Il existe, d'autre part, un mouvement prochinois qui comprendrait plus d'un millier de militants clandestins.

Le coup d'Etat de 1973 a été précédé par une époque, comme l'œuvre de jeunes officiers partisans de la coopération avec Moscou. En fait, le président Daoud, qui incarne une troisième force — moderniste, nationaliste, de l'islam traditionnel et les communistes, a pris ses distances à l'égard des hommes qui l'ont porté au pouvoir.

Certes, deux membres du clan pro-soviétique occupent toujours des postes importants : MM. Faiz,

jeune officier formé en U.R.S.S., ministre de l'Intérieur, et Bah-tari, ingénieur agronome, ministre de l'Agriculture. Mais trois personnalités influentes du même clan ont été écartées récemment du gouvernement : MM. Facha Gul, ancien ministre des affaires frontalières, Muhiat, ancien ministre des postes et communications, et Pajvak, ancien ministre de l'éducation nationale.

M. Daoud nous a déclaré qu'il était très satisfait de ses relations « amicales et sincères » avec l'U.R.S.S., mais, a-t-il ajouté, « aucune entreprise ne réussira en Afghanistan si elle n'est pas l'œuvre des enfants de ce pays. Pour réussir, il faut un mouvement national ». Cette volonté d'indépendance, qui dans le passé, a mené l'Afghanistan à se replier sur lui-même, est d'autant plus vive que d'autres pays que le puissant voisin soviétique s'intéressent à lui.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Prochain article :
ENTRE L'U.R.S.S. ET L'IRAN

L'œuvre d'agitateurs

Un autre complot aurait échoué l'été dernier. Selon des informations non officielles, il visait au soulèvement, sur une partie importante du territoire, de mécontents encadrés par des éléments venus du Pakistan. Le gouvernement afghan a seulement admis que des troubles ont éclaté en août dans la vallée du Panjshir à une centaine de kilomètres de Kaboul, affirmant qu'ils étaient l'œuvre d'« agitateurs » armés par Islamabad. Néanmoins, il est certain que plusieurs postes de police ont été attaqués, en juillet et en août. Des gouver-

neurs de province ont été remplacés, sans doute à cause de leurs « négligences » (le Monde du 7 octobre 1975). A Kaboul, où, depuis toujours, les bâtiments publics sont gardés par des soldats en armes, les postes de police ont reçu pour instructions de veiller sans lumière, pour compliquer la tâche d'éventuels assaillants nocturnes. Le feu d'artifice prévu pour la fête nationale a été annulé à la dernière minute parce que, selon la rumeur publique, le régime craignait un coup de main.

Sans que les deux affaires soient liées, il y a eu cet été des

pour les réaliser. Apparenté au roi Zahir Chah, dont il fut le premier ministre de 1963 à 1965, l'ancien prince Mohamed Daoud n'est pas un révolutionnaire. Du moins s'est-il engagé à petits pas prudents sur la voie réformatrice. Même à Kaboul, dont les « faubourgs » sont constitués par des fermes fortifiées, et où les nomades campent entre les usines de la « zone industrielle », il est impossible d'ignorer que les problèmes de l'Afghanistan sont avant tout ceux d'une société rurale. En 1972, après deux années de sé-

50% de réduction sur le billet de votre auto pendant 220 nuits au tarif bleu.

SENS NORD/SUD	
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
ANNÉE	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 8

ASIE

Chine

**QUATRE JOURS DE FÊTE
ONT MARQUÉ L'AVÈNEMENT
DE L'ANNÉE DU DRAGON**

(De notre correspondant.)
Pékin. — D'innombrables pèlerins ont salué à Pékin l'arrivée de l'année du Dragon. Ce Nouvel An lunaire est pour les Chinois l'occasion de leurs plus longues vacances de l'année — quatre jours — et celle de réjouissances comparables à la Saint-Sylvestre en Occident.

La fête est avant tout familiale, mais elle déborde dans la rue. Vendredi soir 30 janvier, les magasins étaient restés ouverts très tard pour permettre les derniers achats de confiserie, de fruits, de vin et d'alcool. Depuis plus d'une semaine, on se pressait en foule autour des comptoirs. Phénixes relativement rares, des queues s'allongeaient devant les étalages. Toutes sortes d'objets traditionnels qui font partie de la fête sont offerts aux acheteurs : marionnettes, dessins et images au pochoir, banderoles ornées de caractères calligraphiés, lampions que les enfants promènent la nuit au bout d'un bâton. D'autres lanternes, rouges, gonflées comme de grosses citrouilles, frangées d'or, sont suspendues à l'entrée des restaurants et de nombreuses boutiques. À en juger par les explosions qui retentissent jusqu'au matin, on n'a guère dormi à Pékin ces deux dernières nuits.

Ce Nouvel An lunaire est aussi la fête du printemps. Petit miracle météorologique, la température s'est soudain élevée de plusieurs degrés. Les gros manteaux moite-moites disparaissent et, déjà, dans les grands magasins, on s'achète les cotons de couleurs vives dont vont s'habiller les enfants.

ALAIN JACOB.

A travers le monde

Bulgarie

● M. TODOR STOYANOV, président du Comité pour la télévision et la radio auprès du conseil des ministres bulgare, a été relevé de ses fonctions et remplacé par M. Lubomir Pavlov, qui était jusqu'à présent vice-président du Comité des arts et de la culture, annonce un communiqué publié le 1^{er} février, à Sofia. — (A.F.P.)

États-Unis

● M. GEORGE BUSH a pris, le vendredi 30 janvier, ses fonctions de nouveau directeur de la C.I.A. en remplacement de M. William Colby. M. Bush, ancien représentant des États-Unis en Chine, s'est engagé à améliorer l'image de marque de l'agence et son efficacité. — (A.F.P.)

Japon

● LE GOUVERNEMENT JAPONAIS a décidé d'accorder une assistance technique au Vietnam pour le développement de ses ressources pétrolières, écrit le quotidien économique nippon *Nihon Keizai*. Une mission japonaise se rendra prochainement au Vietnam. — (A.F.P.)

Vietnam

● LES DIRIGEANTS NORD-VIETNAMIENS assurent que le président Nixon s'était engagé à leur fournir un aide de 3,25 milliards de dollars (14,5 milliards de francs) après la fin de la guerre, a révélé un membre de la Chambre des représentants, M. Paul McCloskey, de retour de Hanoï. Il a précisé qu'il n'avait pas vu la lettre contenant cette promesse. Les responsables de Hanoï lui ont fait remarquer que cet engagement était partie intégrante des accords de Paris de janvier 1973. Il était considéré par eux comme une promesse d'échange contre la libération des prisonniers américains. — (A.F.P.)

Zambie

● UN PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES de l'université de Lusaka, M. Lionel Cliffe, de nationalité britannique, a été arrêté samedi 31 janvier par la police zambienne en vertu de l'application « intégrale » de l'état d'urgence. D'autre part le Foreign Office n'a pu obtenir des autorités de Lusaka les motifs de détention de deux journalistes du *Daily Telegraph* et du *Financial Times* arrêtés le 30 janvier. — (Reuter.)

Inde

**Son gouvernement ayant critiqué le pouvoir central
L'État du Tamil-Nadu est placé
sous contrôle fédéral**

Trente-sept membres de l'Assemblée législative de l'État de Tamil-Nadu ont été arrêtés à la suite du décret présidentiel plaçant cet État sous le contrôle direct de New-Delhi, affirmant-on à Madras, capitale du Tamil-Nadu. Six cents éléments « antisociaux » ont été emprisonnés dans la région de Comblanator, et ces autres personnes, dont cinq responsables du parti dravidien, qui dominait le gouvernement local depuis 1967, ont été arrêtées à Nahu-Bai, dans le centre de l'État.

De notre correspondant

New-Delhi. — Juste avant la fin de la session d'hiver du Parlement fédéral, qui a approuvé toutes les mesures autoritaires prises en vertu de l'état d'urgence, le gouvernement de New-Delhi a imposé sa loi dans l'un des deux États de l'Union où le parti du Congrès n'avait pas la direction des affaires locales. Usant d'un droit que lui donne la Constitution, et dont il s'était déjà servi à plusieurs reprises, le chef de l'État a proclamé samedi 31 janvier, la *President Rule* au Tamil-Nadu, important État du Sud. Le pouvoir exercé par le gouvernement local est dévolu au président de la République, qui le délègue au gouverneur. L'Assemblée régionale est dissoute, les réunions publiques sont interdites.

Dans sa « proclamation », le président a déclaré qu'il n'est pas satisfait de la situation de l'État et qu'il a donc décidé d'appliquer la « prescription de la Constitution ».

Émanation du D.M.K. Parti dravidien du Congrès, qui disposait de 167 sièges sur 235 à l'Assemblée locale, ce gouvernement était dirigé par un habile politicien, M. Karunanidhi. En matière de corruption, ses membres n'étaient effectivement pas au-dessus de tout soupçon, ce qui

avait permis à Mme Gandhi de les « tenir » pendant longtemps. Défenseur du particularisme tamoul, M. Karunanidhi n'était pas systématiquement hostile au pouvoir central, avec lequel il avait souvent collaboré.

Mais, après la proclamation de l'état d'urgence, le gouvernement de Madras avait laissé paraître dans la presse locale quelques critiques du régime de New-Delhi. Cette campagne devait cesser avec l'installation d'un censeur dépendant directement du gouverneur. Sur tout le 26 décembre, le D.M.K. avait demandé des élections pour le renouvellement de l'Assemblée fédérale et de l'Assemblée régionale, dont le mandat aurait dû normalement s'achever cette année-là. La relative indépendance du D.M.K. était devenue incompatible avec la politique de « rassemblement national ».

Le Gouverneur est maintenant le seul État qui échappe au contrôle de Mme Gandhi. Une coalition des partis de droite y a gagné les élections au printemps de 1975. A New-Delhi, le ministre de l'Intérieur vient de reprocher aux ministres en place à Ahmedabad leur mollesse dans la lutte contre la « subversion » et il a déclaré que le pouvoir central « observe la situation de près ». Les jours du gouvernement du Gouverneur paraissent comptés. — J. d. G.

Malaisie

**La réunion à Kuala-Lumpur des ambassadeurs français
a souligné l'intérêt que Paris porte à l'Asie du Sud-Est**

M. Destremau, secrétaire d'État français aux affaires étrangères, poursuivant son voyage en Asie du Sud-Est et dans la zone du Pacifique, est arrivé lundi 2 février en Australie. Il avait auparavant visité Bangkok et Kuala-Lumpur.

(De notre envoyé spécial.)
Kuala-Lumpur. — Paris se déintéresse-t-il de l'Asie du Sud-Est ? A-t-on tiré un trait sur cette région après la défaite américaine en Indochine ? C'est pour montrer qu'il n'en est rien que le Quai d'Orsay a organisé la semaine dernière, dans la capitale malaisienne, une réunion de travail, rassemblant autour de M. Destremau les ambassadeurs français en Asie du Sud-Est et en Australie, un représentant de la mission française à Pékin et des hauts fonctionnaires venus de Paris.

La dernière réunion de ce genre avait eu lieu il y a quatre ans à Djakarta. Il était donc indispensable de faire le point afin de mieux pouvoir définir les orientations futures de la diplomatie française. Dix ans ont passé depuis la déclaration de Gaulle à Phnom-Penh, cinq ans depuis la déclaration de Kuala-Lumpur sur la neutralisation de l'Asie du Sud-Est. Paris soutient la création d'une zone de neutralité et de paix, sous la garantie de Moscou, Pékin et Washington. Un projet qui figure à l'ordre du jour de la conférence des pays de l'ASEAN (Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines, Thaïlande), qui doit se réunir ce mois-ci à Bali.

L'étroitesse des relations entre la France et la Malaisie représente le meilleur exemple de la politique de Paris dans cette partie du monde. Due en grande partie à l'initiative du premier ministre Abdul Razak, mort en janvier, qui voulait sortir son pays de l'orbite britannique dans laquelle il se trouvait depuis la période coloniale, elle se fonde sur une certaine convergence de vues sur le plan diplomatique autant que sur de solides liens économiques. Il va de soi que dans une telle mesure, pour Singapour, l'Indonésie et les Phi-

lipines. Les investissements français en Thaïlande, comme en Birmanie, sont limités par de l'instabilité politique et économique. Toutefois, officiels français et locaux sont d'accord pour regretter les hésitations des industriels français à l'endroit du Sud-Est asiatique. Certains pays qui attendaient trop de l'Europe occidentale pour contrebalancer la présence américaine et japonaise sont sans doute déçus.

En Indochine, la diplomatie française ne semble pas croire à cet « expansionnisme » vietnamien dont parlent avec complaisance les journaux de la zone. Les pays de la région chaque fois qu'ils doivent faire face à des difficultés internes. Hanoï doit résoudre d'importants problèmes intérieurs, reconstruire une économie ravagée par la guerre, réunifier le pays, absorber plusieurs millions de chômeurs. Le R.D.V. compte sur ses alliés socialistes (Chine et Union soviétique) sans pour autant s'aligner sur eux, mais elle attend aussi beaucoup — peut-être trop — de la France et d'autres pays européens.

La France est, enfin, en faveur d'une certaine stabilisation d'une région à laquelle elle continue d'accorder une place importante dans sa diplomatie. Certes, la situation en Asie du Sud-Est n'est pas pour inspirer l'enthousiasme. Mais le pessimisme qui prévalait après la « chute » des trois capitales indochinoises, pro-occidentales semble avoir disparu. L'odeur de pétrole qui flotte par ici depuis plusieurs années y est-elle pour quelque chose ?

PATRICE DE BEER.

Pakistan

● LE GÉNÉRAL CLAUDE GRIGAUT, chef d'état-major de l'armée de l'air française, est arrivé dimanche 29 janvier au Pakistan pour un séjour officiel d'une semaine. Cette visite répond à celle faite en France en novembre 1974 par le chef d'état-major de l'armée de l'air pakistanaise, le général Zulfikar Ali Khan. — (A.F.P.)

**La V.P.C.
stabilité
des prix**

La plupart des documents de vente par correspondance ont une durée de vie qui n'est pas inférieure à six mois. Ils constituent donc un véritable contrat de stabilité des prix.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

POLITIQUE

AVANT L'OUVERTURE

POINT DE VUE

Trois regards

Par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Si l'on n'appartient pas au parti communiste, trois sortes de regards peuvent être posés sur lui.

Le premier se fonde sur une peur commune nourrie par les affiches de « l'homme au couteau entre les dents », par le pacte germano-soviétique, par le mythe du « grand soir ». Les communistes constituent le « parti de l'étranger », cultivent la double nationalité franco-soviétique, travaillent au mieux systématiquement à la subversion. Aucune confiance ne doit leur être accordée, car ce serait mettre le doigt dans l'engrenage du coup de Prague.

C'est l'effet de tribune de M. Pompidou qui affirme, à l'autisme dernier au Palais-Bourbon, que le P.C.F. est une organisation avide d'illégalité et de subversion. Pris au sérieux, le ministre de l'Intérieur devrait interdire le parti, en vertu de l'article 3 de la Constitution. C'est aussi la sentence, plus malicieuse, plus délicate, plus heureuse : à la présidence de la République : « Monsieur Mitterrand, je ne prendrais pas le risque d'appeler les communistes au gouvernement ».

Pour ce bloc intellectuel, toute évolution, ou toute déclaration du P.C.F., n'est que tactique servant à se faire entendre. Les distances prises par degrés vis-à-vis de Moscou, la désapprobation du second coup de Prague, les engagements à propos de l'Allemagne au pouvoir, les propositions de l'été dernier sur les libertés collectives et individuelles sont considérées comme des pièges.

Il se trouve que beaucoup de ceux qui regardent ainsi le parti furent au milieu du côté de Giraud pendant la guerre, et aujourd'hui plaident pour la solidarité atlantique et contre la « courtoisie » des entreprises, avec bien entendu les nuances que savent présenter les gens habiles, puisque la droite chez nous est au centre gauche et que c'est là qu'on nous gouverne. Plus sincèrement, sans doute, c'est chez nous la vieille peur des partisans — qu'il a été facile d'exploiter encore en mars 1973 et en mai 1974.

Ce premier regard, qui n'est qu'écoulement, sinon haine, n'engage en rien le P.C.F. à s'adapter et à suivre ce qui en lui est le plus national et le moins dogmatique. Cette haine est maladroite, et c'est chez les pays communistes, ciment du congrès majoritaire.

Le deuxième regard est celui de la déception, voire de la colère. Le parti serait — objectivement — une force contre-révolutionnaire. Les extrémistes, à qui mai 1968 aurait démontré le « suicide » du P.C. en matière de grève générale et même sa collusion avec le pouvoir du général de Gaulle dont M. Waldeck Rochet aurait explicitement dit à M. J. Vendroux, dans les couloirs du Palais-Bourbon (il) souhaité la fermeté, donc le succès.

Cette école, qui présente à la présidence de la République les piquants Alain Krivine et Arlette Laguiller pour dénoncer les « élections-trahison », voit son arsenal nourri non seulement par le conflit sino-soviétique (même si le P.C.F. n'a plus tout à fait derrière lui Moscou dans cette affaire compliquée), mais surtout par l'alliance du parti avec les socialistes européens et atlantiques, par les concessions doctrinales à des fins électorales, la plus marquante étant l'abandon du dogme de « la dictature du prolétariat ».

A cette manière de voir (et d'attacher), font écho d'autres, qui ne sont peut-être engagés dans aucun mouvement politique, mais qui scrutent les signes du temps. Pour eux, le parti communiste français date du siècle dernier. Ses pétitions pour la représentation proportionnelle, ses convictions centralistes, planistes, autoritaires, réaffirmées dans *Changer de cap* et dans le *Défi démocratique*, semblent former une structure étiquée et une disposition du tissu économique peu adaptés aux défis actuels.

La goûte (c'était aussi celui de Staline, et c'est l'orgueil des pays qui commencent leur développement) pour les grandes unités industrielles, l'orgueil (parfois naïf) des réussites d'entreprises nationales comme la régie Renault qui seraient dues à la discipline qu'y fait régner l'exemple C.G.T., la condamnation sans détour de la croissance zéro comme s'il s'agissait d'un retour à un Moyen Âge révolu, manifestent le manque d'imagination d'un parti plus monolithique dans l'intelligence que dans la politique, puisque aussi bien il s'accommode en fin de compte un certain pluralisme, jusque (plus discrètement) dans son sein.

Ce deuxième regard exige du parti une réponse autrement élaborée que celle qu'il peut opposer à la droite. Il s'agit d'une interrogation de fond, surtout si le P.C.F., préchant l'union du peuple de France, et réalisant que statistiquement la classe ouvrière

au sens strict est maintenant minoritaire, entend grouper tous les opprimés et exploités qui ne sont pas forcément aujourd'hui les moins déprimés ni les moins argentés.

Le troisième regard est celui de gaullistes, dont je suis, pour qui les communistes paraissent sincères sur plusieurs points, qui sont des points décisifs :

— Si, pour des raisons tactiques évidentes, notamment vis-à-vis des socialistes, ils ne demandent pas carrément la sortie de la France de l'atlantisme atlantique et une complète remise à net des traités européens, les communistes français contestent dès leur origine et à chaque occasion — C.E.D., entrée de la Grande Bretagne dans le Marché commun, « marche du silence. Concorde, dévotion d'août 1968, etc. — toutes les tentatives et tous les aménagements européens et atlantiques. D'ambivalence, et heureusement, le parti communiste fournit les gros bataillons du « non » à toute tentative d'engager la France dans une voie où elle perdrait son identité, sans que l'Europe y trouve la sienne.

— Sur l'alternance démocratique et le respect des libertés, si les communistes parvenaient au pouvoir, les choses sont à peine moins claires. Beaucoup de communistes d'aujourd'hui — il suffit de lire le livre de René Andrieu *Du bonheur, et rien d'autre*, — entrés au parti pour résister à Hitler et au régime socialiste rétrograde qu'a l'occupation de la France, ont tenté d'artificiallement imposer chez nous.

Je sais que beaucoup de mes amis restent frappés par septembre 1939 et par la lecture des recueils opportunément répandus, de tracts communistes appelant aux bonnes manières avec l'ailé provisoire du « petit père des peuples ». Je sais aussi que beaucoup aujourd'hui continuent de douter que les communistes abandonneraient les places qu'ils auraient acquises s'ils venaient au gouvernement dont ils useraient pour noyauter à nouveau — comme à la libération, assure-t-on — administrations parisiennes et entreprises nationales.

Je crois que, vivant dans la pâte française et non plus dans le moule soviétique comme leurs chefs précédents, les communistes de chez nous et d'aujourd'hui goûtent trop les libertés dont nous jouissons déjà, qu'ils ont trop l'expérience quotidienne de la haine française de toute dictature, de toute pression exercée du pouvoir sur les exportations et les âmes pour tenter une aventure qui ruinerait la capitale de confiance et de sympathie que si laborieusement, si tenacement, ils tentent d'accumuler depuis une dizaine d'années. Bref, je les crois sincèrement français, autant que moi et mes vrais amis.

Le coup de force communiste chez nous ne serait loisible que s'il était — hélas ! — provoqué par la rage d'une droite (ou plutôt d'un centre, puisque la droite n'existe plus depuis le 10 mai 1974.) perdant les élections et éabotant immédiatement par campagne de presse et lock-out les pre-

mières mesures d'un gouvernement de gauche (ou plutôt communiste, puisque, pour elle, depuis les dernières campagnes législatives et présidentielles, il n'y a plus de gauche mais seulement les communistes et leurs alliés...). A ces provocations que les préparatifs de certains milieux industriels à la veille des élections de mars 1973 rendent pour l'avenir crédibles, ce serait à la sagesse collective de répondre. Pourquoi les communistes y failliraient-ils ?

Le terrain ainsi déblayé, on peut alors questionner — d'un point de vue national — le parti communiste sur deux divergences avec lui, qui restent importantes : on peut comprendre que la manière dont les présidents Pompidou, puis Giscard d'Estaing abusent des prérogatives présidentielles, rende peu sympathique à l'opposition la Constitution de la 5^e République. C'est qu'elle est mal appliquée et inachevée depuis 1959. Mais qui ne voit que le pouvoir fondé par le général de Gaulle a précisément permis de briser l'O.A.S., de décoloniser au moins mal, de quitter l'OTAN, de parler franchement avec les États-Unis, de garder la tête froide dans les conclusions européennes ; qui ne voit que pour l'avenir c'est la légitimité électorale et référendaire de ce pouvoir qui permettrait à un gouvernement de gauche de faire adopter par le peuple et donc respecter par tous les mesures économiques et sociales prévues par le programme commun, et de briser éventuellement les sabotages de la droite s'il y en avait. Il n'est pas jusqu'à l'actuel scrutin majoritaire qui — grossissant les victoires que la représentation proportionnelle laisserait douteuses à l'Assemblée nationale — n'a permis à la gauche d'approcher du pouvoir depuis 1957, et demain peut-être de le gagner. C'est d'ailleurs ce mode de scrutin qui a fait les alliances actuelles, nées d'abord dans les urnes depuis le deuxième tour de novembre 1962.

L'autre divergence pourrait également être surmontée si la discussion était confiante et approfondie. Il s'agit de la défense nucléaire de la France. A long terme, les communistes ont raison dans leur contestation. Qui ne souhaite une humanité heureuse, paradisiaquement délivrée de toute menace d'apocalypse ? A court et à moyen terme, ils devraient concéder qu'aujourd'hui il n'est pas d'indépendance diplomatique, technologique et donc politique crédible, vis-à-vis des États-Unis, et nous ne disposons pas en propre de l'arme atomique.

En politique les rapports de forces, la crédibilité qu'on inspire, importent autant que la franchise des engagements : je le sais. Je sais aussi que la difficulté et lente démocratisation à l'intérieur du parti des communistes de chez nous n'est pas irréversible, que les meilleurs de ceux qui s'y attachent peuvent être un jour laissés pour compte, sans que soit crié gare. Cela s'est vu, déjà. Mais je suis plus inquiet, en matière de dictature et de menace contre l'indépendance nationale par l'évolution du système actuel.

(1) Jacques Vendroux : *Ces grandes années que j'ai vécues* (1975).

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

**ALPES-MARITIMES : M. Cornut-Gentile
ne se représente pas**

De notre correspondant régional

Cannes. — M. Bernard Cornut-Gentile, ancien ministre, député (non inscrit) des Alpes-Maritimes et maire de Cannes, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat de conseiller général du canton de Cannes-est. Dans une déclaration publiée ce lundi 2 février, M. Cornut-Gentile affirme notamment :

« Autant il était logique et nécessaire que le maire de Cannes ait sa place à l'assemblée départementale lorsque l'agglomération Cannes Mandelieu-Théoule ne formait qu'un seul canton, avec un seul siège, autant il n'est plus de même depuis le découpage de l'agglomération en deux cantons et créant ainsi un deuxième siège. J'apais, à l'époque, vivement critiqué ce découpage arbitraire et nuisible à l'unité de la ville (...). Dans cet esprit, je n'entends pas demander que me soit renouvelé le mandat de conseiller général du canton-est de Cannes ».

A la suite de cette décision, M. Charles Ladevèze, premier adjoint au maire de Cannes, dont il est un collaborateur de longue date, a fait acte de candidature. Six autres candidats à cette élection se sont déjà fait connaître. Il s'agit de Mme Jeanne Bouleau (P.C.), et de M. René Attré (P.S.), André Charles Blanc (rad.), Paul Bernard (Centre dém.), Pierre Bérnard, ancien député (U.D.R.), et

Jacques Sallabert (majorité présidentielle), directeur de l'Information à Antenne 2 (le Monde du 1^{er} janvier).

Le siège du canton de Cannes-ouest est détenu par un autre adjoint au maire de Cannes, M. Louis Cerri. L'élection de celui-ci fait actuellement l'objet, devant le Conseil d'État, d'un recours introduit par le candidat communiste, M. Georges Girard.

● M. Charles Spinasse, ancien ministre, ancien député, conseiller général de la Corse (socialiste indépendant), et maire d'Aglietta, a annoncé samedi 31 janvier, au cours d'un déjeuner présidé par M. Chirac, qu'il se sera pas candidat aux élections cantonales de mars prochain.

● M. Valéry Giscard d'Estaing fête ce lundi 2 février son cinquantième anniversaire. Il est le premier président de la République à passer à l'Elysée le cap des cinquante ans. A cette occasion, M. Giscard d'Estaing a reçu de ses amis de plusieurs chefs d'État, parmi lesquels MM. Gerald Ford (États-Unis), Walter Scheel (Allemagne fédérale) et Nicolas Ceausescu (Roumanie) et des chefs de l'ambassade d'U.R.S.S., M. Tchervonovsk. Ses collaborateurs lui ont offert un recueil de poèmes manuscrits de Guy de Maupassant.

bez
**lutte
ouvrière**
hebdomadaire
de
l'extrême
gauche

مكتبة من الأصل

DU XXII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

UN NOUVEAU VISAGE

(Suite de la première page.)
Les étapes les plus significatives — il ne s'agit ici que d'un rapide survol — étant celles de l'automne 1965 (candidature unique de M. François Mitterrand à la présidence de la République) et de la fin juin 1972 (signature du programme commun de gouvernement de la gauche).

La machine lancée...

Il y aura, bien sûr, des hauts et des bas, et quelques ratés plus ou moins retentissants, mais la machine lancée ne s'arrêtera plus désormais.
L'adhésion aux principes du pluralisme et de l'alternance au pouvoir, entre autres conversions nombreuses qu'imposent à la fois la volonté de plaire et de rassurer, et la nécessité de se mettre à jour, ont fait naître un cheminement « internationaliste » qui caractérisait l'impétuosité et l'aptitude tout à fait nouvelles à se distancier de Moscou. Que de chemin parcouru à cet égard, d'un bon pas, depuis la « réprobation » de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, intervention qui porta un coup décisif, en septembre 1968, à la santé physique et surtout morale de M. Waldeck Rochet, jusqu'à la condamnation catégorique du « recours aux moyens administratifs et à la répression » (décembre 1975) en passant par toute une série de refus ou d'objections (jugement des Juifs de Leningrad, impossibilité pour Soljenitsyne de se faire publier, internement de Pouchkine).

Une fois « Waldeck » définitivement écarté de la scène politique par un mal abominable qui le conserve en vie après l'avoir tué, cette évolution est conduite, depuis plus de trois ans aujourd'hui, par un personnage dont la propre mutation, fascinante à bien des égards, constitue, à elle seule, une sorte de phénomène de société. Lorsqu'il succède, le 17 décembre 1972, aux fonctions de secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, qui n'a jamais déformé le mandat parlementaire et ne s'est jamais trompé « aux autres », n'est connu, pour cause, que comme un homme d'appas toujours enfilé dans la citadelle du car-

four Kossuth et que l'on n'hésite guère à classer dans la catégorie des « durs ».

S'installant — et à quel niveau ! — à un moment où le surgissement des médias audiovisuels dans la vie politique française est déjà impressionnant, il débouche avec une extraordinaire vélocité les apparences de l'appareil rugueux pour se montrer — costumes bien coupés, cravates assorties et bienveillant sourire — sous les traits d'un bon acteur puis d'une sorte de vedette de la télévision. Le « dur » devient de plus en plus un « doux ».

Peut-être convient-il que l'on s'y arrête un peu, pour s'étonner et s'attirer de toutes les concessions que font, notamment aux metteurs en scène de nos petits écrans, la plupart des champions de notre « classe politique ». Nous soustrions un peu, le 7 janvier dernier, de voir et d'entendre le secrétaire général du P.C.F. de la classe ouvrière — répondant complaisamment aux ineptes questions qui lui étaient posées au cours d'une émission télévisée. En vérité, était-il vraiment là pour nous dire s'il croyait que ses concitoyens le ressemblaient comme un « cousin » ou comme un « genre » plutôt que comme un « frère », si son image était, selon lui-même, celle d'un attaquant de rugby plutôt que d'un Robespierre, d'un La Fayette ou d'un Henri IV ? Pourquoi donc M. Marchais n'a-t-il pas eu la dignité de balayer d'un revers de main méprisant ces stupidités dégradantes ? Mais, dira-t-on, avait-il à le faire, alors que quelques semaines plus tôt M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, avait accepté de seier une planche, au cours d'une autre émission de haut niveau, pour bien prouver aux téléspectateurs qu'un « intellectuel » peut être aussi un « manuel » ?

M. Marchais ne nous démentira sans doute pas si nous affirmions qu'aujourd'hui ce qui s'écrit lui importe beaucoup moins que ce qui se dit ou se voit, et si nous semblons qu'il y a là un problème politique important. La mission d'un chef de parti, quel qu'il soit, est-elle d'intervenir à bon escient pour enseigner, ou de se mettre constamment sur la

déclaration de la scène, de saisir toutes les occasions qui se présentent et de répondre à toutes les sollicitations, d'où qu'elles viennent, pour parler, parler encore et parler toujours ?

« Comme tout le monde »

Il faut bien convenir que, si les dernières prises de position du secrétaire général n'étaient évidemment rien d'improvisé, il les a formulées plus d'une fois dans des termes un peu rapides qui le laissent apparaître comme cédant à la grisaille du verbe. Ainsi, par exemple, dénonce-t-il tout bonnement, au cours du déjeuner de presse du 14 janvier, « les camarades qui ont le délirisme des mots et qui ont du mal à s'y retrouver quand on parle comme tout le monde ». Il y a là de quoi faire sursauter, pour le moins, tous ceux qui savent les efforts qu'il a toujours faits pour tenter de décrypter correctement les écrits officiels du parti communiste. La question posée est claire : si le parti communiste français se met à parler comme tout le monde, où ira-t-il, et que va-t-il rester de cette « Église » si elle abandonne sur le bord de la route et le dogme et le langage ?

Il s'agit ici non pas d'incriminer le secrétaire général du parti communiste ni de prétendre qu'il fait à tous points de vue fausse route, mais de chercher à mieux comprendre comment sa démarche est perçue.
Il est parfaitement normal que veuille parler le langage le plus commun et le plus accessible celui qui, dès 1973, invitait le pays tout entier à l'interpellation sur le ton bon enfant du fameux « dites-moi, M. Marchais... ». Il est, d'autre part, incontestable que la méthode du sourire et du langage courtois est beaucoup plus payante que celle du coup de poing sur la table et de la tirade érotique, mais tout n'est pas réglé pour autant.

Le « nouveau visage » communiste ne déplaît pas. Tous les sondages en portent témoignage, et notamment celui que la SOFRES avait réalisé pour le Figaro entre le 8 et le 12 janvier. Cette enquête révélait à la fois la progression de la cote d'amour du leader (de 21 à 23) et l'améliora-

tion de l'image de marque de son parti, créditée de 31 % d'opinions favorables au lieu de 27 % en décembre 1975 et débitée de 52 % d'opinions défavorables au lieu de 57 %. Mais l'étude montrait aussi — et ce problème est loin d'être secondaire — que si M. Marchais rassure son électoral et fait ce qui convient pour attirer les « couches nouvelles », il désoriente quelque peu ses militants. Sa démarche séduit les « étrangers » — plus que les sympathisants — mais précède émettent une opinion favorable, 5 % au lieu de 2 % se prononçant en sens inverse.

Un niveau aussi bas de contestation n'autorise évidemment pas à parler de « tendance » quelle qu'elle soit, mais il n'en reste pas moins que M. Etienne Bailbar n'exprimait pas seulement l'inquiétude des intellectuels du parti lorsqu'il s'interrogeait sur le nouveau cours des choses, dans le cadre de la « Tribune de discussion » du XXII^e congrès, et lorsqu'il demandait, à propos de la renonciation au dogme de la dictature du prolétariat : « Sommes-nous sûrs de bien mesurer le sens objectif de ce que nous allons mettre à la place ? »

L'agréé de philosophie faisait aussi écho aux appréhensions d'une fraction de la base du « parti de la classe ouvrière » lorsqu'il posait une seconde question : « Ne convenait-il pas d'exposer en détail... à l'occasion du congrès, l'ensemble de l'argumentation qui tend à fonder l'action des communistes sur de nouvelles bases ? » M. Guy Besse et quelques autres ont certes répondu que le chef du parti avait le droit, comme tout militant, de faire connaître ses préférences personnelles avant le congrès, mais il demeure que l'on n'avait jamais encore entendu, à notre connaissance, un secrétaire général du P.C.F. annoncer par avance urbi et orbi les résultats de la discussion, comme l'a fait M. Georges Marchais devant les représentants de tous les organes de presse : l'abandon de la dictature du prolétariat est approuvé, précisait-il dès le 14 janvier, « par la quasi-unanimité du parti ». Une telle attitude contrevient ouvertement au principe même du centralisme démocratique selon lequel la discussion interne, c'est-à-dire secrète, doit précéder les décisions publiques qui, une fois prises, s'imposent à tous.

Le P.C.F. savait certes dès 1971

qu'aux yeux de 51 % des Français il n'était plus « un parti qui veut la révolution » (1). Cinq ans plus tard, ou presque, un sondage SOFRES que le Nouvel Observateur publie cette semaine montre que trente-cinq personnes seulement sur cent estiment que « si la situation lui semblait favorable le parti communiste serait prêt à faire la révolution pour prendre le pouvoir ». Les Français, pour 44 % selon une enquête de l'IFOP réalisée pour la Vie catholique, seraient favorables à la présence des communistes au gouvernement, alors que le pourcentage n'était que de 40 % en janvier 1967 et de 31 % en juin 1964.

Allant vers le réformisme d'un pas rapide, le P.C.F. n'est-il pas en train de rompre non pas une mais deux des amarres (dictature du prolétariat, centralisme démocratique) qui le retenaient au môle du mardanisme-léninisme ?

Quelle peau neuve, demain, pour un parti communiste français qui est en pleine desquamation ? C'est tout l'enjeu de Saint-Ouen.

RAYMOND BARRILLON.

(1) Sondage de la SOFRES publié dans le n° 1047 de L'Express (2-8 août 1971).

tant attendus
par des dizaines
de milliers
de CLIENTES

LES
SOLDÉS
FOURRURES
DU NORD

débuteront
le samedi 7 février

2 ADRESSES

LA FAYETTE

115 à 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
près Gare du Nord

PASSY

100, Av. Paul-Doumer
(angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e métro Muet

Le maire socialiste d'Avignon ne retirera pas
leur délégation à ses adjoints centristes

De notre correspondant

Avignon. — M. Henri Duffaut, député socialiste de Vaucluse, maire d'Avignon, a indiqué dans une déclaration publiée samedi 31 janvier qu'il n'envisage pas de suivre vis-à-vis de ses adjoints centristes de la municipalité l'exemple donné à Marseille et à Lille par MM. Gaston Defferre et Pierre Mauroy.

« Mes adjoints centristes ne seront pas privés de leur délégation car ils ont fait preuve d'une irréprochable loyauté, a-t-il précisé. Ils ont respecté la règle du jeu. (...) Les décisions prises à Marseille et à Lille sont de ces décisions politiques consistant à des situations très particulières. »

Le maire d'Avignon exclut toute représentation de l'U.D.R. au sein de l'assemblée municipale qu'il préside, mais il paraît moins

intransigeant en ce qui concerne l'éventualité d'une participation des R.L. Les communistes avignonnais, qui apportent traditionnellement leur soutien à M. Duffaut au deuxième tour de scrutin, portent naturellement un jugement très sévère sur ses récentes déclarations.
Le quotidien régional la Marseillaise écrit à ce sujet, dans son n° 1060 daté lundi 2 février : « Ainsi tout ce pour le mieux dans le meilleur des mondes entre les socialistes et les tenants de la majorité présidentielle à Avignon. M. Duffaut trouve injuste de renvoyer des ministres contre les principaux responsables de la situation actuelle, qui se caractérisent par les records du chômage, de la hausse des prix et de l'autoritarisme. »

M. Jean Chelini, vice-président du Centre démocrate, adjoint au maire de Marseille, et qui s'est vu retirer ses délégations par M. Defferre, a au contraire rendu hommage, dimanche 1^{er} février, à « l'indépendance d'esprit et au courage » de M. Duffaut, dont l'action « peut inciter d'autres élus locaux à résister aux pressions de la direction nationale du parti socialiste de faire liste commune avec le P.C. »

(En mars 1971 selon le système des listes bloquées — la ville comptant plus de trente mille habitants, — le conseil municipal d'Avignon comprend actuellement 15 P.S., 6 centristes, 9 modérés, 1 radical et 5 personnalités sans étiquette (dont trois représentant plus particulièrement les rapatriés et deux les agriculteurs dans la liste de M. Duffaut). Outre le maire, la municipalité compte 12 adjoints : 5 socialistes, 2 sans étiquette, 3 centristes, 1 modéré et 1 rapatrié. L'un de ces adjoints, M. Félix Kossida, avait été l'adversaire (Centre démocrate) de M. Duffaut au premier tour des élections législatives de mars 1973.)

M. JACQUES DELORS (P.S.) :
M. Giscard d'Estaing gouverne à vue.

(De notre correspondant.)

Tulle. — A l'occasion du congrès extraordinaire de la Fédération corrézienne du P.S., M. Jacques Delors, ancien conseiller de M. Chaban-Delmas pour les questions sociales et membre du parti socialiste depuis novembre 1974, s'est livré, dimanche 1^{er} février, à une vive critique de la politique suivie par M. Giscard d'Estaing. Il a déclaré : « Sur le plan économique, face à la crise, on a établi un diagnostic faux, on a prescrit des remèdes qui ne sont pas appropriés. Exemple : la purge fantasmagorique infligée au pays pour des résultats dérisoires. On gouverne à vue, on recourt à la magie des mots et l'on fait du spectacle pour entretenir l'opinion d'illusions. On a abandonné la planification, le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise n'a pas eu la moindre suite. Il ne restera de l'impôt sur les plus-values, lorsqu'il aura été voté, qu'un simple gadget. (...) De plus en plus inquiet devant la montée de la gauche, le président de la République fait donner de la voix tantôt à son premier ministre, tantôt à son ministre de l'Intérieur, afin d'effrayer l'opinion. Ce fut le cas lors de l'attaque lancée à la fois contre la C.F.P.T. et contre le P.S., sous prétexte d'un diagnostic faux, sous prétexte d'une initiative devant laquelle nous avons d'ailleurs eu tort de ne pas répondre avec plus de vigueur. »

lisez
lutte
ouvrière

l'hebdomadaire
de
l'extrême-
gauche

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le comité directeur du P.S. confirme qu'il est favorable au suffrage universel

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février, a confirmé l'attachement du P.S. à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Par 97 voix contre 34 (le C.E.R.E.S.), les membres du comité directeur ont adopté une résolution qui indique : « Le parti socialiste rappelle que son programme adopté à Surannes en mars 1972, ainsi que la résolution finale de son congrès de Bagnolet en décembre 1973, ont affirmé la position favorable des socialistes à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Il estime nécessaire d'établir par le suffrage universel un contrôle populaire des institutions européennes respectant le droit des citoyens à une représentation équitable, qui ne peut être à son sens que proportionnelle, et donnant un nouvel élan aux luttes contre le grand capital pour l'Europe des travailleurs. Il met également en garde le président de la République et le gouvernement contre toute tentative de manipulation de l'opinion française à l'occasion d'une décision dont le seul objet est l'application stricte de l'article 138 du traité de Rome. Le P.S. appelle les Français à refuser de cautionner les manœuvres du pouvoir. »

Trois positions se sont dégagées au cours des débats du comité directeur. M. François Mitterrand, soutenu par la majorité du P.S., a dissocié le problème de l'élection du Parlement européen du rapport de M. Tindemans qui suscite des réflexes négatifs dans tous les courants du P.S. Il a rappelé que le programme commun prévoit la démocratisation des institutions de la C.E.E. et, après avoir constaté que l'idée européenne a reculé au cours des quinze dernières années, il a souligné que le P.S. ne peut refuser le suffrage universel pour l'élection du Parlement européen puisqu'il le réclame pour les élections régionales.

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, animateur du C.E.R.E.S., a demandé que le P.S. pose des conditions politiques à l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Selon le porte-parole de la minorité cette question ne peut être séparée du rapport de M. Tindemans. Il a, en outre, déploré que les socialistes se prononcent dès maintenant sur un point qui les sépare du P.C.F. alors que rien ne les y oblige. « Toute décision prématurée, a-t-il déclaré, trahit l'indifférence des intérêts du parti. »

M. Gilles Martinet, membre du secrétariat, a notamment répondu sur ce point que le P.S. n'avait

pas à attendre pour prendre position puisque le P.C.F. avait déjà rendu publique son opinion. Une troisième position a été défendue par M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, et par Mme Nicole Questiaux. Ils tentaient à dénoncer le piège que recèle, selon eux, la proposition du chef de l'Etat d'être le Parlement de Strasbourg au suffrage universel. Le texte qu'ils avaient déposé a toutefois été retiré après qu'ils eurent fait ajouter la dernière phrase de la motion qui a été adoptée.

Si M. Giscard d'Estaing proposait, pour l'élection du Parlement européen, un scrutin sur une base « multi-départementale », le P.S. réunirait à nouveau ses instances dirigeantes pour arrêter sa position.

Avant d'étudier les questions européennes, les membres du comité directeur s'étaient penchés sur le budget du P.S. pour 1976. Il se monte à 3.300.000 francs, non compris les budgets des fédérations départementales et des organes de presse. Le nombre des adhérents était, au 31 décembre 1975, de cent quatre-vingt mille six cent vingt-trois contre quatre-vingt mille en 1971.

La situation au Portugal

Dimanche, le comité directeur a consacré ses travaux à l'évolution de la situation au Portugal. La direction du P.S. voulait surtout faire désavouer un article paru dans la revue du C.E.R.E.S., *Séjour*, et de la zéolite de la direction de Paris (à direction C.E.R.E.S.), qui attaquaient le P.S. portugais et notamment M. Mario Soares. Par 97 voix contre 34, le comité directeur a adopté une résolution qui estime que c'est le P.C.F. et « la fraction qui dominait le M.F.A. » qui ont pris « la responsabilité de la crise qui a secoué le pays pendant l'été et l'automne de 1975 et l'a mis au bord de la guerre civile ». Le P.S. ajoute :

« Dans une situation aggravée par les difficultés économiques, les problèmes les plus urgents sont, comme l'a souligné le P.S.P., ceux qui posent la consolidation des conquêtes révolutionnaires (nationalisations, réformes agraires, élections libres). Ces objectifs ne pourront être atteints sans la lutte contre les courants réactionnaires dont le P.P.D. tend de plus en plus à être le porte-parole, et sans une entente entre les différentes forces populaires nécessaire à la consolidation des conquêtes de la révolution. »

Les socialistes français estiment en outre que le P.S. portugais « demeure le principal rempart pour la défense des acquis de la révolution et le meilleur artisan de la construction d'une société socialiste pluraliste et autogestionnaire ». Ils s'inquiètent « de la simultanéité des libérations sans jugement des ministres de l'Industrie et de Salazar et de la multiplication des arrestations de militaires de gauche » et dénoncent « l'attitude du gouvernement français qui, seul des gouvernements démocratiques d'Europe occidentale, refuse d'accorder l'aide économique dont le Portugal a besoin et qui, de plus, accorde aide et protection aux éléments les plus réactionnaires de la droite portugaise et ce en pleine contradiction avec les vœux du peuple français. »

Après avoir adopté un rapport de M. Pierre Joxe sur l'action du P.S. dans les milieux agricoles, le comité directeur a étudié un rapport de M. Alain Rannou sur l'action du P.S. dans les entreprises. Dans ce document, le P.S. en réponse au P.C.F. estime qu'aucun des partis de gauche n'a le monopole d'une classe sociale particulière.

Enfin, les dirigeants socialistes ont pris connaissance d'un rapport de M. Roger Fajardie sur la préparation des élections cantonales. La commission d'arbitrage mise en place dans le cadre de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.) entre le P.S. et les radicaux de gauche a encore une quinzaine de cas à examiner. Il semble qu'aucun accord ne pourra intervenir dans une dizaine de cantons et que des « primaires » opposeront socialistes et radicaux de gauche. La commission d'arbitrage n'a pas étudié la situation du Tarn-et-Garonne, qui est laissée à l'appréciation des fédérations départementales.

L'U.G.S.D. ne sera pas présente dans 3 % des cantons et 10 % des candidats qu'elle présente sont des radicaux de gauche.

LES RADICAUX DE GAUCHE SE PRONONCERONT LE 25 FÉVRIER

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche s'est penché essentiellement, samedi 31 janvier, sur les problèmes européens. Une commission a été chargée de rédiger un document contenant les positions du mouvement. Ce texte sera soumis au bureau national le 25 février. M. René Billères et Maurice Faure, anciens présidents du parti radical, font partie de cette commission. M. Robert Fabre a rappelé que « les radicaux de gauche restent des européens convaincus, avec comme perspective, une Europe des travailleurs avec des finalités socialistes ou socialisantes ». Il a ajouté :

« L'Europe ne pourra se faire que sur la base des régions. C'est pourquoi il importe que les conseils régionaux soient élus au suffrage universel direct. Les radicaux de gauche estiment que le rapport Tindemans est attentatoire. » En ce qui concerne les élections cantonales, le président des radicaux de gauche a déclaré :

« Les finalités concernant le choix des candidats sont moins graves pour ce type de consultation qu'elles ne le seraient pour les législatures. Le choix des candidats se faisant au niveau des fédérations, il est compréhensible que les socialistes estiment, à la base, que ce sont leurs militants qui sont les mieux placés. Au niveau national, nous avons le sentiment que, lorsque nos revendications sont justifiées, nous sommes entendus par les socialistes. »

Le parti socialiste veut être présent partout. Nous sommes réalistes et modestes, et, donc, nous ne le voulons pas. Mais là où nous avons de bons candidats, nous pensons que les socialistes doivent nous laisser la place. »

M. SANGUINETTI : les ministres U.D.R. souffrent.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., qui participait au vendredi soir 31 janvier à Strasbourg, à un dîner-débat organisé par les cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes, a notamment déclaré : « Je m'oppose à l'idée de l'Europe supranationale, car j'y vois un péril mortel et extrême pour les trois siècles de nation en Europe : la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France. La liberté commence par l'indépendance. Tous les peuples indépendants ne sont pas libres, mais il existe une liberté libre qui ne soit indépendante. »

« Les peuples ne se mesurent pas à leur taille, mais à leur volonté », a encore dit M. Sanguinetti, en réponse à M. Giscard d'Estaing, qui, au cours de son allocution télévisée du 4 décembre, avait comparé les dimensions de la Chine et de la France.

M. Sanguinetti a déclaré que l'U.D.R. affirmait que son mouvement continuait à « avoir des couleurs » et qu'« à l'intérieur du gouvernement les ministres U.D.R. souffrent ». Cependant, « à l'extérieur, on est comme à l'extérieur, on est comme à l'extérieur, et finalement ce sont les Romains qui paient ». Les neuf députés U.D.R. d'Alsace étaient absents.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, a déclaré samedi 31 janvier dans une interview donnée à l'U.D.R. : « Le phénomène de la solidarité nationale est un phénomène très profond (...). Une volonté de déguer, une politique commune pour les nations européennes dépend de la prise de conscience par les autorités légitimes, chefs d'Etat et de gouvernement, des domaines où ils peuvent agir ensemble. »

M. SOUSTELLE : il y a des nostalgiques à l'U.D.R.

(De notre correspondant.)
Nice. — Le pouvoir européen a été au centre des débats du premier congrès de la fédération des Alpes-Maritimes des radicaux, qui s'est tenu dimanche 1^{er} février à Nice, en présence de M. André Fosset, ministre de la Région, et de M. Jacques Soustelle, président du mouvement Progrès et Liberté. L'ancien gouverneur général de l'Algérie s'est étonné qu'au sein de la majorité, et plus spécialement de l'U.D.R., il se trouve encore « un groupe de nostalgiques qui n'ont pas encore compris que les 40 m. p. ont changé et qui font chorus avec nos pires adversaires en faisant obstacle à la construction de l'Europe ». Parmi ces « nostalgiques », il a cité MM. Alexandre Sanguinetti et Michel Debré. Le problème du mode de scrutin, si on en faisait un véritable correspondrait, a-t-il dit, à un sabotage et donnerait d'abord satisfaction aux communistes. Pour M. Fosset, qui s'exprimait sur le même sujet, le suffrage universel apporterait à la Communauté européenne « l'option démocratique qui lui fait aujourd'hui défaut et qui est l'option à laquelle elle deviendra enfin l'ajout des peuples. »

SCIENCES

Au « Journal officiel »

DEUX DÉCRETS MODIFIENT L'ORGANISATION DU C.N.E.X.O. ET DE LA RECHERCHE Océanologique...

Le « Journal officiel » a publié, le 1^{er} février, le décret réorganisant la recherche océanologique en général et le Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.X.O.) en particulier, conformément aux décisions prises le 3 novembre 1975 par le conseil restreint sur la recherche.

Il est créé un Conseil de la recherche océanologique auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche. Ce Conseil est formé de vingt et une personnes : trois membres de droit (le délégué général à la recherche scientifique et technique en tant que vice-président, le président du conseil d'administration du C.N.E.X.O. et le commissaire du gouvernement auprès de cet organisme), douze membres élus en matière de recherche océanologique représentant chacun des douze ministères ou secrétariats d'Etat intéressés (affaires étrangères, économie et finances, défense, coopération, équipement, agriculture, qualité de la vie, santé, industrie et recherche, transports, universités, départements et territoires d'outre-mer) et six personnalités scientifiques et techniques choisies par le ministre de l'Industrie et de la Recherche. Le président du Conseil de la recherche océanologique est choisi par le ministre de l'Industrie et de la Recherche parmi les membres de ce Conseil.

... ET DU CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

Conformément aux décisions prises lors d'un conseil restreint qui s'est tenu à l'Élysée au mois de décembre dernier, en conseil des applications spatiales, est créé auprès du ministère de l'Industrie et de la Recherche. Ce conseil regroupera le délégué général à la recherche scientifique et technique en tant que vice-président, huit membres représentant les ministères concernés par les affaires spatiales et six à huit personnalités choisies par le ministre de l'Industrie.

ÉDUCATION

La conférence des ministres de l'éducation africains s'est ouverte à Lagos

La conférence des ministres africains de l'éducation, organisée par l'UNESCO en coopération avec l'Organisation de la coopération économique des Nations unies pour l'Afrique, a débuté le 27 janvier, à Lagos (Nigeria), avec la participation de délégués de plus de quarante pays africains. Elle s'achèvera le 6 février.

Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, a reconnu que tous les efforts de nombreux pays, un enseignement primaire, universel, gratuit et obligatoire ne sera pas réalisé en 1980, contrairement à l'objectif fixé par la déclaration de l'Assemblée générale de l'UNESCO en 1966. Bien que le taux de scolarisation à l'école primaire soit passé de 41,50 % en 1961 à 59,10 % en 1975, les tendances actuelles laissent prévoir une décroissance après 1980.

Dans l'enseignement supérieur, en revanche, les objectifs définis par l'Addis-Abeba ont été dépassés et l'effectif du personnel enseignant a progressé de façon importante, grâce, en particulier, à l'aide de l'UNESCO et du Programme des Nations unies pour le développement.

Le développement de l'enseignement supérieur impose de lourds efforts financiers aux gouvernements. Aussi, a-t-il dit le directeur général de l'UNESCO, « l'université ne doit pas être seulement un lieu de formation d'élites, elle doit être un lieu de développement pour la communauté entière », et contribuer à son développement.

M. Mbow a aussi souhaité que les programmes de l'enseignement s'inspirent « des traditions ancestrales de l'Afrique, afin de renforcer le sentiment d'identité culturelle nationale ». Il a souligné les avantages de la formation d'élites, elle doit être un lieu de développement pour la communauté entière », et contribuer à son développement.

(Corresp.)

Le conseil de l'université de Tours, qui a réuni, vendredi 30 janvier, la démission de son président, M. Bernard Chevalier (le Monde daté 1^{er}-2 février), a décidé de constituer une commission pour étudier les exigences de celui-ci à présentées pour rester à son poste. M. Chevalier réclame, notamment, une redéfinition du rôle du président de l'université, des modalités de choix des vice-présidents et de la durée de leur mandat. En cas d'échec, le conseil se réunira pour élire un nouveau président.

(Corresp.)

WERNER HEISENBERG EST MORT

(Suite de la première page.)

Heisenberg se plonge alors dans l'étude du modèle de l'atome de Bohr, qui veut que les électrons gravitent autour du noyau sur des orbites particulières. En 1925, lorsqu'un violent rhume des froids contraind Heisenberg à quitter l'université de Göttingen pour aller se reposer à Heilgoland, il sait que le modèle de Bohr ne peut être exact. C'est au cours des semaines suivantes que ses idées sur la mécanique quantique prennent une forme plus concrète et qu'il rédige son travail décisif sur la théorie des quanta qui lui vaudra le prix Nobel en 1932.

Heisenberg quitta alors résolument le confort de la physique classique pour remarquer que les seules données que les physiciens possèdent sur les atomes sont les fréquences et les intensités des rayonnements qu'ils émettent. Personne n'a jamais mis en évidence les orbites des électrons. Elles appartiennent au domaine de la fiction. Plus, on ne peut attribuer à l'avance une fréquence et une intensité spécifique au rayonnement des électrons. La quantification du mouvement et la position d'un électron prennent une valeur différente pour chaque situation particulière. Heisenberg élabore alors ses « règles de multiplication de schémas quadratiques », c'est-à-dire la théorie mécanique quantique donnant les valeurs possibles de la quantité de mouvement et de la position de l'électron autour du noyau à chaque instant. Max Born et Pascual Jordan collaboreront à la mise au point de cette mécanique matricielle.

Heisenberg ne s'arrêtera pas en si bon chemin. En 1927, il formule la relation qui devait le rendre célèbre, « les principes d'incertitude ». Heisenberg déclare alors que la réalité physique est impossible à connaître de manière complète à un instant donné, parce que l'observation même modifie cette réalité. Il est impossible de déterminer à la fois la position et la vitesse d'une particule au même moment, on ne peut que connaître l'un ou l'autre.

Observer une particule c'est observer un objet déjà perturbé par la lumière, bombardé de photons lumineux. Ainsi, « le résultat d'une expérience sur une particule individuelle ne peut en général être prédit. Seule

une liste des différents résultats possibles peut être connue à l'avance » (Banesh Hoffman). La physique est devenue probabiliste et, comme le dit la physicienne française M. A. Tonnelat, la réalité constitue « un ensemble de possibilités susceptibles de conduire à des valeurs effectivement mesurables dans une expérience donnée ». L'expérience se comporte alors comme un « filtre particulier, qui filtre la réalité, c'est-à-dire la fin des possibilités ». La physique ne sera jamais plus ce qu'elle a été, et si les vieilles théories de Newton sont encore applicables à l'échelle macroscopique avec une bonne approximation, elles ont cessé de l'être au niveau atomique.

Si l'apport principal d'Heisenberg à la physique contemporaine date d'avant la guerre, il contribuera largement à d'autres recherches à partir de 1930, sur le spin isotopique, sur la théorie matricielle des particules élémentaires, sur les théories de l'état solide. Mais la grande découverte est faite, et l'ère de la classe allemande éclairée, Heisenberg s'interroge sur l'attitude qu'il doit prendre face à la montée de l'hitlerisme. Après avoir fait partie en 1919 d'un mouvement de jeunesse proche du fascisme, il refuse en 1933 de prendre parti pour ou contre Hitler, qui vient de mettre un terme à la République de Weimar. Sa neutralité lui vaut même quelques critiques au sein de la société allemande de physique. Mais, à partir de 1937, le pouvoir a besoin de scientifiques pour étudier de nouvelles armes. Par patriotisme Heisenberg deviendra l'un des directeurs du programme militaire qui étudie la fission nucléaire en vue d'applications futures ; à la fin de la guerre, il sera arrêté par les Américains et sera détenu pendant six semaines en Angleterre. Heisenberg réussira cependant à renouer les liens qu'il avait auparavant avec ses collègues physiciens et s'opposera alors à l'idée du réarmement allemand, ce qui lui vaudra quelques difficultés avec le chancelier Adenauer. Dans ses derniers ouvrages, Heisenberg s'est livré à une réflexion approfondie mais apolitique sur le monde contemporain et l'univers physique. Il a écrit une certaine tradition philosophique allemande qui tente de donner du monde physique et humain une image cohérente.

DOMINIQUE VERGUESE

(Né le 5 décembre 1901 à Würzburg, en France, Werner Heisenberg était le fils d'un historien spécialiste de l'éducation breuvant. Il obtint ses premiers diplômes universitaires en 1923 à Munich, puis en 1924 à Göttingen, avant de devenir, en 1927, professeur de physique théorique à l'université de Leipzig. Il obtint le prix Nobel de physique en 1932 et enseigna à Leipzig jusqu'en 1941, avant de participer pendant la guerre, avec d'autres physiciens, à l'étude de la fission atomique et d'un premier réacteur nucléaire. De 1941 à 1945, Heisenberg est directeur de l'institut de physique Kaiser-Wilhelm à l'université de Berlin. Après la guerre, il dirigea l'Institut Max-Planck de physique, d'abord à Göttingen jusqu'en 1958, puis à Munich.

Heisenberg publia son premier ouvrage important en 1930, les Principes physiques de la théorie des quanta. Il publia en outre une dizaine d'autres ouvrages, dont notamment la Physique du noyau de l'atome en 1934. Par ailleurs, la physique contemporaine en 1955, Physique et philosophie en 1958, et vers la fin de sa vie, la Physique au-delà : rencontres et conversations. Dans son dernier livre, la Partir et le Tout, Heisenberg expose une partie de sa vie et de son évolution scientifique et développe l'importance d'un central et d'une finalité dans l'univers.)

UNESCO

M. FRANÇOIS VALÉRY EST NOMMÉ DÉLÉGUÉ PERMANENT

M. François Valéry est nommé délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), annonce un décret paru au Journal officiel du 31 janvier. Il remplace à ce poste M. Pierre Méallard. (Le Monde) a publié le 6 septembre 1975 la biographie de M. Valéry.)

Le service d'information de l'UNESCO vient d'être réorganisé. Jusqu'à présent, il comprenait deux divisions : celle de la presse, dont le responsable était un français, M. Jacques Guérin, et celle de la radio et de l'audiovisuel (M. Gerald Wade). Il y aura quatre secteurs : presse et information audiovisuelle (M. Gerald Wade) ; diffusion du matériel d'information et promotion de l'image de l'UNESCO (M. Jean-Baptiste De Veck) ; relations publiques et événements spéciaux (M. Lucio Attinelli) ; Courrier de l'UNESCO (M. Sandy Köfner).

D'autre part, des unités régionales d'information sont créées pour l'Afrique, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, l'Asie, les États arabes et l'Europe. M. Jacques Guérin, qui était chef de la division de la presse depuis 1968, devient directeur adjoint de l'information aux côtés de M. Léon Davio, qui en est le directeur par intérim depuis la fin de décembre 1975.

APPRENEZ L'ANGLAIS

- Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école de langues.
- Ouvert toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classes de 2 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.
- Ecole reconnue par le Ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.
- Examens de Cambridge et de la Chambre de Commerce de Londres.
- Salons, piscine couverte, discothèque, etc.

REGENCY, RAMSGATE, KENT, G.-B.

Tél. : THANE 512-12.

ou Mme BOULLON,

4, r. de la Persévérance, 95-Boulogne.

Tél. : 958-26-33 en soirée.

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DÉCOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions. EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais. Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

EXPERIMENT France

Pour un monde plus ouvert

(association loi de 1901, membre de l'UNESCO (B), agréée par le Commissariat Général au Tourisme n° 69 016)

89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 276-50-03

et autres services de documentation

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

Paris - Adresse

JUSTICE

DEVANT LA CONFÉRENCE DES BATONNIERS

M. Lecanuet invite les avocats à une analyse de leur profession

A l'occasion du traditionnel déjeuner de la conférence des bâtonniers, à eu lieu samedi 31 janvier la première rencontre publique entre M. Jean Lecanuet et les avocats depuis que ceux-ci ont fait montre de leur mécontentement. Ce déjeuner devait permettre au garde des sceaux de faire le point, tant sur la justice que sur les mouvements d'humour qui ont amené les avocats à « déchirer la voile des usages et des convenances ».

« La première idée, devait dire le garde des sceaux, c'est que la justice ne se conçoit pas que la défense et la défense et la défense c'est l'avocat. L'enlèvement de l'avocat, c'est la justice qui ne peut pas être inexistante. Elle est par essence contradictoire ».

« La seconde idée, plus difficile à saisir sans passion, c'est que la société dans laquelle nous sommes entrés n'est plus ce qu'elle était quand la majorité d'entre nous ont grisé leur serment et que cette société appelle des nouveaux avocats comme elle appelle des praticiens nouveaux dans tous les domaines ».

Faisant référence aux controverses sur les décrets de procédure civile et sur le divorce, dont les avocats ont estimé qu'ils réduisaient leur rôle, M. Lecanuet observe :

« Ma conviction est que ces imperfections sont en nombre li-

mité au regard de l'ensemble, qu'elles ne sont pas irréparables et qu'en tout cas elles n'ont pas la signification qu'on leur a donnée ».

« Ne serait-il pas juste en parallèle de mettre l'accent sur l'extension du rôle de l'avocat dans les domaines du flagrant délit et de la mise en détention provisoire, domaines qui me paraissent au moins aussi importants que l'autre d'un point de vue quantitatif, aussi bien que qualitatif ? » (Mouvements divers prolongés.)

Le ministre dit alors : « Certains d'entre vous ont aussi attiré mon attention sur les dangers que pouvait présenter une certaine augmentation des responsabilités du juge dans la conduite d'un procès ».

« Je crois que le code actuel traduit un équilibre raisonnable entre le rôle de la défense et celui du juge, qui ne peut plus être un rôle passif. Le juge doit rester un arbitre, mais un arbitre actif ».

« Je fais appel à votre conscience professionnelle et je pose une question à cet égard : ne croyez-vous pas que nous devons faire quelque chose pour que la justice offre un peu moins d'échappatoires aux mauvais plaideurs et un peu plus d'efficacité à ceux qui ont la conscience tranquille ? »

« Je sais aussi que vous êtes sensibles — et je le comprends — au développement d'une certaine propagande tendant à présenter l'avocat comme un escroc inutile et coûteux entre les particuliers et la justice. Je ne puis empêcher

des esprits d'imaginer un système dans lequel le même personnage jouerait à la fois le rôle d'accusateur, de défenseur et de juge. Je regrette cette illusion, je l'ai souvent dénoncée parce qu'elle porte atteinte même involontairement, aux droits du justiciable et, par suite, au respect de la liberté des personnes, en quoi se résume la finalité de notre démocratie libérale. Je ne suis déjà expliqué sur ce point de la manière la plus catégorique, en rappelant que la justice était rendue par des juges, non par des justiciers. La formule était abrégée pour faire belle, mais je crois qu'elle disait bien ce qu'elle voulait dire et qu'elle a été comprise comme telle ».

Définir la concertation

Puis le ministre, examinant la diversité de situation des avocats, demande : « A-t-on eu pas à la profession de faire cette analyse, dans la mesure même où elle se veut une profession libérale, c'est-à-dire maîtresse de son organisation ? Je suis curieux de connaître, en rappelant que l'histoire montre qu'il est difficile de faire appel à l'aide de l'Etat et d'échapper à l'emprise de son autorité ».

Après avoir annoncé qu'il défendrait à son collègue des finances que soient dorénavant rémunérées les commissions d'office (avocat gratuit au pénal), M. Lecanuet affirme : « Ce problème n'est pas seulement celui des jeunes avocats. Il est aussi et plus généralement le problème

de la défense des personnes physiques pour les affaires mineures. Ces affaires ne sont pas mineures pour ceux qui les vivent, et pour qui elles ont souvent une très grande importance. Je suis parfaitement conscient du fait qu'il n'est plus possible à l'avocat, dans les conditions économiques actuelles, de consacrer dans tous les cas à ces affaires le temps nécessaire dans des conditions équitables de rémunération. Il y a là une lacune dont nous devons prendre conscience, car c'est tout le rôle social de la justice qui se trouve ainsi mis en cause ».

A ce terme de son discours, M. Lecanuet a défini ce que devait être selon lui la concertation. Elle consiste à faire connaître la proposition, à ouvrir le dialogue puis à produire les motifs de la décision de l'Etat. « De telle sorte que, s'il arrive que l'accord ne soit pas complet, du moins n'y aurait-il aucune surprise ».

Dans sa peroration, le garde des sceaux devait, en s'adressant aux avocats, affirmer avec force : « Votre sécurité repose sur une certaine majorité », affirmation qui devait provoquer de nouveaux « mouvements divers » dans l'assistance.

Avant ce discours, M. Rozier, président de la conférence des bâtonniers, avait fait état auprès du garde des sceaux de l'« angoisse » et de la « colère » des avocats.

UN COLLOQUE SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Des juristes, des économistes et des représentants syndicaux demandent le maintien de la responsabilité pénale des dirigeants

Grenoble. — Le colloque sur « La responsabilité dans le domaine des accidents du travail », qu'a organisé, samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février, l'Institut du travail de Grenoble, à la demande de la C.G.T. et de la C.F.D.T., a réuni à l'uni-

versité des sciences sociales au moins trois cents personnes. Des inspecteurs du travail, des contrôleurs de sécurité, des

médecins du travail appartenant aux différents syndicats de ces professions, s'y étaient joints à des représentants du Syndicat des avocats de France, à des universitaires, des juristes, des économistes.

Autant que d'avoir permis de fixer clairement des positions communes — sur la responsabilité naturelle du chef d'entreprise en matière d'accidents du travail, par exemple — le mérite de ce colloque est, sans doute d'avoir révélé les très larges identités de vues existant entre ceux qui exercent des responsabilités dans la prévention ou la répression des accidents et ceux qui en sont les victimes passées, présentes ou futures.

Le bilan des accidents du travail s'inscrit dans quelques chiffres — rappelés dans le rapport d'introduction du professeur Henri Bartoli : 1973, par exemple : 2 248 morts et plus de 115 000 blessés graves — un diminue physique

De notre correspondant régional

variété des sciences sociales au moins trois cents personnes. Des inspecteurs du travail, des contrôleurs de sécurité, des

principe ordonnateur la recherche de profit, qu'ils ont dénoncés. A cet égard, la multitude et le réalisme des témoignages livrés par les participants ont pesé d'un poids non négligeable.

C'est, par exemple, dans la sidérurgie, la généralisation des feux continus qui entraîne la destruction de la cellule familiale et la recrudescence de l'alcoolisme au travail. C'est un peu partout l'insécurité du chômage partiel ou l'insuffisance des salaires qui contraignent des ouvriers à faire un travail complémentaire. Ce sont aussi les progrès techniques conduisant, en principe, à une sécurité accrue mais entraînant en fait un accroissement des cadences.

Ces cadences, qui laissent 15 secondes à l'ouvrier d'Yverdon pour se baisser, élever, coller, remplir, l'article de plastique craché par la machine avant de recommencer la même opération. C'est à peine le temps à l'employé de la conserverie pour éteindre cent sardines et 2 minutes 12 secondes pour placer celles-ci sur le gril. Ce sont encore les deux cents cinquante cartons de 20 kilos chacun qu'il doit emporter en une heure la manutentionnaire d'une usine d'eaux minérales. Des conditions de travail qui entraînent, dans l'analyse des causes, l'évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Il faut y ajouter, selon les représentants syndicaux, la pratique des primes de rendement, le manque de formation et la rotation trop grande du personnel, l'information insuffisante ou mal adaptée. Un inspecteur du travail du secteur bâtiment et travaux publics est allé plus loin encore dans l'analyse des causes : évoquant la construction d'immeubles dans les stations de sports d'hiver, ou à la plantation d'arbres, le droit, les protections, les conditions de travail.

Libres opinions

Le viol est un crime

par MARIE CARDINAL (*)

Le viol est un crime. C'est ainsi qu'il est défini par notre loi. Et pourtant, quand, au petit matin du 23 août 1974, Aracelli Castellano et Anne Tonglet arrivent au commissariat puis à l'hôpital couvertes de sperme, de sang, de coups, victimes de violences si grandes qu'elles en ont presque perdu la raison, qu'elles sont sourdes des giffes qu'elle a reçues en pleine face, qu'elles déclarent avoir été réveillées en sursaut sous leur tente et violées par trois hommes qui se sont acharnés toute la nuit sur elles, le processus qui accouche habituellement les affaires de viol se met en marche naturellement : on les soupçonne de vice et de duplicité. D'ailleurs, les coupables, arrêtés, déclarent qu'elles étaient consentantes, qu'au début elles se sont fait un peu tirer l'oreille (ce qui explique les blessures, les lèvres écaillées, les corps tuméfiés), mais que, finalement, elles étaient bien heureuses de profiter de la bonne nuit.

Pensez donc, trois hommes d'un coup, dont un père de cinq enfants, tout le monde n'a pas cette chance... Mais, puisque ces deux « évaporées » avaient déposé plainte, il fallait bien que la justice suive son cours. Alors, l'affaire est venue en correctionnelle, à Marseille, pour délit de coups, une peccadille. Le tribunal s'est déclaré incompétent. Les violences ont fait appel de cette décision sage, et c'est mardi 3 février que l'affaire sera plaidée par Gisèle Halimi à Aix-en-Provence. Elle plaidera que le viol est un crime et non un simple délit, et qu'il doit être puni comme tel.

Après avoir gagné la bataille de l'avortement, Choisir a pris le viol et le travail des femmes comme thèmes de sa nouvelle action. Franchement, moi qui suis une fidèle et attentive adhérente de ce mouvement, je me suis demandé : pourquoi le viol ? Le viol, c'est rare, c'est vraiment marginal. Gisèle Halimi n'a pourtant pas l'habitude de se battre contre des moulins à vent. J'ai alors appris qu'en France, en 1974, 1 538 viols comparables à celui d'Aracelli et d'Anne ont été déclarés, et qu'une femme sur vingt seulement osait aller se plaindre à la police parce que c'est un autre viol qu'on subit alors, celui des interrogatoires graveleux et des examens médicaux gênants, sans compter les regards, les mots, les sourires qui veulent dire : « Avoue, finalement vous êtes bien consentante, c'était un homme qui... » Dans notre beau pays, on viole des enfants de dix ans et des grands-mères de soixante-dix ans, pour leur plus grande joie !

Personnellement, je pense, comme Choisir, comme Gisèle Halimi, que le viol est un crime qui saute non seulement les femmes, mais toute l'humanité.

(*) Bortolain.

Contre la décriminalisation

Pour tenter de modifier cette situation, les travailleurs parais- sent bien démunis. A l'intérieur de l'entreprise, ils n'ont pratiquement pas de « pouvoirs ». « Tant que le comité d'hygiène et de sécurité n'aura pas la possibilité d'arrêter une machine dangereuse, tant que le comité d'établissement ne pourra pas contrôler les installations en matière d'installation des machines ou de mise en service des machines, nous serons désarmés dans le domaine prévention », a fait observer M. Claude Bernard, représentant du Syndicat de la métallurgie (C.F.D.T.). S'ajoutent à cela la chasse aux représentants syndicaux — plus active depuis quelque temps, la renforcement de la hiérarchie des chefs ? Il y en a trois pour un travailleur ! — et même

les difficultés conjoncturelles : « Le patron sait qu'il y a crise, et il fait pousser le rendement ».

Quelle aide peuvent-ils attendre de l'extérieur ? Peu, semble-t-il. Les inspecteurs du travail sont en nombre insuffisant pour soixante mille travailleurs. Ils sont pris de plus en plus dans un système hiérarchique où leurs décisions s'inscrivent dans des procédures constantes. Ils sont fonctionnaires retraités du ministère du travail, et des pressions directes des patrons s'exercent sur eux. L'abandon de telle ou telle poursuite. « Aux travailleurs de nous donner la possibilité d'exercer pleinement notre mission », a dit l'un d'eux. Appel identique du côté des médecins du travail. « Nous vous demandons d'assurer la protection de vos médecins du travail », a plaidé l'un de leurs représentants.

Le Syndicat de la magistrature, qui considère, lui aussi, que la sauvegarde de la vie et de la santé des travailleurs est une valeur fondamentale, reconnaît que la contestation des juges en matière de travail n'est pas possible à son niveau, que « si elle est soutenue par la lutte des travailleurs ».

A partir de semblables affirmations, un consensus s'est aisément établi sur l'un des objectifs prioritaires : établir le renforcement du pouvoir des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise par le développement de l'action syndicale.

Mais cette « priorité absolue » de l'action des travailleurs dans la défense de leurs droits s'impliquant à tous les niveaux une « traduction juridique » qui n'existe pas aujourd'hui ne doit pas être exclusive. Outre l'évidente nécessité de donner à l'inspection et à la médecine du travail les moyens de mener leur mission, tous les participants au colloque ont été unanimes à réclamer le maintien des sanctions pénales. Ils ont déclaré ainsi que « la responsabilité personnelle de tout dirigeant de droit ou de fait doit être maintenue et même renforcée ». « Il est très important d'entier la décriminalisation du droit de travail », a dit l'un d'eux.

Pour M. Marcel Caillie, secrétaire confédéral de la C.G.T., « l'employeur ne doit jamais être exempté d'avoir à répondre (de ses actes) devant la justice, même dans le cas de l'existence d'une délégation expresse ». « Nous sommes, a-t-il ajouté, pour l'application la plus large des peines prévues, y compris la prison ferme, y compris l'interdiction des peines ». Cependant, a souligné un syndicaliste de la même organisation, « si mettre un patron en prison résulte d'une faute grave, des peines c'est bien, empêcher d'en commettre, c'est encore mieux ».

BERNARD ELIE

SPORTS

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

Troyes élimine Saint-Etienne et cause la principale surprise des 32^{es} de finale

Dernier tour disputé selon la formule par élimination directe sur un match, les trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France ont réservé quelques-unes de ces surprises qui faisaient le succès et l'originalité de cette épreuve. Le résultat le plus spectaculaire est, bien sûr, l'élimination de Saint-Etienne, vainqueur de la Coupe de France ces deux dernières années, par Troyes. Les Aubois, qui connaissent en championnat quelques difficultés sur les plans sportif et financier, ont su habilement tirer profit de l'exercice de confiance et de la domination des Stéphanois pour les surprendre en contre-attaque. Bien que défaits, les champions de France se sont consolés en pensant que cette défaite allégera leur calendrier et leur permettra en particulier de préparer dans de meilleures conditions leurs deux rencontres avec Dynamo de Kiev, en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Deux clubs amateurs ont également réussi un petit exploit en éliminant des équipes professionnelles. Il s'agit de Haguenau, vainqueur du Red Star (2 à 1), et de La Pallade-Montpellier, qui a battu Toulon grâce à l'épreuve des pénalités après un match nul (2 à 2). Un autre club amateur, Murtzig, a bien failli créer une autre surprise en s'inclinant seulement après les pénalités devant Lens, finaliste de la Coupe de France en 1975. Reims a en également recours aux pénalités pour éliminer Besançon, qui joue en deuxième division.

Pour les seizièmes de finale, dont le tirage au sort aura lieu le 6 février et qui se disputeront par matches « aller » et « retour » le 29 février et le 6 mars, on trouvera encore cinq « petits amateurs », deux clubs de division d'honneur (Guingamp et La Pallade-Montpellier) et trois de promotion d'honneur (Thonon, Vauban-Strasbourg et Meaux) pour qui la Coupe de France garde un parfum d'aventure.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-deuxième journée)

Après sa victoire devant Caen par 90 à 71 en fonction de la défaite de Villeneuve à Orléans par 84 à 83, l'Association sportive préparation olympique de Tours, qui possède désormais 7 points d'avance sur ses suivants à huit journées de la fin du championnat, est pratiquement assurée de conquérir son premier titre national.

Orléans b. Villeneuve 84-83
Tours b. Caen 90-71
Bordeaux b. Reims 80-60
Le Mans b. Nice 85-72
Grenoble b. Denain 100-82
Nantes b. Strasbourg 84-74
Roubaix b. Clermont 85-73
C.R.O. Lyon b. Châlons 87-63

Football

COUPE DE FRANCE (trente-deuxièmes de finale)

DIVISION I ENTRE EUX
Valenciennes b. Nantes (a. p.) 4-2
Metz b. Strasbourg (a. p.) 5-2
Nîmes b. Monaco 4-0
Marseille b. Arles-Avignon 2-0
Troyes b. Saint-Etienne 2-0
Dijon b. Metz 2-0
Dijon b. Metz 2-0
Nîmes b. Monaco 4-0
Metz b. Strasbourg (a. p.) 5-2
Lille b. Malakoff 2-1
Reims b. Besançon (a. p.) 3-0
Paris-S-G b. Corbeil 3-1
Clermont b. Sedan 2-2
Paris-S-G b. Corbeil 3-1
Lyon b. Saint-Symphorien (P.) 8-0
Bastia b. Annecy (H.) 1-0

DIVISION II ENTRE EUX
Brest b. Amiens (a. p.) 2-2
Dunkerque b. Caen 2-0
Toulon b. Sedan 2-2
Sète b. Martigues 4-1
Saint-Denis b. Fontainebleau 3-1
Bordeaux b. Albi 2-0
Angers b. Tours 4-2
Leval b. Rouen (a. p.) 2-2
Reims b. Juvigny 2-1
Haguenau b. Red Star 2-1
Toulon b. Limoges (a. p.) 1-0
Auxerre-Montmorillon (reporté)

DIVISION III CONTRE HONNEUR
La Pallade-Montpellier b. Toulon (a. p.) 4 à 2
Dijon b. Metz 2-0

DIVISION III CONTRE PROMOTION
Vauban-Strasbourg b. Epervanay 5-0
Meaux b. Saint-Quentin 3-1

HONNEUR CONTRE PROMOTION
Guingamp (H.) b. Saint-Denis-de-la-Révolution (H.) 4-0
Thonon (P.) b. Montligner (H.) 3-1

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (onzième journée)

POULE A
Saint-Maur b. A.P.A.S. Paris 22-19
Paris U.C. b. Nantes 18-16
Metz b. A.S.E.A. Toulouse 20-16
Billy-Montigny b. Ivry 28-20
Nancy b. Toulon U.C. 18-14

POULE B
Gagny b. Dijon 24-20
Strasbourg b. Albi 25-20

Binnisme

Le prix de Nevers disputé à Vincennes et réservé pour les petits clubs gagnant et tiérait a été gagné par le Violette de Bielefeld et de Bielefeld. La combinaison gagnante est 15-17-12.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (matchs en retard)

POULE A
Lavalanet b. Pau 7-3
POULE C
Oloron b. Lyon 17-13

POULE G
Cahors b. Oyonnax 16-0
POULE L
Monteban b. Mazamet 9-0

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
POULE A
Béziers b. Montauban 30-4
Castres b. P.U.C. 55-12

POULE B
Bayonne b. Bègles 30-3
Agen-Pau, reporté.

POULE C
Narbonne b. La Rochelle 13-6
Angoulême b. Tarbes 18-11

POULE D
Racing-Brive, reporté
Gratignon-Lyon, reporté.

POULE E
Mont-de-Marsan et La Voulte 3-3
Toulon b. Auch 18-16

POULE F
Vichy b. Dax 15-9
Stade Toulousain b. Grenoble 15-9

POULE G
Lourdes b. Montferrand 18-0
Riom-Biarritz, reporté.

Tennis

La République fédérale allemande a battu la France par 3 victoires à 0, le 1^{er} février, à Essen en championnats d'Europe des nations.

Fassbender b. Proisy 4-6, 6-2, 6-3
Finner b. Jaurès 6-4, 6-2
Fassbender-Pohmann b. Dominguez-Proisy 6-2, 6-4.

En finale du championnat des États-Unis sur court couvert, l'Américain Jimmy Connors a dominé le Suédois Björn Borg par 7-6, 6-4, 6-4.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (cinquième journée)

POULE A
V.G.A. St-Maur b. Clamart 3-1
Montpellier U.C. b. R.C. France 3-2
Grenoble b. Sète 3-1
Toulon b. Amiens 3-1
P.T.T. Montpellier b. St-François 3-1

POULE B
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE C
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE D
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE E
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE F
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE G
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE H
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE I
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE J
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE K
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

POULE L
Clamart b. V.G.A. St-Maur 3-1
R.C. France b. Montpellier U.C. 3-2
Sète b. Grenoble 3-1
Amiens b. Toulon 3-1
St-François b. P.T.T. Montpellier 3-1

VOILE

● A ceux qui ont visité le Salon, qui aiment l'eau, le vent, la voile et la beauté, nous aimerions signaler l'admirable exposition du grand photographe de la mer Erwan Quémener, qui se tient à la galerie Nikon, 1, rue Jacob, Paris-6, jusqu'au 15 mars.

ANCIENS COMBATTANTS

Libres opinions

UNE COMMUNAUTÉ D'ESPÉRANCES

par MARCEL PAUL (*)

Le Symposium européen des anciens combattants et des anciens résistants sur le désarmement, qui s'est tenu récemment au Palais de l'UNESCO, a été préparé par les quatre principales organisations internationales existant en Europe : la Fédération mondiale des anciens combattants ; la Fédération internationale des résistants ; la Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre ; la Confédération européenne des anciens combattants.

Plus de trente millions d'anciens combattants, résistants, prisonniers et victimes de guerre d'Europe y étaient représentés : Allemands, Français, Soviétiques, Hollandais, Italiens, Belges, Bulgares, Hongrois, Tchécoslovaques, Polonais, etc. ; combattants des pays ex-occupés ou ex-ennemis et résistants antifascistes de tous les pays occupés pendant la guerre.

L'accord s'est manifesté par une « déclaration finale » exprimant un consensus général, après des débats francs où chacun a exprimé son point de vue.

Il y a eu beaucoup parlé de la méfiance, c'est-à-dire la crainte de la supériorité du bloc d'en face.

Derrière cela se cachent évidemment souvent de vieux relents antipolitiques, anticomunismes, mais lorsque les choses sont dites en clair, l'accord sur les points essentiels peut être trouvé, cela a été le cas dans le symposium.

Une objection a été présentée par le président Triboulet, de la Confédération européenne : « Tout dépend, a-t-il dit, des Deux Grands, c'est-à-dire, de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis ; que les Deux Grands prennent d'abord le chemin du désarmement, et il n'y aura plus de problème. »

La formule apparaît simple, elle l'est trop pour se traduire dans les faits ; elle conduit à tout faire dépendre de ces deux puissances, de l'équilibre de leurs forces qui serait et resterait l'objectif et la règle de fait. C'est admettre ainsi que le « non-déclenchement » de la guerre reste dépendant de la formule appelée équilibre de la terreur ; et par conséquent, c'est le maintien de la menace d'un bloc par rapport à l'autre, la course aux armements, aux armements de plus en plus perfectionnés, l'écrasement fiscal des peuples, la surcharge des économies avec son expression, les crises, et comme danger final réel : la guerre.

La vérité est qu'il n'y a pas que deux grandes forces dans le monde, il y en a une troisième, d'une puissance invincible lorsqu'elle est mise en mouvement, c'est l'opinion publique.

Une victoire a été remportée, celle de la fin d'une guerre atroce, l'an dernier, en Asie du Sud-Est. Elle a été remportée sur un pays au potentiel de guerre infini : les Etats-Unis d'Amérique ; cela par un petit peuple au courage indomptable, soutenu, il est vrai, par l'Union soviétique et la Chine populaire, mais bénéficiant surtout, car la cause était juste, de l'appui de l'opinion publique mondiale ; opinion publique qui s'est manifestée jusque dans les couches profondes du peuple américain.

La voilà, la force décisive à notre disposition, à la disposition des peuples ; c'est celle-là qu'il faut rendre agissante.

C'est en effet de l'opinion publique tout dépend pour une part importante la cause de la paix.

Les proclamations, les démarches près de l'ONU, près des gouvernements, n'ont affectivement de portée, même présentées par les plus nobles avocats de la cause de la paix que sont les anciens combattants, que si elles se font avec l'appui de l'opinion publique et en particulier de la jeunesse. Les anciens combattants, les anciens résistants, unis dans ce symposium, l'ont affirmé dans leur déclaration finale.

Les organisations spécifiques des rescapés des camps de la mort et des prisons nazies étaient invitées au symposium ; elles avaient répondu à cette invitation, car leur activité est fondée sur le combat contre la libération des camps d'extermination nazis. Pour les rescapés de l'atrocité tragique, la guerre et le fascisme sont cousins germains. Si le climat de détente s'accroît, si la croisade pour le désarmement se développe dans l'opinion publique, les bases de la démocratie se renforcent, les tendances à l'autoritarisme et au néo-fascisme reculent.

L'une de ces organisations de rescapés des camps de la mort, celle de Buchenwald, m'a donné mandat de proposer quelques observations ; cela compte tenu du fait que le symposium a expressément déclaré que l'action pour le désarmement était impérieuse et urgente.

Voici quelques idées qu'avancent les anciens déportés de Buchenwald-Dora.

Des conférences internationales sur le niveau, la limitation ou la réduction des armements végètent depuis des mois et des mois à Vienne et à Genève, il est possible de les faire sortir de leur enlèvement ; le gouvernement français estime ne pas devoir participer à ces conférences.

Les anciens combattants de tous les pays d'Europe sont fondés à agir pour que ces rencontres aboutissent — et pour ceux de France à obtenir que le gouvernement Giscard en finisse avec la politique négative de la chaise vide, — cela en formulant publiquement des appréciations et des propositions, les motions intérieures aux associations ne suffisent évidemment pas.

L'Union soviétique a fait une proposition publique de réduction de 10 % des crédits d'armement dans les budgets de chaque pays. Cette proposition qui a la mérite d'être concrète est presque tombée dans le silence (si l'on excepte la constitution d'une commission ad hoc à l'ONU).

Les anciens combattants ont le devoir de demander au gouvernement de leurs pays respectifs de soutenir cette proposition ou de lui en substituer une autre s'il y a mieux dans le moment, mais enfin de cesser de faire le silence sur un tel problème : la réduction des armements comme cheminement vers le désarmement.

Enfin, le gouvernement soviétique vient d'élire l'opinion sur la menace d'armes plus terribles encore que la nucléaire. Les anciens combattants doivent officiellement parler à ce sujet, le problème ne peut tomber dans la zone du silence.

Il est désirable, il est indispensable qu'il y ait émulation entre gouvernements de pays de l'Ouest et de l'Est dans ce domaine des propositions allant dans le sens de la limitation, de la réduction des armements et de l'action à conduire contre de nouveaux dangers.

Le symposium, en se préparant, a décidé de constituer un organisme de liaison et d'action. Voici des idées d'actions et seulement des idées qui ne valent que si elles sont débattues : des meetings, des conférences à Rome, à Bonn, à Paris, à Moscou, à Bagdad, à Bruxelles, à Varsovie, non pas de caractère historique mais présentant des propositions concrètes en direction du désarmement, avec une bonne préparation et des orateurs des différentes organisations de résistants et d'anciens combattants de différents pays, seraient certainement d'un impact considérable, surtout si l'on rappelle en même temps que ces représentants les guerres en sang, les souffrances, et destruction, et si l'on fait connaître en regard le poids des budgets de guerre qui écrasent les peuples et précipitent les nations dans les crises.

Une telle activité, généralisée, constituerait l'une des meilleures préparations à la Conférence mondiale sur le désarmement que l'Organisation des Nations unies a décidé d'organiser.

La communauté de souffrances des anciens combattants, des anciens résistants, a le droit et le devoir d'être la communauté d'espérances et d'actions pour que les malheurs du passé ne puissent jamais se répéter.

Savoir rassembler pour éclairer la route du désarmement et agir pour que les peuples informés constituent le moyen, donc la possibilité, d'acquiescer la seule victoire qui vaille d'être remportée, la victoire de la paix ; c'est impératif, c'est urgent.

(*) Ancien ministre, président de l'Association française et du Comité international de Buchenwald-Dora.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

REPRISE DE « L'HORIZON »

Réalisé en 1956, sélectionné pour la Semaine de la critique à Cannes, en 1957, favorablement accueilli par la presse, ce premier film de Jacques Rouffio avait pourtant connu un échec commercial. Le grand succès de *Sept morts sur ordonnance* (tourné neuf ans après) a provoqué cette nouvelle sortie. C'est très bien, car on ne pourra plus, faire semblant de découvrir Rouffio avec un film à vedettes et un sujet « fort » (du d'ailleurs, comme celui de *L'Horizon*, à Georges Conchon). Si Rouffio a besoin d'une revanche, c'est sur sa première œuvre, plus « dérangeante » et plus réellement originale.

Dans *L'Horizon*, Antonin Lavette, soldat de 1914, blessé aux reins, vient passer une permission de convalescence chez ses parents, dans la Creuse. Il y rencontre Elise, la veuve (de guerre) de son cousin. Elle devient sa maîtresse et le pousse à déserter pour préserver sa vie. Ce choix, que lui conseille aussi son père d'une façon plus feutrée, Antonin ne se décide pas à le faire. Il brève sa convalescence dans le cocon d'un milieu paysan-bourgeois ; il ne croit pas à la révolte individuelle. Sur la verte et calme nature de l'arrière-pensée, l'ombrage des multitudes réprimées du front. Autour d'Antonin, des hommes vont de l'amer-tume à la mort ou à l'insoumission.

Ici, il n'y a pas de manières de scénario ni d'effets rétro. La mise en scène est limpide, classique, éclairée de manière simple, sans effets, sans artifices. Retourner le patriotisme bleu horizon, Jacques Rouffio dédédie la thèse historique-politique, le drame d'élites, pour peindre le drame d'une « déshumanité » la recherche de la lucidité. *L'Horizon* est l'histoire d'une permission en 1917 et d'une polémique entre un combattant de vingt ans à la chair fragile, et une femme libérée des préjugés, en avance sur son époque. Jacques Perrin, doux et secret, Macha Meril, qui agit à contre-courant des règles (elle était alors un personnage féminin tout à fait nouveau dans le cinéma français), s'attirent comme l'aimant et la limaille. Leur combat, leur amour, leur vie d'une réalité humaine face à la guerre, qui pourrait aussi bien être actuelle que passée. La tentation de la vague déshumanité nazie, qui se profile à l'horizon. Mais cette fois il s'agit pourquoi — et sans doute comment — il va se battre. Oui, c'est autrement qu'il n'y a, la parole de De Gaulle, le fatalisme de Piccoli dans *Sept morts sur ordonnance*.

JACQUES SICLIER.
* La Ciel, la Pagode, U.G.C. Marbeuf.

● PRECISION. — L'omission d'un fait doit être rendue prévisible une phrase de l'information consacrée au recours en Conseil d'Etat de cinq associations professionnelles du cinéma (la loi de finances 1974). Il faut lire : « Les associations demandant l'annulation du décret du 6 janvier qui détermine les modalités d'application de l'article 12 de la loi de finances 1974, à majorité de 33 %, et surtaxation (parafiscale) pour « rétroactivité » et « création d'une nouvelle procédure d'agrément ».

● MAXIME LE FORESTIER EN U.R.S.S. —

Juli succès en Union soviétique pour Maxime Le Forestier à Vilnius, Minsk, Leningrad et Moscou. Il est venu avec trois accompagnateurs, un spécialiste de la « sono », 800 kilogrammes de matériel et la volonté de se faire comprendre du public soviétique. Dans ce but, il avait fait appel à ses connaissances de la langue russe, qu'il a étudiée au lycée, pour pouvoir présenter lui-même ses chansons. Les spectateurs russes de cette tournée ont particulièrement applaudi la chanson dédiée à Pierre Goldman, que Maxime Le Forestier a présentée en ces termes : « Je suis chanteur pour un ami qui est en prison ; il est seul, il est de gauche ou plutôt d'extrême gauche. Je dédie cette chanson à tous ceux qui sont en prison et qui ne cessent pas de s'exprimer. »

Boulas Oksoudjova (qui chante en russe) et Georges Bessens, ont également été acclamés, ainsi qu'une jeune inconnue à qui Le Forestier douze sa première chance : dans un style vocal à la Janis Joplin, elle chante très bien des blues de sa composition ; elle s'appelle Geneviève Paris. — N. Z.

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

● MORT DE BELA CZOBEL —

Le peintre hongrois Bela Czobel vient de mourir à Budapest. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(Né à Budapest en 1892, Bela Czobel avait fait des études à Munich et à Paris, à l'Académie Julian. En 1920, il avait exposé au Salon d'automne dans la fameuse salle à gauche, et il était l'ami de Matisse, de Rouault, de Le Fauconnier. Admiration pour le cubisme, mais une indéniable nostalgie. Ses œuvres (qu'on a eu l'occasion de voir à plusieurs reprises dans des salons parisiens) témoignent d'un réel talent de coloriste. Il aimait le rouge, les rouges, toute leur gamme, qu'il modulait du rose au pourpre, sans jamais les rendre criards ; il était trop discret, trop modeste pour s'exprimer de façon préemptoire.)

Musique

« LA CENERENTOLA », de Rossini

Don Magnifico, baron de Monte-Fiascone, est le père de deux charmantes princesses : Clorinda et Triaba. Angelina, la fille de sa défunte épouse, tout juste tolérée au foyer comme servante, a reçu un joli surnom : Cenerentola. Ces quatre noms en disent assez sur la psychologie complexe des personnages pour qu'on ne s'y attarde pas plus longtemps. Sur scène, Ramiro, prince celtique, déguisé en valet, suivi de son serviteur, Dandini, qui s'est naturellement revêtu des habits de son maître.

Ainsi, dans la fin du premier tableau de cette Cenerentola de Rossini, qui devait s'appeler Angelina ou le triomphe de la vertu, la suite se déroule de façon impeccable, depuis le début de la distribution ou dans les chœurs qui laissent à désirer : l'excellente direction de Nino Bonnapolenta s'est seulement heurtée au manque d'expérience musicale en place, on n'assiste guère qu'à une succession de formules stéréotypées, de cadences banales (les applaudissements suffisent-ils à les couvrir ?) et de reprises textuelles. On trouve bien, çà et là, de jolis passages, et même quelques airs qui s'écoulent de bout en bout, mais c'est bien peu de chose sur deux heures et demie. Quoi qu'il en soit, cette reprise, qui correspond à l'esprit d'ouverture de la saison lyrique de Radio-France, ne manquait pas d'intérêt.

Excellente distribution, dominée par Timothy Nolen (Dandini) qui, dès les premières notes de son rôle, a su faire oublier au public, comme à ses partenaires, qu'il s'agissait d'une exécution de concert. Avait Terzian (Cenerentola), s'est réveillée d'air en air, ou plutôt de vocalise en vocalise, car sa partie — plus encore que celle de Rossini dans le Barbier — contient beaucoup d'un intérêt inégal mais d'une difficulté soutenue. Malgré un timbre légèrement voilé et une émission un peu nasale, Bruce Brerter est un parfait ténor rossinien, tandis que Gianni Socci, dans le rôle du père, possède toute la truculence obséquieuse du personnage. Rien, dans le reste de la distribution ou dans les chœurs qui laissent à désirer : l'excellente direction de Nino Bonnapolenta s'est seulement heurtée au manque d'expérience musicale en place, on n'assiste guère qu'à une succession de formules stéréotypées, de cadences banales (les applaudissements suffisent-ils à les couvrir ?) et de reprises textuelles.

GERARD CONDE.
* Diffusion sur France-Musique le samedi 13 mars, à 20 h. 30.

● SANS DIRECTEUR, mais franchement rebelle et redouté, le Théâtre Bolchoï fête cette année son bicentenaire. Ce qui ne permet pas d'imaginer de hardies exceptions pour 1976 de la part du directeur intérimaire, N. Benedikt Romi, un cadre administratif chargé surtout de mesures conservatoires depuis l'élection soudaine et toujours inexplicable, à la fin de l'année dernière, de M. Moltchanov. Le seul compositeur vivant qui ait actuellement deux opéras à l'affiche du Bolchoï.

● Comme chaque année, trois nouveaux spectacles doivent être présentés par le célèbre théâtre à Moscou : un opéra, « Sadko », de Rimski-Korsakov, dans une mise en scène nouvelle de Pokrovski (en octobre) ; deux créations chorégraphiques : « Amour pour amour », d'après Shakespeare (chorégraphie de Vera Boccardo) (11), créée avec succès la semaine dernière et dédiée au XXV^e congrès du parti communiste soviétique ; et « Angara », tirée d'une histoire d'Irkoutsk, d'Arbouzov, chorégraphiée par Youri Grigorovitch, le directeur du Ballet du Bolchoï (fin mai).

● A l'occasion de son deux-centième anniversaire, le Bolchoï vient d'autre part d'entreprendre une grande opération de prestige en réalisant l'enregistrement intégral, dans le théâtre même, d'une émission télévisée en couleurs qui dure plus de deux heures et demie : « Roméo et Juliette », de Prokofiev, un ballet vieux de trente ans, avec Natalia Bessmertova et Mikhail Lavrovski dans les principaux rôles. Les prises de vues ont été réalisées par une compagnie ouest-allemande, Telefol, en collaboration avec G.B.S. et la B.B.C. Le spectacle, qui sera transmis en intervention le 28 mars prochain, aurait été acheté par cent vingt-six pays et pourrait être vu par trois cent millions de téléspectateurs. En France, c'est la troisième chaîne qui en a acquis les droits.

● Enfin, les échanges avec la France se multiplient et prennent un tournant qui promet d'être positif : une mission technique vient de faire un voyage à Moscou pour réaliser les échanges chorégraphiques annoncés en octobre dernier par M. Demitchev, ministre soviétique de la culture, et par M. Michel Guy.

● C'est ainsi que Youri Grigorovitch montera en octobre prochain « Yvan le Terrible » pour l'Opéra de Paris, à l'invitation de M. Lieberman, qui avait vu le spectacle en mai dernier à New-York. Maurice Béjart pourrait également venir travailler à Moscou pour régler la Neuvième Symphonie avec le Ballet du Bolchoï dans la salle de six mille places du Palais des congrès. On parle aussi d'un « Cyrano de Bergerac » monté par Roland Petit soit au Bolchoï, soit au Kirov.

Après la visite à Paris, au mois d'avril 1977, de la directrice de l'Ecole du Bolchoï, Mme Golevskina, le ballet moscovite se produira pendant six semaines dans la capitale, probablement au Palais des congrès, auquel les Soviétiques préfèrent l'Opéra de Paris. Le Ballet de l'Opéra de Paris partira pour Moscou.

● L'été prochain, d'autre part, la France va découvrir le Ballet du Maly de Leningrad, qui dirige Oleg Vinogradov, avec deux ballets classiques — sans doute « Roméo et Juliette » et « Giselle » — dans la cour Carrée du Louvre, et « L'arabesque » au Festival d'Avignon. Il se pourrait que l'extraordinaire Vladimir Vassiliev, danseur étoile du Bolchoï, vienne danser « Giselle » avec la compagnie de Leningrad.

NICOLE ZAND.

(1) Contrairement à ce qui a été écrit dans le Monde du 31 janvier, le père de Mme Vera Boccardo, « la Française du Bolchoï », est de nationalité française.

Danse



Le Bolchoï a deux cents ans

● SANS DIRECTEUR, mais franchement rebelle et redouté, le Théâtre Bolchoï fête cette année son bicentenaire. Ce qui ne permet pas d'imaginer de hardies exceptions pour 1976 de la part du directeur intérimaire, N. Benedikt Romi, un cadre administratif chargé surtout de mesures conservatoires depuis l'élection soudaine et toujours inexplicable, à la fin de l'année dernière, de M. Moltchanov. Le seul compositeur vivant qui ait actuellement deux opéras à l'affiche du Bolchoï.

● Comme chaque année, trois nouveaux spectacles doivent être présentés par le célèbre théâtre à Moscou : un opéra, « Sadko », de Rimski-Korsakov, dans une mise en scène nouvelle de Pokrovski (en octobre) ; deux créations chorégraphiques : « Amour pour amour », d'après Shakespeare (chorégraphie de Vera Boccardo) (11), créée avec succès la semaine dernière et dédiée au XXV^e congrès du parti communiste soviétique ; et « Angara », tirée d'une histoire d'Irkoutsk, d'Arbouzov, chorégraphiée par Youri Grigorovitch, le directeur du Ballet du Bolchoï (fin mai).

● A l'occasion de son deux-centième anniversaire, le Bolchoï vient d'autre part d'entreprendre une grande opération de prestige en réalisant l'enregistrement intégral, dans le théâtre même, d'une émission télévisée en couleurs qui dure plus de deux heures et demie : « Roméo et Juliette », de Prokofiev, un ballet vieux de trente ans, avec Natalia Bessmertova et Mikhail Lavrovski dans les principaux rôles. Les prises de vues ont été réalisées par une compagnie ouest-allemande, Telefol, en collaboration avec G.B.S. et la B.B.C. Le spectacle, qui sera transmis en intervention le 28 mars prochain, aurait été acheté par cent vingt-six pays et pourrait être vu par trois cent millions de téléspectateurs. En France, c'est la troisième chaîne qui en a acquis les droits.

● Enfin, les échanges avec la France se multiplient et prennent un tournant qui promet d'être positif : une mission technique vient de faire un voyage à Moscou pour réaliser les échanges chorégraphiques annoncés en octobre dernier par M. Demitchev, ministre soviétique de la culture, et par M. Michel Guy.

● C'est ainsi que Youri Grigorovitch montera en octobre prochain « Yvan le Terrible » pour l'Opéra de Paris, à l'invitation de M. Lieberman, qui avait vu le spectacle en mai dernier à New-York. Maurice Béjart pourrait également venir travailler à Moscou pour régler la Neuvième Symphonie avec le Ballet du Bolchoï dans la salle de six mille places du Palais des congrès. On parle aussi d'un « Cyrano de Bergerac » monté par Roland Petit soit au Bolchoï, soit au Kirov.

Après la visite à Paris, au mois d'avril 1977, de la directrice de l'Ecole du Bolchoï, Mme Golevskina, le ballet moscovite se produira pendant six semaines dans la capitale, probablement au Palais des congrès, auquel les Soviétiques préfèrent l'Opéra de Paris. Le Ballet de l'Opéra de Paris partira pour Moscou.

● L'été prochain, d'autre part, la France va découvrir le Ballet du Maly de Leningrad, qui dirige Oleg Vinogradov, avec deux ballets classiques — sans doute « Roméo et Juliette » et « Giselle » — dans la cour Carrée du Louvre, et « L'arabesque » au Festival d'Avignon. Il se pourrait que l'extraordinaire Vladimir Vassiliev, danseur étoile du Bolchoï, vienne danser « Giselle » avec la compagnie de Leningrad.

NICOLE ZAND.

(1) Contrairement à ce qui a été écrit dans le Monde du 31 janvier, le père de Mme Vera Boccardo, « la Française du Bolchoï », est de nationalité française.

Variétés

Le show de Shirley MacLaine

Avec son air de garçon manqué, sa façon de cligner des yeux, de hausser les épaules, Shirley MacLaine déborde de vitalité et d'enthousiasme comme si elle se trouvait tout à coup dans une comédie musicale. Se transformant à vue, changeant de perruque, de smoking ou de jupe courte ou longue, elle joue sur le mouvement, elle bouge, elle se déplace, elle évolue, entourée de trois danseurs et de deux danseuses, souvent par un chœur de jeunes musiciennes. Elle chante, elle danse, elle interprète son personnage de Sweet Charity ou d'Irina la danseuse, avec la même énergie que l'on trouve parfois dans le « musical » qui, aujourd'hui, pour des raisons économiques avant tout, a disparu des écrans en tant que forme cinématographique originale.

Le show de Shirley MacLaine trappe par la pureté de sa mécanique et, par ricochet, donne la nostalgie des comédies musicales du temps où Hollywood vendait du rêve, où Mianelli, Doree, Kelly, inventaient, inspirés, où il y avait équilibre entre l'histoire, la musique, la chanson, la chorégraphie.

Shirley MacLaine a débuté, il y a plus de vingt ans, dans le rôle obscur de choriste à Broadway, où brille encore, mais avec de nouveaux noms comme ceux de Bob Fosse, Harold Prince ou Bette Midler, la comédie musicale, forme d'expression spécifiquement américaine où le professionnalisme de l'acteur, du chorégraphe, du musicien, du scénariste ont toujours le plus haut degré, fût-ce parfois le génie. MacLaine elle-même a joué des comédies musicales comme *Pysma Gams* ou *Sweet Charity*. Sa drôle de tête de fille attendrissante portée à l'humour, son étonnante fraîcheur, le charme de son jeu, rendent la comédienne-chanteuse plus attachante, plus proche de nous qu'une Liza Minnelli ou une Barbra Streisand un peu figées dans le temps.

La soirée des Bains de mer présentée l'autre soir, le show de Shirley MacLaine au Sporting Club de Monaco. Les 16 et 17 février, MacLaine sera au Palais des Congrès. Puis elle montrera le film qu'elle a produit et co-réalisé en Chine au printemps 1973 : *The other half of the sky* : a China memoir.

CLAUDE FLEOUTER.

● MORT DE L'ACTEUR FERNAND SARDOU —

L'acteur Fernand Sardou — père du chanteur Michel Sardou — vient de mourir subitement à Toulon. Il était âgé de soixante-cinq ans.

(Fils du comique de la Belle Époque Valentin Sardou, Fernand Sardou, né à Arignon, conteur d'histoires marseillaises, est entré au Châtelet en 1941, où il a interprété de nombreuses opérettes, parmi lesquelles *Don Carlo*, *On a rôlé une étoile*, *Marius*, *le Pirate*, *Maria Flora*. Il

RAPATRIER

MANIFESTATIONS EN FAVEUR DE M. MOHAMED LARAME

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
U
R
O
P
E
O
P
E
U
R
O
P
E

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

UNE INTERVIEW DU SECRÉTAIRE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Je ne vois pas quel gouvernement, sans la participation du P.C.I. aurait une autorité politique et morale

nous déclare M. Enrico Berlinguer

ENRICO BERLINGUER, cinquante-quatre ans, issu d'une famille de l'aristocratie sarda, inscrit au parti communiste italien avant la chute de Mussolini, n'est pas seulement le secrétaire du parti le plus puissant de l'Occident et le troisième au monde quant au nombre (plus d'un million sept cent mille) des adhérents. Il est aussi le chef du seul mouvement communiste d'Europe occidentale proche de la majorité relative (électoralement il vient en second, peu après la démocratie chrétienne) et ayant une espérance raisonnable de devenir rapidement un parti de gouvernement en respectant pleinement les normes par-

lementaires et sans bouleversements révolutionnaires à la portugaise ou pressions de l'extérieur. Sa proposition de « compromis historique » — qui peut prendre, entre autres, la forme d'une coalition de gouvernement, c'est-à-dire d'une alliance entre communistes, socialistes et démocrates chrétiens, — proposition faite au lendemain de la tragédie chilienne, a été repoussée jusqu'à présent par tous les partis, y compris les socialistes, mais elle pourrait être mise en œuvre après les prochaines élections italiennes ou même avant cette consultation générale. Il s'agit là d'un événement aux énor-

mes répercussions, non seulement en Occident mais dans le monde communiste lui-même, un événement que, bien des gens — gouvernements et opinions — considèrent pour le moins comme inquiétant pour la démocratie italienne et européenne, pour la situation de l'Italie au sein du pacte atlantique et pour l'équilibre international. Nous nous sommes entretenus des problèmes complexes de politique intérieure et extérieure que pose la « marche du P.C.I. vers le pouvoir ». La conversation fut très franche. Nous reproduisons ci-dessous les opinions de M. Berlinguer fidèlement résumées.

« De nouveaux signes de tensions entre les États-Unis et l'U.R.S.S. se manifestent. Pensez-vous que la réalisation d'un « compromis historique » en soit rendue moins probable ?

— L'hypothèse d'un retour à la guerre froide ne nous paraît pas raisonnable. Même si elle voit se succéder des temps forts et des arrêts, la détente correspond à des nécessités objectives et, sauf événements catastrophiques, elle devra se poursuivre. Outre les développements démocratiques et les transformations économiques et sociales avancées qu'elle favorise dans les pays capitalistes, elle exerce aussi des influences positives à l'Est.

— En rendant hommage à Dolores Ibarruri à Rome, vous avez dit qu'il convient de dépasser les interprétations scolastiques et dogmatiques de la doctrine marxiste. Les controverses doctrinales et politiques des partis italiens, français et espagnols avec Moscou ont-elles amené certains commentateurs à faire état d'un « troisième schisme », succédant à ceux de Tito et de Mao. N'est-il pas contradictoire que votre parti accepte — fût-ce sous certaines conditions — de participer à la conférence communiste européenne ? Un refus ne signifierait-il pas une erreur plus convaincante de cette autonomie que le P.C.I. affirme avoir acquise ?

— Il y a longtemps que nous-mêmes et les autres partis occidentaux travaillons à adapter les interprétations de la doctrine marxiste à notre propre action politique aux réalités historiques et politiques de chaque pays et de tout l'Occident. Nous nous libérons de l'assaut de tout dogmatisme, offrons une contribution originale à la pensée marxiste et ouvrons un nouveau débat avec les marxistes. Mais l'autonomie de l'action politique et de la recherche théorique, notre indépendance organisationnelle, le fin de tout parti-guidé et de tout État-guidé, les rapports construits avec les socialistes, nous soumettent à des choix démocratiques et pas davantage que nous cessions d'être internationalistes, comme le P.C.I. n'appartient à aucune internationale.

— Nous nous opposons à l'existence de directions régionales et de lieux d'ordre organisationnel, mais nous souhaitons trouver des points de recherche communs et de coopération. C'est cet objectif que répond l'initiative prise en accord avec le parti polonais, de convoquer une conférence paneuropéenne des partis communistes qui ait pour thème le développement de la détente et de la coopération entre tous les pays européens. Naturellement, nous consacrons notre principal effort à ouvrir des voies originales pour la transformation démocratique de la direction du socialisme de l'Italie et des autres pays d'Europe occidentale. C'est pourquoi nous recherchons l'entente et la coopération non seulement avec les partis communistes, mais aussi avec les partis socialistes et les autres forces ouvrières, populaires et démocratiques de cette partie de l'Europe.

— On ne peut pas nier que le P.C.I. — surtout en politique extérieure — semble aligné sur Moscou et ses amis et, en revanche, éloigné de Pékin.

— Le P.C.I. n'est aligné sur aucun État ni sur aucun parti. Notre indépendance de jugement s'est exprimée en diverses occasions, et même à propos de la vie soviétique et de certains aspects de la politique de l'U.R.S.S. Il est exact que nous approuvons l'inspiration fondamentale de la politique de coexistence pacifique et de détente menée avec lénalité par l'Union soviétique. Mais nous ne voyons pas en quoi cette attitude peut susciter de la surprise. Il faudrait être irresponsable pour ne pas voir un fait largement reconnu par ailleurs : que la politique de paix de l'U.R.S.S. répond aux intérêts généraux de toute l'humanité.

— En ce qui concerne la Chine, notre position peut se résumer aux points suivants :
1) Nous sommes résolument opposés à toute condamnation de la Chine et du P.C.C. ;
2) Nous ne portons pas de jugements sur la situation intérieure chinoise, n'ayant guère de possibilité de la connaître. Agir autrement serait faire montre de légèreté ;
3) En revanche, nous critiquons certains aspects de la politique étrangère chinoise tels que la politique contre la détente, le choix comme interlocuteurs privilégiés en Europe de conservateurs ou de réactionnaires comme Hsiao Shou-chien ou Fan Han, les positions prises sur l'Angola, l'Espagne, le Chili.

— Si le P.C.I. participait au gouvernement, comment pourrait-il concilier la solidarité à l'égard des forces anti-impérialistes et les engagements envers l'OTAN ?

— Il n'y a pas de contradiction entre ces deux termes. Nous avons précisé au cours de notre dernier congrès, et confirmé par la suite, que le P.C.I. ne souhaite pas la sortie unilatérale de l'Italie de l'OTAN ; une telle démarche serait en effet préjudiciable à la détente. En fait, c'est grandement et par l'intermédiaire de la détente qu'il sera possible de dépasser définitivement les blocs militaires et de fonder sur d'autres bases la sécurité de tous les pays. Toutefois, en acceptant clairement les alliances actuelles de l'Italie, nous, communistes, demandons que toute ingérence étrangère soit repoussée dans notre vie nationale et nos décisions politiques.

— En Europe occidentale, une frontière sépare les pays latins et catholiques avec forte présence communiste et le bloc anglo-germanique, où les communistes, presque absents, suscitent des réactions hostiles. La participation au gouvernement des communistes italiens, français ou espagnols ne ferait-elle pas obstacle aux progrès en direction de l'unité européenne ?

— Je ne pense pas que les partis communistes soient une force négligeable dans le centre

ou le nord de l'Europe. Par ailleurs, je ne vois pas la raison d'une fracture entre les pays où les communistes sont une force de gouvernement et ceux où ils ne le sont pas. En tout premier lieu, les conditions d'un dialogue fructueux entre communistes, socialistes et sociaux-démocrates existent du fait que la crise et les ravages de la société capitaliste poussent tous les partis ouvriers et populaires à repenser leur politique et leur doctrine.

— A propos des « Euro-communistes », l'économiste a écrit : « Ils sont à mi-chemin de l'indépendance et à mi-chemin de la démocratie. » Un programme communiste est-il applicable dans le respect de la démocratie ?

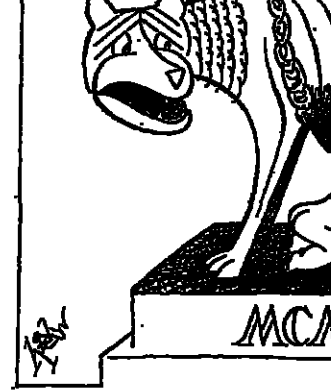
— Je nie que nous soyons à mi-chemin de l'indépendance. Notre indépendance, comme je l'ai dit, est totale, tout comme notre adhésion à la démocratie et à ses règles. Nous avons expliqué maintes fois que l'accusation des classes laborieuses au pouvoir politique peut et doit être réalisée en Italie dans un respect total des institutions démocratiques, des principes de

liberté et des indications sur l'évolution de l'Italie que contient notre Constitution. »

Propos recueillis par CARLO CASALEGNO.

(Le Monde)

(Lire la suite page 24.)



POUR OU CONTRE LA COGESTION

Pourquoi je me suis converti

par PHILIP ROSENTHAL (*)

COMME patron d'une entreprise concernée par la cogestion, j'en ai longtemps été un adversaire convaincu et j'en ai fait la démonstration publique alors que j'étais déjà député du parti social-démocrate au Bundestag. J'estimais à l'époque que la cogestion risquait d'entraver ou tout au moins de retarder les décisions à prendre en matière de management et de conduire à un processus de politisation du conseil de surveillance. J'ai depuis lors révisé ma position, après mûre réflexion et à la lumière de l'expérience.

Chaque groupe social, qu'il s'agisse d'un pays, d'un parti, d'un club ou d'une famille, ne peut rester cohérent qu'à condition d'être soutenu par la majorité de ses membres. La participation est sous-estimée comme facteur de stabilité tandis que la prospérité, dont on estime n'avoir jamais assez, est, elle, surévaluée. Un exemple caractéristique : les Noirs d'Afrique du Sud ou de Rhodésie. Leur niveau de vie est sensiblement supérieur à celui des Noirs d'autres pays d'Afrique, mais comme leur pays n'est pas uni la situation demeure explosive.

Pour le chef d'entreprise, la cogestion a ainsi une double influence positive : elle lui permet de se servir de la solidarité de son entreprise et de comprendre ses impératifs de développement.

Pour les syndicats, leur choix dans les pays industrialisés est limité aux deux branches extrêmes

de l'alternance suivante : profiter sans scrupule de la crainte des patrons face aux menaces de grève en exigeant de salaires (avec pour conséquence une dégradation des possibilités d'investissement et une recrudescence de l'inflation à l'image de ce qui se passe en Italie et en Angleterre) ou prendre en compte la réussite économique de l'entreprise en la considérant comme leur propre réussite.

(Lire la suite page 20.)

(*) Président de la firme allemande Rosenthal, fabricant de porcelaine d'art.

Apprivoiser la reprise

POUR la première fois depuis de longs mois, les productions industrielles qui avaient déjà cessé de reculer à la mi-75 repartent de l'avant, simultanément dans les quatre pays européens. Néanmoins, il ne faut pas confondre vitesses et niveaux, car ces derniers restent encore bas. Ainsi, pour la France, on en est toujours, en novembre 1975, à 5 % en dessous de novembre 1974. Même constatation pour l'Italie, avec un écart de 5 %, et pour la Grande-Bretagne avec 6 %. Quant à l'Allemagne, si son indice de la production industrielle se trouve en novembre 1975 approximativement au niveau d'il y a un an, il ne

faut pas oublier que sa récession date de plus longtemps et que le taux d'utilisation de sa capacité de production ne se situe guère à plus de 80 %. Aux États-Unis, pourtant plus avancés sur la voie de l'amélioration, on peut noter que la production de novembre 1975 est encore inférieure de 4 % à celle de novembre 1974. Or, dans ce dernier pays, qui joue en quelque sorte le rôle d'éclaireur du monde occidental, le rythme d'accroissement de la production industrielle, qui avait atteint un chiffre de 15 % (en valeur annuelle) en septembre, tend à nouveau à redescendre vers les 10 % à la fin de 1976.

La baisse des taux d'intérêt s'amplifie

Certes, on ne peut s'attendre aux États-Unis à la continuation de ce rattrapage rapide, dû en grande partie au retour à une certaine normalisation des stocks. Ce qui est pourtant préoccupant, c'est la difficulté qu'on éprouve outre-Atlantique à revenir à un régime de croissance normale. Nous avions déjà noté dans un article précédent le fait que la reprise, tout en étant brillante, reste tronquée, car les investissements n'ont pas redémarré.

Les derniers chiffres confirment ce jugement. Les demandes de crédit restent faibles, et la masse monétaire ne croît pas au rythme qu'aurait dû entraîner un réamor-

çage normal des circuits économiques ; il s'agit de quelques pour cent à peine, alors que les autorités monétaires américaines tablent sur 8 %.

Or, par ailleurs, les liquidités restent abondantes, l'épargne étant élevée. Dès lors, ce n'est pas à une remontée des taux d'intérêt qu'on assiste, comme on le prévoyait l'année dernière, pensant que les besoins simultanés de financement d'un déficit budgétaire énorme et des investissements renouvelés des entreprises provoqueraient des tensions début 1976. Tout au contraire, on constate une nouvelle vague très vigoureuse de baisse. C'est ce qui constitue sans conteste le fait saillant et, à beaucoup d'égards, surprenant de la conjoncture des derniers mois, quand on se rappelle que le rythme d'inflation est toujours aux alentours de 7 %.

Déjà amorcé d'ailleurs à la fin 1975 le recul est de plus en plus net : le taux des Federal Funds est revenu de 5 à 4,5 % ; la First National City Bank vient d'abaisser son prime rate de 7 à 6,75 % et le taux d'escompte a été ramené récemment de 6 à 5,5 %. Bien entendu, les pays européens ne peuvent que suivre ce mouvement. Même la Grande-Bretagne, dont la livre est toujours en situation difficile, a été amenée à baisser de 11,50 à 10,75 % son taux d'escompte, à trois reprises successives, par toutes petites touches.

MAURICE BOAMMENSATH.

(Lire la suite page 20.)

Veut-on vraiment paralyser nos entreprises ?

par AMBROISE ROUX (*)

POUR se prononcer sur les innombrables systèmes de cogestion ou de co-surveillance proposés actuellement, il est indispensable de revenir sur sources. Si le chef d'entreprise est responsable devant ses actionnaires, il l'est également vis-à-vis de son personnel de l'ensemble des rapports entre l'entreprise et ses salariés ; vis-

à-vis de ses clients, de l'ensemble des rapports entre l'entreprise et ceux-ci ; et vis-à-vis de l'État, des collectivités locales, du respect par l'entreprise de l'intérêt général.

Un des rôles essentiels du chef d'entreprise est d'effectuer à tout moment des arbitrages entre ces intérêts dont il a la charge, intérêts qui sont presque toujours contradictoires au moins à court terme. Si dans ces arbitrages il sacrifie de façon systématique l'intérêt de l'entreprise à ceux des différents groupes, celle-ci finit par déprimer et disparaître, léssant gravement les intérêts de tous.

Le problème se pose donc d'institutionnaliser éventuellement le dialogue entre les chefs d'entreprise et le collège des salariés. L'une des formules envisagée, la cogestion, a des apparences séduisantes. Elle consiste à modifier les organes actuels de contrôle et de décision de l'entreprise ou à leur adjoindre des représentants du capital pour y faire entrer des représentants du personnel. Cette formule présente en fait de très graves dangers. L'idée de base de la cogestion est que la cohabitation des représentants des actionnaires et du personnel permettrait de dégager la nécessaire synthèse entre les intérêts contradictoires au niveau des conseils d'administration.

(Lire la suite page 21.)

Bien au contraire

C'EST pendant le mois de février qu'il faut commencer les travaux sérieux dans le jardin européen. La petite graine du rapport Tindemans ayant été semée au début de janvier, il s'agit maintenant d'en encourager le développement. Il convient donc de compléter le tuteur naturel par l'engrais chimique des ministres des affaires étrangères, en attendant une opération de fumure plus importante au « sommet » du mois de mars. C'est le moment aussi où le jardinier prudent doit tailler, tous les arbres, notamment la politique agricole commune, le gaspillage et les frais d'administration. Dans l'espace ainsi libéré, ou bien en pépinière, il faut dès maintenant planter les arbres fruitiers qui n'ont pu être mis en place auparavant : l'agence d'approvisionnement militaire, le secrétariat politique, etc.

Aucun jardin n'est à l'abri de ses adversaires. Contre les intempéries diverses, il faut prévoir des rideaux (murs, palissades, auvents) : contre les rongeurs, les mauvaises herbes et les microbes, surtout au verger, l'emploi d'herbicides et le décapage sont également indispensables.

La patience compte au nombre des vertus cardinales de tout jardinier ; la résolution aussi. C'est le labour patient des mois d'hiver qui rend possible la joie du printemps et la récolte de l'automne.

PANGLOSS.

Sur le devant de la scène

AUDACES ET PRUDENCES DU FISC

Au ralenti

BONN

La République fédérale d'Allemagne continue de réformer son système fiscal, mais à un rythme très lent. Au début de 1975, pour l'essentiel les dispositions concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les salaires sont entrées en vigueur. Beaucoup de citoyens allemands ont été quelque peu déçus des conséquences de l'inflation sur leur déclarations d'impôts, mais nombre d'entre eux ont été irrités par la réforme en perspective. Visiblement, les hommes poli-

tiques sont arrivés à la constatation que leurs concitoyens ne boudent évidemment pas un petit abaissement de leurs impôts, mais que la grogne à l'encontre des dirigeants débordait lorsqu'on défavorise certains groupes sociaux.

Du point de vue de la politique fiscale, le gouvernement fédéral a encore deux épreuves à surmonter : la réforme de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises ; trois rajustements d'impôts en hausse : sur le chiffre d'affaires, sur le tabac et sur

les eaux-de-vie pour le 1^{er} janvier 1977.

Les deux projets sont politiquement dans l'impasse. Avec la réforme envisagée de l'impôt sur les sociétés, on vise avant tout à obtenir que les bénéfices des sociétés par actions ne soient plus imposés deux fois, à savoir au niveau de l'entreprise et, en outre, chez l'actionnaire.

Le but est d'imposer les bénéfices distribués aux actionnaires selon leur catégorie fiscale personnelle. Comme dans le système français, l'actionnaire recevrait,

outre ses revenus actuels, un avoir fiscal supplémentaire. Pour le petit actionnaire, cela se traduirait par un relèvement très net du rendement de ses actions. Les partisans de la réforme insistent, d'autre part, sur l'amélioration des possibilités de financement des entreprises ; de leur côté, les hommes politiques spécialistes des questions sociales soulignent la possibilité de répartir plus largement les capitaux productifs.

A vrai dire, les chances de voir voter cette loi sont faibles. A l'intérieur de la coalition gou-

vernementale, les libéraux font une campagne vigoureuse pour la réforme, mais la social-démocratie, qui est le partenaire le plus fort, est assez réservée parce que les syndicats la refusent catégoriquement. Voici leur argument : le nouvel impôt sur les sociétés ne serait utile qu'aux riches. L'opposition chrétienne démocrate est également favorable à la réforme, les organisations dirigeantes de l'économie faisant également campagne pour la nouvelle loi.

PETER GILLIES.

Souffler un peu

LONDRES

TOUT le monde sait que les Britanniques paient plus d'impôts que quiconque. Quel autre pays occidental peut-il se vanter d'un taux limite d'imposition des revenus provenant de placements de 33 % et d'un taux maximal d'imposition des revenus gagnés à la suite de son front de 83 % ? Ce qui n'empêche pas de songer à un impôt sur la richesse.

Heureusement, tant pour le contribuable aux abois que pour le fisc fortement mis à contribution, l'intention du gouvernement de formuler, pour le prochain budget, son projet de taxe sur la richesse, a pu être déjouée. La commission « ad hoc » n'a pu parvenir à un accord et le chancelier de l'Echi-

quer a dû remettre son projet à 1977.

Ce fut un triomphe du bon sens. En principe, les Britanniques ne sont pas opposés à une réforme fiscale, bien que nombreux soient ceux qui ont des objections fondamentales à l'instauration d'un impôt sur le capital. Mais, durant la dernière décennie, le pays a dû subir une telle série d'ajustements de son système fiscal, qu'il serait temps, à présent, de souffler un peu, ne serait-ce que pour des raisons administratives d'ordre pratique.

Les clous du tableau des principales réformes fiscales faites depuis 1965 comprennent le passage à l'impôt sur les

sociétés, l'introduction d'une taxe sur les gains en capital, l'adoption de la T.V.A. (bien que celle-ci concerne plutôt les douanes et les contributions indirectes), l'adoption d'un système uniforme d'imposition personnelle, une modification substantielle de l'impôt sur les sociétés par l'adoption de la méthode par imputation, et, enfin, dernièrement, le remplacement des droits de succession par une taxe sur le transfert de capital.

Il faut aussi mentionner trois échecs — aussi coûteux en perte de temps que de personnel — à savoir, l'impôt négatif sur le revenu ou le système de crédit d'impôt, l'impôt sur les successions beaucoup plus at-

trayant que l'impôt sur le transfert de capital qui lui a succédé et, à présent, l'impôt sur la richesse.

En Grande-Bretagne, le développement désordonné du système fiscal et ses réformes, opérées sans tenir compte de l'impact que chaque modification avait sur toutes les autres formes d'imposition, ont eu pour résultat une surimposition et des anomalies ; bref, tout le monde en est d'accord. Ils ont mené au désordre du système fiscal. Il n'est donc pas étonnant qu'actuellement les Britanniques manifestent peu d'enthousiasme pour de nouvelles réformes fiscales.

Il faudrait plutôt procéder à un examen détaillé et à une sérieuse révision du système

fiscal en tenant compte de trois problèmes-clés : d'abord, savoir comment et jusqu'où répercuter les effets de l'inflation sur les impôts ; ensuite, déterminer le moyen le plus approprié pour taxer le capital ; et, enfin, définir comment maîtriser correctement la fonction redistributive des impôts.

En 1955, la commission royale de la fiscalité examina pour la dernière fois au microscope le système fiscal britannique. Nombreux sont ceux qui estiment que le temps est venu de faire une nouvelle enquête sur le sujet, enquête qui — à défaut d'autre chose — donnerait un répit d'un an à peu près avant d'autres réformes fiscales.

MARGARET STONE.

Réduire les inégalités

PARIS

EN France, l'opposition réclame une vraie réforme fiscale. Le pouvoir, quant à lui, parle seulement de réduire le poids de la fiscalité indirecte et de gommer les inégalités : prudence oblige, car l'opinion publique, si elle trouve les impôts sur la consommation trop lourds, n'est probablement pas prête à accepter un bouleversement du système fiscal actuel, fût-ce au nom de la justice.

Une grande idée du régime, et de M. Giscard d'Estaing en particulier, était de faire baisser la part de l'impôt indirect (dont la T.V.A. représente la plus grande partie) dans le total des prélèvements fiscaux opérés par l'Etat. Mais ceci impliquait que le poids des impôts directs augmente en compensation, c'est-à-dire que les Français paient de plus en plus d'impôts sur le revenu.

Malgré quelques baisses de taux de la T.V.A. décidées ces dernières années, les impôts sur la consommation continuent de rapporter à l'Etat une part très importante de ses recettes : 45 % environ. Encore faut-il bien voir que les baisses décidées sur quelques produits, ont eu pour seul résultat d'empêcher le poids de la fiscalité indirecte de s'alourdir davantage : en 1970, la T.V.A. représentait déjà 45 % des recettes fiscales de l'Etat. De ce point de vue, le bilan est donc presque nul.

Il ne serait pas réaliste de penser que M. Giscard d'Estaing puisse, au cours des années qui viennent, relancer, en période de vaches maigres, une réforme aussi coûteuse. Les Français vont déjà supporter d'importantes sacrifices pendant le VII^e Plan : allourdissement de la pression fiscale, des cotisations sociales,

relèvement des tarifs publics. L'injustice de la T.V.A., qui fait payer autant d'impôts à une personne aisée qu'à une personne aisée, sur le prix d'un bœuf ou d'un litre de lait, va se prolonger. Si les pouvoirs publics essaient tout de même de réduire les inégalités existantes, ce sera par une autre voie.

MM. Giscard d'Estaing et Pourcade ne cessent maintenant de répéter que la réduction des inégalités en France dépend bien davantage d'un élargissement de l'assiette de l'impôt que d'une augmentation des taux. C'est la nouvelle philosophie officielle qui veut que les plus-values soient bientôt systématiquement taxées, probablement dès l'année prochaine.

Le raisonnement est impeccable. Les Français qui travaillent touchent des salaires, dont une partie est imputée par l'Etat sous forme d'impôts. Or, d'autres Français vivent uniquement de bénéfices réalisés sur la vente de biens achetés quelque temps auparavant. Est-il juste que ces « plus-values » comme les appellent les experts ne soient pas imposées ? A l'évidence non.

L'affaire est donc assez engagée maintenant pour qu'on soit à peu près assuré qu'elle ira jusqu'au bout. Le seul problème est de savoir ce qui restera de l'idée de départ — la correction d'une injustice — une fois la loi votée et appliquée. En d'autres termes, sera-t-elle une vraie réforme ou seulement une réformette, utile surtout pour désarmer les critiques de l'opposition ?

Les déclarations faites à ce sujet par M. Giscard d'Estaing

lui-même permettent de dire des maintenant que le Pouvoir a choisi la modération, probablement dans le but de faire accepter par le pays le principe d'un impôt qui, autrement, aurait été rejeté ou largement fraudé.

Qu'a dit M. Giscard d'Estaing ?

● Seules les plus-values réalisées seront imposées, ce qui implique qu'un bien gardé par son propriétaire ne sera pas imposé, même s'il prend de la valeur comme c'est presque toujours le cas. Le bien ne sera taxé qu'au moment de la vente. Pas d'impôt sur le capital donc.

● Les plus-values réalisées ne seront pas tout entières imposées. Elles seront diminuées d'un pourcentage représentant exactement la hausse moyenne des prix de détail en France entre l'achat et la vente du bien.

● Les plus-values seront imposées au même titre que les autres revenus. C'est dire qu'elles supporteront les inconvénients de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu, mais également les avantages du jeu du quotient familial (le revenu imposable est divisé en un certain nombre de parts en fonction du nombre des membres de la famille).

M. Giscard d'Estaing vient de donner deux nouvelles recommandations aux experts qui ont la charge de préparer la taxation des plus-values : la vente d'une résidence principale ne sera pas imposée, car on ne peut pas réaliser des gains considérables sur un terrain à bâtir le temps de signer un acte de vente, sans avoir jamais travaillé pour acquérir ce bien. Est-ce habile ? Oui, si cette décision permet à la loi de passer et évite des

terrain à bâtir possédé depuis cent ou cent cinquante ans par une famille ne supportera pas d'impôts lors de sa vente.

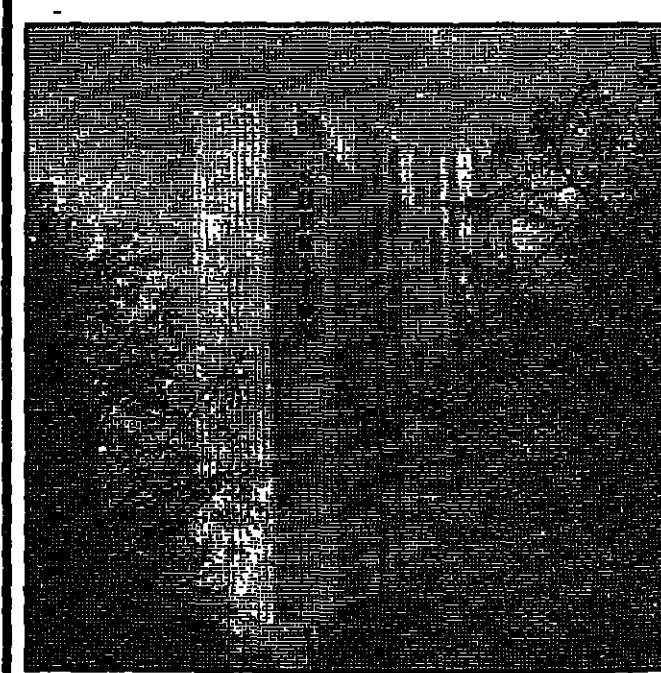
En agissant ainsi, M. Giscard d'Estaing annonce clairement qu'il ne touchera pas aux fortunes acquises. Est-ce juste, est-ce habile ? Juste, sûrement pas, car on ne peut pas réaliser des gains considérables sur un terrain à bâtir le temps de signer un acte de vente, sans avoir jamais travaillé pour acquérir ce bien. Est-ce habile ? Oui, si cette décision permet à la loi de passer et évite des

fuites de capitaux qui, selon certaines informations non confirmées, se seraient déjà produites. Non, si une telle discrimination décourage une fois de plus des Français d'apporter leur épargne à l'industrie sous forme d'actions et d'obligations. Le paradoxe, en tous les cas, est grand, de voir M. Giscard d'Estaing prendre ces positions au moment même où le gouvernement, qui prépare le VII^e Plan, s'ingénie à trouver les meilleurs moyens d'intéresser les Français à leur industrie.

ALAIN VERNHOLLES.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...



« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles ». « Le Corail », un bar féerique où il fait bon s'attarder. « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h à 23 h), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, des 3 chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

260.35.11

Après la « mini-réforme »

ROME

La situation de la fiscalité italienne vient d'être exposée dans un livre blanc par M. Visentini, ministre des finances. Le mot de l'auteur reste lié à l'événement le plus important qui se soit produit en ce domaine en 1975 : ce que l'on a appelé la « mini-réforme ». Celle-ci peut se ramener à trois points : remédier aux effets de l'inflation sur la fiscalité — fût-ce par des dispositions transitoires, en attendant qu'une discipline s'instaure ; adapter certaines institutions aux principes de réforme (suppression, par exemple, de la taxe locale sur le revenu pour les artisans, prélèvement bancaire) ; et faire mieux rendre la machine bureaucratique grâce à des incitations, dès lors que l'on n'a ni d'autres hommes ni d'autres instruments.

Pour l'une des réformes en cause, qui concerne le recouvrement des impôts directs, la faculté offerte au contribuable de s'acquitter directement au-

près des banques est conforme au principe d'« élasticité » de la « mini-réforme ».

Quant aux normes qui devraient corriger les effets « aberrants » de l'inflation, il n'a pas été possible d'adopter des mesures assurant une « juste comptabilité de l'inflation ». Le problème se reposera très vite, et la fermeture du marché des changes, le 21 janvier, l'a confirmé.

Enfin, on peut surtout s'interroger sur les « incitations » qui permettraient à l'administration des finances de faire face au travail exceptionnel du rodage du nouveau système fiscal. Il s'agit de dispositions provisoires à tous égards, et qui ne peuvent être que provisoires.

Cela étant, en l'espace de deux années les modifications apportées à la fiscalité italienne ont beaucoup vieilli, notamment du fait de l'inflation qui a bouleversé les barèmes. Il fallait — en tout cas — laisser un peu

souffler le contribuable soumis à une charge trop lourde. En dépit de certaines critiques, on donnera acte à M. Visentini que sa « mini-réforme » s'accomplit à pas prudents et va dans la bonne direction en cherchant à éliminer, ou du moins à atténuer, toutes les carences apparues dans l'application des mesures prises depuis 1974. Mais les points les plus faibles du revenu fixe qui sont frappés le plus fort.

L'évasion fiscale se poursuit en effet en Italie à la différence d'autres pays où il s'agit souvent d'évasion « légale », et où l'on cherche donc, en respectant la réglementation, à payer le moins possible.

En 1976, il ne devrait pas y avoir de grandes innovations en matière fiscale, notamment pour l'imposition directe, stabilisée par la « mini-réforme ». On peut tout au plus prévoir des ajustements de barèmes liés à la poursuite de l'inflation.

RENZO VILLARE.

Communauté européenne

A TRENTE ANS DE DISTANCE

Le rapport de chevet

Le rapport Tindemans sur l'union européenne a provoqué de nombreuses réactions dans la plupart des capitales européennes. Ce qui laisse prévoir une laborieuse mise en train des discussions concernant les propositions du premier ministre belge sur un « changement qualitatif » de l'union européenne.

Une année durant le premier ministre belge a sacrifié ses week-ends pour essayer de trouver un palliatif au processus de dégradation de la C.E.E. et donner un nouveau dynamisme à l'union européenne. Or, les progrès au sein de la Communauté ne sont possibles qu'à condition que soit renforcée la volonté de coopération politique, c'est-à-dire que l'avenir de la Communauté soit considéré dans une perspective réaliste. Mais l'union politique, il faut bien en être conscient, ne correspond pas automatiquement aux nécessités économiques, qu'elles soient supposées ou réelles.

Le rapport Tindemans offre en tout cas la chance de donner corps à la formule de l'union européenne, frappée en 1972 par les chefs de gouvernement. Il renonce aux circonvolutions qui annoncent les objectifs utopiques, essayant de frayer un chemin pratique à travers l'éparpillement des activités communautaires.

Mais ce pragmatisme n'a-t-il pas déjà largement dépassé les limites qui sont posées actuellement à un consensus de tous les gouvernements de la C.E.E. ? M. Tindemans l'a lui-même avoué : un essai de ramener à un dénominateur commun les opinions et les souhaits qui lui ont été exposés au cours de ses conversations dans les différents capitales s'est révélé peu concluant.

Les conseils bruxellois montrent que les gouvernements de la C.E.E. ne sont actuellement pas prêts à faire des sacrifices qui ne seraient pas immédiatement compensés par des concessions réciproques. Il leur est encore plus difficile de renoncer à leurs intérêts nationaux en faveur de la Communauté. Ce renoncement pourrait être facilité par un ancrage démocratique de la décision européenne. Mais, celui-ci en est encore à ses débuts, même après la décision sur l'élection au suffrage direct de l'Assemblée de Strasbourg.

Le rapport Tindemans mérite d'être largement discuté non seulement dans les sphères responsables de la C.E.E. mais aussi et surtout par l'opinion publique européenne.

La Communauté est beaucoup moins bien équipée que les États qu'elle rassemble (ou même que leurs institutions) pour sonder l'avenir. Cette carence, les institutions communautaires — conseil des ministres, Commission, Parlement européen — ont commencé à en prendre conscience, ce qui a engendré le projet « Europe plus trente », ainsi nommé pour suggérer une manière de penser l'Europe trente années d'avance. En l'occurrence, le nombre « trente » est évidemment symbolique : il indique qu'il s'agit de prévisions à long terme, c'est-à-dire à plus de cinquante ans.

L'affaire fut lancée en janvier 1975, quand la Commission se trouva chargée par le conseil des ministres d'une résolution dont le patronat revenait au professeur Ralf Dahrendorf, alors membre de la Commission — de mettre le sujet à l'étude. Il s'agissait d'élaborer des éléments de réponse à deux questions :

1) Quels sont les développements propres à influencer dans les trente prochaines années sur le cours de l'Europe, et l'institution d'un organisme de prévision à long terme est-elle possible ?
2) La Commission devrait-elle créer son propre service d'évaluation technologique ?

L'enquête devait être menée à terme rapidement — en moins d'un an —, mais les ressources adéquates lui seraient assurées. L'auteur de ces lignes fut désigné pour la tâche, et il se trouva semblablement dicté par l'expérience de « consommateur de prévisions » qu'il avait acquises dans les hautes sphères militaires. La Commission entendait, en effet, que les quarante experts de l'équipe chargée de l'enquête, qui seraient en majorité des « experts en prévision », fussent guidés par un utilisateur. Il eût été anormal, en effet, de consacrer des deniers publics à des recherches passant à côté de but : elles devaient être utiles au niveau des prises de décision et permettre aux responsables de décider à meilleur escient.

350 000 dollars

Les limites budgétaires et les délais assignés furent mieux que respectés : nous avons dépensé 350 000 dollars sur les 501 000 qui nous avaient été octroyés, et notre rapport « Europe plus trente » a été remis à M. Ortoli, le président de la Commission, le 23 septembre dernier. Il s'agit d'un document de quelque quatre cents pages assorti d'un résumé de trente pages. La Commission a décidé de le publier (si tout va bien, l'été prochain). En attendant, elle prépare les propositions qu'elle va soumettre au conseil.

Notre rapport débute par des considérations épistémologiques. Il fait la distinction entre la prévision-action simple et la prévision-projection. La projection est également simple dans la mesure où elle s'apparente et veut se conformer à une prévision et les spéculations intéressent l'avenir qui sont prudentes, dégageant les interdépendances et identifiant clairement l'impossible. La distinction se traduit par une différence de langage : il y a le « sera » (will) des clairvoyants, le « devra » (shall) qui emploient les dirigeants élus du peuple, le « devrait » (should) approprié aux prévisions. Seule cette dernière catégorie saurait nous concerner.

Seize trames

Le rapport examine ensuite l'état actuel de l'art des prévisions. Seize des trames qui composent le tissu européen sont passées en revue : depuis les prévisions météorologiques et démographiques jusqu'à celles d'ordre social et politique, en passant par le domaine de l'industrie ou de l'économie. On veut ainsi déterminer dans quelle mesure un organisme permanent aurait la possibilité de bénéficier des informations recueillies dans ces différents secteurs.

Cette partie du document est la plus volumineuse. Elle rassemble les faits et décrit les infrastructures théoriques nécessaires pour étayer les propo-

sitions d'ordre administratif et institutionnel qui, sans ce fondement, resteraient purement velleitaires.

En regard, les propositions que nous avançons sont concises et compte tenu du fait qu'il s'agit de l'avenir de deux cent cinquante millions d'âmes, fort modestes. Il va sans dire que l'union politique et économique de l'Europe ne serait ni l'objectif d'un organisme permanent de prévisions ni la condition préalable de sa mise en œuvre ; elle figurerait seulement parmi ses sujets d'études.

Nous répondons à la première question posée en recommandant la création d'un organisme permanent de prévision à long terme qui serait au service de la Communauté et du Parlement européen, ainsi, à ceux-ci le souhaiter, qu'au service des États membres. Nous estimons, en revanche, en réponse à la deuxième question, que la création d'un service distinct d'évaluation technologique n'est pas indiquée, les fonctions qui lui reviendraient pouvant être assumées par l'organisme chargé des prévisions.

Côté pratique, nous offrons le choix entre trois formules assignant des dimensions plus ou moins vastes à l'entreprise, l'évaluation étant effectuée d'après le nombre des chercheurs (de toutes disciplines) qui y seraient employés. La formule idéale correspondant à un effectif de 70 personnes, soit une dépense de 5,6 millions de dollars par an sur la base des prix de 1975. La formule intermédiaire — 50 salariés coûtant 4 millions de dollars envi-

ron — pourrait encore être satisfaisante. Quant à la formule minimum, elle emploierait 30 personnes et coûterait 2,4 millions de dollars, mais il ne faudrait pas tomber au-dessous de ce seuil, l'efficacité du système devenant alors illusoire. Si l'on s'en tient à ce niveau minimum, l'expérience collective pour dix ans (y compris les cinq premières années de mise en route progressive) moins de 20 millions de dollars.

Quelles que soient les dimensions fixées pour l'entreprise, celle-ci opérerait dans trois directions : poursuite de l'ensemble des travaux qui sont déjà effectués (et dont certains donnent des résultats appréciables) ; passation de contrats avec les organisations existantes pour des recherches « sur mesure » ; enfin mise en chantier des activités propres à la nouvelle « maison » elle-même et qui constitueraient essentiellement des travaux « d'intégration » et de synthèse. Les membres du conseil de direction de l'institution seraient désignés par la Commission mais ils travailleraient en toute indépendance.

Quelle décision ?

Le rapport « Europe plus trente » attend maintenant la décision qui sera prise par l'autorité qui en avait passé commande. Bien des voix s'élèveront sans doute pour repousser ses conclusions. Il y aura le « non » de ceux qui préfèrent

voir le fromage partagé et estiment que mieux vaut dépenser des dizaines et des centaines de millions à réparer les erreurs commises qu'en consacrer quelques-uns à des analyses à long terme ; le « non » inspiré par la crainte que l'organisme permanent ne devienne trop puissant (crainte non fondée car les prévisions empêchant d'assumer les fonctions de planification contrôlée démocratiquement et de décision sont présentes dans le rapport) ; le « non » des sceptiques qui assurent que les prévisions sont toujours fausses. Un argument que nous ne connaissons que trop et qui trahit l'habitude confusion entre prévision et prédiction.

Les prévisions sont pratiquées sur une très grande échelle par et pour tous les pays industrialisés — en particulier au Japon, en U.R.S.S. et aux États-Unis — par les grandes sociétés multinationales, et elles vont l'être sans doute aussi par l'O.C.D.E. Nous ne pouvons pas croire qu'il s'agisse là d'une simple fantaisie à la mode. Si l'on veut que la Communauté européenne soit en mesure de soutenir la concurrence, elle doit elle aussi s'y mettre. Les données de l'histoire, l'état des techniques professionnelles, le sens politique, commandent qu'il soit dit « oui » à un organisme européen de prévisions.

WAYLAND KENNETH.

N.D.L.R. Lord Kenneth avait occupé le poste de secrétaire parlementaire au ministère britannique du logement et du « local government » 1965-1970.

PHILIPPE LEMAITRE.

La C.E.E. demain

Les affaires agricoles et la politique méditerranéenne occuperont une place importante dans l'activité communautaire au mois de février. Les ministres de l'Agriculture se réuniront à deux reprises les 16 et 17 février, puis les 23 et 24 février, afin d'adopter les prix à appliquer au cours de la prochaine campagne.

L'exercice, cette année comme les précédentes, n'ira pas sans mal, les États membres, pour des motifs au reste différents, étant loin d'être satisfaits des propositions de la Commission. Leurs négociations se poursuivent sous un jour d'autant plus difficile que le dossier du vin, qui a opposé de plus en plus à l'opposé la France à l'Italie sans qu'il soit possible, pour l'instant, d'entrevoir la moindre espérance de compromis, est lié à celui des prix.

Cette affaire, qui s'apparente chaque mois davantage à la quadrature du cercle, fait peser sur la C.E.E. une menace de guerre commerciale intestine qui ne peut être négligée. Il est clair en effet que le climat de crise qui continue de sévir dans plusieurs États membres, et qui s'est manifesté fin janvier par le fléchissement du franc et surtout de la livre sur le marché des changes, n'est pas de nature à favoriser un règlement de la querelle franco-italienne. Dans ce contexte de tension, on ne peut exclure que la Communauté ait à faire face « à chaud », durant les prochaines semaines, à des incidents mettant en péril plus ou moins gravement la cohésion de l'union douanière.

C'est cette Communauté, rendue fragile par la persistance de la crise, qui devra bientôt prendre position sur la nature des relations qu'elle souhaite entretenir avec ses voisins du bassin méditerranéen, et déjà si périlleux menaçant sa prospérité ne l'ont pas contrainte à l'immobilisme : les accords de coopération avec les trois pays du Maghreb conclus après deux ans de rudes négociations seront signés à la fin de février ou au début du mois de mars et les pourparlers en vue de conclure des accords de coopération avec les pays du Machrek — l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie — vont maintenant s'engager.

Après que les quatre commissions créées par la conférence sur la coopération économique auront commencé leurs travaux

le 11 février prochain, il faudra que les Neuf enrichissent la position de la Communauté par l'adoption de la Communauté par l'instant tristement rudimentaire, du moins s'ils veulent que l'Europe unie ne se contente pas d'un rôle passif dans ce dialogue Nord-Sud. Le ministre des affaires étrangères devra enfin commencer la préparation du conseil européen qui se tiendra les 17 et 18 avril à Luxembourg et donc entreprendre l'étude des propositions contenues dans le rapport Tindemans et tenter de préciser les modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

CALENDRIER

- 7 JANVIER : Le rapport Tindemans sur l'union européenne est rendu public. Le premier ministre belge propose notamment que les pays membres dont la situation économique est suffisamment stable pour aller de l'avant poursuivent le processus d'intégration économique et monétaire sans attendre les retardataires, à savoir le Royaume-Uni, l'Italie et l'Irlande. C'est l'officialiser l'idée de l'Europe à plusieurs vitesses.
- 8 ET 9 JANVIER : Conclusion des négociations en vue de la signature d'un accord de coopération entre la Communauté, d'une part, le Maroc et la Tunisie, d'autre part.
- 15 JANVIER : Pour garantir la rentabilité des investissements engagés pour développer des ressources alternatives d'énergie, la Commission propose de fixer à 7 dollars le baril le prix minimum de déchargement du pétrole importé.
- 17 JANVIER : Conclusion des négociations en vue de la signature d'un accord de coopération entre la Communauté et l'Algérie.
- 19 ET 20 JANVIER : Rebonification de la guerre du vin entre la France et l'Italie. Les ministres de l'Agriculture débattent de ce dossier sans parvenir au moindre résultat.
- 20 JANVIER : Les ministres des affaires étrangères s'orientent prudemment vers la reprise des négociations commerciales avec l'Espagne.

28 avril au 6 mai 1976

Information de première main

A la plus grande exposition industrielle du monde

Vous le savez bien, les investissements doivent être d'autant plus concentrés sur un objet précis que la concurrence devient plus sévère et que la situation se complique sur le marché, basé sur les informations d'un panorama restreint des tendances du marché et sur une vue d'ensemble de la technique mondiale, préparée par des centaines d'informations individuelles recueillies par vos collaborateurs, dans tous les domaines de votre entreprise et à tous les échelons de vos cadres.

Vous et vos collaborateurs pouvez recueillir ces informations à la Foire de Hanovre 76, qui donne de la transparence à votre marché et aux possibilités qu'elle vous offre. Elle donne à votre entreprise la chance de profiter du système et du know-how présentés par 4 000 exposants appartenant à 28 branches spécialisées, la chance de prendre une avance d'information décisive. Votre voyage à Hanovre constitue donc un investissement rentable, car il vous permet d'obtenir de nouveaux contacts et d'économiser une foule de voyages d'information. N'hésitez pas à tout explorer dans ce que vous trouverez à ce groupement des 26 marchés spécialisés. En vue d'une préparation minutieuse de ce voyage d'affaires et la plus haute importance, en l'année 1976, nous vous permettons de vous envoyer le plan de la Foire,

Des informations, que vous ne recevez pas autrement

Branches spécialisées 76

- Électromécanique et électronique
- Mécatronique
- Machines-outils
- Machines de l'industrie textile
- Machines de l'industrie chimique
- Machines de l'industrie alimentaire
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines de l'industrie du textile
- Machines de l'industrie du bois
- Machines de l'industrie du métal
- Machines de l'industrie du plastique
- Machines de l'industrie du papier
- Machines de l'industrie du verre
- Machines de l'industrie du caoutchouc
- Machines de l'industrie du cuir
- Machines

Les clés de la conjoncture

Apprivoiser la reprise

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

(Suite de la page 17.)

Ce renforcement de la baisse du prix de l'argent à court terme a, à son tour, annulé les anticipations de remontée et fait reculer aussi, bien que plus légèrement, les taux à moyen terme. Bien entendu cette baisse a allégé les charges financières des entreprises, augmenté leurs résultats et a été une des causes majeures de la remontée des Bourses, habituelle annonciatrice des reprises.

Le cadre monétaire et financier se présente donc favorablement, bien qu'un peu artificiellement, pour les investisseurs. Vont-ils répondre et réamorcer les circuits ?

Les jeux ne sont pas encore faits, ni aux Etats-Unis ni dans les pays européens, et plus particulièrement dans les deux qui sont un peu les chefs de file, la France et l'Allemagne. Au-delà d'une remontée transitoire des stocks, seuls deux facteurs peuvent constituer les garants d'une reprise réellement solide et entraîner à leur tour les investissements : la consommation et l'exportation. La première a sensiblement progressé un peu partout, même si, s'agissant de biens d'équipement des ménages, on peut se demander si on n'assiste pas, là aussi, à une sorte de reconstitution des stocks ou à des remplacements.

La question peut se poser notamment aux Etats-Unis pour l'automobile et pour d'autres biens électroménagers. En France, la consommation a repris fort vigoureusement depuis septembre 1975, et elle se développe à un rythme de l'ordre de 8 %, en particulier sous l'effet de la remontée des ventes d'automobiles et de biens manufacturés : le mouvement se transmet progressivement aux secteurs amont. C'est même le pays où elle se développe le plus, probablement parce que, les effectifs ayant été presque maintenus (— 2 % à — 3 %), et les salaires ayant encore augmenté fortement, en dépit du recul considérable de la production industrielle (— 14 %), il a été possible de conserver et même d'augmenter le pouvoir d'achat.

Mais il y a des revers graves à cette médaille. C'est d'abord un fort chômage latent qui risque de se manifester si le rattrapage n'est pas assez rapide. C'est ensuite une perte de compétitivité d'entreprises françaises, pénalisées par ailleurs par un franc placé trop haut. Les exportations deviennent plus difficiles et ce n'est pas d'elles qu'il faut attendre un soutien de la reprise.

En Allemagne, la situation est exactement inverse : effectifs et salaires ont été comprimés, la consommation (stimulée pourtant par des réductions fiscales) se dé-

veloppe moins vite, et le redémarrage est surtout entraîné par l'afflux des commandes étrangères. Ce mouvement se traduit depuis août par une nette remontée de l'excédent allemand, et du taux de couverture, comme on le constate sur notre graphique.

Par l'engorgement de la consommation entraînant importations et exportations, il est indispensable que le mouvement continue en s'amplifiant. C'est le multiplicateur international qu'on commence à voir à nouveau jouer, gonflant les productions et les revenus jusqu'au seuil psychologique et économique où confiance et quasi-plein emploi retrouvés pousseront de nouveaux investissements. C'est seulement à ce moment-là que l'on pourra vraiment dire que la reprise est à nouveau bien amorcée. Y arrivera-t-on ? Et quels sont les obstacles à vaincre ? Un tout premier est illustré par

le déséquilibre franco-allemand qui a été évoqué ci-dessus. Il est indispensable que la France arrive, pour ses prix et ses salaires, à se rajuster sur l'Allemagne, tout en laissant fléchir quelques peu le franc (ce qu'on a effectivement observé récemment).

Un problème analogue se pose aussi entre les Etats-Unis et ses deux partenaires.

C'est, finalement, du bon réajustement entre ces trois pays pivots du monde occidental (auquel il faudrait ajouter le Japon) que dépend le retour à un régime correct. Rappelons que leurs inflations respectives se sont stabilisées dans les derniers mois, mais à des niveaux qui restent encore sensiblement différents : 5 % pour l'Allemagne, 7 % pour les Etats-Unis et 9 % pour la France. Il n'est donc pas possible de revenir à des parités vraiment fixes.

Les manœuvres délicates devront continuer vers des améliorations progressives et en évitant les écueils, tels le protectionnisme et le blocage qui pourraient provoquer, en France notamment, un brusque retournement des échanges extérieurs. La voie ne sera pas facile, en particulier parce qu'aux Etats-Unis, contrairement à ce que l'on pense, l'atmosphère des élections et l'opposition entre administration et congrès ne prédisposent guère à des mesures prudentes et inspirées d'un souci de réajustement des relations économiques internationales.

La manière dont se réajusteront les trois pays pivots conditionne finalement le redressement des deux autres pays : la Grande-Bretagne et l'Italie. Mais cela ne saurait leur suffire parce que leurs problèmes sont aussi structurels.

MAURICE BOMMENSATH.

ÉTATS-UNIS : SITUATION COMPARÉE ET INCIDENCES

(notes et calculs comparables)

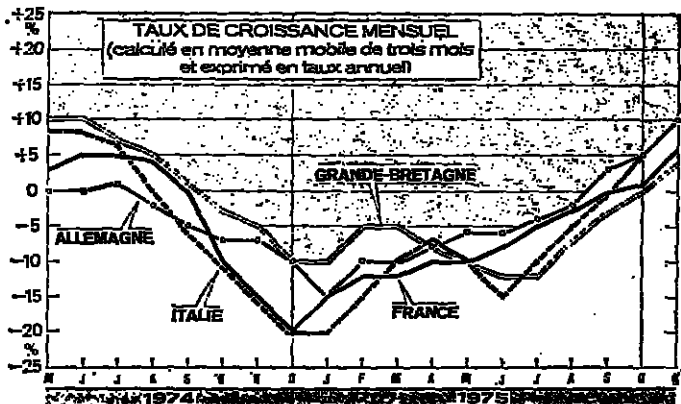
CROISSANCE	+	(++)	Après sept mois environ d'accélération, le rythme de croissance de la production industrielle, qui avait atteint en septembre quelque 13 % (en valeur annuelle), tend à nouveau à baisser et passe à 10 % en novembre. Il reste cependant supérieur à celui qui est constaté en Allemagne.
PREX	(—)	(—)	De 6 % début 1975, le rythme d'inflation était remonté à 9 % à la fin-1975. Depuis, il est redescendu et tend à rester en octobre-novembre 1975 aux alentours de 7 %. Il se situe ainsi à mi-chemin entre celui de l'Allemagne et de la France.
CHOMAGE	(—)	(—)	Le taux de chômage, par rapport à la population active, a diminué deux fois de suite, revenant de 8,7 % en octobre à 8,2 % en décembre. Rappelons qu'il n'est pas comparable aux taux des pays européens, qui sont de l'ordre de 5 %.
CAPACITÉ PRODUCTION	(—)	(—)	Le recul du volume des investissements entre 1974 et 1975 a tendance à s'atténuer. Mais on est encore loin d'une remontée franche.
ECHANGES	++	(++)	Depuis juillet environ, le taux de couverture des importations par les exportations (calculé ici FOB-FOB) est resté remarquablement constant et de l'ordre de 110 à 115 %. Les bons résultats maintenus tout au long de 1975 vont finalement se traduire par un excédent annuel record de plus de 16 milliards de dollars.
INCIDENCES SUR LES QUATRE PAYS			
MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES			Aux Etats-Unis, les taux d'intérêt repartent vigoureusement à la baisse : le prime rate est de 6,75 % et les Federal Funds à 4,5 %. Conséquences : nos quatre pays européens suivent rapidement eux aussi, avec des taux variant en raison inverse des forces de leurs monnaies : faible pour l'Allemagne, moyen pour la France et l'Italie, encore élevé pour la Grande-Bretagne.
ECONOMIQUES			En théorie, une telle baisse devrait favoriser la reprise des investissements aussi bien aux Etats-Unis que dans les pays européens ; mais tel n'est pas encore le cas. En revanche, la reprise économique américaine continue à produire ses effets sur les échanges internationaux, en particulier sur les exportations allemandes.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MONTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Chômage	Capacité de production	Echanges	Investissements
ALLEMAGNE	+	+	—	+	++	+
FRANCE	+	—	—	—	—	+
ITALIE	—	—	—	—	—	—
GR. BRETAGNE	—	—	—	—	—	—

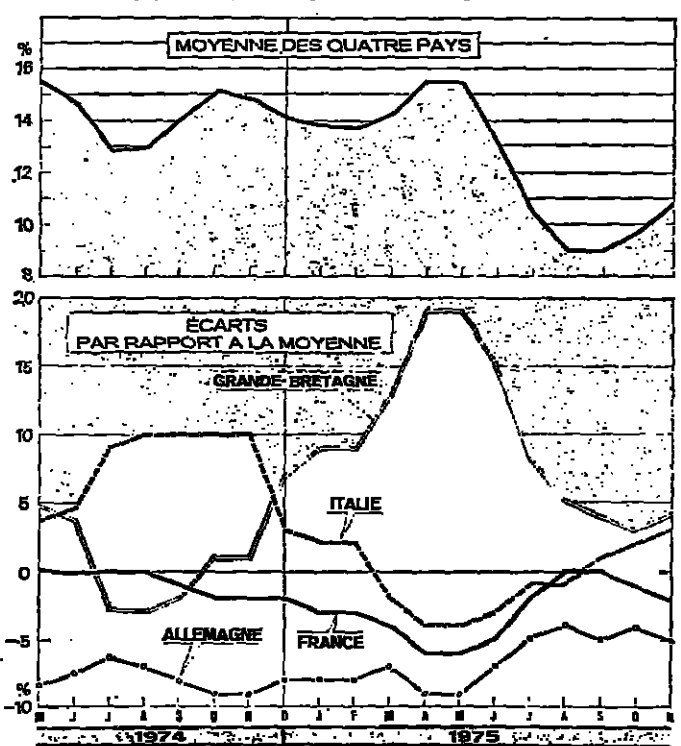
(+) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle est sensible au handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



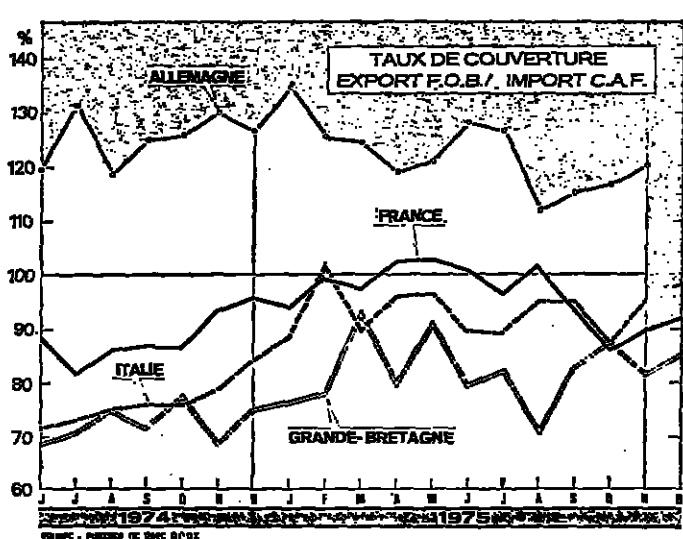
Le graphique fait apparaître une remontée des productions industrielles simultanée dans les quatre pays : elle apparaît surtout en Allemagne (avec un rythme de près de 10 %), mais aussi en France (6 %), et même en Grande-Bretagne et en Italie (5 %). Il ne faut néanmoins pas oublier que, à l'exception de l'Allemagne, les niveaux restent encore inférieurs de 5 à 9 % à ceux d'il y a un an.

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



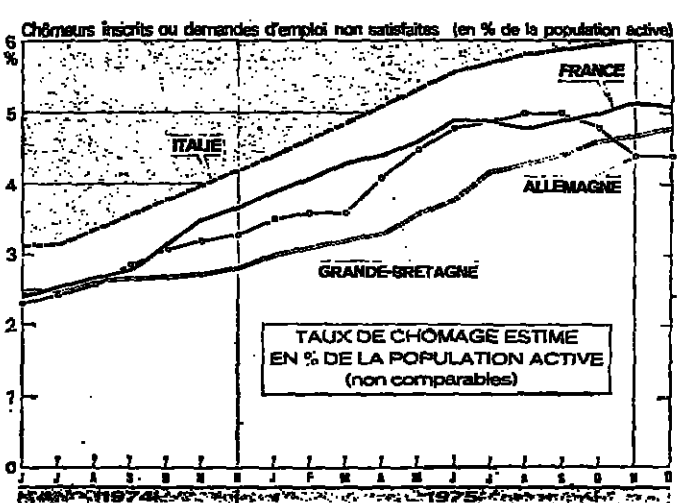
Le taux moyen d'inflation des quatre pays, qui avait diminué sans discontinuer, depuis la pointe de 15 % atteinte en avril jusqu'à 9 % environ en août-septembre, remonte à nouveau en octobre (9,7 %) et novembre (10,4 %). Ceci est dû, non aux prix allemands et français, qui restent respectivement à 5 % et 9 %, mais aux prix italiens et anglais, qui sont à nouveau en légère hausse en novembre : de 12 à 13 % pour les premiers et de 12 à 15 % pour les deuxièmes.

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Le taux de chômage par rapport à la population active (corrigé des variations saisonnières) continue à grimper en Grande-Bretagne, où il atteint, en novembre, 4,5 %. En France, il se situe à 5,1 %. En Allemagne, en revanche, et le fait mérite d'être noté, après avoir plafonné en août-septembre à 5 %, il tend à redescendre depuis et passe à 4,4 % en décembre (mais, en taux brut, on constate le mouvement inverse).

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Fait remarquable : en Allemagne, le taux de couverture des importations par les exportations augmente à nouveau sans discontinuer depuis août et passe de 110 à 120 %. En France, après les bons résultats atteints en été, c'est le mouvement inverse, mais le taux français reste encore élevé et proche de 90 %. L'Italie se maintient à une valeur supérieure, de l'ordre de 95 %, et la Grande-Bretagne sensiblement en dessous de 85 %. (Ces taux sont calculés FOB-CAR.)

Forum

Pourquoi je me suis converti

(Suite de la page 17.)

Un représentant syndical qui est placé dans la situation d'avoir à décider si les résultats de l'entreprise doivent être employés au financement des investissements productifs qui lui sont nécessaires ou à la satisfaction de revendications salariales toujours plus exigeantes n'a évidemment pas de l'intérêt commun la même philosophie que celui qui ne trouve la justification de son action que dans la confrontation systématique.

Il n'est qu'apparemment contradictoire que la cogestion soit rejetée à la fois par les chefs d'entreprise réactionnaires et par les forces révolutionnaires, car, pour ces deux groupes sociaux aux idéologies fondamentalement opposées, l'affrontement au niveau professionnel constitue le seul moyen, pour l'un, de préserver le patrimoine économique, pour l'autre d'entrer en sa possession.

Au regard de ces positions extrêmes, les inconvénients généralement reprochés à la cogestion paraissent singulièrement de leur poids. Examinons le plus important : le pouvoir de décision est-il gravement compromis ? Dans le système allemand le conseil de surveillance n'a qu'une fonction de contrôle. La décision appartient au directeur. En situation normale celui-ci est l'émulsion de la majorité des membres du conseil de surveillance. Ce qui signifie qu'il est nommé avec les voix de quelques représentants des travailleurs au moins. En cas de conflit, le président du conseil de surveillance, qui est un représentant du capital, détient cependant la voix décisive. De ce fait un membre du conseil peut être nommé ou son mandat prolongé contre le gré des représentants du personnel, ce qui reste pourtant un cas d'exception.

Il en va de même pour les autres décisions du conseil de surveillance concernant les investissements et

l'approbation du bilan. Là aussi le président du conseil de surveillance dispose d'une voix décisive, mais ce « privilège » s'exerce assez peu, car les chiffres contraignent à l'objectivité. Au demeurant les représentants des membres du personnel ne peuvent pas se permettre de bloquer des décisions qui, le plus souvent, sont prises dans l'intérêt de l'entreprise, de même qu'il est impossible à un président de conseil de surveillance de prendre une décision contre le gré du personnel avec sa seule voix.

L'expérience de l'industrie minière allemande, où la cogestion partait d'existence depuis la guerre, montre (et cela n'est pas mon opinion mais celle d'une commission présidée par l'actuel secrétaire général de l'opposition, le Pr Biedenkopf) que la parité n'est pas une entrave aux décisions nécessaires, qui au contraire peuvent être d'autant mieux appliquées qu'elles ont reçu l'assentiment du personnel.

Ce qu'il y a de nouveau dans le modèle actuel c'est que la représentation du « personnel » n'est plus uniquement assurée par des ouvriers ou des employés mais aussi par un ou plusieurs cadres. Puisque le délégué des cadres sera désigné par ses pairs et en dernier ressort élu par l'ensemble du personnel, le trouve abusif d'en faire a priori une créature du « capital ». C'est pourquoi la reproche d'influence exorbitante lancé par les syndicats ne s'applique pas. Si le système allemand s'est révélé capable de faire face à la crise actuelle avec moins de graves, moins d'inflation et de revendications salariales, c'est parce qu'il a su, entre capitalisme social et socialisme totalitaire, choisir une voie médiane, celle qui conduit les travailleurs — même si de grands progrès restent à faire — vers la possession de l'économie qu'ils créent.

PHILIP ROSENTHAL

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europa II

Europa V

LE MONDE — 3 février 1976 — Page 21

Social

LES « SQUATTERS » EN EUROPE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les temps n'y sont pas

Pour la République fédérale, le problème des occupants illégaux d'immeubles appartient déjà au passé. A moins qu'il ne se soit encore posé, si l'on en juge d'après ce qui se passe dans d'autres pays.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 1970, la première maison vide située dans les faubourgs ouest de Francfort, au numéro 41 de la rue Eppstein, avait été occupée. Les mots : « Casa occupata » s'étaient alors enroulés sur un calicot accroché au mur de l'immeuble haut de quatre étages, et laissé à l'abandon. Les occupants, des étudiants marxistes, entendaient mettre leur action en rapport avec la mauvaise situation de l'habitat des travailleurs migrants et avec la spéculation sur les terrains.

Dans les années qui suivirent, Francfort resta le plus important, et pour ainsi dire le seul, champ de bataille de ces affrontements. A Hambourg, Munich, Berlin, et dans quelques petites villes, il y eut d'occupation de maisons que pour quelques jours et dans des cas isolés.

A Francfort, vingt-trois immeubles de rapport ont été occupés pendant quelque temps. Dans quelques-uns, les familles vivant auparavant dans l'immeuble et composées surtout d'ouvriers migrants se refusèrent brutalement de continuer à payer les loyers en reconnaissant des justifications politiques. Il s'agissait en général d'immeubles qui étaient achetés pour être abattus et permettre la construction de gracie-diel neufs à usage de bureaux.

La police, en accord avec les tribunaux et avec l'administration de la ville, intervint seulement lorsque le propriétaire de l'immeuble le demandait officiellement. Au total sept immeubles furent ainsi évacués par la contrainte. A cette occasion des milliers de sympathisants se rassemblèrent pour défendre l'unité des lieux et livrèrent à la police de véritables combats de rue pendant des heures.

Dans d'autres immeubles, les propriétaires et la ville réussirent à conclure avec les occupants un accord comportant le paiement de loyers modestes et un droit d'habitation limité dans le temps, jusqu'à ce que l'autorisation de démolition soit accordée. Dans quelques cas, les propriétaires d'immeubles, qui étaient des citoyens israéliens, renoncèrent à des mesures de répression par crainte de représailles.

Dans la plupart des vingt-trois immeubles occupés provi-

soirement, les personnes qui avaient pris possession des lieux à cette époque ont disparu d'eux depuis longtemps. Quelques-unes de ces adresses sont restées ensuite des lieux de rendez-vous établis des étudiants et collégiens extrémistes. Et d'autres se sont révélées être des centres de trafic d'armes et de drogue au cours des années. Une douzaine d'entre eux ont été démolis, certains locaux ont été abandonnés par leurs habitants parce qu'ils ne sont plus chauffés.

Il ne subsiste plus à Francfort que deux immeubles qui sont considérés comme occupés de façon illégale par les autorités. On ne craint plus de récidives : les actions étudiantes sont reportées dans d'autres domaines et l'arrivée d'ouvriers migrants illégaux a diminué spectaculairement avec la récession. Pour le moment, il y a dans la ville une abstention faite de quelques deux mille logements neufs encore vides — plus de cent vieilles maisons inhabitées.

JOACHIM NEANDER

FRANCE

Une répression sévère

A Tours, cet automne, trois maisons vides depuis plusieurs années, promises à la démolition pour cause d'urbanisme, mais toujours debout pour l'absence de crédits, ont été investies par des jeunes gens. Un peu plus tard, à Metz, d'autres contestataires se sont installés dans une demeure du dix-huitième siècle qui devait être « démontée » pour faire place à un centre commercial. Ces deux faits divers sont passés pratiquement inaperçus. C'est que la phase aigüe des occupations d'immeubles est défilée depuis longtemps.

Le temps n'est plus où les militants du Secours rouge, accompagnant des mères célibataires ou des travailleurs immigrés, envahissaient la villa de la chanteuse Rika Zarai pour protester contre les loyers de logement dans la banlieue parisienne. Le scandale déclenché à l'époque — c'était le 1^{er} janvier 1972 — n'était déjà plus que le combat d'arrière-garde d'une guérilla urbaine commencée en mai 1968.

D'où vient qu'à présent les vrais squatters ne soient plus

ITALIE

Presque normal

Les journaux italiens n'accordent plus guère de place aux occupations illégales d'appartements vides, tant la chose est devenue banale. Elle est si fréquente dans les grandes villes qu'elle ne donne même plus lieu à « nouvelle ». Depuis quelque temps, les expulsions des occupants deviennent cependant moins dramatiques : le plus souvent, la police réussit à éloigner les squatters en usant seulement de la persuasion. Les sans-logis en viennent donc à revendiquer leur droit à un toit en protestant d'une autre façon. C'est ainsi qu'ils ont créé un « camp de toile » sur la place du Capitole, devant la mairie de Rome.

Toutefois, un tel calme ne doit pas faire illusion. La flamme couve sous la cendre : les autorités craignent des troubles qui pourraient ressembler à ceux de septembre 1974 à San Basilio, un faubourg de Rome, où eut un mort et de nombreux blessés. Le problème du logement reste entier, et il est difficile à régler en raison des graves carences du secteur de la construction. Une étude de l'Institut de crédit foncier indique que le besoin

de logements de l'Italie atteindra en 1980 plus de 13 millions de pièces. Selon le Conseil national de la recherche, la demande inassouvie de logements dépasse actuellement 15 millions de pièces et, pour lui répondre, il faudrait construire de 350 000 à 380 000 logements par an. Or, depuis 1972, la construction stagne autour de 150 à 180 000 logements par an, c'est-à-dire moins de la moitié des besoins réels. Les premières prévisions pour 1976 ne font état d'aucune amélioration sensible. On construit moins dans les grands centres urbains et, généralement, dans les communes de plus de vingt mille habitants.

Les prix des logements ont augmenté de façon vertigineuse. Ils accusent de région à région, de ville à ville, de petits à grands centres, des différences considérables et, dans les grandes villes, on a assisté à des hausses de 100 %. Cette spirale a été créée par l'augmentation des coûts de la construction (de 30 à 35 % en moyenne au cours des deux dernières années), par l'évolution inversement proportionnelle de l'offre qui diminue et de la demande qui s'accroît, par l'inflation qui pousse capitaux et épargne à s'investir dans l'immobilier. Mais il existe une explication plus grave à cette hausse : dans les principales villes d'Italie, les entrepreneurs ont abandonné le secteur du logement populaire pour se tourner vers la construction chère.

Il s'agit que le nombre des sans-logis s'accroît (de près de quatre-vingt-dix mille personnes selon des statistiques non officielles), et comprend désormais un nombre important d'artisans, d'ouvriers et de petits employés hors d'état non seulement d'acheter un appartement d'urgence, mais aussi de faire face à l'augmentation des loyers. Les familles les plus démunies en sont réduites à vivre dans des baraquements. Nombre d'entre elles s'installent comme squatters dans des logements vides : plus de six-vingt-dix mille occupations illégales ont ainsi eu lieu au cours des dernières années.

EMILIO PUCCI

GRANDE-BRETAGNE

De l'organisation au fléau

L'occupation illégale de locaux d'habitation a commencé, il y a sept ans, en Grande-Bretagne, par une campagne politique destinée à aider le nombre croissant des sans-logis.

Tout d'abord le mouvement se développa lentement, car il fut organisé d'une manière responsable. Des groupements de squatters furent officiellement créés et conclurent des accords légaux avec les autorités municipales. En contrepartie de l'autorisation d'occuper les maisons vides sans avoir à payer de loyers, les squatters s'engageaient à payer les taxes municipales, l'électricité et le gaz, et surtout à quitter les lieux lorsque commenceraient les travaux de démolition ou de modernisation.

Mais, il y a deux ans, un nouveau type de squatters est apparu : jeunes célibataires politiquement motivés, souvent issus de familles bourgeoises éduquées, et qui, plutôt qu'un toit, recherchaient le moyen d'une confrontation avec les autorités et un nouveau style de vie.

Cette nouvelle vague d'occupants sans titre se mit à résister aux tentatives d'expulsion en dressant des barrières et en menant des batailles rangées contre les autorités.

Une publicité considérable entourait certains cas isolés de squatters s'installant dans des maisons fraîchement réparées et qui devaient être mises à la disposition de familles nécessiteuses inscrites sur les listes d'attente municipales. Des rapports furent établis sur des déprédations volontaires faites par les squatters et sur leurs orgies de sexe et de drogue. On commença à craindre aussi que les squatters s'installent dans les habitations privées en profitant d'une absence des propriétaires. La sympathie de l'opinion publique se détourna donc des squatters.

Il y a actuellement quelque trente mille squatters en Angleterre et dans le pays de Galles, dont vingt-cinq mille à Londres,

où le manque de logements se fait le plus sentir. Plus de la moitié des squatters sont dans une situation illégale. Presque tous se sont installés dans des logements ou maisons appartenant à des collectivités locales. De nombreux appais ont été lancés récemment pour demander une législation empêchant toute occupation illégale de locaux et facilitant leur reprise par les propriétaires.

Selon le droit anglais, en effet, l'occupation sans titre de locaux ne constitue pas en soi un délit criminel. La police n'a donc pas l'obligation d'intervenir, à moins de désordres ou lorsque la preuve est faite d'une prise de possession par la violence. La loi interdit l'expulsion des squatters par la force, et le propriétaire d'un local occupé doit obtenir une injonction du tribunal avant de pouvoir reprendre possession. Or c'est une procédure coûteuse et compliquée qui prend au moins six mois.

Il y a deux ans, la commission juridique avait publié un rapport provisoire sur les amendements proposés à la loi sur les ententes délictueuses et les délits y afférant : ces modifications auraient eu un effet direct sur l'occupation illégale de locaux. La commission proposait que soit considéré comme délit criminel le fait de demeurer par la force sur une propriété sans posséder de titre légal à l'encontre des intérêts de quelqu'un qui y demeurerait ou aurait le droit de l'occuper.

Mais la portée de cette proposition sera sans doute considérablement réduite, voire complètement abandonnée, lorsque la commission publiera son rapport final à la fin du mois de février ou au début de mars. Les autorités municipales de Londres ne veulent pas que l'occupation sans titre devienne un délit criminel : elles souhaitent simplement obtenir une méthode plus rapide et plus efficace pour la récupération des locaux.

DIANA GEDDES

Veut-on vraiment paralyser nos entreprises ?

(Suite de la page 17.)

Cette formule aurait d'abord pour conséquence de réduire le rôle d'arbitrage du chef d'entreprise et d'affaiblir ainsi sa position. Mais il y a plus grave. L'expérience montre que cette tentative de synthèse au niveau d'une instance collective se traduit soit par une neutralisation des positions des uns et des autres aboutissant à une paralysie de l'entreprise, soit par des marchandages fructueux entre les partenaires en présence s'accordant sur les concessions mutuelles qui se font toutes au détriment du seul organisme n'ayant pas voix au chapitre : l'entreprise.

Notons aussi rapidement les graves répercussions de cette formule sur la nomination des successeurs des dirigeants actuels. S'ils devaient être demain nommés et révoqués par une instance où les représentants du personnel joueraient un rôle essentiel, ils seraient tentés de faire une campagne démagogique auprès du personnel et, après leur élection, d'accorder en permanence une satisfaction importante aux revendications des salariés au détriment des autres catégories sociales et de l'entreprise. Notre régime d'économie libérale prendrait fin le jour où les dirigeants de l'entreprise ne seraient plus nommés et révoqués par le capital.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Demandes le nouveau guide gratuit numéro 685
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petites-Champs
75008 PARIS - CROIX 02

Face à ces énormes difficultés, on vient dire qu'il n'est pas question d'une cogestion mais d'une consurveillance qui ne présenterait pas les mêmes risques. Mais, alors, les réformes envisagées en France sont-elles saines ou malsaines ? Si elles sont saines, elles doivent s'étendre au moins autant aux conseils d'administration qu'aux conseils de surveillance, sinon il ne faut les installer nulle part. En réalité, les auteurs du projet envisagent de rendre obligatoire les sociétés à conseil de surveillance, façon honteuse d'introduire le système par un biais pour le généraliser. On vise en fait à supprimer la société anonyme traditionnelle pour faire entrer notre économie dans le système allemand à conseil de surveillance. Personnellement, je ne suis pas favorable à cette dernière formule. Qui oserait d'ailleurs aujourd'hui imposer une telle solution ? On a fait du chemin depuis l'époque encore proche où bien des hommes politiques y voyaient la panacée, comme le montre l'exemple de la SNIAS. Dotée, pour suivre la mode, d'un conseil de surveillance et d'un directeur, elle se trouve retransformée par le gouvernement deux ans après la création d'une société anonyme classique pour recréer l'unité de gestion et améliorer l'efficacité de la société, indispensable dans les circonstances difficiles actuelles. Et c'est ce régime que l'État abandonne en le déclarant inefficace et contraire à l'unité de gestion que certains voudraient rendre obligatoire.

Nous devons repousser avec la dernière énergie les formules qui visent, par l'intervention de la cogestion, à syndicaliser et à paralyser la direction de nos entreprises.

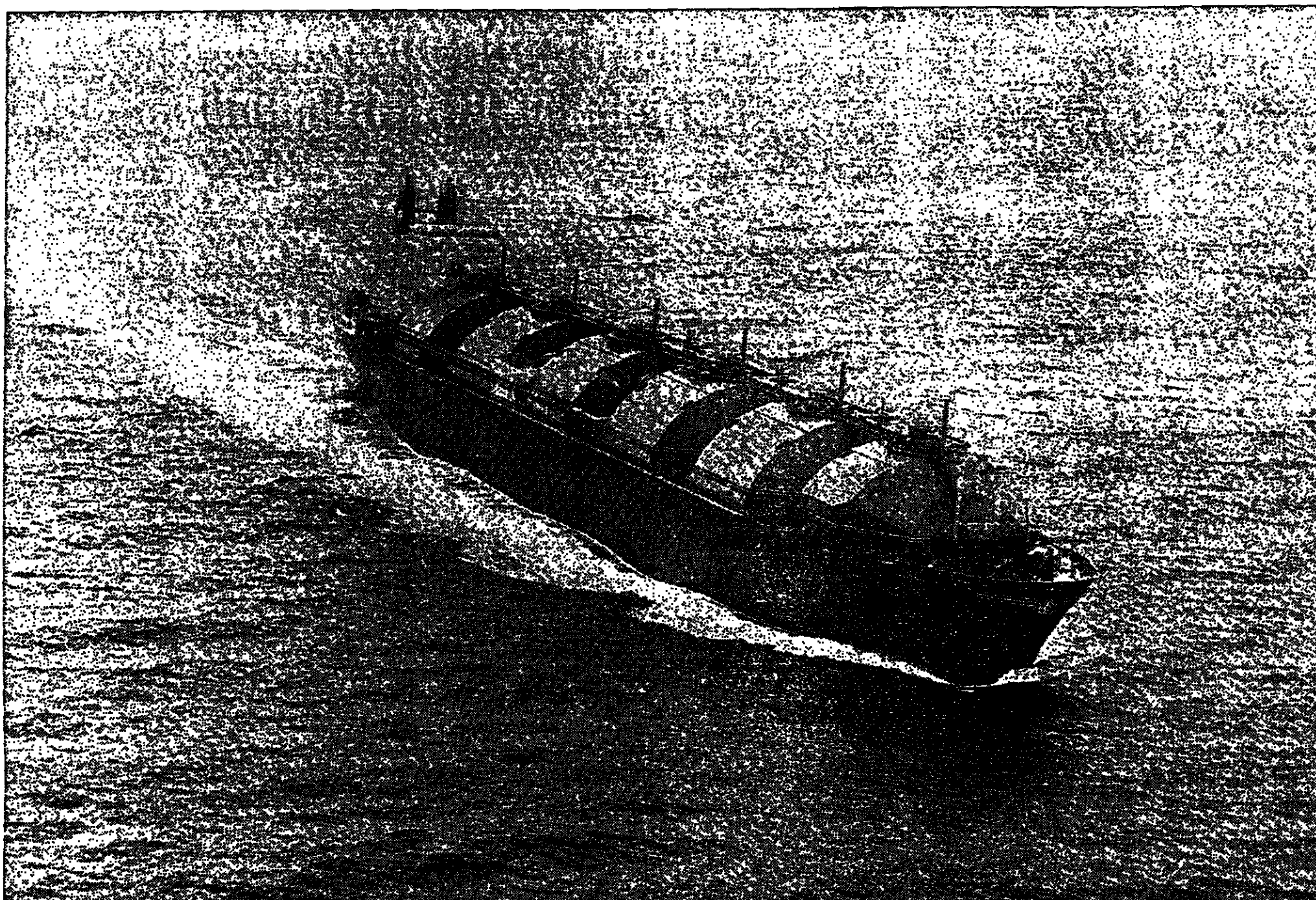
AMROISE ROUX.

JEAN BENOIT



LE PLUS GROS NAVIRE TRANSPORTEUR DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (L.N.G.) REJOINT LA FLOTTE DE GOTAAS-LARSEN APPARTENANT AU GROUPE I.U.

Des essais en mer ont actuellement lieu ainsi que des essais de manutention du gaz



Transport de gaz naturel depuis Abu-Dhabi jusqu'à Tokyo par contrats d'affrètement sur 20 ans.

L'un des plus importants transporteurs de gaz naturel liquéfié (L.N.G.) procède actuellement à des essais de manutention de gaz à Canvey-Island dans l'estuaire de la Tamise, ainsi que dans la mer du Nord. Le navire de 125.000 mètres cubes qui a commencé des essais en mer le mois dernier entrera en service plus tard dans le courant de cette année entre Abu-Dhabi et Tokyo.

Pour I.U. International Corporation et sa filiale, Gotaas-Larsen Shipping Corporation, le lancement de ce nouveau transporteur de L.N.G. représente un effort considérable dans le but de s'assurer la prépondérance sur le marché en croissance du transport de gaz naturel liquéfié.

Le nouveau navire — qui a été nommé *Hilli* d'après une oasis ayant joué un rôle dans l'histoire d'Abu-Dhabi — a été construit par les chantiers Moss-Rosenberg Verft à Stavanger, Norvège. Deux transporteurs similaires de gaz naturel liquéfié sont actuellement en cours de construction pour le compte de Gotaas-Larsen dans ce même chantier naval qui a été à l'origine de nombreuses innovations au niveau de la conception et de la construction de transporteurs de gaz naturel liquéfié (par exemple réservoirs indépendants sphériques en alliage d'aluminium).

Les trois navires construits en Norvège ont été affrétés pour vingt ans par un consortium comprenant la British Petroleum Co. Ltd., Londres ; la Compagnie Française des Pétroles, Paris ; Mitsui and Co., Ltd., Tokyo ; et Bridge-stone Liquefied Gas Co., Ltd., Tokyo. Les revenus provenant des trois contrats d'affrètement à long terme représenteront environ un milliard de dollars.

Le financement du *Hilli* a été assuré par l'intermédiaire de Morgan Guaranty Trust Company, New-York ; Continental Illinois National Bank & Trust Company, Chicago ; The Royal Bank of Canada, Montréal ; et le Laaneinstitut for Skipsbyggjeriene, Oslo.

Gotaas-Larsen a commandé trois autres transporteurs de gaz naturel liquéfié selon la conception Moss-Rosenberg à des chantiers au Japon et en Républi-

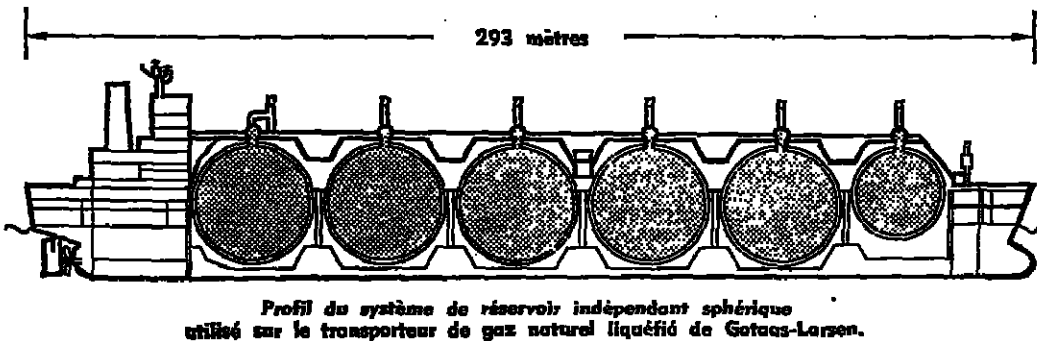
que Fédérale d'Allemagne. Actuellement des négociations sont en cours qui sont susceptibles d'aboutir à l'utilisation de ces navires pour les échanges entre l'Indonésie et le Japon.

Le *Hilli* et les navires du même type ont une longueur de 293 mètres, une largeur de 41,6 mètres et un tirant d'eau de 11,5 mètres. Avec une vitesse nominale de 20 nœuds ces navires seront parmi les plus rapides de leur catégorie, ce qui ne manquera pas d'avantager le transport du gaz naturel liquéfié. Les navires transporteront le gaz naturel liquéfié à moins 160 degrés centigrades, c'est-à-dire que le volume du gaz transporté représentera 1/600 du volume naturel. Après regazification, les 125.000 mètres cubes représenteront environ 75 millions de mètres cubes. Chaque navire est servi par un équipage de 28 hommes, y compris les officiers.

Gotaas-Larsen exploite une flotte de 54 navires représentant au total 4 millions de tonnes de poids mort, servant à transporter du brut, des produits raffinés du pétrole, du charbon, des minerais, des grains et d'autres produits transportés en vrac, et cela dans le monde entier. La filiale du Groupe I.U. a également des intérêts dans des plates-formes de forage en mer et dans des navires de croisière. Gotaas-Larsen est totalement contrôlé par le Groupe I.U. depuis 1963 et possède des bureaux à New-York et à Oslo.

I.U. International a des intérêts considérables dans le transport maritime et terrestre, les services de distribution, les services auxiliaires, les produits et services industriels et le commerce des produits agricoles. La société qui emploie 40.000 personnes dans le monde entier a son siège à Wilmington, Delaware, son administration générale étant située à Philadelphie, Pennsylvanie, U.S.A.

Dans le groupe I.U. énergie s'appelle L.N.G.



Profil du système de réservoir indépendant sphérique utilisé sur le transporteur de gaz naturel liquéfié de Gotaas-Larsen.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

PARMI LES COMPAGNIES AÉRIENNES DES PAYS D'« EUROPA »

Seule, Lufthansa gagne de l'argent

• U.T.A. a la palme de la croissance • British Airways est le plus gros transporteur

Les compagnies aériennes, à l'instar des opérateurs, font partie de ce secteur qui doit posséder quel qu'en soit le coût, mais, bien qu'un avion supersonique renforce le prestige national, les opérations efficaces restent néanmoins vitales. Dans cet article, nous comparons les performances des principales compagnies aériennes d'Allemagne fédérale, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie : Air France, Alitalia, British Airways, Lufthansa et U.T.A. Nous aurons pu ajouter la British Caledonian, mais cette compagnie n'a pas encore publié ses chiffres pour l'année arrêtée au 30 septembre 1974.

Les compagnies aériennes fournissent des statistiques permanentes des comparaisons en termes concrets, sans qu'interviennent les variations de change. En ce qui concerne les passagers, l'unité de mesure est le km-passager, c'est-à-dire le nombre de passagers ayant payé leur place, multiplié par la distance du trajet. Pour le fret, marchandises ou courrier postal, on calcule le km-tonne. On peut amalgamer les deux chiffres en convertissant les passagers et leurs bagages en tonnes, afin de faire une estimation globale. Cela est cependant moins pertinent dans la mesure où les passagers coûtent plus par tonne

que les marchandises. Cela se complique encore si l'on considère que, d'après les statistiques, 11,3 passagers britanniques correspondent à 1 tonne, alors qu'il faut seulement 11 Allemands pour le même poids !

Le tableau I montre que British Airways a été le plus important pour les passagers et pour l'ensemble (passagers-fret) mais que Lufthansa a pris (en 1973) la première place pour le transport du fret. Cependant, cette dernière compagnie transporte moins de passagers qu'Air France et se classe seulement troisième pour l'ensemble passagers-fret.

Alitalia ne représente que deux tiers de ces deux compagnies et la moitié de British Airways. U.T.A., la compagnie privée française, vient en fin de peloton, mais elle se taille néanmoins une part très importante du marché pour une société privée. Elle est, comme Lufthansa, plus orientée vers le transport du fret que les autres compagnies aériennes. Rappelons que notre étude se limite à six compagnies britanniques, françaises, allemandes et italiennes. R.L.M., par exemple, dépense Alitalia, et les quatre autres compagnies d'Etat européennes sont plus importantes qu'U.T.A.

Le « boom » des prix du carburant

Le tableau II montre le montant des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée des cinq compagnies pour 1974 (la valeur ajoutée est la différence entre la valeur de ce qu'une société a produit et ce qu'elle a dépensé pour cette production). On a converti les montants en livres sterling en utilisant la moyenne quotidienne des taux de change en 1974.

Les pourcentages de la troisième colonne montrent que British Airways dépend moins de l'extérieur pour la fourniture de marchandises et de services que les autres compagnies. Ces derniers, bien que de moindre importance, appartiennent à des groupements qui comptent sur le plan technique, par exemple, pour l'entretien et la fourniture de pièces de rechange.

L'augmentation du prix du pétrole qui a débuté en 1973 a eu des conséquences dramatiques sur les compagnies aériennes. Pour la plupart, le prix du car-

burant est passé de 10 à 11 % du chiffre d'affaires, en 1973, à 22 ou 23 % en 1974, ce qui a entraîné une chute brutale du pourcentage de la valeur ajoutée par rapport au chiffre d'affaires. Le phénomène apparaît si l'on compare les deux dernières colonnes du tableau. Lufthansa a moins souffert que les autres compagnies aériennes, car elle a réduit le coût du carburant au-dessous de 18 % du chiffre d'affaires, contre 22 ou 23 % pour les autres compagnies.

Dans le tableau III, nous comparons la productivité des compagnies aériennes en les classant suivant le montant de valeur ajoutée par employé. U.T.A. et Lufthansa atteignent la plus haute productivité sur cette base tandis que British Airways détient la lanterne rouge. Le fait que ce classement coïncide exactement avec le tableau V consacré au taux de croissance des compa-

gnies aériennes, suggère que ces différences de productivité s'expliqueraient par le fait que les compagnies qui progressent le moins, telles British Airways et Alitalia, n'ont pas encore ajusté leurs effectifs en personnel à la récente baisse des taux de croissance.

La capacité de transport de la compagnie aérienne, exprimée en km-tonne par employé, apparaît dans la deuxième colonne du tableau. Cela permet de mesurer la productivité de la compagnie en termes réels, sans qu'intervienne en jeu sa compétence à vendre cette capacité.

Cette caractéristique mise à part, U.T.A. aurait pu atteindre un taux de productivité supérieur à ceux des autres compagnies en termes de rendement par employé, et cela grâce à sa position privilégiée de transporteur sur long-courriers, qui lui vaut une moyenne de 5 600 km par passager contre 2 200 pour Air France, qui vient en seconde position. Alitalia ne fait un meilleur score dans cette optique que pour la valeur ajoutée par employé. Cela provient de la moyenne relativement basse du taux auquel elle vend sa capacité (tableau VI). Le faible coefficient de remplissage apparaît au tableau IV et est également pour quelque chose.

Il est clair qu'à l'exception de la Lufthansa, toutes les compagnies étudiées dans cet article ont perdu de l'argent. Quelle qu'en soit la cause, le montant très élevé des coûts en personnel par rapport à la valeur ajoutée constitue une situation préoccupante. Les pourcentages apparaissant dans la dernière

colonne ne sont pas sans rappeler ceux qui ont été calculés par les constructeurs automobiles. Alitalia, tout comme Chrysler-Grande-Bretagne et Citroën, verse plus à ses employés que ce qu'ils ont produit. Cela provient bien sûr en partie des hauts salaires payés au personnel volant. Même à British Airways, où, selon les critères internationaux, les salaires sont bas, 842 salariés britanniques, dont 790 pilotes, recevaient en 1974 plus de 10 000 livres sterling par an. A titre de comparaison, chez I.C.I., 841 salariés seulement atteignent ces salaires alors que cette société emploie presque trois fois plus de personnel.

Le tableau III montre qu'il n'y a pas de relations entre la productivité et les investissements, mesurés en termes comptables d'immobilisation par employé. Le chiffre pour Alitalia est exceptionnellement élevé. Cela est probablement dû à la politique de dépréciation des immobilisations par rapport à la politique de l'année dernière, par exemple, Alitalia n'a pas du tout déprécié ses actifs.

La valeur ajoutée pour les compagnies aériennes n'est pas un concept tout à fait aussi simple que pour les constructeurs automobiles. Le prix d'une voiture ne varie pas suivant que l'acheteur potentiel a l'intention de l'utiliser pour son travail ou pour son plaisir. Les compagnies aériennes se sont, d'autre part, mis d'accord pour maintenir une structure tarifaire complexe, qui pénalise les hommes d'affaires par rapport aux vacan-

niers. Ce qui explique que pour moins de 50 % dans les mouvements aériens. On en a dénombré treize pour la Lufthansa et deux pour Air France. Alitalia et U.T.A. n'ont pas été classées.

La probabilité d'un accident d'avion est si faible (1 sur plus de 100 000 vols enregistrés par l'IATA) qu'une longue période doit s'écouler avant qu'une information significative ne se dessine. Le magazine *Flight International*, qui répertorie les accidents d'avion entraînant mort d'homme, pour chaque compagnie. Les chiffres d'accidents mortels par rapport à la totalité des passagers sont trop variables pour en tirer des conclusions, mais C.W. Smith et J. Taylor, de la British Airways, ont tenté une analyse des sta-

tistiques de *Flight International* établies par pays pour la période de 1960 à 1972.

Cette analyse suggère que trois pays d'« Europa » ont eu à peu près le nombre d'accidents d'avions prévisibles, alors que pour la France ce chiffre est dépassé. En 1973 et 1974, toujours selon les statistiques de *Flight International*, la France n'a pas eu d'accident mortel. Il se peut donc que si cette analyse devait se répéter, la France rentrerait à nouveau dans les limites prévues.

Nous devons également considérer un facteur important : la façon dont les appareils sont utilisés. Le coefficient de remplissage en est le meilleur indicateur.

Quel coefficient de remplissage ?

La vitesse de rotation des appareils fait partie de ces mesures. Elle est déterminée en kilomètres par appareil plutôt que par heures de vol par avion, les passagers payant suivant la distance plutôt que pour la durée du trajet.

En raison de ses fructueuses opérations de transport de fret, Lufthansa a atteint le plus haut coefficient de remplissage global (fret-passagers), bien qu'elle ait le plus mauvais rendement en ce qui concerne le trafic passagers (tableau IV). En outre, elle a fait une meilleure utilisation de ses appareils que les trois autres compagnies ayant fourni des statistiques sur cet aspect. British Airways, par exemple, a le coefficient de remplissage global le plus faible et ses appareils n'ont volé que 47 heures par semaine, contre 55 heures/semaine pour U.T.A. et 67 heures/semaine pour la Lufthansa.

Toutes choses restant égales, on s'attendrait que les compagnies les plus efficaces progressent le plus rapidement. Le taux de croissance est cependant affecté par d'autres facteurs tels que l'état de l'économie du pays, les itinéraires sur lesquels opèrent les compagnies et les tarifs. U.T.A. obtient la palme à cet égard, si l'on tient compte à la fois du trafic passagers et fret.

Alitalia et British Airways ont eu des résultats moins bons que les trois autres compagnies. Les performances de British Airways sont particulièrement médiocres en ce qui concerne le fret et l'achèvement du courrier. Cela s'explique en partie par la semaine de trois jours qui a perturbé l'économie britannique au début de l'année et par un conflit social qui a entravé les opérations des compagnies aériennes un peu plus tard. Les chiffres de British Airways mettent en évidence les symptômes classiques de la « maladie britannique ». La compagnie n'est pas moins bien équipée que d'autres, mais elle emploie neuf hommes pour faire un millier de kilomètres par tonne, contre huit pour Air France et six et demi pour les autres. Malgré cette pénurie de personnel, elle fait un moins bon usage de ses appareils.

Que cela vienne d'une mauvaise gestion, de pratiques restrictives de l'entretien de son réseau ou de sa récente création par la fusion de la B.E.A. et la E.O.A.C., British Airways gagne moins de valeur ajoutée par employé et ne peut, par conséquent, que payer des salaires inférieurs. De plus, son taux de croissance a été inférieur à celui de ses concurrents.

Les problèmes d'Alitalia sont assez différents. Comme British Airways, elle a des chiffres relativement bas en ce qui concerne la valeur ajoutée par employé et un faible taux de croissance. D'autre part, le sur-plus d'employés est moins évident mais la rentabilité de la compagnie souffre de ce que la moyenne des coûts en personnel est la plus élevée. Cela provient probablement de l'application de paiements élevés de la sécurité sociale italienne et des salaires de niveau international. De plus elle est pénalisée par le fait qu'elle vend un grand nombre de places à tarifs spéciaux.

Lufthansa, de son côté, a montré une bonne croissance, atteint des résultats élevés quant à la productivité et au coefficient de remplissage des avions, et il se peut que ses bénéfices soient moins amputés que ceux des autres compagnies par des tarifs spéciaux.

En théorie, les tarifs des compagnies aériennes sont contrôlés bien que les tarifs spéciaux des charters, les arrangements entre celles-ci pour les arrêts à une escale et le partage des recettes, les échelles de tarifs compliquées applicables au transport de fret aussi bien que de passagers, viennent troubler et éroder les revenus théoriques. Cette question a été étudiée par l'IATA qui concluait qu'en 1973, en classe touristique, leurs membres avaient seulement gagné 56 % des tarifs officiels sur la traversée de l'Atlantique nord et 78 % sur les vols européens. Les chiffres correspondants pour le fret ont été respectivement de 30 et 43 %.

La situation des compagnies aériennes des pays d'« Europa » pour 1974 semble être encore si l'on en juge d'après les chiffres extrêmement bas du tableau VI.

Par avion ou par train ?

Comme l'indique ce tableau, le tarif du kilomètre de vol est le moins élevé. On verrait qu'il en coûte généralement plus de voyager par avion que par train. Cela ne tient pas compte cependant des voyages en gros, des voyages organisés par les compagnies aériennes, qui sont plus onéreux que les sociétés ferroviaires à diminuer leurs tarifs, afin de s'assurer un coefficient de remplissage élevé.

Une autre particularité se fait jour dans ce tableau, c'est que les coûts des transports aériens devraient décroître plus rapidement que ceux des transports par fer, lorsque la distance augmente, étant donné que le coût d'embarquement et de débarquement des passagers est plus important pour les avions que pour les trains. On pourrait en déduire que les voyages par air devraient être moins compétitifs que par fer sur les trajets courts. Si l'on examine les colonnes de pourcentage du tableau VII, on constate qu'il en va tout autrement. Le coût du kilomètre par train a tendance à diminuer plus rapidement avec la distance que par avion sur des trajets identiques. Le coût des voyages par train vers et à partir de Londres est bien sûr compliqué par la traversée de la Manche, mais la différence se fait sentir sur les voyages entièrement par voie de terre. Cela résulte-t-il d'une politique de prix artificielle des compagnies aériennes et ferroviaires ? C'est le genre de question que la C.E.E. pourrait examiner dans le cadre de l'article 89 du traité de Rome sur les réglementations de la concurrence en ce qui concerne tous les modes de transports.

JAMES ROTHMAN.

Tableau I. — Comparaison des compagnies aériennes

	Kilomètres-passagers (par milliards)	Fret et courrier kilomètre-tonnes (en millions)
British Airways (*)	21,2	0,840
Air France	18,9	0,798
Lufthansa	12,8	1,819
Alitalia	10,2	0,428
U.T.A.	3,1	0,241
Total	67,3	3,250

(*) Tous les chiffres de la British Airways vont de la période du 31-3-74 au 31-3-75.

Tableau II. — Chiffre d'affaires et valeur ajoutée

	1974	1974	1973	1973
	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Pourcentage chiffre d'affaires	Pourcentage valeur ajoutée
	(en m. £)	(en m. £)		
British Air.	748	372	50	62
Air France	510	220	43	56
Lufthansa	280	705	49	64
Alitalia	271	107	49	33
U.T.A.	128	51	41	46

Tableau III. — Productivité par compagnie aérienne

	Valeur ajoutée	Par employé : km tonnes disponibles	Immobilisations	Coûts en personnel	Coûts en personnel valeur ajoutée
	(en £)		(en £)	(en £)	
U.T.A.	8,990	138	6,590	6,700	75 %
Lufthansa	8,590	154	9,690	5,700	78 %
Air France	7,390	128	7,490	6,890	90 %
Alitalia	6,890	158	14,590	7,890	104 %
British Airways	6,390	109	8,390	4,890	76 %

(*) Moyenne entre le début et la fin de l'année.

(**) 99, si l'on se base sur la totalité des salariés et non sur une seule compagnie.

Tableau IV. — Utilisation des appareils (1974)

	Coefficient de charge global	Coefficient de remplissage (passagers)	Kilomètres de vol par appareil (en millions)
	%	%	
British Airways	55,4	58,5	1,4
Air France	58,2	59,2	1,4
Lufthansa	58,4	54,4	2,1
Alitalia	56,3	56,2	1,6
U.T.A.	56,3	56,2	1,6 (*)

(*) Estimée par heures de vol.

Tableau V. — Taux de croissance

	Kilomètres passagers transportés		Fret et courrier Kilomètres-tonne transportée	
	1974-1973	1973-1972	1974-1973	1973-1972
	%	%	%	%
U.T.A.	14	15	14	33
Lufthansa	10	8	13	24
Air France	10	13	14	29
Alitalia	1	9	16	16
British Airways	- 3	13	- 2	10

Tableau VI. — Tarifs moyens en vigueur

	Pence par passager par km	% augmentat. 1974-1973	Pence par tonne marchandise par km	% augmentat. 1974-1973
Lufthansa	2,7	31	11,0	22
British Airways	2,2	22	12,4	15
Air France	2,1	18	10,6	15
Alitalia	2,0	18	9,9	13
U.T.A.	2,0	15	10,8	12

Tableau VII. — Le coût de l'avion et du train (*)

	Voyages d'agrément (**) Pence par kilomètre			Voyages d'affaires (***) Pence par kilomètre		
	Avion	Train	Avion/ train	Avion	Train	Avion/ train
Londres - Paris	1,8	4,6	86 %	8,3	11,2	63 %
Paris - Francfort	5,7	2,5	207 %	6,1	11,6	78 %
Francfort - Londres	6,7	3,5	148 %	6,5	5,8	78 %
Rome - Francfort	4,4	2,2	197 %	5,5	7,2	81 %
Paris - Rome	4,0	1,7	242 %	5,5	5,9	109 %
Rome - Londres	4,2	2,4	177 %	5,9	6,3	97 %

(*) Basé sur les tarifs et les taux de change de l'époque de l'enquête. Tarifs courants sujets à changements.

(**) Tarif aller-retour le plus bas par avion ou par train.

(***) Tarif classe touristique pour l'avion ou couchette première classe pour le train.

EUROPE
UNION
EUROPE

Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero Garzanti, Gianni Gambardella (« la Stampa »), John Greig, coordonnateur, David Spitzer (« The Times »), Fritz Wirth, Hans Baumann (« Die Welt »).

Publicité : Michel Gérard (« le Monde »), Riccardo di Corato (« la Stampa »), Gerry Thorne, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Copyright - le Monde.

Las Vegas, février 1976

AU ROYAUME DE LA VULGARITÉ



« Voilà les samedis soirs qu'aurait eus le monde, écrit l'essayiste pop américain Hunter Thompson, si les nazis avaient gagné. »

Aujourd'hui, c'est l'heure de gloire du M.G.M. Grand. Son rez-de-chaussée est une salle, grande comme la moitié de Trafalgar Square ou de la place de la Concorde, entièrement remplie de machines à sous, tables à dés, blackjack, et autres tentations dangereuses pour vos économies.

« La taille a été notre préoccupation majeure », expliquent les responsables dans la brochure de l'hôtel. Cinq mille deux cents clients peuvent y être logés, plusieurs milliers de visiteurs se promènent entre les machines à sous. L'activité n'y faiblit guère. Inlassablement, hors du temps, jour après jour, nuit après nuit. Car il

n'y a pas de pendules dans les casinos de Las Vegas. On ne veut pas que les clients s'arrêtent de jouer.

Pourquoi ne s'arrêtent-ils pas ? C'est que Las Vegas, d'abord et avant tout, fait des pots. La vie n'y est pas chère par rapport aux standards américains. Car si une suite au M.G.M. peut coûter 50 dollars, un appartement plusieurs centaines, on trouve beaucoup d'hôtels et de motels qui offrent des chambres pour quelques dollars la nuit. Les panaches « Petit déjeuner : 65 cents » ou « Boissons à gogo pour 2,20 » en témoignent.

La raison en est que l'on veut voir les gens dépenser leur argent à la table de jeu. On leur offre toutes sortes de facilités — on leur organise même des vacances à tarifs réduits — pour les attirer.

ble des paris). La moitié des dépenses de l'Etat sont payées par le jeu.

À Las Vegas, on estime cependant proposer un jeu loyal aux joueurs. Une surveillance constante est opérée. Des yeux sont dissimulés dans les plafonds. Les roues de la roulette, les dés — leurs dimensions, au millimètre près, — rien n'échappe au contrôle. Bien sûr, on triche parfois. Car tricher et jouer vont de pair. Mais les casinos font le maximum pour faire disparaître la fraude. Pourquoi ne le feraient-ils pas quand

ils peuvent gagner tant d'argent légalement.

S'il est généralement acquis que la « pègre » dirige les opérations à Las Vegas, on doit reconnaître qu'elle le fait très bien.

L'attrait de Las Vegas reste toujours aussi fort. A sa façon grossière elle donne à chacun de ses visiteurs la chance de réaliser la rêve américain. On peut y faire fortune en une nuit. Si la fatalité y est contre vous, cela ne veut pas dire que vous ne pourrez pas gagner sur le court terme, pour peu que la chance vous sourie.

Ainsi joue l'illusion. Et l'inflation galopante la renforce qui attire ici tous ces gens. Voilà pourquoi, bien que la plupart quittent la ville plus tristes, mais pas nécessairement plus avisés, il en est toujours d'autres pour venir tenter leur chance. Fonctionnant en permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec le culte du dollar tout-puissant qu'elle entretient et sa vulgarité à toute épreuve qu'elle érige en système, Las Vegas ne peut pas perdre.

DAVID SPANIER.
(The Times)

INFLATION, récession. En ces temps troublés, est-il un meilleur refuge que ce temple du veau d'or, Las Vegas ?

Las Vegas n'a pas changé, en ce bi-centenaire de la révolution américaine. Elle est même plus elle-même que jamais : bruyante, cinquantaine, tapageuse. Un qualificatif lui convient parfaitement, que l'on comprendrait très bien là-bas : vulgarissima.

Cet attrait qu'elle exerce ? Le jeu. C'est un des plus vieux penchants de l'homme. Vous voulez jouer ? Bien, mais sachez que c'est elle qui gagnera. La sorte, là-bas, est contre vous. C'est la seule certitude que peut avoir le joueur.

Vous y verrez son dernier-né, l'hôtel géant du casino, le M.G.M. Grand. Haut de vingt-six étages, il a coûté 100 millions de dollars. Pour ériger ce colosse, il a fallu sept mois, tout juste.

Chaque nouvelle réalisation à Las Vegas doit évincer la précédente. Le palais de César, par exemple, avec ses fausses fontaines romaines et ses entraineuses en mini-loges fit, en son temps, fureur. Puis ce fut le tour de Circus-Circus, ce grand casino circulaire où l'on peut suivre, en levant les yeux, les exploits de trapézistes et autres artistes pendant qu'au-dessous se font les paris.

On peut y faire fortune en une nuit

Rien n'est plus efficace, par exemple, que les films-spectacles. Chaque casino met à son affiche une vedette hollywoodienne — Presley, Sinatra (quand il n'est pas dans une de ses mauvaises passes), ou des comédiens de télévision dont la spécialité est l'imitation d'autres comédiens de télévision. Le dîner américain type est servi au spectateur, qui est emballé et conditionné comme le poulet grillé qu'il mange. L'Amérique des classes moyennes est entassée là et semble s'y plaire.

Mais c'est alors que se referme le piège.

La seule sortie du restaurant passe par le casino, avec ses cartes et ses machines à sous étincelantes. C'est là que le drame se joue, dans la bonne humeur et la détente. Les clients s'approchent des tables comme des sauteurs innocents s'approchant d'un tourbillon. Peu d'entre eux seront assez forts pour se diriger directement

vers la sortie. La chance peut ne pas être mauvaise, mais à long terme elle tue.

La roulette américaine comporte deux zéros, ce qui donne un avantage de 6 % au casino. Le blackjack (vingt-et-un), s'il est joué selon les règles, peut réduire cet avantage à 1 % environ. Mais rares sont ceux qui réussissent au calcul des probabilités, et le casino garde ainsi une marge importante de sécurité. La plupart des joueurs, les machines payent 80 cents le dollar, et bien que le jackpot tombe toutes les minutes, plus vous jouez longtemps, plus vous avez de chances de perdre. Seul le poker, qui, en tant que jeu traditionnel de l'Ouest, est très prisé à Las Vegas, laisse une place au talent.

Le chiffre d'affaires annuel du casino de Nevada approche les 5 milliards de dollars. Il faut compter pour ses opérateurs un revenu global d'environ un milliard (les pertes effectives étant estimées à un cinquième environ de l'ensem-

Un entretien avec M. Berlinguer

(Suite de la page 17.)

« Nous savons que la construction de la société socialiste — objectivement entre aujourd'hui et demain — est indispensable au salut de l'Europe — pose de délicats problèmes. Problèmes économiques, comme le risque de brusques chutes du développement de la production, et problèmes politiques, comme celui d'échapper aux tentations autoritaires. C'est en pleine conscience de ces points préoccupants que nous avons élaboré notre programme de rénovation et d'unité. Nous tenons pour nécessaires diverses formes de gestion économique et nous reconnaissons à l'entreprise privée une place importante à l'intérieur d'une planification publique nationale, élaborée et mise en œuvre démocratiquement. Pour ce qui est des tentations autoritaires, la façon la plus sûre d'y échapper consiste à donner au pouvoir politique la plus vaste base de consensus et de la participation des citoyens, à forger une alliance entre tous les partis populaires et antifascistes, à insulter et à faire vivre un esprit d'attachement aux libertés chez le citoyen.

— Un journaliste américain de renom, Christopher, a écrit dans Newsweek qu'il n'est plus temps de s'interroger sur

le « compromis historique », mais plutôt sur la date et les modalités de sa mise en œuvre. Que pourrait faire le P.C.I. si partagé, dans l'histoire d'aujourd'hui, le pouvoir avec des alliés adossés ?

— J'ignore si le « compromis historique » est inéluctable. Certes, je le crois nécessaire dans l'intérêt national. L'époque exige que l'on introduise dans la direction politique du pays une innovation substantielle après avoir expérimenté diverses formes de coalition, toutes sans nous. La présence du P.C.I. au gouvernement ne sera pas, en soi, de nature miraculeuse, mais pour surmonter l'actuelle période difficile il faut la collaboration d'un parti qui obtient 33 % des suffrages, qui a la confiance de la majorité des travailleurs et qui peut diminuer la largeur du fossé séparant l'Etat des classes populaires. On ne sortira pas de la crise sans de durs efforts. Je ne vois pas quel gouvernement pourrait, sans la participation du P.C.I., avoir l'autorité politique et morale suffisante pour demander ces efforts et pour garantir qu'ils seront répartis avec équité et consacrés à la création d'une société plus juste.

— Pensez-vous que l'opposition franchiste du Sénat — et des évêques italiens puisse être un obstacle insur-

montable à votre accord avec les démocrates chrétiens ?

— Les documents récemment publiés par l'épiscopat constituent une ingérence cléricale qu'il convient de condamner et de repousser sur le plan des principes. Leurs conséquences politiques peuvent être un frein, mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Les évêques italiens, à quelques exceptions près, avaient résisté au tournant imprimé à la vie et à l'œuvre de l'Eglise par le concile Vatican II. Ils n'ont pas pu empêcher que cette modification pénètre dans la conscience des catholiques italiens. Les tout derniers documents de l'épiscopat se ressentent probablement du poids des inquiétudes éprouvées dans un certain monde catholique quant à l'avenir de la municipalité de Rome. Cela expose les évêques au soupçon de vouloir défendre des administrateurs responsables de dommages gigantesques et d'ailleurs moraux. Certes, la démocratie chrétienne n'a pas nettement réagi aux ingérences cléricales de ces dernières années, mais ce qui se passe en Italie montre combien les catholiques italiens ont pris conscience que l'engagement politique est autonome et de nature laïque.

Propos recueillis par CARLO CAIALEGA.
(la Stampa)

(PUBLICITÉ)

LE POINT SUR LA « LIGNE DIRECTE » ROME-FLORENCE

Avec l'accord entre le gouvernement et les organismes locaux de Toscane, en ce qui concerne le tracé en souterrain de la « LIGNE DIRECTE » à Florence, il s'est présentée une solution qui, tout en gardant intègres les objectifs qui doivent être atteints par la nouvelle ligne, sauvegarde en même temps les exigences de mise en état du territoire florentin et de tutelle des valeurs locales.

La partie de jonction intermédiaire Arezzo-Figline et le branchement à Florence de la nouvelle gare souterraine de Santa-Maria-Novella seront financés avec les fonds qui seront alloués pour le nouveau plan polyannuel des chemins de fer italiens, en cours d'approbation. Les frais relatifs ont été évalués à environ 300 milliards de lires et les travaux d'exécution de la traversée de Florence demanderont 6 à 7 ans, à partir du financement.

Par conséquent, on peut dès à présent prévoir un « calendrier » d'achèvement graduel des travaux. Dans l'année 1976, probablement déjà en été, sera mise en service la partie Rome-Chiusi de 122 km ; en 1978, le tronçon Figline-Valdarno-Rovezzano de 20 km ; en 1980, Chiusi-Arezzo de 52 km, travaux qui comportent une dépense totale de 500 milliards de lires. La « LIGNE DIRECTE » entrera en service en 1982.

Donnons-nous donc rendez-vous en été 1976 pour aller de Rome à Chiusi à bord d'un train entraîné par une « Tortue » lancée à 250 km/heure et contentons-nous, pour le moment, de jeter un coup d'œil à la grandeur des ouvrages qui sont en train de s'accomplir. Faisons-le, aussi et surtout, pour nous éclairer sur les motifs pour lesquels ils sont accomplis.

Pourquoi la « LIGNE DIRECTE »

Comme il s'est déjà produit pour les autres lignes du réseau italien, la Rome-Florence actuelle est née suite à une simple saturation de différents tronçons, réalisés — en diverses époques — entre 1859 et 1875.

Ses caractéristiques n'ont pas été déterminées par l'intervalle de temps écoulé pour les premiers ouvrages et leur achèvement, mais par l'absence d'une vision d'ensemble qui ne rentrait pas dans les desseins des souverains de divers Etats dont la Péninsule était alors composée. En outre, les possibilités techniques de l'époque poussaient à choisir des tracés en suivant le parcours présentant le moins de problèmes de construction.

La Rome-Florence est restée à présent le tronçon de la grande « dorsale » qui présente la plus forte tortuosité (35 % d'allongement par rapport à la distance en ligne aérienne, contre une moyenne de 13 % de l'entière Naples-Milan) : d'où la moins forte vitesse commerciale.

L'importance de la circulation sur la plus grande partie du parcours (220 trains par jour) atteint un niveau qui ne peut plus être soutenu avec la ligne actuelle : c'est-à-dire, avec un seul couple de rails.

L'étranglement consécutif constitue un grand obstacle pour la fluidité de la circulation sur toute la « dorsale » — la principale de la Péninsule — et en limite la potentialité globale. Les dommages sont donc importants, surtout pour le transport des marchandises, dont les convois sont souvent obligés de s'arrêter pour laisser passer les voyageurs, ou préjudice de la rapidité des « livraisons » et avec des pertes pour l'économie nationale.

Des études approfondies — sur le plan technique et économique — effectuées en leur temps, ont permis de constater, que la seule solution valable consistait dans le « quadruplement » conçu selon les plus modernes critères structuraux et de rentabilité du système.

La nouvelle ligne a été naturellement projetée avec des caractéristiques permettant des vitesses plus élevées et d'importants raccourcissements du parcours. Elle s'intégrera, en outre, dans

le système ferroviaire italien, car elle pourra être empruntée par tout le matériel dont disposent les chemins de fer italiens et non uniquement par celui, construit ou à construire, pour la vitesse élevée. Et cela, au contraire de ce qui était jusqu'à présent le prototype mondial des lignes du futur — la ligne du Tokaido — qui est à écartement ordinaire, tandis que toutes les autres lignes japonaises sont à écartement réduit — et est donc parcourue uniquement par le matériel construit expressément pour les vitesses élevées.

Par conséquent, la « LIGNE DIRECTE » ne remplacera pas l'actuelle Rome-Florence — qui sera au contraire modernisée, — mais les deux constitueront ensemble un système à quatre rails, avec huit nœuds d'interconnexion permettant le passage des convois de l'une à l'autre ligne, pour une meilleure exploitation des possibilités de service et pour la réduction des temps de parcours.

Le système à quatre rails sera pleinement exploité — même pour des parties de parcours — pour diriger les diverses catégories de trains, y compris des trains de marchandises à long parcours, avec un important gain des parcours d'ensemble. La potentialité élevée du système (environ 600 trains par jour : trois fois l'actuelle) procurera des bénéfices substantiels à une très importante partie des trafics de tout le réseau — y compris ceux des centres déjà desservis par la ligne actuelle ou les lignes affluentes — soit à la suite de diverses possibilités d'interconnexion sur des parcours à vitesse élevée, soit à la suite de la capacité pour faire face à l'ensemble des nécessités, dont, celles des trafics locaux et de banlieue très importants.

Enfin, il faut se souvenir que le quadruplement de la ligne Rome-Florence s'insère dans le programme des interventions capables d'augmenter graduellement la puissance de toute la grande dorsale ferroviaire de Milan à Reggio-di-Calabria, à la Sicile.

L'engagement technique, d'organisation et financier, demandé par la « LIGNE DIRECTE » correspond donc à son rôle primaire,

qui est celui de rapprocher essentiellement le Nord du Sud du pays.

En outre, la nouvelle ligne permettra à l'axe ferroviaire italien fondamental de se rattacher au grand réseau prévu par le plan des chemins de fer européens.

Le « point » sur les travaux

Commencés en 1970, les travaux sont actuellement en cours dans la partie Sestabagni (Rome) — Città-della-Pieve (environ 122,5 km) et dans la partie Incisa-Rovezzano (Florence), de 19,5 km.

Il reste, par contre, à adjoindre la partie allant de Città-della-Pieve à Incisa (environ 94 km) : le projet relatif à l'axe d'Arezzo — en complément de l'ouvrage — est en voie de finition. Dans ce projet sont prévus le rapprochement de la ligne à Arezzo et une liaison avec la ville, au moyen de deux interconnexions : au Sud et au Nord de l'actuelle gare de chemin de fer.

D'autre part, les accords avec les organismes territoriaux compétents, pour la traversée de la province d'Arezzo, ont été pris, de sorte que les travaux pourront effectivement commencer dès que les financements prévus seront disponibles.

La partie de parcours Sestabagni — Città-della-Pieve, où la situation des travaux est très avancée, comprend 10 tunnels (pour une longueur totale de 41.346 m.) ; 5 ponts pour franchir le Tibre, dont certains avec des travées de 50 m. en béton précontraint, et 62 viaducs d'une longueur totale de 22.226 m.

Le viaduc sur le fleuve Paglia est le plus long parmi les viaducs existants sur le réseau ferroviaire italien et l'un des plus longs de tout le réseau européen. L'ouvrage est entièrement en béton armé, avec 205 encoffrements en précontraint, appuyés sur des piles à l'entraxe de 25 m., d'une hauteur de 10 à 25 m., avec — presque au centre — une partie sur cinq grands arcs de 50 m. franchissant le véritable lit du fleuve. Les fondations s'appuient toutes sur des pieux forés à grand diamètre et dont la longueur totale est de l'ordre de 135 km.

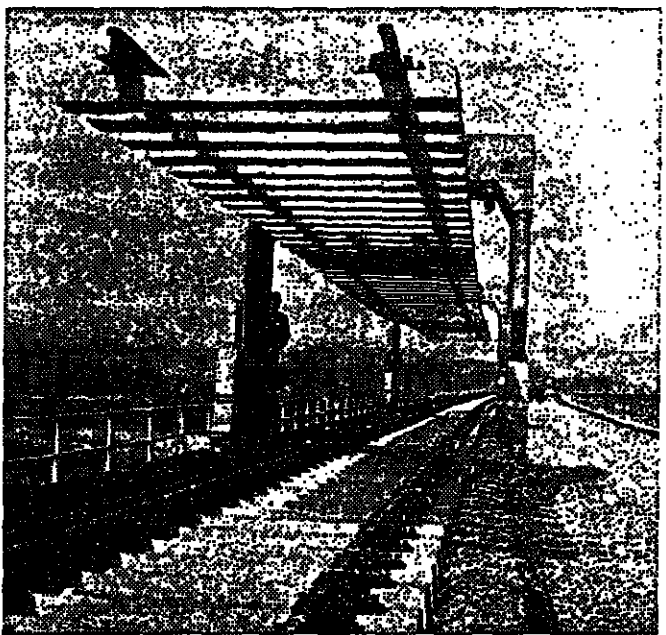
Dans cette partie du parcours, l'avancement des travaux est actuellement de 45 % seulement, car il y a eu des retards dus aux divergences que l'on connaît, avec les organismes florentins locaux, au sujet des perspectives de raccordement définitif de la « LIGNE DIRECTE » aux installations existantes à Florence.

La partie en question se raccorde à la ligne actuelle près de la gare de Figline, avec une interconnexion longue de 4 km environ ; et — à partir d'Incisa — après avoir dépassé une zone inondable de l'Arno, avec un viaduc en béton armé long d'environ 1.300 m. (54 encoffrements de 25 m. de portée s'appuyant sur des piles d'une hauteur de 14 m. environ), franchit le fleuve en direction de Florence, avec trois tunnels de longueur variant entre 368 et 1.010 m., et avec une succession de tunnels de franchissement dans le col de San-Donato, d'une longueur de 10.954 mètres.

Lorsque la « LIGNE DIRECTE » sera terminée, entre Rome et Florence fileront quatre rails permettant de réduire de moitié les temps de parcours : c'est-à-dire de trois heures à une heure trente environ.

La « LIGNE DIRECTE » ne se présente donc pas comme un ouvrage « pharaonique » comme il a été avancé par certains, mais uniquement rationnel, moderne, efficace, comme il se doit pour une infrastructure aussi vitale pour le trafic ferroviaire italien.

Nous sommes certains que les critiques auront la meilleure réponse par la « LIGNE DIRECTE » même, lorsque celle-ci sera, espérons-le rapidement, une réalité splendide : de même que les autres lignes directes (comme Bologne-Florence) ouvrages désormais indiscutables, répondant à présent, avec leur fonctionnement irremplaçable, aux critiques analogues d'hier.



CARNET

Naissances

— M. Pierre Blanchet et Mme. née Guérin, et Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de Bertrand, le 29 janvier 1976. 145-501, 24000 Niteroi (Rio-de-Janeiro), Brésil.

— Le docteur Guy Abitbol et Mme, née Catherine Dugas, et leur fille Olivia, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Frédéric, le 24 décembre 1975. 125, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

— M. Henry Callot et Mme, née Isabelle Chabauty, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils Jean-Paul, le 29 janvier. 1, rue Wimpeling, Strasbourg.

— Annie et Pierre Salmon sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Iris, le 16 janvier 1976. Paris.

Décès

— Nous apprenons le décès de conseiller général de la Nièvre, M. Léon AUBOIS, le 25 mars 1973 à Chantenay-Saint-Imbert, commune dont il était maire depuis 1953. Léon Aubois avait été élu conseiller général (socialiste) de Saint-Pierre-le-Moutier, le 15 mars 1970. Il siégeait au bureau de l'assemblée départementale et présidait, depuis 1974, la commission départementale.

— Nous apprenons le décès du général Henri GUYARD, survenu, le 18 janvier 1976, à l'âge de soixante et onze ans. (Né le 10 janvier 1905 à Grenoble, le général Guyard était diplômé de Saint-Cyr. Avant la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle il sert dans différents régiments, il participe à la campagne du Maroc. En 1945, il est envoyé en Autriche, avant de faire la campagne d'Indochine, puis d'Algérie, où il commande l'état-major de la 6^e région militaire.)

— Nous apprenons le décès de M. Charles JONCQUEZ, le 25 septembre 1975 à Lille. M. Charles Joncquez fut, de 1936 à 1967, député de la société Jacques Frères (entreprise de bâtiment et de travaux publics). Il exerça de nombreuses fonctions dans les instances de la Fédération du bâtiment et des travaux publics, et fut, de 1962 à 1969, président du comité technique des syndicats patronaux de la région lilloise et membre du conseil national du C.N.P.F. Il était président honoraire du tribunal de commerce de Lille.

— Mme Pierre Lureau, M. et Mme Michel Lureau, M. et Mme Daniel Lureau et leurs enfants, M. et Mme Dominique Lureau et leurs enfants, Le capitaine et Mme Christian Lureau, Mlle Françoise Lureau, M. et Mme Dominique Chevrou, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LUREAU, docteur en droit, chevalier de la Légion d'honneur, ancien vice-président de l'Association française de droit maritime, ancien président de l'Association internationale de dispatcheurs européens, secrétaire du droit maritime français. Les obsèques ont eu lieu à Bordeaux en la basilique Saint-Esprit, le 27 janvier, dans l'intimité familiale.

— Mme Jean Metayer, ses enfants et petits-enfants, Les familles Metayer, Bruel, Lucas, Tournel, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean METAYER, ancien attaché parlementaire, officier de la Légion d'honneur, survenu le 28 janvier 1976. Les obsèques ont été célébrées le 29 janvier, dans la plus stricte intimité, à l'église Saint-Louis-le-Grand, dans le caveau de famille. Ce avis tient lieu de faire-part. 85, boulevard Lefebvre, Paris (15^e).

— M. Benjamin Michelsohn, son épouse, Le docteur et Mme David Bercovy, Le docteur et Mme Michel-Dan Bercovy, avec Olivia, Mlle Mira et Florence Bercovy, M. Alexandre Bercovy, Les familles Ungureanu, Marian, Karmila et Sebela, ont la douleur de faire part du décès de Mme Maria MICHELSON, née Karmila, leur épouse, mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur, belle-sœur et tante. Les obsèques auront lieu le mardi 3 février 1976, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinot.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. André MIGNON, survenu le jeudi 29 janvier 1976, dans sa soixante-dix-huitième année. De la part de M. et Mme André Mignon, son épouse, M. et Mme Claude Castel, ses enfants, Philippe, Alain et Evelyne Castel, ses petits-enfants. Les obsèques auront lieu le mercredi 4 février, à 10 h. 30, à la mairie, suivies du service religieux en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois de Châteauneuf-Malabry, 3, allée des Pavettes, 92290 Châteauneuf-Malabry, 7, allée des Mouillebeufs, 92290 Châteauneuf-Malabry.

— La municipalité et le conseil municipal de la ville de Châteauneuf-Malabry ont la tristesse de faire part du décès de M. André MIGNON, chevalier de la Légion d'honneur, maire de Châteauneuf-Malabry depuis 1965, survenu, le 29 janvier 1976, dans sa soixante-dix-huitième année. La cérémonie funéraire aura lieu le mercredi 4 février, à 14 h. 30, à l'abbaye de Châteauneuf-Malabry et à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, place de l'Eglise, à 15 h. 30. [La biographie de M. Mignon a paru dans le Monde du 1^{er} février.]

— Mme André Pilon, son épouse, Jacques et Michel, ses enfants, M. et Mme Eugène Ravier, Mme Henri Leguillon, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. André PILON, survenu à Belfort, dans sa soixante-deuxième année, le 29 janvier. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, suivant son désir, à Champagnole (Jura). Ces avis tiennent lieu de faire-part. 62-63, Faubourg-de-France, 90000 Belfort, Rue du Souget, 39300 Champagnole.

— Le conseil, Le corps enseignant, Le personnel administratif, Les chercheurs et les étudiants de l'Institut français de presse et de sciences de l'information de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, ont le profond regret de faire part du décès de leur directeur, Fernand TERROU.

— Mme Fernand Terrou, Et toute sa famille, font part du décès de M. Fernand TERROU, président au tribunal administratif et directeur de l'Institut français de presse et de sciences de l'information. La cérémonie religieuse aura lieu mardi 3 février, à 15 h. 45, en l'église du Saint-Esprit à Choisy-le-Roi, et l'inhumation au cimetière Parisien de Bagneux à 15 heures, 16, rue Salvator, 91 Choisy-le-Roi. [La biographie de M. Terrou a paru dans le Monde du 1^{er} février.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Pour le second anniversaire de la mort de Mme Andrée JEUNOT, une pensée est adressée à tous ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Visites et conférences

MARDI 3 FEVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques. 10 h. 30, boulevard Théophile Gautier, Mlle Bachelier : « Le musée de Montreuil ». — 15 h. 12, avenue de Gravelle, à Charenton, Mme Chappuis : « Peinture contemporaine ». — 15 h. 38, rue de Richelieu, M. Leguillon : « Le musée de la Sorbonne ». — 15 h. 17, quai d'Anjou, M. Philippe : « Hôtel de Launay ». — 15 h. 15, devant la chapelle de la Sorbonne, Mme Puchal : « Le quartier de l'Université ». — 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'île Saint-Louis ». (A travers Paris). — 14 h. 36, entrée du musée Marmottan, M. Louis-Bollu : « Exposition Toulouse-Lautrec ». (Paris et son histoire). — 15 h. 33, 1, rue de Boulainvilliers : « La maison de Radio-France et son quartier ». (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — 13 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Méditation transcendantale et développement de la conscience ». — 15 h. 74, avenue des Champs-Élysées, M. Louis-Bollu : « Froust Inconnu ». (Cercle d'information et d'études sociales féminines). — 19 h. 44, rue de Rennes, M. Philippe Lavastine : « Qui emigre ? Réincarnation et transmigration ». (Religion et spiritualité). — 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mlle Claude Talbot : « Zerkow, peintre de la vie monastique ». — 21 h. 36, rue Jacob, M. André Diligent : « Actualité de l'esprit de la Résistance dans l'information et la justice ». (La Tisnière - André Gaudier).

SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Essayez ce nouveau goût.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS
S. 2. - Gravures mod. Arg. Buj., monnaies. Livres. M. le Blanc.
S. 7. - Edition Hecol. Mlle Vidal Mégrét. S.C.P. Laurin, Guillois, Bultaud, Talhouer.
S. 10. - Ameublement. M^{me} Boisgirard.
S. 17. - Be. Meubles. M^{me} Pechetard.

VENTES

S. 11. - Meubles d'ép. et de style. Faïences, Porcelaines. M^{me} Pechon, Delavigne.
S. 15. - Meubles anc. et de style. S.C.P. Loudmer, Poullain.
S. 18. - Tableaux, petits bijoux. Mobilier. M^{me} Ger.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie du « Monde » 5, des Halles PARIS-IXE 1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 21029.

chez rodin, de 10^F à 175^F le mètre, tous les tissus d'ameublement sont des "tissus-décoration".



A PARTIR DE DEMAIN
MARDI 3 FEVRIER ET JOURS SUIVANTS

GRANDE VENTE EXPOSITION TISSUS D'AMEUBLEMENT

un panorama complet de tous les tissus-décoration du style "Haute Epoque" au contemporain à des prix très intéressants

Nouvelles toiles imprimées (coton)
Pour un prix très abordable, la séduction de très nombreux dessins joliment colorés et un choix considérable - larg. 130 cm.

10 F le mètre

Doupons unis
Ce sont les tissus les plus vendus actuellement pour la décoration, les tentures murales, etc. Des gammes de coloris très étendues et un aspect très flatteur.

18 F 50 le mètre

Le retour du reps!
Un grand classique revient à la mode, nous vous proposons de nombreux coloris dans une qualité flammée, fibranne et coton - larg. 130 cm.

15 F le mètre

Le renouveau des carreaux et écossais
Des dispositions et des assemblages de coloris extrêmement renouvelés, et des tentures originales.

de 19 F à 42 F le mètre

Les tissus de style : fidélité aux traditions décoratives
Des damas, des satins, des lampas, des doupons, des styles "tapisserie" dont les motifs et les coloris raffinés respectent parfaitement le goût ancien. Mais aussi des idées originales pour donner une nouvelle jeunesse aux intérieurs et aux meubles de Style.

de 20 F à 175 F le mètre

Tissus spéciaux pour tentures murales
Nombreuses qualités en stock, en tous coloris et en toutes largeurs, 130 cm, 150 cm, 260 cm.

Satins unis
"DRALON" : adopté pour son aspect décoratif, ses précieuses qualités d'emploi et d'entretien, et ses magnifiques coloris (acrylique 100 %) - larg. 150 cm - 20 coloris disponibles.

25 F le mètre

"CLASSIQUE" : en plusieurs nuances (viscose 62 %, coton 38 %) - larg. 150 cm.

18 F le mètre

Haute décoration : impressions anglaises, américaines, suédoises, italiennes

Importations directes des meilleurs fabricants, des dessins exclusifs et très élégants, et des tentures raffinées - Très nombreuses nouveautés - toiles lin et coton, satins, chintz, etc.

de 29 F à 87 F le mètre

Toile nattée acrylique 100 %
Nous disposons de 800 mètres de ce bel article, répartis en quinze excellents coloris. Un des meilleurs achats possibles actuellement à ce prix - larg. 150 cm.

24 F le mètre

Les tissus contemporains : des jacquards aux tweeds...
Des tissages épais, solides, confortables, des tissus actuels adaptés aux meubles modernes, tweeds bouclés, jacquards, dessins "patchwork", imprimés originaux, serges, carreaux et rayures, petits dessins géométriques, diagonales, piqués, façonnés, etc.

de 30 F à 82 F le mètre

Imitations - fourrure
Des tissus d'un aspect et d'un confort merveilleux. Le toucher aussi est sensationnel. Ils reproduisent les plus belles fourrures, renard, panthère, vison, loup, zèbre, hermine, ocelot, etc.

de 85 F à 275 F

en couvertures ou jetés de lit, depuis 490 F

LES VELOURS :

Velours acryliques unis
Nous recommandons plusieurs qualités pour sièges et doubles rideaux - gamme complète d'excellents coloris - larg. 130 cm

42 F le mètre

Velours coton uni
Parce qu'il est actuellement très en faveur dans la décoration, qu'il est disponible en toutes nuances et d'une qualité irréprochable, nous sommes heureux de vous l'offrir à ce prix - larg. 130 cm.

40 F le mètre

... et de nombreuses autres qualités, en lin, dralon, mohair, etc., proposées en stock dans des gammes somptueuses.

de 48 F à 59 F 50 le mètre

Velours jacquard : du style "Gènes" au contemporain
Une extraordinaire collection comprenant une variété incroyable de dessins et de coloris "Haute Décoration" pour sièges, canapés et rideaux - en 130 cm.

de 30 F à 175 F le mètre

"Flowers symphony"
Pour imprimer ce dessin exclusif, nous avons choisi et importé une toile d'Ecosse comprenant 66 % de lin et 34 % de coton. Nous avons réalisé 9 variantes différentes, toutes ravissantes en 140 cm.

75 F le mètre

Rayon passementeries - volages - accessoires
Un rayon d'une diversité inouïe, un assortiment très important.

- Tous les galons, franges, embrasses, orfres, licores, galons indochinois, rubans frangeurs, etc. dans toutes les nuances, assortis aux tissus.

- Agrafes pour tentures murales, tringles à rideaux, dispositifs pour canapés et lampes, porte-embasses, cordons, tubes de colle spéciale, sautoires, doublures, etc.

- Volages unis et fantaisie, classiques et modernes, Style "Ret Scandinave", tentures et tissages nouveaux à des prix sensationnels.

ET DES CENTAINES D'AUTRES ARTICLES DISPONIBLES IMMEDIATEMENT A DES PRIX AVANTAGEUX

ATTENTION : prix valables pendant cette vente spéciale, uniquement jusqu'à épuisement des stocks en rayon. Profitez-en sans tarder.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

2, 3 et 4 Février
soldes
meubles
garnitures de bureau
chalmette
17, Bd Malesherbes - 265 10-69

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)



emplois internationaux

INTERNATIONAL

La société est un des premiers fabricants mondiaux de produits électroniques grand public, qui a obtenu en Algérie un contrat d'une valeur de plusieurs millions de dollars pour construire, équiper et faire fonctionner au début un complexe industriel unique en son genre. Ce complexe produira des récepteurs de télévision, des radios, des lecteurs de cassette, des chaînes stéréo, etc., ainsi que la plupart des composants.

- La société cherche des personnes qualifiées possédant au moins 5 ans d'expérience de la fabrication dans les domaines suivants :
- Montage télévision ;
 - Montage radio ;
 - Ingénierie industrielle ;
 - Ingénierie de production.

Postes de contremaîtres, d'ingénieurs d'application et de direction.

L'affectation initiale pour une période pouvant aller jusqu'à 18 mois sera dans la région de la Forêt-Noire, en Allemagne, suivie par deux à trois années en Algérie.

La connaissance parfaite du français et de l'allemand est indispensable, celle de l'anglais constituant un avantage certain.

Primes d'exportation et autres s'ajoutant au salaire de base dans le cadre d'un plan de rémunération généreux.

Adresser le curriculum vitae avec tous les détails sur l'expérience professionnelle à :

JEAN LAURAIN,
GTE International
Centre de Formation - Europe,
Grand Parc, 2, rue de la Moselle,
54100 NANCY (France).

Management Professional

The Card Division of American Express seeks a young French Management Professional capable of assuming senior responsibility within a year and who has potential for further growth in an international sphere. He will first undergo an intensive development programme covering all aspects of our business, based at our European Headquarters in Southern England, before taking a senior management assignment somewhere in Europe.

He must be fluent in English, around 30, with business graduate qualifications and at least 3 years' experience in consumer marketing during which he has acquired genuine executive responsibility over the whole marketing spectrum. Early success at this level will have marked him out for rapid progression. He must be able to master quickly the detailed operation of several different specialist areas, and have the potential and ambition to exploit the exceptional scope and prospects we offer.

Please send a detailed curriculum vitae in English and including current salary, to Paul Mardon, American Express Company, Card Division, P.O. Box 200, Harlands Road, Haywards Heath, Sussex, England.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour L'ÉTRANGER

RESPONSABLES DE MINOTERIES

pour assurer la production, le contrôle et la formation

Une expérience de plusieurs années est indispensable

ANGLAIS COURANT

Envoyer C.V. en précisant prétentions et disponibilité sous réf. 155/P. à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

POUR HOPITAL EUROPEEN AU ZAIRE ALTITUDE 400 m EXCELLENT CLIMAT Recherches d'URGENCE

MÉDECIN ANESTHÉSISTE

Contrat 6 mois renouvelable - Frais de séjour pris en charge - Fort salaire versé en France.

App. 380-71-45, poste 340

Ecole allemande de langues recherche Français (es) avec diplôme universitaire pour enseigner leur langue maternelle, EURO-Sprachschule, Grosse Bleiche 14, D-4200 Mülheim 1 TEL. : 19-49 61-37/22450.

UNION CARBIDE AFRICA

jeune ingénieur de ventes

formation ingénieur chimiste ou équivalent

pour vente et recherche de nouveaux marchés dans les domaines de la chimie organique et des plastiques.

Résidence ville agréable de l'Afrique de l'Ouest. Voyages très fréquents en Afrique occidentale.

Langues française et anglaise courantes indispensables.

Adresser lettre manuscrite CV photo récente et prétentions à :

UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des États-Unis
94533 RUNGIS

POUR SA FILIALE AFRIQUE

ANGLOPHONE IMPORTANTE ENTREPRISE I.P. recherche :

UN DIRECTEUR DE SERVICE ADMINISTRATIF

— ANGLAIS OBLIGATOIRE (ou, par exception, français) ;

— EXPÉRIENCE I.P. indispensable ;

— OUTRE-MER souhaité.

De formation comptable, il assurera la gestion administrative :

— Comptabilité ;

— Relations avec les banques ;

— Service Douanes, douane-greffe, etc. ;

— Intendance, logement, hébergement.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions en indiquant numéro de téléphone (si possible), à :

A.D.I. SERVICES
6, rue Etienne-Jodelle,
75015 PARIS.

Pour missions de toutes durées à l'étranger (Afrique, Indes, Fr. et Angl., Asie du Sud-Est, Amérique latine, Moyen-Orient) Bureau d'études à vocation internationale recherche

INGÉNIEUR ROUTIER

diplômé d'une grande école ayant quelques années d'expérience anglaise et/ou espagnole appréciée. Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V. + photo + salaire) sous référence 600/102 à L.T.P.

10, rue de Valenciennes, 75013 PARIS Cedex 02.

IRAN SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche

PR PRENDRE LA DIRECTION de son AGENCE à TEHRAN

CADRE COMMERCIAL

ayant expérience de la vente dans pays étrangers

Adresser C.V. sous réf. 608/P. A.M.P., 40, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES recherche pour COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

UN CHEF COMPTABLE NIVEAU D.E.C.S.

ayant quelques années d'expérience dans la fonction. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. et photo à :

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

HAMBOURG

DESSINATEURS CATALOGUES (Métallurgie générale) Expériences en dessin, perspectives et vues techniques. Téléphonez pour rendez-vous : 755-96-50.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE (Siège aux États-Unis)

recherche pour assurer DIRECTION VENTES DES COMPRESSEURS INDUSTRIELS EN EUROPE ET EN AFRIQUE FRANCOPHONE

UN INGÉNIEUR SPECIALISTE AIR COMPRIME

(formation technique supérieure - A et M ou équivalent) ayant solide expérience dans le domaine des compresseurs centrifuges.

Parfaitement bilingue (anglais)

Habitué à contacts tous niveaux avec clientèle compresseurs et matériels connexes ; le titulaire du poste sera chargé de la vente et de la promotion des ventes de tous les produits AIR COMPRISE pour l'industrie par l'intermédiaire de distributeurs et d'agents.

Son activité sera plus particulièrement axée sur les ventes de turbo-compresseurs par contact direct avec utilisateurs.

Bureau BRUXELLES, mais voyages fréquents (ordre 6 mois par an) France et Etranger.

Habitué ou capable de s'habituer rapidement à méthodes de marketing américaines.

Adresser C.V. détaillé et appointements souhaités à No 40.081 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante société en pleine expansion, recherche pour une de ses filiales d'Afrique Noire francophone, spécialisée dans les travaux d'électrification et de canalisation :

directeur administratif et financier

Il sera confronté avec toutes les formalités se rattachant au droit des sociétés (comptabilité, gestion de personnel, gestion des actifs mobiliers et immobiliers, etc.)

Ce poste nécessite :

— une formation supérieure

— une expérience de 3 ans minimum dans un poste analogue

— être âgé de 30 ans minimum

Le collaborateur retenu bénéficiera :

— d'un logement de fonction

— d'une voiture de fonction

Le salaire de départ ne sera pas inférieur à 8 millions de F.C.F.A., soit 160.000 F.F.

Adresser C.V. et prétentions à P.LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra (sous référence 6502)

CONDUCTEUR DE TRAVAUX ALGERIE

Il aura la responsabilité de chantiers de montage de charpentes métalliques, ce qui implique le commandement des hommes, la planification, la coordination, la gestion sur place.

La formation est du niveau C.N.A.M. ou B.N.P. Autodidacte accepté. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

En raison du développement des activités de la société, ce poste offre une réelle opportunité.

Rémunération : 30.000 base de discussion. Position stable et avantages divers.

Adresser curriculum vitae détaillé dans les mailles de la presse sous référence 1.047. CONTEXTE, Publistyle - 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.



emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE REGION DE ROUEN recherche pour ses unités de production représentant 1300 personnes

CHEF de PERSONNEL

Directement attaché au Directeur de l'Unité, il sera chargé de mettre en œuvre la politique de personnel du groupe, d'animer et gérer l'embauche, la formation et la gestion du personnel ouvrier et ETAM.

Une expérience d'un poste similaire est nécessaire, une évolution est possible pour un candidat de valeur dans le Groupe d'appartenance.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 121 M 515 30, rue de Mogador PARIS 8ème

Centre de Psychologie Appliquée

IMPORTANT ORGANISME D'AMÉNAGEMENT DE LA MÉTROPOLE NORD recherche

POUR SA DIVISION COMMERCIALE CHARGÉ D'AFFAIRES HAUT NIVEAU

— Formation supérieure juridique et si possible commerciale ;

— Expérience du secteur immobilier de 2 à 3 ans portant principalement sur le montage d'opérations immobilières variées.

Ecrire sous le n° 228.611 à REGIE-PROGRES, 25 bis, rue Bézouzer, — PARIS (20).

BEGHIN - SAY Kayersberg - Direction Export (C.A. 100 millions de F.) offre à :

UN JEUNE CADRE SUPERIEUR

— Issu d'une grande école commerciale ou de formation universitaire complétée par une expérience concrète de la vente de 2 à 3 ans ;

— La responsabilité devant la direction export de la commercialisation d'emballages en carton ondulé en Europe ;

— Ce sera un vendeur capable de négocier à haut niveau et un organisateur rigoureux. (La force de vente comprend 25 personnes en six pays) ;

— Résidence : COLMAR (Haut-Rhin) ;

— Connaissance parfaite de l'allemand indispensable, anglais ou italien souhaité ;

— Nombreux déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. : ET à :

BEGHIN - SAY
Bureau de psychologie appliquée
26, av. de Suffren - 75740 PARIS CEDEX 15

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE de produits d'équipement de la maison, leader dans sa branche, filiale d'un puissant groupe international, recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR EXPORT

pour assurer le développement du marketing international.

IL SERA CHARGÉ :

— de la négociation commerciale dans certains pays européens de grande exportation ;

— de l'application des politiques de marketing pour les principaux marchés ;

— de la surveillance des réseaux de distribution.

IL EST DEMANDÉ :

— minimum 30 ans, réussite prouvée de plusieurs années comme négociateur international ;

— formation supérieure souhaitée (HEC, ESSEC ou équivalent) ;

— anglais, allemand et si possible espagnol courants ;

— libre de voyager 50 % de son temps ;

— résidence : LYON

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, en indiquant rémunération souhaitée à n° 325, ARCHAT, 69288 LYON CEDEX 1, qui transmettra.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Quelques années d'expérience demandé pour RÉGION CENTRE FABRICATIONS MÉCANIQUES TOUCHANT À L'ARMEMENT

Env. curricula vitae et prétentions sous n° 39.272 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Distributeur de Fouritures Automobiles et Industrielles très important, recherche

DIRECTEUR de SUCCURSALE

pour l'une de ses plus importantes succursales — 32 ans minimum, ayant déjà responsabilités ;

— Expérience souhaitée dans un secteur de vente de produits techniques, automobile, industrie ou activités similaires ;

— Avoir un sens commercial développé avec responsabilité dans la gestion de sa succursale (75 personnes), tout en ayant le sens d'un travail d'équipe.

Pour son Département de Fouritures Automobiles

UN ANIMATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

expérimenté est également recherché

Ecrire manuscrit avec curricula vitae et photo à :

LELOT S.A. Michel LELOT, Z.I. Le Pointe à Miteau - 85009 Fontenay-lez-Compté.

ingénieur SEP

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION ÉTABLISSEMENT DE VERNON

recherche INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE pour calculs de structure par éléments finis.

— Connaissance en résistance des matériaux et si possible d'un système informatique (IBM - UNIVAC - CDC) ;

— Anglais exigé.

Adresser curriculum vitae et prétentions en précisant référence 141 à :

SEP Service du Personnel, BP N° 803 27207 Vernon.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,16
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	25,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Société importante désireuse de renforcer son service ORGANISATION recrute

Un INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Débutant ou ayant une expérience de 2 ou 3 ans dans un milieu industriel ou dans les services fonctionnels d'une grande entreprise.

Le goût de l'analyse et des contacts humains ainsi que la capacité à prendre rapidement de l'autonomie sont nécessaires pour tenir ce poste.

Renvoyer C.V. détaillé et photo, sous numéro 40.47, Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui te.

POUR LANCER une importante collection de vulgarisation scientifique et technique

MAISON D'ÉDITION de réputation internationale recherche

SPECIALISTE DE VENTE

expérimenté dans ce domaine et disposant d'une équipe pour prospection clientèle particulière.

- Situation importante et stable. - Gains élevés.

Envoyer curriculum vitae et photo à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS sous réf. 38868 qui transmet.

emploi régional



Important Constructeur spécialisé en Electronique de Puissance C.A. 15 millions en expansion à l'exportation recherche pour son siège social à LYON

ingénieur électrotechnicien

ayant une bonne expérience et le goût de la création de nouveaux équipements (convertisseurs statiques), nécessitant l'utilisation de connaissances variées, (électronique, électrique, mécanique).

Ce poste comporte une large autonomie avec possibilité de progresser vers d'importantes responsabilités.

Écrire CABINET GATIER Service L, 32, rue Barrême - 69005 LYON

Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

Multi-Nationale de premier plan (Mécanique de précision) recherche CHEF DE GESTION QUALITE

- Age minimum 30 ans;
- Formation: Ingénieur Mécanicien, BTS ou IUT;
- Expérience prouvée de 3 ans dans un service de Contrôle Fabrication ou Réception;
- Connaissances: Métrologie, Statistiques, Informatique, Dessin technique, Cotations fonctionnelles, Bureau d'Études;
- Anglais indispensable; Allemand souhaité;
- Proximité: ville universitaire de l'Est;
- Rémunération intéressante suivant aptitudes du candidat.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Référence 71044 CD

ORSE SECE 11 Allée de Roberteau 67000 STRASBOURG

PRODUITS CERAMIQUES DE TOURAINE Effect. 704, C.A. 68 M. recherche

CHEF COMPTABLE

Niveau B.T.S. ou D.E.C.S. Plusieurs années d'expérience dans le secteur de la comptabilité générale.

Facilité d'apprentissage dans les règles de la comptabilité.

Envoyer C.V. détaillé, photo et références à chef de personnel P.C.T. 4130 SELLES-SUR-CHER.

516 EXPERT. COMPTABLE cherche

MEMBRE DE L'ORDRE OU COLLABORATEUR

expérience clientèle P.M.E.

Écrire : S.A.E.C. 13, rue Frédéric-Mistral 13100 AIX-EN-PROVENCE.

Pr juillet 76 comité d'ent. rech. pr direction centre de vacances permanent à Combloux (Savoie) couple. Postes à pourvoir : direction - économiste ou accueil adultes, enfants, sér. réf. exig. Ne pas téléphoner. Env. C.V. complet et références au : Comité Inter-Entreprises Assurances Nationales Vie Service centres des vacances, 2, rue Pilet-Will, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES recherche

CADRE COMMERCIAL

Responsable d'une détermination régionale. Contacts administratifs, collectifs, industriels. Prise en main d'un réseau de grossistes à suivre et à développer.

Formation agricole souhaitée mais non indispensable.

REGION OUEST

LOCALISATION ARGENT

Nombreux déplacements. Rémunération élevée. Intéressement.

Adresser C.V. prêt, photo personnelle à UNIPRESS, tél. 3.010 26, rue de la République, 75002.

Embauchés d'urgence : MONTEURS qualifiés et TECHNICIENS en mécanique pour MARSEILLE et SUD-EST.

Écrire : S.A.E.C. 12001 MARSEILLE av. C.V. et prétentions.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MACHINES-OUTILS LOURDES

LEADER EUROPEEN SUR SON MARCHE C.A. 1.100 M.F. - 65% EXPORTATION SUR 40 PAYS

recherche pour faire face à son expansion (doublement du chiffre d'affaires en 2 ans), la collaboration d'hommes qualifiés et expérimentés désirant s'intégrer à une équipe dynamique.

UN SECRETAIRE GENERAL

Formation Grande École - Expérience de la fonction exigée. Base Paris.

(Réf. 100)

UN DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

Ingénieur ECP, AM. Expérience confirmée de Bureau d'Études Mécanique et Électrique. Base Paris.

(Réf. 101)

UN ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE

(Achat, Gestion des Stocks, Ordonnancement) Ingénieur AM, INSA, ICAM - Expérience dans fonction similaire. Poste à Pourvoir à Lyon.

(Réf. 102)

UN ATTACHE AU DIRECTEUR GENERAL

Ingénieur Grande École ; ayant quelques années d'expérience réussie dans un poste de responsabilité - Base Paris.

(Réf. 103)

UN RESPONSABLE PRODUITS NOUVEAUX

Pour coordonner le marketing, les études et le développement. Ingénieur avec formation complémentaire commerciale - Base Paris.

(Réf. 104)

UN RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

Formation supérieure ; solide expérience des problèmes d'organisation et de gestion - connaissances en mécanique souhées - Base Paris.

(Réf. 105)

DES INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Formation Ingénieur mécanicien ou électromécanicien. Expérience de la vente à l'étranger de biens d'équipement - Base Paris.

(Réf. 106)

DES INGENIEURS D'ETUDES

Débutants ou confirmés - Formation AM, INSA, ICAM avec spécialité mécanique et électromécanique - Base Paris.

(Réf. 107)

UN RESPONSABLE DU CONTROLE DES COUTS

Formation Ingénieur AM, INSA, ICAM. Analyse de la valeur ; suivi et contrôle des Prix de Revient. Poste à pourvoir à Lyon.

(Réf. 108)

UN ATTACHE AU CONTROLEUR DE GESTION

Issu d'une Grande École, et ayant déjà de bonnes notions du contrôle de gestion ; Esprit de synthèse et rigueur de jugement. Base Paris.

(Réf. 109)

• Le développement de la société permet de larges perspectives de carrière. • La connaissance de l'activité machine-outil sera un avantage important. Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en indiquant le No de réf. à No 40308 CONTEXTE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

sofres

• Pour assister les clients dans la résolution de leurs problèmes en utilisant des outils très diversifiés, notamment les panels de consommateurs.

• Pour suivre la réalisation des études et élaborer les rapports de synthèse, dans le cadre d'une équipe animée par un ingénieur en Chef, recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Études de Marchés - Marketing

Ce poste conviendrait à un diplômé d'Études Supérieures possédant une bonne formation statistique et ayant l'expérience des techniques de sondage. La connaissance de la branche textile serait très appréciée.

Adresser C.V. détaillé sous référence 8916 M à :

sema selection 18, rue Barbès 92128 Montrouge

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion.

recherche plusieurs

programmeurs ou analystes programmeurs

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

• Les candidats débutants, bénéficieraient au départ d'une formation de longue durée aux méthodes de la Société.

• Les candidats expérimentés, (1 à 2 ans) devront impérativement avoir pratiqué le PL/I.

Formation complémentaire aux méthodes internes prévue.

• Le niveau général recherché est celui du D.U.T. ou I.T.S.

• Les candidats doivent accepter des déplacements en province.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S.A., 9, rue Alfred - de - Vigny - 75008 PARIS.

UN INGENIEUR CHIMISTE SPECIALISTE CORROSION

Ingénieur diplômé, vous avez une première expérience d'au moins quatre années de laboratoire de corrosion. En outre, vous avez de bonnes connaissances des aciers inoxydables et des alliages base nickel.

Société d'engineering et de construction nucléaire, en sein de notre section chimie - corrosion, nous vous proposons de prendre en charge tant au niveau de nos contrats que de nos actions de recherche et développement tous les problèmes de corrosion ayant un impact direct sur la tenue de l'ensemble des constituants des réacteurs.

Donc une fonction d'engineering impliquant pour l'essentiel de nombreux contacts avec nos clients, les centres de recherche et les experts de l'Administration.

Envoyer à No 39.970 Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01; qui transmettra.

CIE D'ASSURANCES - VIE

Proche ST-LAZARE-EST-NORD recherche DEUX TECHNICIENS

D'ACTUARIAAT

AYANT BONNE EXPERIENCE

Écrire No 407 L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2, 5. tr.

VILLE DE PANTIN

recherche pour sa bibliothèque municipale

une bibliothécaire 2^e catégorie.

Pr juillet 76. Comité d'Entrepr. rech. pr direction Centre de vacances permanent à Combloux (Savoie) couple postes à pourvoir : direction - économiste ou accueil adultes, enfants, sér. réf. exig. Ne pas téléph. env. C.V. complet et références au :

Comité Inter-Entreprises Assurances Nationales Vie Service centres des vacances, 2, rue Pilet-Will, 75009 Paris.

G.I.E. de formateur recherche temps partiel

ANIMATEUR DE FORMAT.

spécial. fruits et légumes.

Expérience hyper-marchés. Ecr. P.A.C. 10, Clos du Plateau, 92500 OSNY.

Demande préparateur de travaux pour service exploitation, place stable. Bien rémunéré. Avantages sociaux. Tél. 03-97-01-20-37-50.

Mme Rakiss.

Centre Psychopédagogique LE PETIT SÉNART à TIGERY (Essonne) rech. EDUCATEURS - TRICES spécialisés. Tél. : 46-00-04

INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY 16 BIS, AV. P.-V. COUTURIER 75008 PARIS, poste 379, recherche

1 MÉDECIN OU INTERNE en médecine pour travail à temps partiel (documentation, dossier médical). Bonne connaissance anglaise écrite.

BUREAU D'ARCHITECTES à ALGER recherche de urgence ARCHITECTE expérimenté pr conception et surveillance de chantiers. Départ immédiat. Bon salaire - Tél. 62-92-34.

CABINET BREVETS D'INVENTION

rech. Employé administrative, dactylo niveau Bac avec notions approfondies anglais et allemand. Poste d'avenir pour personnes sérieuses. Tél. : TEL. 37-50

Recherches MECANOGRAPHES sur Philips P 330 Trvx dactylo aide-comptable. 9 h.X13 j. 13 m. Sur 2 500 mens. Avantages de l'imprimerie, lib. de suite, se prés. P.A.S. 6, Imp. Guémenée, Paris-8. Ne pas téléphoner.

Bibliothèque, Gare Austerlitz (charlots) ch. Vendeur (seize) S'adresser M. LIBER.

Société produits chimiques Levelat pour service

DIRECTION FINANCIERE

recherche

JEUNE FEMME

bon niveau, initiatrice, initiatives, excellente dactylo, 8 h. 45 à 17 h. 45, 5 X 8, restaur. entrép. Tél. 01-74-40, poste 224.

Service financier exportation

Nous sommes une importante société du secteur mécanique : C.A. 2,5 milliards - Plusieurs usines - 40 % de notre activité à l'exportation.

Le responsable des affaires financières à l'exportation recherche un collaborateur pour le seconder dans l'ensemble de son action : Assistance financière et conseil aux exportateurs pour l'ensemble de nos produits - Recherche et montage des crédits - Evaluation des coûts et études de rentabilité - Relations avec les organismes publics - Suivi des opérations en France et à l'étranger.

Ce poste, impliquant de nombreuses relations avec les différents services de la société, conviendrait à un candidat possédant une solide formation financière (type E.C.S. finances comptabilité ou D.E.C.S.) et ayant acquis une bonne maîtrise des problèmes de financement à l'exportation dans une grande entreprise ou dans une banque.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous réf. NAM (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES 30 rue Verneil 75008 PARIS

Très Importante Société PRODUITS CHIMIQUES banlieue Nord recherche

CADRE COMMERCIAL

ayant expérience

ACHAT ET VENTE

de

PRODUITS SPÉCIALISÉS

pour poste

CHEF DE PRODUITS

(formation technique assurée si nécessaire)

Très belle situation et complément. Réf. G. 875.

CADRE COMMERCIAL

SUP. de Co. Chimiste industriel

pour poste

CHEF DE PRODUITS

Matières Prem. pour caoutchouc et Matières Plast. (formation technique assurée si nécessaire)

Bon vendeur, bon animateur, il aura à définir la politique de son département en matière de ventes à l'industrie. Réf. G. 876.

Adresser C.V. photo et prêt en précis. la réf. à :

I F O 3, rue Saint-Philippe-du-Roule, 75008 PARIS.

BRUEL & KJAER FRANCE

Division d'une importante société internationale, numéro un dans l'étude et la réalisation d'appareils de mesure de bruit et de vibrations, recherche pour ses agences de Marseille, Lyon et pour siège PARIS

JEUNES INGENIEURS

TECHNIQUE-COMMERCE

diplôme GRANDE ÉCOLE, spéc.Électronique

Intégrés à l'équipe BRUEL & KJAER, ils auront à gérer avec une large autonomie le secteur de clientèle qui leur sera confié.

Formation technique et commerciale assurée en FRANCE et par stages à l'ÉTRANGER.

Nous demandons aux candidats :

• expérience acoustique et vibration souhaitée,

• connaissance Anglaise,

• dynamisme et saines contacts humains,

• libérés O.M.

Haut niveau technique indispensable

Nous offrons :

• rémunération intéressante pour candidat de valeur. Fixe + % C.A. Volontaire.

• ambiance de travail agréable au sein d'une équipe jeune qui a déjà fait ses preuves.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions 10, 20, rue des Meuniers - 75012 PARIS.

Pierre Lichau s.s.

CHEF DES VENTES NATIONAL 100.000 F

Un des premiers fabricants français de confiserie (chocolats, sucreries) crée ce poste.

Basé à Paris et dépendant de la direction générale, il introduira sur le marché, dans le cadre d'un plan de Marketing, une nouvelle marque de chocolats.

Familier des circuits de distribution : revendeurs régionaux, détaillants habituels, etc. Il animera une équipe de vente nationale (15 représentants).

Par son action personnelle, il créera et développera en C.A. une des grandes entreprises V.P. collectives.

Homme de marketing (sans technicité) ayant le goût de l'action et le sens de l'efficacité il devra faire face à des objectifs ambitieux.

Prévoir au poste de Directeur des ventes et résultats prévus.

Documentation sur poste avant 1^{er} entretien

FRANCE

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (rel.) ss réf. 1182

MARKETING 54, rue des Petites Écoles 75004 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AU CANDIDAT

مكزا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
CHIFFER	25,00	30,35
ACHAT-VENTE-LOCATION	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	25,00	30,35
AGENDA DU MONDE	25,00	30,35
LA LIGNE T.C.	25,00	30,35

offres d'emploi

service financier exportation

Nous sommes une importante société de service financier spécialisée dans l'exportation et l'importation de produits et de services. Nous recherchons un responsable commercial pour le secteur de l'exportation. Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'exportation et de la gestion commerciale. Il devra être capable de gérer une équipe et de négocier avec des clients étrangers. Adressez votre candidature à : SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE, 10, rue de l'Opéra, Paris 1^{er}.

EMPLOIS : CARRIÈRES

CADRE COMMERCIAL

ACHAT ET VENTE
PRODUITS SPÉCULATIFS
CHIEF DE PRODUITS

CADRE COMMERCIAL

CHIEF DE PRODUITS
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

JEUNES INGÉNIEURS

TECHNICO-COMMERCE
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

CHIEF DES VENTES

NATIONAL
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

CHIEF DES VENTES

NATIONAL
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

CHIEF DES VENTES

NATIONAL
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

CHIEF DES VENTES

NATIONAL
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

CHIEF DES VENTES

NATIONAL
PRODUITS SPÉCULATIFS
ACHAT ET VENTE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	26,00	30,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

offres d'emploi

un directeur commercial exportation
Société de fabrication et distribution de petit matériel électromécanique employant 250 personnes dans la région NORD de PARIS recherche
Ce poste est placé sous le contrôle direct du Président Directeur Général et comporte la responsabilité complète du développement de l'exportation et de sa rentabilité, ainsi que le contrôle des bureaux étrangers.
Il conviendrait à un ingénieur diplômé ayant au minimum 5 années de références commerciales dont 3 de travail effectif de vente.
Il nécessite de nombreux déplacements de courte durée et la connaissance des langues anglaise et allemande.
Adressez C.V. manuscrit détaillé à No 39795 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Technitron
P.M.E. Electronique Professionnelle recherche :
— **UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMM.**
(ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE)
Agé au minimum de 30 ans, il devra avoir une formation de niveau ingénieur. Il aura acquis une expérience de conduite technique d'affaires au sein d'un bureau d'études, complétée par une expérience commerciale de plus de 4 ans dans le domaine de l'électronique professionnelle.
— **UN INGÉNIEUR COMMERCIAL**
(AVIONIQUE ET MARCHES MILITAIRES)
Ce poste conviendrait particulièrement à un Officier des services techniques de l'Armée de l'Air ou de la Marine, en poste ou ayant quitté l'Armée depuis moins de 5 ans.
Une bonne connaissance des produits aéronautiques basés sur une expérience de plus de 10 ans est nécessaire.
De bons contacts à haut niveau avec les techniciens et les acheteurs des services techniques des Armées et des industries de défense sont exigés. Anglais courant indispensable.
Envoyer C.V. et présentations, à : TECHNITRON, 8, avenue Aristide-Briand - 92220 BAGNEUX.

JEUNE CHEF DES VENTES REGIONAL Ile-de-France

Un des grands du ménage, entretien, articles décoratifs et utilitaires.
Rattaché à la direction commerciale, sa mission comportera trois aspects principaux :
- assurer d'hommes confirmés avec un fort ascendant, il sera capable d'animer une équipe de 4 V.P. exclusives.
- homme de contact et de terrain (75 %), habile négociateur, il fera réfléchir les produits de la société auprès des centres d'achat, hypers, groupements professionnels, etc.
- homme d'action et de marketing disposant d'une large autonomie, ses décisions s'inscriront dans le cadre de la politique commerciale de la société.
- Statut cadre. Frais remboursés.
- Libre déplacement.
Documentation sur poste avant 1^{er} entretien.
Envoyer C.V. manuscrit, C.V. détaillé, photo et lettre de motivation (rét.) à : 802, rue de la République 93, rue des Petites Écuries 75010 PARIS APPRECIATION PROFESSIONNELLE RÉMISE AU CANDIDAT

MUSEE PARISIEN recherche

responsable d'un groupe
(effectif 50 personnes)
D'ACCUEIL DU PUBLIC ET DE SURVEILLANCE
d'un ensemble de manifestations, d'expositions temporaires ou de collections de peintures et de sculptures.
Ce responsable renforcera l'équipe déjà en place, chargée d'assurer la direction et la coordination des problèmes d'accueil, de surveillance et de sécurité.
Entrée en fonction le plus tôt possible.
Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo sous réf. R.A.S. à J.N. TRINH 14, rue de Longchamp 92200 Neuilly

GAZOCEAN

Négociation internationale et transports de gaz liquéfiés
recherche pour renforcer SON DÉPARTEMENT GESTION DES FILIALES A L'ÉTRANGER
ADJOINT AU CHEF DU DÉPARTEMENT
Le profil :
- formation supérieure ou Grande École ;
- Anglais courant indispensable, deuxième langue souhaitée ;
- expérience approfondie de la gestion financière ainsi que des contacts et de la négociation.
RÔLE :
Au sein d'une petite équipe et sous la direction du chef du département, il aura la responsabilité directe d'un certain nombre de filiales dans les domaines suivants :
budgets, investissements, financements, tableaux de bord, relations avec les partenaires étrangers, contribution avec le siège social.
Ce poste comporte de fréquents déplacements à l'étranger.
Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur C.V. détaillé, accompagné d'une photo (retournée) et de leurs présentations à : GAZOCEAN, Service du Personnel, 21, av. George-V - PARIS (8^e).

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

est recherché par la filiale française d'un Groupe Allemand qui s'implante dans la banlieue de Paris.
La fonction, qui est à créer, consiste à assurer les travaux comptables en liaison avec l'informaticien des en Allemagne, à préparer les bilans, à suivre et relancer les clients, à établir les situations de trésorerie et à assurer toutes les déclarations fiscales et sociales.
La pratique de l'Allemand est fortement souhaitée.
Les personnes intéressées doivent, env. C.V. détaillé, lettre man., photo (retournée) et rémunération souhaitée à : 22, rue de la République 93, rue des Petites Écuries 75010 PARIS

TRES IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS POLYVALENTE DANS LE SECTEUR RURAL recherche

Un Jeune Collaborateur
DYNAMIQUE
pour prendre en charge une ligne de produits RAZAR, au sein de son service « Magasin de détail ».
Ce poste conviendrait à un candidat rompu aux techniques modernes de distribution, ayant une connaissance approfondie en marchandises générales et capables de :
- définir les collections ;
- négocier avec les fournisseurs ;
- suivre l'approvisionnement des points de vente.
Une expérience de quelques années dans une Centrale d'achat est indispensable.
• Lieu de travail : PARIS.
• Déplacements en province à prévoir.
Env. avec curriculum vitae et le n° T 061878 M à : Régie-Press, 85 bis, rue Bézoum - PARIS (20^e).

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE T.P. ET CANALISATIONS offre à :

UN JEUNE INGÉNIEUR
de formation T.P. débutant ou ayant une expérience de 1 à 2 ans
La responsabilité des études de prix et contrôle travaux dans une de nos agences parisiennes.
Ces fonctions évolutives vers de plus larges responsabilités nécessitent le sens de l'organisation, celui de la coordination et la solide ambition qui fera carrière dans une entreprise en pleine expansion.
Rémunération + avantages intéressants.
Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations, sous le numéro 51.895 B, RUE PUBLICITE, 17, rue Lebel 93000 VINCENNES, qui transmettra.

responsable produit

Nous sommes une importante entreprise industrielle française, leader dans son secteur d'activité.
Nous offrons à un jeune INGÉNIEUR (A.M. - ENSI ou équivalent) ayant déjà acquis une PREMIÈRE EXPÉRIENCE en milieu industriel, de débiter comme assistant de l'un de nos Chefs Produits. Il pourra ensuite évoluer en fonction de ses capacités d'adaptation.
Le poste, basé à Paris, comporte de nombreux contacts :
- en usine : participation à la définition et à l'orientation du produit ;
- en clientèle : analyse, promotion articles nouveaux ;
- avec les services internes, ventes et développements.
Veuillez adresser votre C.V. détaillé et manuscrit à No 30641 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

Groupe d'Engineering à vocation internationale recherche POUR SON DÉPARTEMENT GÉNIE CIVIL BANLIEUE SUD-OUEST INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

5 ans environ d'expérience professionnelle en Bureaux d'Études, maîtrise technique des structures en béton armé, charpentes métalliques et bois.
• Expérience confirmée dans l'évaluation des coûts de construction.
• Bonne capacité rédactionnelle.
• Connaissance de la langue anglaise.
• Perspectives intéressantes de carrière pour candidats dynamiques, rigoureux et imaginatifs.
POSTE À FOURVOIR RAPIDEMENT.
Adressez C.V. et présentations à : n° 40.180, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ingénieur produit

Paris
Sous l'autorité du Chef de Produit que vous assistez techniquement, vous suivrez les produits depuis leur conception jusqu'à leur mise en place chez les revendeurs : définition aux fournisseurs - suivi de la fabrication - réalisation des fiches techniques... De nombreux déplacements dans les usines sont à prévoir. Pour accéder à cette fonction vous êtes jeune, vous avez une formation technique solide (IUT) et vous avez l'expérience de l'équipement de la maison. La connaissance de l'italien est souhaitable. Ce poste à caractère commercial évoluera vers un poste comprenant de plus larges responsabilités. Réponse et discussion assurées à ces lettres man. - C.V. + photo + rémun. adressées à réf. A/6899-B à Mme Gref.

bernard juhiel psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

10 INGÉNIEURS HAUT NIVEAU

5 ans d'expérience minimum pour
ÉTUDES DE SYSTÈMES
dans les domaines suivants :
- Définition radar, infrarouge et sonar ;
- Navigation radio, inertielle, hybride ;
- Télécommunications ;
- Traitement du signal.
Envoyez C.V. sous réf. 6317 - P. LIGHEAU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES Région Paris Ouest, recherche pour son Service Informatique

UN INGÉNIEUR Grande École DÉBUTANT
Possédant de bonnes notions d'informatique, connaissance approfondie : recherches opérationnelles, analyses numériques.
Envoyez C.V. photo et références à n° 40.241, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ DE CONNEXION Bonlieux NORD-OUEST recherche

INGÉNIEUR A. et M. ou équivalent
2 à 3 ans d'expérience pour prendre la responsabilité de sa fabrication (approvisionnement, charges, délais, prix de revient, atelier).
Envoyez C.V. manuscrit et photo à n° 40.412, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

No 1 DU MARCHÉ DES PLATS CUISINES

recherche pour son usine de LAGNY
INGÉNIEUR de DÉVELOPPEMENT CHIEF de PROJET
HOMME ou FEMME
Ce poste requiert une formation technique supérieure dans le domaine agro-alimentaire et une expérience de quelques années dans le domaine cité.
Ses missions porteront notamment sur l'amélioration de produits existants et la création de nouveaux produits.
Adressez C.V., photo et présentations à WILLIAM SAURIN - SAINT-THIBAUT - 77400 LAGNY.

La Société Française des Téléphones ERICSSON

développe ses ventes à l'étranger.
Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école commerciale ou technique, avec formation économique complémentaire.
Vous parlez parfaitement l'anglais.
Votre dynamisme et votre intérêt pour la vente et la négociation vous rendent capable d'assumer les fonctions d'un
INGÉNIEUR EXPORT
Nous vous proposons de venir faire vos preuves au sein de notre département commercial.
Nous recherchons une première expérience dans un domaine proche ou similaire.
Adr. C.V. détaillé et présentations sous réf. 6828/F, Mlle MAUREL, Service Psychologie Industrielle, 146, bd de Valmy, 92077 COLOMBES CEDEX.

recrute directement

CHIEF de PROJETS

- Formation supérieure
- Minimum 2 ans d'expérience dans la conduite des projets informatiques
- Connaissance des techniques de gestion, notamment facturation et stocks.
Adressez C.V. avec photo et présentations à Mlle MAUREL et Informatique 16 rue Balu 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES ET MATIÈRES PLASTIQUES

recherche pour SON CENTRE DE RECHERCHES DORSAY
UN CHIMISTE
1^{er} ou 2^e DEGRÉ
ayant une bonne expérience dans le domaine des détergents (propriétés physiques, formulations). Des connaissances en systèmes seraient également appréciées.
Adr. C.V. et photo à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, réf. 3802, qui transmettra.

CENTI

recherche pour Applications Industrielles et de Transmissions
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Ayant pratique mini-ordinateurs 10020, MITRA 15, IBM 7, H.P.T. 2000, etc.
Envoyez C.V. à CENTI, 123, rue de Rennes 75006 PARIS ou téléphoner au 222-25-31. Réponse et discrétion assurées.

FILIALE FRANÇAISE IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE AMÉRICAINE PARIS (20^e) recherche

CHIEF COMPTABLE
Connaissance anglaise exigée. Ayant expérience méthodes COMPTABILITÉ AMÉRICAINE.
Envoyez C.V., présentations et photo à n° 40.307, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

chefs de projets

le matériel actuellement installé se compose de :
- deux 370/168 - 4000 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux téléprocessing.
Envoyez C.V. (sous référence 7377 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081-Paris La Défense.

Société SOMECA

123, rue de Neuilly, PARIS (16^e)
POUR FAIRE FACE À SON EXPANSION recherche

TROIS INFORMATIENS EN GESTION

DIPLOMÉ INGÉNIEUR ou ENS. SUP. - 1 à 3 ans expérience
PROGRAMMEURS CONFIRMÉS
CAP et ASSEMBLEURS IBM
TROIS PERROS VÉRIFS CONFIRMÉS
Envoyez C.V. présentations, à M. le DIRECTEUR TECHNIQUE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

directeur des ventes

85.000+
Vous avez à votre disposition une formation technique mais vous possédez surtout une réelle maîtrise de la négociation commerciale dans le domaine industriel. Vous êtes responsable de la promotion des produits et de la supervision des représentants du réseau de distribution. La Société offre des perspectives de développement de carrière. Répondre à nos offres à nos adresses : C.V. et photo à M. S. J. ou à M. S. J. 2002 à M. S. J.

bernard juliet psycom
83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ATTACHÉ COMMERCIAL

Age 25 ans minimum. Bonne formation générale. Baccalauréat de banque ou de formation professionnelle similaire.

Connaissance approfondie des services bancaires et expérience dans le contact clientèle. Indispensable de connaître les langues étrangères.

Envoyer C.V., photographies et photo, à M. S. J. 2002, COVAP, 40, rue de Châteauneuf, 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

souhaite s'attacher la COLLABORATION

d'un CADRE

de TRÈS HAUT NIVEAU

Ce cadre devra posséder une bonne expérience des techniques bancaires et financières. Il devra également avoir une formation professionnelle de haut niveau. Il résidera à PARIS et exercera ses activités au siège et en Province au sein d'une solide équipe pluridisciplinaire.

Ecr. en l. n° 36.552, à CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

LogAbax
Informatique

recherche pour la

DIRECTION REGIONALE PARISIENNE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

ATTACHÉS COMMERCIAUX

CONFIRMÉS sur ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion. Une formation supérieure de commerce et de techniques commerciales en gestion seront appréciées.

Adressez C.V., photo et prétentions à M. S. J. 2002, LogAbax, 85, av. Gambetta - 92150 Issy-les-Moulineaux.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE

SIEGE PARIS

recherche

L'ASSISTANT

DU CHEF COMPTABLE

Formation niveau B.P. - D.E.C.S.

Expérience comptabilité générale, déclarations fiscales dans importante société.

LIBRE TRÈS RAPIDEMENT

Adressez C.V., photo et prétentions, en l. n° 36.780 à : CONTEXTE PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

AUDIT EXTERNE

ET COMMISSARIAT

AUX COMPTES

Importante société de commissaires aux comptes recherche des collaborateurs expérimentés. Baccalauréat minimum, avant au moins 3 ans de pratique de la comptabilité ou d'audit. Expérience en commissariat aux comptes ou d'audit. Expérience en commissariat aux comptes ou d'audit. Expérience en commissariat aux comptes ou d'audit.

Envoyer C.V. à M. S. J. 2002, 40, rue de Châteauneuf, 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE

BÂTIMENT ET T.P.

proche bureaux de Paris

recherche pour son

DÉPARTEMENT BÂTIMENT

INGÉNIEURS

DIPLOMÉS

3 à 5 ans de pratique

OU

TECHNICIENS

AUTODIDACTES

CONFIRMÉS

pour postes

D'INGÉNIEURS D'AFFAIRES

T.C.E.

Ecr. avec C.V., photo, prétentions, en l. n° 40.310 CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION

IMMOBILIÈRE, FILIALE

D'UN GROUPE FRANÇAIS

IMPORTANT, recherche

UNE ATTACHÉE

COMMERCIALE

Elle sera chargée :

- Du secrétariat personnel du Directeur commercial ;
- De la coordination du service commercial ;
- Du suivi de l'information de la clientèle ;
- Des statistiques commerciales.

La poste nécessite une formation B.T.S. ou équivalent et une expérience professionnelle de plusieurs années.

Env. C.V., photo, prétentions, en l. n° 40.321, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

FISCALISTE

ENREGISTREMENT

pour travaux d'étude deux fois par mois. La connaissance et l'expérience de la législation de la fiscalité sont nécessaires.

Discrétion d'homme assuré. Ecr. en l. n° 40.009, CONTEXTE PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

METALLURGIQUE, SECTEUR

COURBEVOIE-DEFENSE,

recherche

PREPARATEUR

1^{er} échelon Titulaire B.T.S. en fabrication mécanique aig. a. Poste à pourvoir d'urgence.

Adressez C.V. détaillée à RAYMOND GAUTHIER, 107, bd. Malesherbes, 75017 Paris, qui transmettra.

STE OMERA recherche

pour ARGENTUIL

ASSISTANTE

SOCIALE

DIPLOMÉE

15 ans pratique minimum. Diplôme infirmière apprécié.

Ecr. OMERA, 49, rue Ferdinand Berthoud, 95-ARGENTUIL. Tél. : 961-22-40.

ENTREPRISE ETACHAITE

recherche

INGÉNIEURS

ET

CONDUCTEURS TRAVAUX

même débutants. Lieu de travail : GENNEVILLIERS. Tél. : 700-64-44, poste 269 p. r. v.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche

JEUNE CADRE

ayant travaillé années d'expérience en matière de transports, transports de containers, tarification « tout en bout ».

Anglais lu et parlé indifféremment.

Ecr. avec C.V. et prétentions en l. n° 36.780, CONTEXTE PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

ET D'AUTOMATISME

BANLIEUE SUD

recherche

INGÉNIEUR

MÉCANICIEN

formation B.T.S. ou équivalent. 3 à 4 ans industrie.

Pour développement et organisation des méthodes de contrôle et mises au point sur petits ensembles électroniques.

Ecr. avec C.V. et photo en l. n° 40.075, CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

BANLIEUE SUD-OUEST

recherche

INGÉNIEUR

MÉTHODES

FORMATION A.M.

Responsable services méthodes, mécaniques et câbles pour matériels électroniques professionnels.

Adr. C.V., photo, prétentions, en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE

METALLURGIQUE

recherche

INGÉNIEUR

Pour mise en route d'une fabrication de pièces métalliques ou pour la mise au point de matériels électroniques professionnels.

Ecr. avec C.V. et photo en l. n° 40.073, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

CHANTEUR-GUITARISTE

travail en studio, en concert, en tournée. Salaire mensuel de 10 à 15.000 francs. Mercredi 4 février, 210 boulevard de la Chapelle, 75010 Paris, 1^{er} étage, 126 avenue de la Chapelle, 75010 Paris, 1^{er} étage.

Organisation internationale

cherche

pour un poste au ZAIRE

INFRIMIERE

SANTÉ PUBLIQUE

avec 10 à 15 ans d'expérience professionnelle en milieu africain. Adressez C.V. et photo en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

STE FILIALE d'un PUISSANT

INGÉNIEUR ARTS ET

MÉTALLURGIQUE

même débutant, intéressé par l'achat d'un matériel professionnel (10 à 15.000 francs). Formation complémentaire en arts et métiers. Lieu de travail : Région parisienne (PARIS, BANLIEUE, GENNEVILLIERS). Situation stable et d'avenir certain pour candidat ayant des connaissances techniques et une expérience professionnelle de 10 à 15 ans. Adressez C.V. et photo en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

UN IMPORTANT

GROUPEMENT

recherche pour son

SIEGE (Paris)

DEUX ADJOINTS AU

DÉPARTEMENT MARKETING

1^{er} Poste : Responsable des activités ÉDITIONS/PUBLICITÉ : liaison Agence et Publicité, gestion Budget, suivi administratif, assistance aux Points de Vente...

2nd Poste : Responsable, en second, de LA POLITIQUE COMMERCIALE DE MARQUE

— Sur le plan : Etudes de marché, études commerciales...

— Poste à pourvoir rapidement. Adr. sous réf. C.V. et photo en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

URGENT - Pour MALAKOFF

DESSINATEURS

CATALOGUES

(Mécanisme générale) Expériences en dessin perspectives et vues techniques. Téléphonez pour rendez-vous : 26-56-50.

Pour Impression Société Engineering 21 SERVICE PLANNING REDACTEURS HOMMES AGENTS TECHNIQUES

Formation technique nécessaire Niveau B.T.S. ou D.U.T. 21 SERVICE PLANNING AGENTS TECHNIQUES

Connaissance méthode PERT. Tél. pr. rendez-vous ou sa prés. : SPAT, 10, rue de Valenciennes, Paris 11^e - 755-06-40

UN PROGRAMMEUR

expérimenté, 12 mois de durée de T.G. 11^e rue de Valenciennes, Paris-11^e.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

HOLDING INDUSTRIEL

créé un poste de

CONTRÔLEUR

INTERNE

Le candidat de formation supérieure comptable (D.E.C.S. min.) aura pour tâche le contrôle, au sein le plus large, de toutes les activités du Holding (réseau parisien et province).

Adr. C.V., photo et prétentions à M. S. J. 2002, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

DIRECTEUR FABRICATION

30 ans minimum. Formation grande école arts graphiques pour poste grandes responsabilités avec gestion, budget 10 millions de francs français. Ecr. en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

ANIMATEUR

confirmé pour

PERFECTIONNEMENT TARIAT

1/2 journée par semaine, début mars. Tél. pr. rendez-vous : 691-21-21.

ORGANISME LOISIRS

SPORTIFS à vocation sociale recherche pour son

SIEGE

PARIS

JEUNE COLLABORATEUR

GROUPE COLLECTIF

Apte à développer par lui-même rapidement ce secteur

Travail temporaire

Kelly Girl

recrute URGENCE

- DACTYLOS bilingues ;
- STENOGRAPHE (anglais) ;
- STENOGRAPHE (français) ;
- SECRÉTAIRES à tous niveaux ;
- Expérience et classement ;
- Excellentes salaires. Clientèle internationale. - Se présenter : 83, bd de la Chapelle, 75010 Paris (11^e). Téléphone : 389-47-20.

Société spécialisée dans

l'exploitation de parkings

(30.000 places) sur la France

recherche

pour son siège Paris (18^e)

Licencié

en Droit

débutant, pour lui confier dans le cadre du Secrétariat général :
• la rédaction de contrats ;
• l'analyse des dossiers ;
• certaines enquêtes et études.

Salaire de départ : 30.000 F +.

L'expansion rapide de la Société offre de larges possibilités d'évolution à une personnalité de valeur.

Ecr. avec C.V. sous réf. 10.004 à : PLEIN EMPLOI, 10, rue du Mail, Paris (2^e).

GROUPE Multinationale

recherche pour son

SIEGE (Paris)

DEUX ADJOINTS AU

DÉPARTEMENT MARKETING

1^{er} Poste : Responsable des activités ÉDITIONS/PUBLICITÉ : liaison Agence et Publicité, gestion Budget, suivi administratif, assistance aux Points de Vente...

2nd Poste : Responsable, en second, de LA POLITIQUE COMMERCIALE DE MARQUE

— Sur le plan : Etudes de marché, études commerciales...

— Poste à pourvoir rapidement. Adr. sous réf. C.V. et photo en l. n° 40.013, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

COMPTABLE

PRINCIPAL

capable tenir comptabilité complète sur O.S. 4/ab. bilan et comptes d'exploitation. Expérience en comptabilité. Env. C.V., photo et prétentions, en l. n° 51.322, 8 rue de Valenciennes, Vincennes, qui transmettra.

JEUNE FEMME CADRE

33 ans - ETUDES SUPERIEURES
Parfaitement Trilingue Français - Anglais - Arabe.
Expérience 4 ans SECRETARIAT GENERAL
établissement financier EUROPE et MOYEN-ORIENT.
Etudierait toute proposition pour poste similaire.

Ecrire sous la n° 32.098 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - PARIS (2^e).

P.D.G. 50 ANS

— Légion d'Honneur - Croix de Guerre ;
— Mérite National - Fondateur en 1948 de sa Société qui ne se passionne plus ;
recherche poste :

CADRE DE DIRECTION

dans Société Française ou Multinationale à créer ou à dynamiser en France, dans : 60.
Emploie actuellement 250 personnes.

Ecrire HAVAS CONTACT - 156, bd Hausmann, 75008 PARIS - N° 67.266.

DIRECTEUR DE PERSONNEL

38 ans, formation supérieure, possédant expérience approfondie de tous les aspects de la fonction, notamment en matière de négociations sociales, formation. Bénéficiaire premier ordre dans grandes entreprises à effectif important. Libre immédiatement. Recherche Paris ou Province, poste DIRECTEUR DE PERSONNEL ou SECRETARIAT GENERAL.

Ecr. en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, 1^{re}.

ARCHITECTE D.P.I.G.

— Expérience 10 ans, 10 ans de relations diverses ;
— Expérience 10 ans, 10 ans de relations diverses ;
— Créativité positive ;
— Étude de proposition, même dans 3 secteurs connexes. Ecr. en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, 1^{re}.

SECRÉTAIRE ÉDITION CADRE

15 ans, pratique, excell. réd., bonne sténodact., sach. rédiger, sér. comp. angl., ch. sil. éd., pressé. Ecr. en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, 1^{re}.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Agé d'au moins 25 ans. Sténodactylo confirmé sachant bien rédiger. Connaissance des langues étrangères appréciées. Capable d'assurer efficacement (disponibilité, discrétion, absence d'obligations familiales) et excellentes présentations.

Adr. C.V., photo et prétentions, en l. n° 40.166, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

L'immobilier

OFFICIERS MINISTRES

IMPORT-EXPORT

PARIS (17^e)

LES ESSARTS-LE-ROI (70)

IMPORT-EXPORT

PARIS (16^e)

(PUBLICITÉ)

ÉCONOMISER SUR L'ÉCLAIRAGE : illusions et réalités

PARMI toutes les utilisations de l'énergie, l'éclairage est, sans aucun doute, la plus voyante. Il paraît donc naturel, en période de disette énergétique, d'en réduire la dépense. De fait, parmi les mesures envisagées par le gouvernement et parmi les conseils prodigués par l'Agence pour les économies d'énergie, un certain nombre concernent exclusivement l'éclairage.

On conçoit bien qu'un effort ait dû être fait pour éliminer certains abus « visibles ». On peut se demander aujourd'hui, toutefois, s'il n'y a pas quelque danger à continuer de désigner l'éclairage comme l'un des grands coupables de notre déficit énergétique.

Très faible consommateur d'énergie (moins de 2 % de l'énergie primaire consommée chaque année en France), l'éclairage joue en effet un rôle considérable dans la sécurité des biens et des personnes, dans l'hygiène et la santé publique, ainsi que dans la production et la commercialisation des biens.

Les niveaux d'éclairage recommandés en France comptent parmi les plus faibles d'Europe, les professionnels de l'éclairage s'inquiètent de voir compromettre un progrès laborieusement acquis et stoppé, déjà, depuis 1961. Une politique de l'éclairage mal comprise ne risque-t-elle pas d'entraîner, pour la communauté, des dépenses supérieures à l'économie réalisée ? Est-il réellement possible d'économiser sur l'éclairage et, si oui, comment ? Ce sont les questions auxquelles nous allons tenter de répondre en donnant à chacun les éléments d'information et d'appréciation nécessaires.

2 % de l'énergie primaire pour s'éclairer

L'éclairage correspond en France à une consommation annuelle de

18 milliards de kWh. Il représente donc un peu plus de 10 % de la consommation électrique totale ou encore 2 % de l'énergie primaire consommée chaque année dans notre pays. C'est peu.

Lorsqu'elle prépare un repas, une ménagère dépense autant d'énergie que pour éclairer sa cuisine pendant un mois (à raison de trois heures par jour avec un tube fluorescent de 40 W).

Si l'on éteignait tout l'éclairage public en France pendant une année entière, on gagnerait l'équivalent-énergie de... quatre jours de circulation automobile !

Voilà qui illustre assez bien le faible appétit énergétique de l'éclairage.

Les Français s'éclairent peu

Pour leur éclairage, les Français consomment trois fois moins d'énergie chez eux que sur leurs lieux de travail.

Pour des familles comparables à tous égards, on trouve :

- En France 10 sources lum.
- En Suède 27 sources lum.
- Aux États-Unis 38 sources lum.
- Par ailleurs, la consommation électrique par habitant est la suivante :
- France 3 500 kWh
- Angleterre 5 400 kWh
- R.F.A. 6 000 kWh
- États-Unis 11 000 kWh

Faibles consommateurs d'électricité, les Français ne sont pas des gaspilleurs. Mais, quand on connaît le rôle joué par l'éclairage dans la réduction des accidents et de la fatigue, dans l'augmentation de la productivité et de la qualité du travail, ainsi que dans la préservation de la santé, on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une telle parcimonie lumineuse.

Le mauvais éclairage coûte cher à la collectivité.

Plus de la moitié de notre dépense nerveuse dépend de notre appareil visuel. C'est le professeur Grandjean, directeur de l'Institut du travail à l'École polytechnique de Zurich qui l'affirme. Diacone avec lui qu'un éclairage insuffisant ou inadapté est source de fatigue inutile, d'accident et de travail médiocre.

Comment, dès lors, prendre la responsabilité de restreindre, ou de supprimer, l'éclairage dans un pays où les niveaux d'éclairage recommandés n'ont pratiquement pas changé depuis quinze ans et sont parmi les plus bas d'Europe ? L'expérience inverse, au contraire, est probante :

Dans une usine mécanique de haute précision, la refonte du système d'éclairage a permis, pour cent mille heures de travail, une augmentation de la productivité et une baisse d'accidents de 2,57 à 0,83 %.

Dans un atelier de tissage, l'augmentation du niveau moyen de l'éclairage moyen de 38 à 285 lux (*) a fait chuter de 60 % le risque d'accident, diminué de 20 % le défaut-déchet et augmenté de plus de 15 % la productivité.

En matière de sécurité routière, les chiffres parlent mieux encore. Le pourcentage d'accidents nocturnes passe de 53 % pour les tronçons non éclairés, à 27 % pour les tronçons éclairés. Moitié moins. Quand on sait que cent accidents de nuit font onze à douze morts !

Voyez qui suffit à montrer qu'on n'économise pas impunément sur l'éclairage. Encore convient-il d'ajouter sur le plateau de la balance le coût indirect des méfaits d'un éclairage insuffisant : les dépenses médicales et hospitalières, les journées chômées et indemnisées, les dégâts matériels et... les dépenses d'énergie supplémentaires nécessaires pour organiser et réaliser les secours, les soins, les réparations...

Sans parler, à propos de l'éclairage public, de l'insécurité des biens et des personnes dans les rues obscures ni des dépenses nécessaires à la garantie de la sécurité dans ces conditions. Sans compter que, pendant six mois de l'année au moins, l'énergie gagnée par une réduction de l'éclairage intérieur devrait être compensée par un surcoût de chauffage : l'énergie-lumière se transforme, en effet, en chaleur.

Alors, où est l'économie ? On n'économise pas sur la lumière.

La lumière est donc à la fois un outil de travail, un instrument d'hygiène et de confort et un agent de sécurité. Toute économie de lumière par réduction ou suppression d'éclairage ne peut se faire qu'aux dépens des hommes, des entreprises et, en fin de compte, de la communauté tout entière. Conscients de cette réalité, les pouvoirs publics nous ont dit pendant des années que la lumière était nécessaire à notre santé, à

notre sécurité et à notre productivité.

Ils ne cessent de nous répéter que la vue, c'est la vie. L'argent dépensé pour ces campagnes — 6 combien justifiées — doit-il être passé aujourd'hui aux profits et

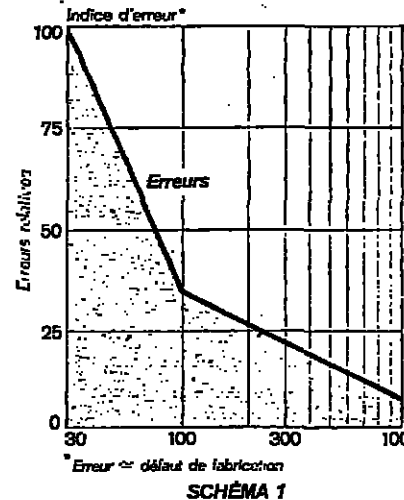
mille heures contre huit cent cinquante).

A l'atelier et dans la rue, ce sont les lampes à sodium, haute et basse pression, qui donnent le meilleur éclairage pour la consommation la plus faible. Combien de

des lampes, par exemple), les solutions ne manquent pas pour économiser l'énergie non pas SUR l'éclairage, mais bien GRACE à l'éclairage.

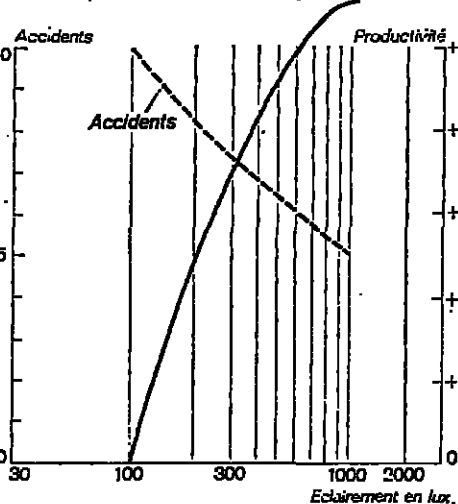
Conscients de l'effort d'information qui reste à accomplir, les

VARIATION DE L'INDICE D'ERREUR EN FONCTION DE L'ÉCLAIREMENT



SCHEMA 1

VARIATION DU TAUX D'ACCIDENTS EN FONCTION DE L'ÉCLAIREMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ



SCHEMA 2

pertes d'une politique de l'éclairage opportuniste. N'existe-t-il pas de solutions économiquement et techniquement plus satisfaisantes ?

Des lampes plus efficaces

Les sources lumineuses ont connu, en vingt-cinq ans, des progrès considérables en matière d'efficacité lumineuse. Pour un même flux lumineux, on peut dépenser aujourd'hui de cinq à quinze fois moins d'énergie qu'en 1950. De nouvelles lampes, répondant à tous les besoins, sont disponibles, grâce à l'effort de recherche des industriels. C'est peu de dire que tout n'a pas été fait pour inscrire ces progrès dans la réalité. A la maison comme au bureau, à l'atelier comme dans la rue, il est encore possible de réduire la consommation d'énergie tout en améliorant l'éclairage. Le tube fluorescent offre des solutions particulièrement intéressantes pour l'éclairage des magasins, des bureaux et des foyers.

On le trouve aujourd'hui en teintes diverses, dont certaines offrent une lumière agréable et chaude (plus rien à voir avec l'éclairage blafard des tubes destinés à l'industrie trop souvent imposés, encore, à un public mal informé).

Son efficacité lumineuse est de trois à cinq fois plus élevée que celle des meilleures lampes à incandescence, ce qui signifie qu'un tube de 40 W peut remplacer jusqu'à deux lampes de 100 W tout en consommant cinq fois moins. Il offre de plus, placé dans des luminaires à diffuseur, un incomparable rendu des couleurs, et sa durée de vie est nettement supérieure (cinq

routes, de places et de rues sont-elles encore éclairées à l'incandescence ?

Un entretien et un remplacement réguliers des lampes

Les deux grands ennemis de la lumière sont la poussière et le vieillissement des lampes.

Selon l'Institut national de sécurité, la poussière recouvrant progressivement les lampes et luminaires absorbe chaque mois de 2 à 16 % de la lumière, selon la propreté du local. C'est dire l'intérêt, fort peu coûteux, d'un entretien régulier des installations.

En vieillissant, les lampes perdent leur efficacité lumineuse. Cette perte s'accroît très rapidement dans les dernières heures de leur vie.

Il est donc tout à fait souhaitable de changer régulièrement les lampes avant que leur affaiblissement n'amène à allumer davantage pour obtenir la même lumière. Organisé systématiquement par lots d'âge, le remplacement des lampes réduit la consommation d'énergie en même temps que les frais de main-d'œuvre par lampe, allégeant d'autant le bilan d'exploitation de l'installation.

Les luminaires

La technologie des luminaires a beaucoup évolué ces dernières années. Ils sont devenus plus performants. Ils dépendent essentiellement de la « tâche visuelle » à considérer, c'est-à-dire du travail qu'ils doivent éclairer, du contexte architectural et décoratif ainsi que des critères de prix.

Économiser l'énergie en éclairant mieux

On le voit aux exemples mentionnés plus haut (ils ne sont pas exhaustifs, on pourrait aussi parler de la récupération de la chaleur

professionnels de l'éclairage se tiennent à la disposition de tous pour permettre à ceux qui le désirent de réduire leur consommation d'énergie tout en s'éclairant mieux. C'est là, en fin de compte, la seule véritable économie possible dans notre pays.

(*) Lux : unité qui sert à mesurer l'éclairement.

EXEMPLE D'ÉCONOMIE D'ÉCLAIRAGE DANS L'AMÉNAGEMENT D'UNE CUISINE

Considérons l'aménagement d'une cuisine de 10 mètres carrés environ. Voyons tout d'abord comment calculer son prix de revient si nous l'équipons en incandescence n. :

Pour un éclairage de 200 lux : puissance installée 200 watts (deux lampes de 100 watts, par exemple) ; pour mille heures de fonctionnement (c'est-à-dire la durée moyenne de vie de la source).
Consommation :
200 x 1000 = 200 kWh.
Prix moyen du kWh : 0,40 F.
Achat de lampes 5,30
Coût : 200 x 0,40 80,00
TOTAL 85,30

Calculons maintenant l'équipement de cette même cuisine en fluorescence :
Pour un éclairage de 200 lux : puissance installée 80 Watts (deux lampes de 40 Watts). Puissance absorbée totale, y compris l'appareillage, 100 W. Pour quatre mille heures de fonctionnement (durée moyenne de ce type de sources), compte tenu des allumages répétés.
Consommation :
100 x 4000 = 400 kWh.
Prix moyen du kWh : 0,40 F.
Achat de lampe (teinte de luxe) 19,20
Coût : 400 x 0,40 160,00
TOTAL 179,20
Soit pour 4 000 heures 179,20 F pour 1 000 heures 44,80 F

SOIT POUR 1 000 HEURES :
INCANDESCENCE ..F 85,30
FLUORESCENCE ..F 44,80

On comprend très vite l'intérêt d'une telle opération. Prix en vigueur au 30-11-1975.

Pour tous renseignements s'adresser au Syndicat des lampes et au Syndicat des constructeurs de matériel d'éclairage, 11, rue Hamelin, 75018 Paris. Tél. : 553-11-09.

DÉCLARATION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ÉCLAIRAGE SUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN RELATION AVEC L'ÉCLAIRAGE :

Lorsque survient la nécessité d'économiser l'énergie

PAR malheur, l'éclairage est probablement le mode d'utilisation de l'énergie le plus évident. Aussi, en cas de crise de l'énergie, de grands efforts s'exercent-ils pour en restreindre l'usage — souvent par une diminution des niveaux d'éclairage atteignant 50 % ou davantage — habituellement sans aucune logique ni méthode.

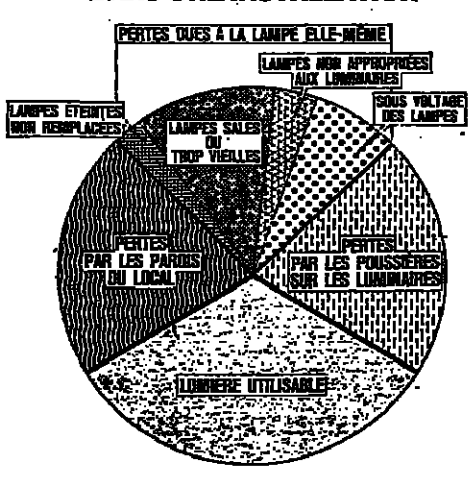
Une réduction de l'éclairage peut avoir un important effet d'ordre psychologique et rappeler au consommateur la nécessité d'économiser l'énergie. Cependant, se pose la très importante question des économies réelles dues à la diminution des niveaux d'éclairage. Pour y répondre, on doit prendre en considération toutes les sources d'énergie et les différentes façons dont l'énergie est utilisée — c'est-à-dire placer les choses dans leur exacte perspective.

Il est significatif qu'environ un cinquième seulement (et considérablement moins dans certains pays) de l'énergie électrique soit utilisée pour l'éclairage. Ainsi, d'après des estimations raisonnables, l'éclairage consomme de 2 à 5 % de l'énergie totale. En d'autres termes, la mise hors service de la totalité de l'éclairage intérieur et extérieur contribuerait relativement peu à remédier à une pénurie d'énergie.

Les coûts de l'énergie resteront probablement élevés dans un avenir prévisible, et cela rend encore plus impérative, pour l'éclairagiste, l'exploitation de toutes les informations et compétences à sa disposition. Lui-même — ainsi que les critiques qui mettent en question les niveaux d'éclairage couramment recommandés — doit se rappeler que l'éclairage a pour mission de permettre aux gens d'effectuer leurs tâches avec efficacité, précision, rapidité, sécurité et confort. La contribution de l'éclairage est indiscutablement positive. Les recommandations de la C.I.E. et des diverses associations nationales se consacrant à l'éclairage doivent donc être suivies de manière à obtenir les niveaux désirés de productivité et de l'environnement convenant au travail.

Toutefois, la C.I.E. affirme également qu'on doit réduire au strict minimum toute atteinte à la réalisation de l'objectif principal de l'éclairage : rendre les hommes capables de voir de manière à accomplir leurs tâches avec le maximum d'efficacité et de bien-être. En d'autres termes, notre but est de faire le meilleur usage de l'énergie disponible, humaine et physique.

EXEMPLE DE PERTES DE LUMIÈRE DANS UNE INSTALLATION



SCHEMA 3

VIENT DE PARAÎTRE

Guillaume Hanoteau vient de publier aux éditions Jean-Jacques Pauvert « Toute la lumière », un livre sur l'histoire de l'éclairage des cavernes aux villes-lumières.

La région parisienne

LE PREMIER AGE D'UNE VILLE NOUVELLE

Évry ou l'espoir de ne plus être une banlieue

ENTRE les deux recensements de 1968 et de 1975, l'agglomération nouvelle d'Évry (Seine-et-Marne), qui regroupe les communes d'Évry, de Courcouronnes, du Coudray-Montceaux, de Bondoufle et de Lisses, a vu sa population passer de 9 400 à 29 500 habitants, soit une augmentation de 148 %. D'ici à la fin du siècle, le nombre des Évryens quintuplera. D'ores et déjà, la ville nouvelle n'est plus seulement un enchevêtrement de chantiers au milieu des champs de betteraves. La vie commence à s'installer sur les places des quartiers. Les hommes s'approprient lentement une ville dont ils espèrent qu'elle cessera un jour d'être une banlieue.

L'automobiliste qui arrive de Paris par l'autoroute du Soleil n'a pas la tâche facile pour s'orienter dans les entrelacs des routes surdimensionnées. Un dernier virage, et, au bord d'une ancienne route départementale maintenant fermée à la circulation, s'étale un ensemble de pavillons de deux étages dans le prolongement du vieux bourg de Courcouronnes. Là résident les premiers habitants de la ville nouvelle, les pionniers qui ont, depuis quatre ans, souffert de la boue et de l'absence de transports en commun. Parmi eux, M. Bernard Labbé, membre de l'association syndicale La bon puits, était jusqu'en 1972 un banlieusard cent pour cent : « Ma famille et moi habitons la commune de Vigneux, située à une dizaine de kilomètres au nord d'Évry, raconte-t-il, et je travaillais comme instituteur à Paris. » Il décida de rompre avec le désert d'ennui de cette commune, magma de pavillons et de tours sans caractère. Il choisit de s'installer à Évry.

Pourquoi ? « Pour deux raisons, dit-il. La première, c'est que j'étais bénéficiaire d'un des derniers pavillons financés fort avantageusement selon le système de la loi Loucheur. La seconde, c'est que la ville nouvelle d'Évry m'emballait. J'avais le sentiment qu'elle deviendrait quelque chose et qu'elle me permettrait de retrouver certains équipements indispensables d'un village : école, par exemple, un lycée, un institut universitaire de technologie, un centre-ville. En plus, nous nous retrouvions à la campagne loin des embouteillages. »

Les premiers mois n'ont pas correspondu à son attente. Ses déplacements vers Paris se sont poursuivis. Il n'y avait aucune animation dans le vil-

lage et les voisins s'ignoraient : « A Vigneux, j'étais très intégré. Ici, à Courcouronnes, je ne connaissais personne. Oh ! certes, on échangeait des conseils et des outils sur le pas de nos portes, mais c'était tout. Pour rencontrer les gens, il fallait le vouloir. Avec d'autres, j'ai lancé l'idée que le syndicat de notre ensemble de pavillons ne devait pas être un professionnel, et c'est comme ça qu'est née notre association syndicale, qui m'a mis en contact avec beaucoup de monde. »

Des femmes s'ennuient

Aujourd'hui, M. Labbé est plus satisfait. Il travaille comme conseiller d'orientation à Sainte-Geneviève-des-Bois, aux portes de la ville nouvelle. Il est ravi du démarrage que celle-ci a connu depuis un an, grâce à l'entrée en service de l'Agora, du centre commercial, des gares et des transports en commun : « Avant, dit-il, ma famille et moi, nous ne sortions pas. Maintenant, ma fille a le choix entre la patinoire, la bibliothèque et le cinéma, et mes fils vont jouer au ping-pong à l'Agora en sortant du lycée, ouvert depuis quelques mois. »

Quels sont, selon lui, les défauts de la ville nouvelle ? Ils sont multiples : « Les femmes s'ennuient. Mon épouse avait beaucoup plus de contacts dans notre tour de Vigneux qu'ici. Je ne suis pas sûr qu'elle ait gagné au change. Ensuite, il y a le manque d'emplois, sur place, qui oblige les hommes à partir pour Paris et les femmes à ne rien faire. La circulation n'a pas été bien conçue. Je ne peux pas aller à la gare du centre à pied, car la route fait trop de détours et il n'y a aucun chemin pour les piétons. Nous sommes condamnés à la voiture. Enfin, nous ne savons pas grand-chose sur l'évolution de la ville. Nous avons l'impression qu'il y a quelqu'un qui décide tout seul. La participation de la population est inexistante. »

La participation des habitants. Voilà le maître mot lâché, celui qui parle à l'éducateur comme au responsable de la maison de quartier et à tous ceux qui regardent plus loin que leur bout de gazon. Dans un autre quartier d'Évry, celui du Champier-du-Coq, composé d'immeubles collectifs H.L.M. ou « accession à la propriété », certains habitants ont cherché à

participer et à sortir de leur isolement dès que leurs meubles et leurs tringales à rideaux se sont trouvés à leur place.

« Tout le monde voulait lancer quelque chose, raconte M. Marc Almeras, paysagiste de profession et responsable de l'association Le coq du Champier. Nous avons d'abord mené une enquête auprès des premiers habitants en 1972. À partir de ses résultats nous avons créé des commissions pour chaque besoin collectif décidé. Une commission s'est chargée du balisage du quartier. Une autre s'est battue en vain contre les P.T.T. pour obtenir un bureau de poste annexe. Une troisième a négocié avec l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle la création d'un terrain d'aventures qui n'avait pas été prévu pour les enfants. »

L'association a ensuite entouré le cheval de bataille de la maison de quartier. Elle souhaitait que celle-ci devienne son affaire et manifestait l'intention de participer à sa gestion. Côte municipale, on ne l'entendait pas de cette oreille, et le maire, M. Michel Boscher, député U.D.R., ne tenait pas du tout à se dessaisir de ses prérogatives au profit de « tribulations ». La maison de quartier est restée fermée pendant deux ans, avant qu'une coïncidence mal taillée soit trouvée.

Impôts trop lourds

L'affaire des impôts locaux a permis, de l'avis général, « une mobilisation extraordinaire ». En effet, au début de 1975, les « feuilles jaunes » ont enregistré la création du premier budget du syndicat communal de la ville nouvelle. Résultat : un appartement de quatre pièces situé au Champier-du-Coq devait supporter une charge fiscale de 71 % supérieure à celle d'un appartement identique de Courcouronnes. De plus, certains contribuables voyaient leurs impôts locaux augmenter de 30 à 50 %.

Au cours d'une assemblée très houleuse, les habitants ont dit à M. Boscher qu'ils ne voulaient pas être les vaches à lait de la ville nouvelle. Le maire leur a expliqué en long et en large un système fiscal qui, de son propre aveu, est un casse-tête chinois. Selon lui, il n'y avait pas plus de 11 % d'impôts supplémentaires à la charge des Évryens habitant dans les nouvelles

« urbanisations ». Trois cent soixante-dix-neuf pétitions adressées aux services fiscaux et le paiement à 70 % seulement des impôts locaux ont démontré que les principaux intéressés n'avaient pas été convaincus.

Et la patine ?

« Nos prochaines revendications porteront sur la couverture de la route nationale 7, sur les fumées de la chaufferie et sur les aberrations du stationnement, déclare M. Almeras. Malheureusement, le prêt, le maire et tout le monde nous considèrent comme des empêcheurs de danser en rond. Ils ne comprennent pas que ces conflits sont très positifs, que l'étude des problèmes de notre quartier est un moyen irremplaçable pour rendre les gens responsables. »

« L'affaire des impôts locaux a obligé les habitants à se rencontrer et à étudier les institutions de la ville nouvelle, dont ils se moquaient éperdument. Si le maire continue à tout étouffer en cherchant à résoudre les problèmes à notre place, il y aura du béton à Évry. Ça, oui ! Mais pas une ville nouvelle. C'est quand même curieux que l'urbanisme et les équipements soient d'aussi bonne qualité et que la gestion de la ville soit aussi peu novatrice. Les élus s'obstinent à nous considérer comme des handicapés auxquels il faut tout donner. » Ce à quoi M. Boscher répond qu'il est normal qu'un tant qu'élu il ne souhaite pas que les problèmes prennent de l'ampleur. Ce dialogue de sourds ne prendra pas fin de si tôt.

Même si Évry avait essuyé tous ses plâtres et si ses nouveaux habitants avaient pris le pouvoir, il manquerait encore quelque chose d'impalpable. « Évry n'a pas d'âme », diagnostiquent certains. Un Évryen, venu de Brétigny depuis peu, précise la nature du malaise : « À ma grande surprise, je retrouve avec une certaine nostalgie mon ancienne commune que je n'ai jamais pu oublier. Je me suis aperçu que ce sentiment tenait à la présence d'allées d'arbres qui se couvrent d'oiseaux migrateurs à l'automne. Ici, les arbres sont trop petits. Il faut qu'ils poussent. Il faut qu'Évry vieillisse et se patine. Mais la patine viendra-t-elle un jour ? »

Rendez-vous dans vingt ans, peut-être avant.

ALAIN FAUJAS.

D'UN DÉPARTEMENT À L'AUTRE

Hauts-de-Seine

DES VITRINES À LA DÉFENSE

L'ÉTABLISSEMENT public d'aménagement de la Défense (EPAD) a décidé de ne pas vendre mais de louer le terrain sur lequel sera construit le futur centre commercial de la Défense. C'est un nouveau exemple de l'utilisation du bail à construction, qui sera également appliqué dans le cas du centre commercial du forum des Halles.

Pourquoi louer ? Les pouvoirs publics se sont aperçus que l'ali-

nation des sols au profit des constructeurs privés permettait à ceux-ci d'empêcher de confortables plus-values. D'autre part, l'appropriation privée rend difficile l'évolution du régime d'occupation des sols. Enfin, les établissements publics d'aménagement préfèrent contrôler de bout en bout, par ce moyen, les constructions afin que les réalisations correspondent à leurs projets.

(PUBLICITÉ)

CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ DE L'ANCIEN VILLAGE DE CHARONNE

« Une Zone d'Aménagement Concerté, dite : « ZAC DE RENOVATION URBAINE DE L'ANCIEN VILLAGE DE CHARONNE », ayant pour objet l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de la construction de bâtiments d'habitation, a été créée (Arrêté Ministériel du 17-11-75) J.O. du 12 décembre 1975. »

Val-de-Marne

LES « MACHINES À VENDRE » TOURNENT ROND

LE temps n'est plus où les habitants étaient contraints de faire leurs emplettes dans la capitale. Les supermarchés, les hypermarchés et autres centres commerciaux se sont multipliés dans la périphérie de la capitale comme on peut le constater dans le Val-de-Marne.

Un mémorandum sur l'équipement commercial de ce département, publié par la direction de l'équipement et la détermination de la chambre de commerce et d'industrie, précise que les surfaces de vente y ont doublé entre le 1^{er} janvier 1971 et le 1^{er} janvier 1975. Elles sont passées de 325 000 mètres carrés à 631 000 en cinq ans. La surface de vente par habitant atteint aujourd'hui 0,47 mètre carré contre 0,37 en 1971.

La part des moyennes et des grandes surfaces s'est notablement accrue. Elles ne représentent qu'un cinquième de l'équipement commercial. Elles comptent désormais pour un tiers.

Le commerce traditionnel ne semble pas avoir trop pâli du lancement des « machines à vendre » de la Belle Epine et de Créteil puisque sa superficie s'est accrue de 58 %. Avec 413 000 mètres carrés, il reste la forme de distribution la plus répandue (66 % du total). A noter cependant que c'est dans les centres commerciaux (plus de vingt boutiques) que le commerce traditionnel s'est le plus développé (+ 64 %).

LE BILAN DE VILLAGEXPO

Mi-grogne mi-sourire dans les pavillons

EN 1968, le ministère de l'équipement, qui dirigeait alors M. Edgar Pisani, décida de promouvoir l'habitat individuel, en organisant une des premières expositions de pavillons sous le nom de Villagexpo, à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne). Neuf ans après, le village n'a pas résolu toutes ses difficultés. Les pouvoirs publics et les habitants font le bilan de cette expérience.

Qui se souvient de Villagexpo ? Pourtant, sur l'initiative du ministère de l'équipement, avec la participation du secrétariat d'Etat au logement et la bénédiction du District, ce village écrit de terre, construit selon des méthodes révolutionnaires pour l'époque, est expérimental la construction préfabriquée industrielle. En six mois, cent quatre-vingt-six maisons étaient assemblées sur le terrain, parfois même sans une pelle de ciment. Les aides financières dont avait bénéficié le projet ainsi que les techniques de construction avaient permis à Villagexpo d'avoir le statut H.L.M. Avantage de l'opération : le prix des pavillons ainsi construits oscillait entre 75 000 et 150 000 F. C'était en somme le rêve de la majorité des Français à portée de porte-monnaie. Trois cent cinquante mille personnes s'étaient précipitées à l'exposition, et, quelques mois plus tard, une centaine d'heureux cobayes s'installaient dans les pavillons.

Mais des difficultés apparurent bientôt : les habitants constataient des infiltrations d'eau dans les maisons, des moisissures, des fissures et des défauts d'étanchéité. L'isolation thermique laissait à désirer : les lectures trimestrielles de chauffage atteignaient parfois 1 200 F. L'isolation phonique était pratiquement inexistante dans les maisons mitoyennes : « Il suffisait de frapper contre la cloison pour communiquer avec ses voisins. »

La seconde tranche de maisons, construite en 1969, la troisième, en 1969, rencontraient les mêmes difficultés. Les habitants fondèrent alors une association, le conseil de village, qui multipliait les plaintes et les démarches auprès du maître d'ouvrage, une société H.L.M.

« Nous habitons des logements expérimentaux et nous nous attendons à rencontrer des complications, disent les habitants. Ce que nous reprochons à la société H.L.M., c'est de ne pas les avoir résolues

assez rapidement. » Mais ce litige n'est pas le seul à séparer les habitants de leur maître d'ouvrage. Selon la loi en vigueur à l'époque, les « villagexpo » avaient le statut de locataires attributaires, c'est-à-dire qu'ils devaient attendre vingt ans avant d'être définitivement propriétaires de leur pavillon. Ils étaient entre temps copropriétaires et actionnaires de la société H.L.M.

La législation ayant changé, les habitants devinrent copropriétaires avant la fin de l'année. En recevant les comptes définitifs de la société, le conseil de village a constaté que le prix total avait été dépassé. S'agissait-il de « spoliation », les habitants ont attaqué l'ex-coopérative en expropriation de comptes.

« Nous avons confié les litiges consécutifs aux défauts de construction à la justice, explique-t-on à la société H.L.M. Les lenteurs de celle-ci ne sont pas de notre fait. Quant au prix du village, il était provisionnel et non définitif. Une augmentation n'était donc pas exclue au départ. Nous tenons à la disposition d'un expert-comptable tous les marchés que nous avons passés avec les constructeurs. »

Malgré de « sérieuses difficultés », les habitants de Villagexpo reconnaissent que « l'expérience est concluante ». Ils y ont trouvé la possibilité d'acquiescer la maison individuelle qu'ils désiraient. Le ministère de l'équipement estime pour sa part « avoir accompli sa mission ». « Nous sortons de la reconstruction, déclarent les responsables de l'opération. A cette époque, un sondage avait démontré que la majorité des Français désiraient un lopin de terre et une maison particulière. Or les pavillons représentaient 3 % de la construction et les procédés utilisés demeuraient artisanaux. Villagexpo avait pour but d'informer les Français sur les techniques industrielles de constructions qui pouvaient satisfaire leurs goûts. »

C'est ainsi qu'est née l'idée de grouper différents modèles de maisons. Aujourd'hui, le mouvement est lancé, les sociétés constructrices organisent leurs propres expositions, pour 40 % la construction annuelle est consacrée aux maisons individuelles et les nouveaux concours organisés par le ministère de l'équipement mettent l'accent sur la qualité des logements et leur environnement.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

TÉLÉPHONE EN PANNE...

La banque ne répond plus

LE téléphone parisien s'emballe. Dans certains quartiers, les services des télécommunications recordent les abonnés en trois semaines. Reste que la qualité du service laisse parfois à désirer comme le prouvent les malheurs d'un établissement bancaire du quartier de l'Opéra à Paris.

« Désirant vous interroger sur notre en-cours d'escompte en vue de notre échéance du 10, nous n'avons pu, malgré plusieurs appels, téléphoner deux jours de suite, nous téléphoner au téléphone. » Des lettres et des télex de ce genre s'accumulent sur le bureau du directeur de la société C. Ses clients ne parviennent pas à la joindre, et ils s'impatientent comme ce chanteur célèbre qui menace de faire virer son compte « dans une autre banque dont le téléphone ne sonnera pas perpétuellement sans réponse ».

La standardiste de la maison est au bord de la dépression nerveuse. Il lui arrive de rester devant son meuble pendant vingt minutes sans aucun appel. Lorsque les lignes se débloquent, elle est l'objet de remontrances de la part des correspondants qui l'accusent de n'être pas à sa place pour répondre à leurs appels.

Depuis trois ans, la direction a prévenu les P.T.T. de ces anomalies ; elle a même fait jouer le « piston ». Rien n'y a fait jusqu'au printemps de l'année dernière, où l'administration lui a enfin répondu : « Aucune anomalie n'a été constatée. L'amélioration de la qualité des communications téléphoniques doit être recherchée du côté de l'installation dans votre établissement et non du côté des P.T.T. »

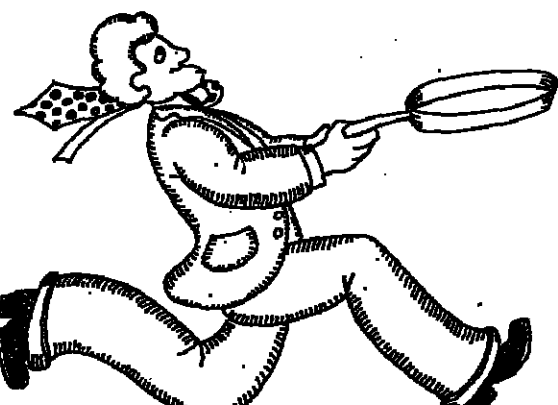
L'installateur privé auquel les P.T.T. renvoyaient la balle s'est empressé de la leur retourner : « Nous n'y sommes pour rien. » Les P.T.T. et l'installateur ont accepté de venir ausculter le standard téléphonique malade. Diagnostic : une ligne « arrivée » du central téléphonique « Tuilleries » ne fonctionnerait pas normalement.

Que ces embarras téléphoniques soient imputables aux uns ou aux autres, on peut s'étonner qu'il ait fallu trois ans pour que les P.T.T. prennent au sérieux les plaintes d'un usager. Il manque du personnel, dira-t-on. Pourquoi, alors, multiplier le nombre d'abonnés si l'on est hors d'état de leur garantir une qualité de service décente ? Souhaite-t-on multiplier les mécontents ?

loterie nationale

TRANCHE DE LA CANDELEUR

1 GROS LOT DE 1 500 000 F
TIRAGE MERCREDI 4 FÉVRIER
au CENTRE COMMERCIAL
de ROSNY 2



prix du billet 44 F, prix du 1/10⁵ F

C. S. T.L.G.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

Le nouveau mouvement autonomiste condamne les violences

L'assemblée constitutive du nouveau mouvement autonomiste corse (A.P.C.), a rassemblé quelque trois mille personnes, le dimanche après-midi 1^{er} février, à Cateraggio, sur la côte orientale. L'A.P.C. s'est clairement présentée comme l'héritière de l'Action pour la reconnaissance de la Corse (A.R.C.), dissoute l'été dernier par le gouvernement. Elle a condamné la violence et notamment les plastications. La nouvelle association, dont le secrétaire général est M. Marcel Bartoli, avocat à Bastia et défenseur d'Edmond Siméoni, compte notamment à sa tête deux syndicalistes C.F.D.T.

« L'autonomie de la Corse et l'appartenance à la République ne sont pas des notions contradictoires », a déclaré M. Bartoli. Il n'y a que le centralisme, auquel certaines classes dirigeantes françaises restent féroce-ment attachées, pour nous faire croire que l'autonomie constitue une atteinte à l'unité de la nation. Car, en définitive, quelle est la finalité de cette autonomie ? Rien d'autre que d'assurer l'épanouissement de notre identité culturelle et linguistique, la sauvegarde de notre civilisation, l'exploitation par les Corse des ressources dont nous sommes redevenables à la nature. Autant d'objectifs qui font l'unité de tous les Corse, quelles que soient leurs idéologies. »

« Nous ne sommes pas des racistes », a précisé M. Bartoli, mais nous sommes intrinsèquement sur un principe : en Corse, il ne doit y avoir qu'une seule communauté, la communauté corse formée par les Corse d'origine et ceux qui ont la volonté loyale de s'intégrer à nous, à notre histoire, notre culture, notre langue, nos traditions. »

Région parisienne

● LES LOGEMENTS DE GRIGNY (SUITE). — Le conseil municipal de Grigny (Essonne) avait organisé, le samedi 31 janvier, une réunion extraordinaire dans l'un des quatre cent cinquante logements inoccupés du grand ensemble de la Grande-Borne. Le maire communiste, M. André Rodriguez, a demandé que le prix des loyers soit bloqué et que soit stabilisé le montant des charges.

M. Pierre Juguin, député de l'Essonne, présent lors de cette réunion, a qualifié de « contre-jeu dérisoire » les déclarations de M. Pierre Perrin, conseiller général, au sujet des déchéances des appartements du grand ensemble. « Il y a cinquante mille logements vides en région parisienne », a déclaré le député communiste. « S'ils le sont tous pour malheurs, il faut que le gouvernement laisse sa place tout de suite. »

Retour à un jeu politique normal ?

De source officielle, on note le succès « remarquable » de la réunion de Cateraggio, en soulignant que « tout ce qui s'appuie sur des sentiments de solidarité à l'égard des « patriotes emprisonnés », a de la résonance ». Cela dit, « il n'est pas douteux, reconnaît-on, que les déclarations officielles des dirigeants de l'A.P.C. marquent un tournant étonnant, puisque ceux-ci condamnent à la fois la violence, le racisme et le séparatisme. On est loin des fanfaronnades d'il y a quelques mois. Bien sûr, ce ne sont encore que des discours d'ouverture, mais si, par la suite, ces tendances se confirment, on peut se réjouir d'un retour à un jeu politique normal ».

TRANSPORTS

M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, doit rendre publique, le mercredi 4 février dans l'après-midi, sa décision sur la demande franco-britannique de desservir en Concorde les aéroports de Washington-Dulles et de New-

Concorde aux États-Unis : décision mercredi

York-Kennedy. Cette décision se présentera, apprend-on de bonne source, sous forme d'un rapport d'une cinquantaine de pages très étayé sur le plan juridique. Le démarrage difficile de Concorde conduit à une réflexion plus approfondie

sur les objectifs et les moyens de la politique aéronautique, comme vient de le souligner, à Toulouse, M. Lucien Neuwirth, secrétaire général adjoint de l'U.D.R. Nous venons à ce dossier le point de vue d'un expert.

POINT DE VUE

Chère aéronautique

par PHILIPPE DIDIER (*)

LES Français n'en doutent pas : l'aviation est une des plus éblouissantes manifestations du progrès. Au surplus, l'aéronautique française fut illustre : Caravelle et Concorde donnent à penser qu'elle le demeure. Aussi, en ce domaine, le sentiment l'emporte-t-il sur la raison, et qui ne participe pas à l'enthousiasme général passerait vite pour un mauvais citoyen.

Dans cette conjoncture, les dossiers sont rarement examinés au fond. Leur aspect financier est particulièrement négligé. Allez donc parler gestion et rentabilité à qui œuvre pour la gloire des ailes françaises ! Il n'est pourtant pas inutile de connaître le coût des opérations que l'on conduit et, au-delà, de s'interroger sur leur utilité sociale.

Le secteur de l'aviation commerciale, pour diversifié qu'il soit, ne concerne qu'un nombre réduit de personnes. Il reçoit cependant des aides publiques très considérables. Les constructeurs aéronautiques en sont les premiers bénéficiaires. La contribution de l'Etat au programme Mercure, conçu par les Avions Marcel Dassault, s'établit à 710 millions de francs 1975 (1), soit, environ la moitié du coût de l'opération. Or dix avions seulement ont été acquis à contre-coût par Air Inter. Faute de clients, la série est interrompue.

L'aviation d'affaires, Falcon 50, également construite par la firme Marcel Dassault, est en principe destinée à la clientèle américaine. Mais, pour en commencer le développement, l'Etat

français a, tout d'abord, été sollicité : à cet effet, en 1975, 450 millions de francs d'autorisations de programme et 325 millions de francs de crédits de paiement ont été votés par le Parlement. On ignore les engagements pris par le destinataire de ces crédits.

S'agissant de Concorde, construit par l'Aérospatiale, les dépenses sont également partagées entre la France et la Grande-Bretagne. Tout compris, les seize appareils supersoniques actuellement programmés vont coûter à environ 34 milliards de francs actuels. Les frais d'études, de développement et de fabrication sont financés sur crédits budgétaires, prêts du Trésor et partiellement concours bancaires.

L'Aérospatiale, également produite par l'Aérospatiale, réalise en coopération européenne, notamment avec l'Allemagne fédérale, a bénéficié d'une aide de l'Etat qui atteint 2340 millions de francs 1975. La part française ne représente cependant que... 38 % du coût de ce programme.

Un concours permanent

La situation de l'Aérospatiale est financièrement fort mauvaise en raison du déficit de la division « avions ». Les déboires de l'aviation d'affaires Corvett et ont contribué

puisque ce modeste programme paraît avoir accumulé, à l'heure actuelle, 300 millions de francs de déficit. Mais la mévente du Concorde et de l'Albus en est le principal motif. Le contribuable doit donc soutenir la société, indépendamment de l'aide qu'il apporte aux grands programmes.

Au reste, on s'accorde à considérer que la gestion de la société n'a jamais été rigoureuse : état-major pléthorique, emplois maintenus quelle que soit la charge de travail, programmes insuffisamment étudiés, autorités de tutelle mal informées. Les déficits s'accumulent : 466 millions de francs en 1973 et 349 en 1974. Depuis 1970, l'Etat, par le moyen d'avances d'actionnaire, a bouché les trous : 95 millions de francs en 1971, 80 en 1972, 150 en 1974, 470 en 1975. En quelques années, le milliard va être dépassé.

La construction de dix Mercure, de quelques Corvett et de la part française de l'Albus ainsi que le démarrage du Falcon-50 auront ainsi coûté au contribuable français environ 4,5 milliards de francs. Ce total est supérieur à la contribution de l'Etat à la réalisation de l'ensemble des équipements publics de santé pendant le VI^e Plan. Faut-il donc que l'Etat dépense plus pour fabriquer quelques dizaines d'avions qui se vendent mal que pour moderniser nos équipements sanitaires et hospitaliers ?

Naguère encore, les grandes compagnies aériennes équilibraient leurs comptes. Depuis deux ans, les déficits sont apparus et on peut se demander si le concours des pouvoirs publics ne va pas tendre à devenir permanent. Ainsi, le contribuable, sollicité de participer largement à la construction des appareils, doit encore intervenir pour qu'ils puissent voler.

En 1974, le déficit d'Air France a atteint 542 millions de francs ; pour 1975, il pourrait être de l'ordre de 400 millions de francs. L'aide de l'Etat n'a pas manqué sous forme de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) ou de dotations en capital. Au total depuis 1970, la participation des collectivités à la continuation des activités de la compagnie nationale est de l'ordre de 2 milliards de francs actuels. Cette somme représente la contribution de l'Etat pour la réalisation de tous les équipements d'action sociale pour les cinq années allant de 1971 à 1975.

Air Inter ne reçoit pas des aides du même ordre. Il est vrai que cette compagnie subit des contraintes de service public moins onéreuses que celles qui sont imposées à Air France. Néanmoins, l'Etat doit compenser par une subvention les charges qui résultent de l'exploitation du Mercure : 58 millions de francs qui ont été versés à ce titre en 1974. Il en sera ainsi pendant de longues années.

Les compagnies régionales sont toutes subventionnées par l'Etat, par les collectivités locales ou par les chambres de commerce. Les déficits sont nombreux. Il arrive que l'aide publique représente la moitié du chiffre d'affaires.

Le prix du béton

L'aide publique est donc nécessaire pour que les avions commerciaux soient construits et pour qu'ils volent. Il faut aussi y avoir recours pour qu'ils décollent et qu'ils atterrissent. Les aéroports sont, en effet, de gros consommateurs des crédits de l'Etat et des collectivités locales.

L'aéroport de Paris, au cours des dernières années, a établi, sur des perspectives de trafic déraisonnables, des programmes d'investissement exorbitants. Il a également recruté du personnel sans précaution. Le déficit d'exploitation, qui était de 23 millions de francs en 1974, atteindra environ 80 millions en 1975. De 1966 à 1975, l'Etat a accordé à cet établissement public, sous forme de subventions, de dotations en capital et de prêts du F.D.E.S., une aide de 3,3 milliards de francs actuels. Celle-ci représente une fois et demi l'effort consenti par l'Etat pour développer les équipements culturels au cours du VI^e Plan.

Les aéroports de province n'ont pas été oubliés par la puissance publique. Toutes aides confondues, l'Etat leur a versé, de 1966 à 1975, une somme globale supérieure à 2,3 milliards de francs actuels. Si

l'on y ajoute l'aide des collectivités locales et des chambres de commerce, le contribuable aura versé environ 3 milliards au cours de cette période. Il s'est agi parfois de financer des réalisations de prestige comme l'aéroport de Lyon-Satolas, aucunement justifiées par l'évolution du trafic. D'autre part, chaque département et territoire d'outre-mer en est presque à demander sa part pour avions gros porteurs, ce qui n'est pas toujours raisonnable. De 1966 à 1975, l'Etat leur a versé, à ce titre, 700 millions de francs actuels.

Au total, en dix ans, le contribuable a apporté l'équivalent de 7 milliards de francs 1975 pour améliorer notre infrastructure aéroportuaire. Le béton a coûté cher. Cette somme représente cinq fois la contribution de l'Etat à la réalisation des équipements publics, dans le domaine de la formation professionnelle, au cours du VI^e Plan.

Pour 3 % des Français

Les milliards ainsi dépensés ont été prélevés sur les contribuables et pour une très grande part sur les redevables des impôts d'Etat. Les aides à l'aviation commerciale s'analysent donc comme un transfert de la part de tous les membres de la communauté nationale, y compris les plus modestes, vers des catégories professionnelles déterminées.

Or les effectifs de ces catégories sont relativement réduits. La construction aéronautique emploie cent six mille personnes environ. Bien que l'évaluation soit délicate, on peut estimer qu'en moyenne le quart environ de cet effectif travaille sur les avions commerciaux, soit approximativement un millième de la population active.

Les salariés de la construction aéronautique occupent, dans l'éventail des revenus, une place enviable. La moyenne annuelle des frais de personnel par agent, charges sociales comprises, s'est établie, en 1974, à 57 100 F à la SNECMA, 68 700 F à l'Aérospatiale et 60 700 F à la firme Marcel Dassault. Les compagnies aériennes versent aussi des salaires importants. En 1974, les frais de personnel par agent, charges sociales comprises, se sont situés pratiquement au même niveau pour les compagnies Air France, Air Inter et UTA, soit entre 72 800 F et 73 400 F.

L'aide des pouvoirs publics ne bénéficie pas seulement aux constructeurs et aux transporteurs et à leur personnel mais encore aux passagers aériens, dès lors que le prix du billet est inférieur au coût du transport. Les clients sont largement subventionnés, notamment sur le réseau international, où la concurrence est vive. Est-ce justifié ?

En dépit du développement du transport aérien et de la part qu'y prennent les voyages touristiques, cette activité ne concerne qu'une très faible proportion de la population : environ 5 % aux Etats-Unis et peut-être 3 % en France. Parler de démocratisation relève encore de l'abus de langage. La clientèle d'Air France est composée, pour les deux tiers environ, de passagers à revenus élevés (dirigeants, cadres, professions libérales...) ; pour la moitié d'entre eux, les passagers sont des étrangers.

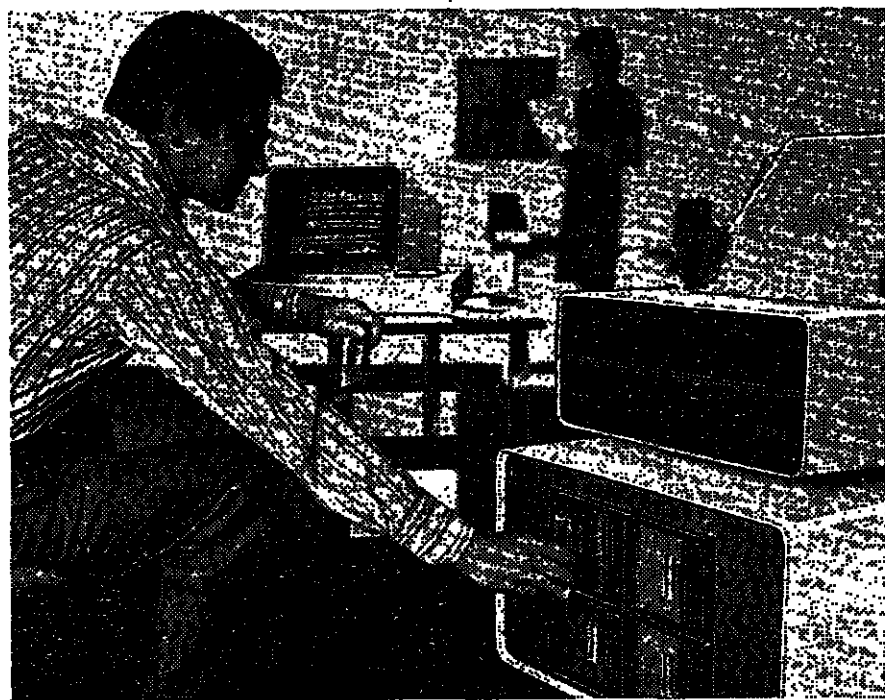
On peut ainsi admettre que les subventions payées par les contribuables sont destinées, à concurrence de 80 %, soit à des étrangers, soit à des Français à haut niveau de revenus. Une grande partie de ces passagers voyageant pour des raisons professionnelles, ce sont en définitive, les entreprises françaises ou étrangères qui se trouvent largement bénéficier des fonds publics. Le caractère antisocial de ces transferts est patent.

L'aviation commerciale mobilise d'énormes capitaux pour le bénéfice d'un petit nombre. Cette activité ne subsiste que grâce à l'aide des pouvoirs publics. Elle fonctionne comme un important appareil de redistribution à l'envers où le pauvre paie pour plus riche que lui. Elle mobilise des ressources qui seraient socialement mieux utilisées ailleurs. Dans la conjoncture actuelle, les choix devront être plus rigoureux que naguère. Il importerait de faire payer le transport aérien à son coût et de mieux mesurer le montant et l'incidence du concours de l'Etat.

(*) Experts aéronautiques.

(2) Les diverses aides publiques allouées dans cet article figurent dans les documents budgétaires. Elles ont été converties en francs constants pour tenir compte de l'inflation monétaire.

Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des tracés de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers... etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisé.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogez-vous-mêmes la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'égard de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

ALVAN
94, RUE LAURISTON 75016 PARIS
TEL. 553.19.75-727.24.92-727.74.22-TELEX : 620963

Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

sons engagement

M.

Fonctions

Firme ou organisation

Adresse

..... Tél.

☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Libres opinions

SAUVER LA SÉCURITÉ SOCIALE

par le docteur SAVY (*)

L'ASSURANCE-MALADIE accuse un déficit grandissant dont personne ne se sent responsable : l'assuré ne connaît ni le montant réel de ses cotisations sociales, près de 40 % de son salaire, ni l'importance de ses dépenses, que la Sécurité sociale prend chaque jour plus en charge, sans même, bien souvent, qu'il en sache le montant ; les administrateurs de la Sécurité sociale, nommés à l'issue d'un choix arbitraire qui confère à certains collectivités un véritable monopole, ne sont plus responsables de leurs actes ; les assurés qui les élisent, avant 1968, au suffrage universel ; le corps médical, tout au plus, est accusé d'être généraliste de dépenses de santé, alors qu'il ne peut ni contrôler la demande, ni fixer les prix des diverses prestations, ni définir les règles de son exercice professionnel.

La fiscalisation, partielle ou totale, de la Sécurité sociale ne résoudra pas ce problème et les Français paieront en impôts ce que leurs cotisations d'assurés ne suffisent plus à assurer. Il appartient donc au gouvernement de restituer :

● LA RESPONSABILITÉ DES ASSURÉS, en leur faisant prendre conscience, par une feuille de paie-vérité, de la réalité de leurs cotisations qui leur sont cachées depuis trente ans et de la réalité de leurs dépenses en limitant tout système de tiers payant aux cas réellement sociaux. La gratuité n'empêche que l'insécurité et la gaspillage, et elle coûte beaucoup plus cher à chaque Français en cotisations et impôts. La mutualisation de la Sécurité sociale en cotisations de dimension humaine éviterait les abus favorisés par l'anonymat.

● LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS DE S. S., payés pour leur fonction, qui doivent à nouveau être élus au suffrage universel, par les assurés, sur le lieu de leur domicile, et être personnellement responsables devant eux de la gestion de leurs caisses, dont l'autonomie sera garantie, l'Etat devant en assurer le contrôle et non la tutelle.

● LA RESPONSABILITÉ DU CORPS MÉDICAL invité à participer librement à la politique de santé et à la mise au point de saines conventions, dont les assurés sociaux ne doivent plus être les « otages », comme c'est le cas depuis quinze ans : on ne peut construire la paix sociale sur l'injustice et la méfiance.

Il faut d'urgence mettre en œuvre un plan d'économie en ce qui concerne les dépenses hospitalières et pharmaceutiques. On pourrait proposer notamment :

● UN ALÈGÈMENT DES DÉPENSES HOSPITALIÈRES comprenant :
— Un service d'aides ménagères, prises en charge par les caisses, permettant d'éviter des hospitalisations « sociales » et de réduire de quatre à dix fois le coût d'affections bénignes ;
— Un contrôle des prix de journée, actuellement établi à posteriori, système aboutissant à des variations importantes d'un hôpital à l'autre ;
— Une organisation des hospitalisations sur rendez-vous (sauf les urgences) permettant de prévoir, dès l'arrivée, les examens complémentaires ;
— Une réelle responsabilité des chefs de service, en particulier en matière de gestion, afin qu'ils soient libérés des tutelles administratives et puissent diminuer la durée des hospitalisations ;
— L'affaiblissement des services ainsi libérés à un rôle de désencombrement, à prix modérés, dans l'attente de la sortie des malades ;
— Une libération de la politique de l'hospitalisation privée, qui permet, dans de nombreux cas, une réduction de dépenses très importantes par rapport au secteur public ;
— Une prise en charge par les ministères intéressés des frais de recherches et d'enseignements.

● UN ALÈGÈMENT DES DÉPENSES PHARMACEUTIQUES :
— Par l'alignement de la T.V.A. de 20 % des médicaments sur celle de l'alimentation qui est de 7 % ;
— Par l'indexation du prix des médicaments, afin d'éviter la disparition des produits les moins coûteux ;
— Par la suppression des vignettes favorisant le remboursement de produits achetés directement par les assurés.
Ces mesures sont de nature à sauver la Sécurité sociale des graves déficits qu'elle connaît. La France ne peut plus poursuivre dans ce domaine une politique de pays riche. Le gouvernement doit avoir le courage de faire comprendre aux assurés le sens de leurs responsabilités.

(*) Président de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine.

La Confédération des syndicats médicaux confirme son rejet de la convention avec les caisses

La C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français), réunie en assemblée générale, le 1^{er} février, a confirmé qu'elle ne ratifierait pas le projet de convention établi, pour cinq ans, entre les représentants des praticiens et

ceux des caisses d'assurance maladie. Ces dernières ont approuvé ce texte, sauf la Caisse des travailleurs indépendants.

La Fédération des médecins de France, groupement minoritaire, ayant, elle, donné son acceptation, la convention peut devenir applicable après agrément du ministère du travail. Les assurés auraient donc les mêmes remboursements que ceux du passé, mais le règlement des questions litigieuses risque d'être encore plus difficile.

Le docteur Monier, commentant la décision de la C.S.M.F., qu'il préside, a déclaré que ses amis avaient voulu s'opposer à « la tentative » de la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés — son principal interlocuteur dans cette affaire — « d'instaurer une médecine de caisse, mettant les médecins sous la coupe directe de l'organisme payeur ».

Le point le plus épineux de cette négociation qui se poursuit depuis l'automne dernier est, en effet, l'article 18, qui permet aux caisses de sécurité sociale de créer des centres de soins expérimentaux, après entente avec les syndicats médicaux. En cas de désaccord, les deux parties peuvent avoir recours à une procédure de médiation, mais la C.S.M.F. a jugé que cela ne constituait pas une garantie suffisante. Certains administrateurs de caisses qui regrettaient cette attitude n'excluaient pas que d'autres motifs — relatifs aux tarifs médicaux — par exemple — aient pesé sur la décision de la C.S.M.F.

● AU JAPON, les prix de détail ont baissé de 0,1 % en décembre par rapport à novembre. En un an, la hausse est de 7,6 %. Elle atteignait presque 25 % il y a un an, à la même époque.

SYNDICATS

M. Ségué : le pouvoir pratique la politique du fait accompli

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Georges Ségué a participé le 31 janvier, au Chambon-Fénelles (Loire), à l'inauguration d'une rue Benoit-Fraichon. Auparavant, le secrétaire général de la C.G.T. avait rendu hommage à l'action de son prédécesseur, puis avait déclaré :

« Jamais le rôle des syndicats en tant qu'interlocuteurs économiques et sociaux n'a été aussi rapetissé. »

« Le patronat exige, le pouvoir consent. Ensemble, ils décident unilatéralement, tranchent en tout et pour tout. C'est la politique du fait accompli sur toute la ligne. Ce fut le cas dès 1953, à propos de l'âge de la retraite et de la durée du travail ; c'est le cas pour les négociations salariales en cours dans le secteur public,

pour la Sécurité sociale, victime de mesures liquidatrices et menacée de nouvelles mutilations. »

« C'est le cas dans les commissions du Vii Plan, où le gouvernement et le patronat, ignorant totalement les arguments et les suggestions syndicales, poursuivent comme si nous n'existions pas, la mise au point d'une entreprise dominée par les insatiables appétits d'une caste de grands privilégiés. Dans ces conditions, il ne saurait être question, pour nos représentants, qu'ils acceptent le rôle de figurants d'une mauvaise farce dont les travailleurs seraient les dinosaures. »

M. Ségué a conclu en affirmant que les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. allaient se réunir très prochainement pour relancer en commun l'action revendicative.

EMPLOI

La direction de Ronéo dément catégoriquement toute intention de licenciement

A la suite d'informations diverses, émanant notamment de l'A.F.P., nous avons publié dans nos éditions datées du 31 janvier, une nouvelle selon laquelle Ronéo-France menaçait de licencier sept cents personnes.

La direction de cette société nous écrit qu'il n'en est rien. La compagnie Ronéo se bat contre la crise depuis plus d'un an et demi. Elle y fait face sans procéder à un seul licenciement dans sa principale usine de Noyon, où l'horlaire a été maintenu à quarante et une heures, sauf en novembre 1975, où il a été de quarante heures. Elle a également, par suite d'une gestion rigoureuse, maintenu intacts ses moyens financiers.

Fin décembre, un revirement de tendance est apparu sur le plan commercial. Des mesures ont été étudiées pour augmenter la production de l'usine de Noyon et l'horlaire devait passer à quarante-trois heures, et une certaine embauche était même envisagée.

Étant données les mesures envisagées pour accroître la production, la direction de Ronéo a donc pu facilement démentir catégoriquement les informations selon lesquelles elle aurait licencié sept cents personnes. Elle a formé le comité d'établissement de son usine de Noyon de son intention de licencier tout son personnel, soit sept cent vingt-deux personnes, et de mettre en chômage technique les deux mille salariés de son unité de production des Lilas (alors que cet établissement n'en comporte guère plus de six cents).

Selon les mêmes sources, ces décisions auraient été prises pour trouver une solution à des difficultés financières frappant la firme depuis deux ans.

La direction de Ronéo a démenti également avec vigueur

cette information qui est dénuée de tout fondement et de surcroît aberrante.

LE TAUX D'INDEMNISATION DU CHOMAGE PARTIEL SERAIT RELEVÉ DE 10 %

Un accord de principe relatif à l'indemnisation du chômage partiel a été conclu entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales de la métallurgie le 2 février. Il pourrait être signé le 3 février, après certaines mises au point.

Le projet reconduit, en augmentant de 10 % les taux, les principales dispositions de l'accord précédent, signé le 23 juin 1975. Celui-ci avait été prorogé jusqu'en février. Il comportait pour l'essentiel :

● Indemnisation à 50 % du salaire, pour toutes les heures perdues en dessous de 40 heures par semaine ;

● Indemnité minimale de 7,70 F (au lieu de 7 F) à compter du 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin. Si les négociations engagées avant cette date n'aboutissent pas, il était prévu que le chiffre serait porté à 7,90 F du 1^{er} juillet au 30 septembre ;

● Paiement des congés payés, en tenant compte des indemnités perçues par les salariés en activité.

Le C.N.P.F., a repris ces engagements, en les actualisant, sans avoir encore reçu la réponse du ministre du travail concernant le relèvement de la fraction des indemnités prise en charge par l'Etat. Ce dernier rembourse actuellement aux employeurs 2,60 F l'heure entre 0 et 30 heures de chômage partiel, 3,50 F entre 30 et 160 heures, et 4,50 F entre 160 et 470 heures. Les employeurs demandent que le décompte des heures indemnisées parte de juin 1975, pour une année, alors que les pouvoirs publics estiment qu'il faudrait repartir de zéro au 1^{er} janvier.

Les syndicats ont réclamé un taux d'indemnisation minimale égal au S.M.I.C., soit actuellement 7,39 francs.

AGRICULTURE

Un premier dossier pour M. Tiberi : la résorption des excédents laitiers

Le nouveau secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires, M. Jean Tiberi, dont les attributions n'ont pas encore été précisées, vient de se voir confier un dossier épineux : la résorption des excédents de poudre de lait.

On sait que les organismes stockeurs la C.E.E. ont engrangé ces derniers mois quelque 1,2 million de tonnes de lait en poudre dont personne ne veut. Pour éviter de brader ce stock à l'Union soviétique, comme naguère le beurre ou le bœuf — opérations mal comprises, à juste titre, de l'opinion publique, — les experts de Bruxelles ont imaginé de porter l'aide alimentaire aux pays de la faim à 200 000 tonnes et d'incorporer la poudre aux aliments des porcs et volailles. Le calcul est relativement simple : une fois distribuée l'aide alimentaire, il restera 1 million de tonnes ; la production communautaire « contrôlable » d'aliments composés étant de l'ordre de 50 millions de tonnes, il suffit d'y ajouter 2 % de poudre de lait pour résorber les stocks. Il convient de rendre cette opération obligatoire et de vendre la poudre 3 francs le kilo, comme pour les aliments d'alimentation des veaux, afin de « limiter » la perte financière à 2 francs par kilo.

« Inacceptable, ruineux... », ont clamé les fabricants d'aliments, industriels ou coopératifs, qui ont multiplié les interventions auprès du ministère de l'Agriculture. Les services de la rue de Varenne ne se sont guère rendus à leur argument : ils comptent négocier une hausse du prix du lait plus substantielle que celle qui est proposée par la Commission européenne en contrepartie des mesures de résorption des stocks. Le Syndicat national des industriels de l'alimentation animale (S.N.I.A.) s'est lui-même retourné vers le nouveau secrétaire d'Etat, M. Jean Tiberi, « à cheval » sur les milieux de l'industrie et de l'agriculture.

Dans une lettre qu'il vient de lui adresser, le président du

S.N.I.A., M. Jean Abonnenc, développe trois points :
— L'incorporation de poudre de lait dans les aliments provoquerait une hausse de l'ordre de 5 % de leur coût de revient, ce que la direction des prix pourrait refuser, mais surtout ce qui aggraverait la situation financière des éleveurs de volaille, dont la marge bénéficiaire est faible ;

— L'obligation d'incorporer de la poudre ne deviendrait effective que dans les usines fabriquant plus de 10 000 tonnes d'aliments par an (350 sur 950) ; un véritable marché parallèle serait donc créé ;

— Enfin, cela risquerait d'accroître le mécontentement de cette activité et de provoquer le licenciement de trois mille à quatre mille salariés sur les vingt mille qui y sont actuellement employés.

Les industriels se sont également adressés aux principaux responsables paysans pour leur faire remarquer que la solution préconisée par Bruxelles revenait à faire payer aux éleveurs de porcs et de volailles la résorption des excédents laitiers. « Une politique de l'industrie alimentaire est aussi importante que la politique agricole », écrit M. Abonnenc à M. Tiberi. Reste à voir quelles considérations l'emporteront, alors que les campagnes sont en effervescence. — A. G.

EUROPE

L'adhésion de la Grèce à la C.E.E.

M. CARAMANLIS MET LES « NEUF » EN GARDE CONTRE L'AVIS DE LA COMMISSION

Athènes (A.F.P.). — Recevant, samedi 31 janvier, les ambassadeurs des pays de la Communauté européenne, M. Constantin Caramanlis, premier ministre grec, les a mis en garde contre les conséquences graves que pourrait entraîner la prise en considération de l'avis « réservé » de la Commission européenne quant à l'adhésion de la Grèce à la C.E.E.

Un communiqué officiel, diffusé à l'issue de l'entretien, affirme que « l'avis émis par la Commission repose sur des arguments inacceptables, tant au point de vue moral que du point de vue politique ».

« M. Caramanlis a souligné, ajoute le communiqué officiel, que les gouvernements des Neuf existent eux-mêmes encouragés le gouvernement grec à déposer une demande d'adhésion, sans lier celle-ci à quelque condition que ce soit ».

Le communiqué conclut que « M. Caramanlis a exprimé le souhait que les pays membres de la Communauté européenne corrigeraient l'erreur commise par la Commission européenne, mais il ne désire ni ne peut forcer la C.E.E. à accepter l'adhésion de la Grèce si celle-ci porte, d'une façon ou d'une autre, atteinte à la dignité nationale du peuple grec ».

FOIRES ET EXPOSITIONS

LES SALONS FRANÇAIS EN FÉVRIER

7-10. — Salon International des Industries de la Maille (9 h. 30 à 19 h.), pour les professionnels, porte de Versailles.
7-10. — Salon européen de l'habilement masculin S.E.H.M. (9 h. à 19 h., sauf le 10 ; fermeture à 17 h.), pour les professionnels, porte de Versailles.
7-10. — Salon de la mode enfantine (9 h. 30 à 19 h.), pour les professionnels, porte de Versailles.
14-20. — Salon International du Jouet (9 h. à 19 h. 30), pour les professionnels, porte de Versailles.
23-24 mars. — Salon International des Arts Ménagers (10 h. à 19 h. ; mercredi et vendredi fermeture à 22 h. 30), les journées des 23 février et 2 mars sont réservées aux professionnels ; CNIT Puteaux.
Renseignements communiqués par l'Association française des salons professionnels, 22, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris (8^e), Tél. 225-05-80.

BUREAUX A LOUER

410 f. Evolution

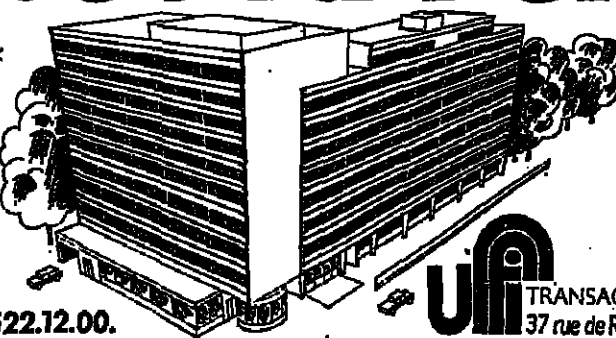
pour 410 f. où va-t-on ?

Actuellement, pour 410 f. le m² annuel, ou vous partez en banlieue, ou bien vous n'avez dans Paris qu'un minimum de prestations.

Evolution vous permet d'échapper à ce dilemme : pour 410 f. vous restez dans Paris et vous avez tout. Les bus. Plusieurs lignes de métro. Un restaurant d'entreprise. La périphérie à deux pas. Les maquettes et les luminaires en place. Le téléphone. Des cloisons posées.

Pour vérifier, téléphonez à Ufi 522.12.00.

Evolution: vous avez tout, et vous êtes dans Paris.



UFI TRANSACTIONS
37 rue de Rome 75008 Paris

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 2 FÉVRIER

Calm et irrégulier

Prisée du soutien des pétroles redonnés très calmes après l'effacement de vendredi, la Bourse de Paris s'est montrée très indécise en ce début de semaine. Les cours ont varié de droite et de gauche, sans jamais s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents et plutôt vers le sens de la baisse. Une bonne trentaine de valeurs se sont ainsi repliées, tandis qu'une dizaine ont poursuivi leur progression.

L'irrégularité a prévalu dans presque tous les compartiments. Elle a été marquée par l'absence de la construction électrique. Deux titres ont émergé de la masse grise : Citroën, en hausse et forte hausse (+ 6 %), et la C.I.C., qui s'est adjugé un gain de près de 7 %.

Bref, une séance bien décevante. Les professionnels et les habitués de la corbeille qui s'agitent à une poursuite du mouvement de reprise, ont dû déchanter. Mais faut-il vraiment l'échouer du comportement du marché ? Le coup de fouet donné par les pétroles n'aurait pu être suivi d'effets qu'à la condition d'être accompagné de nouvelles rumeurs sur l'économie. Or les mêmes incertitudes continuent de peser sur l'économie. De toute évidence, le taux d'expansion sera faible en 1976, et cela ne réjouit guère les opérateurs. Pour l'instant, l'attentisme demeure de règle, ainsi qu'en témoigne le niveau assez bas du courant d'échanges.

Calm également sur l'or, où les cours sont néanmoins un peu remontés le long du gainant 190 7 à 191 0 F (après 190 5 F) et le napoleon 0,80 F à 225 30 F. Le volume des transactions a diminué à 743 millions de francs contre 949 millions.

Aux valeurs étrangères, reprise des mines d'or, fermées des métaux, fléchissement des américaines et de la plupart des pétroles internationaux.

LONDRES

Premier pas vers un marché européen des capitaux

La Commission du Marché commun vient de transmettre aux neuf pays membres un projet de directive visant à coordonner les conditions d'admission des valeurs mobilières aux cotes officielles des Bourses de la Communauté. Toutes les valeurs mobilières des sociétés privées ou publiques, d'origine nationale ou étrangère, sont concernées par cette directive. Seuls sont exclus les titres des sociétés d'équipement et les fonds communs de placement.

Ce projet fixe des normes ayant notamment trait à la taille des sociétés et à leurs capitalisations boursières (1 million d'unités de compte minimum). Il prévoit d'autre part de rendre obligatoire la libre négociabilité des actions et une information au moins semestrielle : un montant planché de 300 000 unités de compte pour les emprunts obligataires dont la cotation serait demandée. Finalement, le projet respecte le pouvoir discrétionnaire des Etats membres en matière de rejet et de suspension. Mais il comporte une innovation : la création d'un comité de contact inter-Etat destiné à rapprocher progressivement les points de vue.

Au-delà de la protection de l'épargne et de la libre diffusion des valeurs mobilières, le projet, s'il était accepté, constituerait un pas important vers la constitution d'un véritable marché européen des capitaux.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 : 31 déc. 1975.)
28 Janv. 29 Janv.
Valeurs françaises : 102,7 104,5
Valeurs étrangères : 105,6 106,9
Cv DES AGENTS DE CHANGEMENT
(Base 100 : 29 déc. 1961.)
Indice général : 71,5 78,1

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

APPLICATIONS DES GAZ. — Dividende global pour l'exercice clos le 30 septembre 1975 : 1,05 (inchangé).
SABRY. — Dividende de l'exercice clos le 30 septembre 1975 : 1,81 372 F contre 1 840 000 F. Dividende global de 1,50 F (inchangé).
SAFARI. — Emission au pair d'un emprunt de 60 millions de francs représentés par 240 000 obligations de 250 F convertibles en actions portant intérêt de 8 %. Le taux d'actualisation brut est de 9,75 %. La conversion (1 action pour 1 obligation) intervient à tout moment à compter du 1^{er} janvier 1977. Les actionnaires peuvent souscrire à l'emprunt à raison de quatre obligations pour cinq actions possédées.
RETI. — Erratum. — Une coquille s'est glissée dans l'article paru samedi dans la Revue des valeurs (« le Monde daté 1^{er} février ») sous le titre : « Mea culpa pour la dégradation à la rapidité ». La dégradation a été en réalité de 10 points, et non de 20 points comme il était écrit. Il faut, bien entendu, lire « en cinq mois ».

DROITS DE SOUSCRIPTION

Cr. Ind. Als.-Lorr. n° 41 : 1 p. 5 25
Société C. 2 : 1 p. 5 25
Société C. 7 : 1 p. 5 25
Un. Inter. n° 1, 2, 3, 4 : 1 p. 5 25

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 363 57 363 31
Taux du marché monétaire
Effets privés : 5 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 2 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
3 %	37	37	France (L.)	357	357	Lyons-Allemant	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1920-1925	58	58	France (A.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1925-1930	58	58	France (B.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1930-1935	58	58	France (C.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1935-1940	58	58	France (D.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1940-1945	58	58	France (E.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1945-1950	58	58	France (F.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1950-1955	58	58	France (G.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1955-1960	58	58	France (H.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1960-1965	58	58	France (I.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1965-1970	58	58	France (J.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1970-1975	58	58	France (K.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1975-1980	58	58	France (L.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1980-1985	58	58	France (M.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1985-1990	58	58	France (N.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1990-1995	58	58	France (O.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1995-2000	58	58	France (P.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2000-2005	58	58	France (Q.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2005-2010	58	58	France (R.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2010-2015	58	58	France (S.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2015-2020	58	58	France (T.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2020-2025	58	58	France (U.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2025-2030	58	58	France (V.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2030-2035	58	58	France (W.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2035-2040	58	58	France (X.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2040-2045	58	58	France (Y.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2045-2050	58	58	France (Z.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
3 %	37	37	France (L.)	357	357	Lyons-Allemant	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1920-1925	58	58	France (A.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1925-1930	58	58	France (B.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1930-1935	58	58	France (C.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1935-1940	58	58	France (D.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1940-1945	58	58	France (E.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1945-1950	58	58	France (F.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1950-1955	58	58	France (G.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1955-1960	58	58	France (H.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1960-1965	58	58	France (I.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1965-1970	58	58	France (J.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1970-1975	58	58	France (K.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1975-1980	58	58	France (L.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1980-1985	58	58	France (M.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1985-1990	58	58	France (N.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1990-1995	58	58	France (O.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1995-2000	58	58	France (P.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2000-2005	58	58	France (Q.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2005-2010	58	58	France (R.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2010-2015	58	58	France (S.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2015-2020	58	58	France (T.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2020-2025	58	58	France (U.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2025-2030	58	58	France (V.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2030-2035	58	58	France (W.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2035-2040	58	58	France (X.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2040-2045	58	58	France (Y.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2045-2050	58	58	France (Z.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
3 %	37	37	France (L.)	357	357	Lyons-Allemant	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1920-1925	58	58	France (A.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
5 % 1925-1930	58	58	France (B.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1930-1935	58	58	France (C.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1935-1940	58	58	France (D.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1940-1945	58	58	France (E.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1945-1950	58	58	France (F.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1950-1955	58	58	France (G.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1955-1960	58	58	France (H.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1960-1965	58	58	France (I.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1965-1970	58	58	France (J.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1970-1975	58	58	France (K.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1975-1980	58	58	France (L.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1980-1985	58	58	France (M.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1985-1990	58	58	France (N.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1990-1995	58	58	France (O.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 1995-2000	58	58	France (P.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2000-2005	58	58	France (Q.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2005-2010	58	58	France (R.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2010-2015	58	58	France (S.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2015-2020	58	58	France (T.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2020-2025	58	58	France (U.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2025-2030	58	58	France (V.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2030-2035	58	58	France (W.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2035-2040	58	58	France (X.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2040-2045	58	58	France (Y.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125
4 1/4 % 2045-2050	58	58	France (Z.)	357	357	Soc. Mers. Océan	115	115	Un. Ind. France	125	125

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. AFRIQUE

— ANGOLA : le M.P.L.A. rejette toute idée de compromis avec l'UNITA.

3. AMERIQUES

— ETATS-UNIS : la Cour suprême modifie les règles du financement électoral.

4-6. EUROPE

— ITALIE : le débat sur l'avancement est à l'arrière-plan de la crise politique.

6. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : l'intervention syrienne est jugée pesante.

7-8. ASIE

— INDE : l'état du Tamil-Nadu est placé sous contrôle fédéral.

8-10. POLITIQUE

— « Trois regards », un point de vue de B. Fassin de Focault.

10. EDUCATION

— Le débat sur le marxisme et la christianisme.

11. DEFENSE

— M. Delpech représentera la France à la réunion de Rome sur la standardisation des armements.

12. JUSTICE

— LIBRES OPINIONS : « Le viol est un crime », par Marie Cardinal.

12-13. SPORTS

— Pour la deuxième fois, Innsbruck accueille les Jeux olympiques d'hiver.

14. ANCIENS COMBATTANTS

— LIBRES OPINIONS : « Une communauté d'espérances », par Marcel Paul.

14-15. ARTS ET SPECTACLES

— MUSIQUE : la Cenerentola de Rossini.

EUROPA

Pages 17 à 24.

— Approuver la reprise.

— Pour ou contre la cession, par Philippe Rosenthal et André Bouvier.

— Audaces et prudenances du fisc.

— Les « squatters » en Europe.

— Les compagnies aériennes d'Europe.

33. LA REGION PARISIENNE

— La première étape d'une ville nouvelle : Evry ou l'espoir de ne plus être une banlieue.

34. EQUIPEMENTS ET REGIONS

— TRANSPORTS : la Chère aéronautique, un point de vue de Philippe Didier.

35-36. LA VIE ECONOMIQUE

— LIBRES OPINIONS : « Sauver la Sécurité sociale », par le docteur Savy.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (27 à 31)
Aujourd'hui (26) ; Carrel (25)
« Journal officiel » (26) ; Méteo-
logie (26) ; Météo (26) ;
Finances (37).

APPRENEZ

la
dactylographie

à l'heure
qui vous convient

LOGOS

CENTRE PRIVE
DE FORMATION

4 Villa Ornano
75018 PARIS.
Tél. : 255.09.05

TOURS - NANTES - ORLÉANS

au petit matelot

mardi 3, mercredi 4, jeudi 5
pour la 1^{re} fois depuis 1959

solde

Vêtements sport et ville de toutes
les tailles, bonneterie, etc.

POUR ELLE - POUR LUI

27, av. de la Grande-Armée (16^e)
9 h. à 19 h., mercredi jusqu'à 22 h.

A B C D E F G

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing au « Nouvel Observateur »

De bonnes paroles... l'important réside dans les actes

ÉCRIT « EL MOUDJAHID »

De notre correspondant

Alger. — El Moudjahid de ce lundi 2 février répond en page intérieure à l'interview du président Giscard d'Estaing au « Nouvel Observateur » (le Monde daté 1^{er}-2 février). Cette réponse peut être résumée en quelques phrases : « L'Elysée est sorti de son silence pour replonger les observateurs dans le brouillard. Paris reste fidèle à sa ligne à l'égard des deux parties : des armes et des encouragements aux uns, de bonnes paroles aux autres. Nul n'est dupe. »

El Moudjahid poursuit : « Quant à l'opinion du chef de l'Etat français relative à l'état des relations entre l'Algérie et son pays, on peut dire que son opinion est que la situation conflictuelle, nous nous permettons, et tel est l'avis de M. Giscard d'Estaing, de constater qu'il est le seul à en juger ainsi. Les forces progressistes et l'opinion française qui se sont alarmées de la dégradation des rapports entre nos deux pays sont d'accord avec nous pour dire que les déclarations du président français, au lieu d'apaiser ou de clarifier, n'ont rien apporté d'utile au problème. L'important réside dans les actes. »

Formés ce laconisme commémoratoire, aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée à Alger. Officiellement, on semble ignorer des propos qui, dit-on, n'appartiennent rien de nouveaux, quant au fond de la position française, aussi bien sur le Sahara occidental que sur les relations bilatérales algéro-françaises. L'Elysée, ajoute-t-on, continue d'approuver l'accord tripartite de Madrid, dénoncé ici comme un acte de « trahison » à l'égard du peuple sahraoui et « un manque-mieux » grâce à la parole donnée. De même, dit-on encore, M. Giscard d'Estaing ne parait pas s'inquiéter outre mesure de la dégradation de la balance commerciale algérienne avec la France. On qualifie de « cynisme » sa proposition de vendre des Mirage à toutes les parties, au moment précisément où il se propose pour une mission de « bons offices » entre Alger et Rabat. Enfin, concernant l'existence du peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination, on relève ici que les mêmes propos tenus récemment par l'ancien premier ministre français, M. Pierre Messmer, lui ont valu une réponse élogieuse de la presse algérienne (le Monde daté 1^{er}-2 février).

En substance, ces réactions officielles peuvent se résumer ainsi : le président de la République française continue à « jeter de la poudre aux yeux de son opinion publique », en jetant « une voile pudique » sur le soutien diplomatique et militaire

TROIS PRÉSIDENTS DE CONSEILS RÉGIONAUX SONT RÉÉLUS

LANGUEDOC-ROUSSILLON :

M. TAILHADES

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a réélu sans opposition à sa présidence M. Edgar Faure dans ses fonctions de président par 26 voix contre 8 à M. Jean Minjot, ancien ministre, maire de Besançon, qui présentait le groupe communiste. En 1975, M. Edgar Faure avait été élu avec 21 voix. Les socialistes n'avaient alors pas proposé de candidat, estimant qu'il avait lieu de protester contre certaines dispositions de la loi de 1973 sur les régions. Au nom de son groupe, M. Bouloche, député socialiste du Doubs, a expliqué que l'institution régionale ne répondait plus qu'imparfaitement à l'idée qu'il avait pu s'en faire jadis, le conseil régional peut être un « miroir » des sentiments des divers groupes politiques peuvent se faire jour. « On nous propose un candidat de la gauche, devait répliquer M. Edgar Faure, mais je tiens à ce qu'on ne révoque pas le candidat de la droite. Je ne voudrais pas qu'il y ait une atmosphère de campagne permanente, car à tousjours politiser on ne peut pas éviter la tumulte. »

Dans sa réponse, M. Marcel Biane, préfet de région, a fait état de la situation économique, d'une légère diminution des demandes d'emploi non satisfaites qui s'est amorcée depuis décembre et semble s'être confirmée en janvier.

LIMOUSIN :

M. CHANDERNAGOR

(De notre correspondant.)

Limoges. — Pour la troisième fois consécutive, M. Chandernagor (P.S.), député de la Creuse, a été réélu, lundi 2 février, en fin de matinée, président du conseil régional du Limousin, par 19 voix sur 23 votants. Les bulletins blancs. Quatre membres de l'assemblée régionale étaient excusés : MM. Chirac, premier ministre, Languereux, député de la Haute-Vienne, maire de Limoges, Lamoussé, sénateur de la Haute-Vienne, et Champetier, sénateur de la Corrèze, tous trois socialistes.

● Un policier relâché en appel. — La cour d'appel de Douai vient de confirmer le jugement de relaxe rendu le 24 octobre 1975 (le Monde daté 26-27 octobre) en faveur de M. Octave Bruhier, gardien de la paix, qui était prévenu d'homicide involontaire sur la personne d'un jeune homme âgé de vingt-trois ans, M. Dominique Courtin. Celui-ci avait été tué le 20 mars 1973 à Bruay-en-Artois, lors d'un contrôle de police consécutif à un hold-up.

● L'Office franco-québécois pour la jeunesse (O.F.Q.J.) recevra lundi 29 janvier, au siège de l'Office, M. Michel Jobert, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, au cours d'une réception à laquelle participait également M. André Passet, ministre de la qualité de la vie.

● O.F.Q.J., 5, rue de Logelbach, 75017 Paris, tél. 825-48-78.

● Les élèves de l'Ecole supérieure de commerce de Paris organisent le mardi 3 février, à 20 h. 30, une tribune au cours de laquelle M. Michel Jobert, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sera reçu par le thème : « La France : nationale, atlantiste ou européenne ? ». Entrée libre. E.C.S.P., 78, avenue de la République, 75011 Paris, tél. 805-06-80, métro Saint-Maur.

DEMAIN

MARDI 3 FÉVRIER

GRANDE VENTE

EXPOSITION DE

TISSUS

D'AMEUBLEMENT

Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, à des prix très intéressants.

voir annonce détaillée dans ce numéro (pages intérieures)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

CLIMAT TENDU A FOS-SUR-MER

Le directeur de l'usine Solmer accuse la C.G.T. et la C.F.D.T. de vouloir généraliser le conflit

De notre correspondant régional

Marseille. — Un climat tendu régnait, ce lundi 2 février, à l'usine Solmer de Fos-sur-Mer, où l'assemblée générale extraordinaire du personnel, tenue à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T., a été rendue houleuse par l'intervention de délégués F.O. et C.G.C. favorables à des négociations avec la direction et à une reprise rapide du travail. Aucun vote n'a été émis au cours de cette réunion, qui rassemblait environ un millier de personnes, mais le personnel présent des hauts fourneaux, une quarantaine de salariés, s'était prononcé, auparavant, pour la poursuite de son action. Le meeting organisé, le samedi 31 janvier en début d'après-midi par F.O. et la C.G.C., avait réuni environ six cents personnes dont la quasi-totalité avait voté en faveur des positions défendues par les deux syndicats.

De son côté, M. Pierre Durand-Rival, directeur général de Solmer, a déclaré : « Il est clair que la C.F.D.T. et la C.G.T. suivent un plan qui dépasse Solmer. J'en trouve pour preuve le mouvement décidé dans la sidérurgie au plan national pour le 6 février et la demande d'entrevue présentée

par la C.F.D.T. et la C.G.T. auprès du ministère du travail, ainsi d'ailleurs que le télégramme adressé au président du directeur de Solmer, dans lequel ne sont citées que les revendications qui ne sont pas négociables au niveau de Solmer. Je pense que les syndicats essaient de faire durer le conflit de telle façon qu'il se généralise. Si telle était leur intention, le plan de fermeture des ateliers, qui doit toucher à terme quatre mille cinq cents salariés de Solmer sur six mille cinq cents, serait intégralement appliqué. Le problème est maintenant de savoir si la minorité agissante qui essaie de bloquer l'usine reviendra à la raison ou non. »

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la Solmer avaient accusé samedi la direction et les syndicats minoritaires de l'usine (C.G.C. et F.O.) de tenter « un coup de force pour briser la grève », notamment en organisant des assemblées du personnel non grévistes et en allant le chercher à domicile.

La réunion ministérielle des « 77 » à Manille

LE PRÉSIDENT MARCOS : si les richesses ne sont pas partagées le tiers-monde devra choisir entre la guerre et la mort.

Manille (A.P.P.). — La troisième réunion ministérielle du groupe des « 77 », qui, depuis l'admission récente du Surinam et de l'O.L.P., compte désormais cent huit membres, a été ouverte ce lundi matin 2 février, au centre culturel des Philippines par le président Marcos. Plus de six cents délégués et ministres de quatre-vingt-quatre délégations prendront part, cette semaine, aux cinq jours de négociations au cours desquelles le tiers-monde arrêtera sa position commune en vue de la quatrième conférence de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) à Nairobi (Kenya) en mai prochain.

Dans son discours d'ouverture, le président philippin a souligné la nécessité d'une coopération entre les pays en voie de développement et y compris entre les pays exportateurs de pétrole et les autres — et proposé de transformer la CNUCED en organisation mondiale du commerce et du développement. Après avoir encore proposé de transformer les « 77 » en une véritable institution correspondant à « un système économique pour le tiers-monde », il a affirmé que les pays industrialisés devaient accepter de partager leurs richesses et leur puissance avec le tiers-monde pour éviter un affrontement. Il a broché un tableau extrêmement pessimiste de l'avenir économique des pays en voie de développement et déclaré que si ce partage n'a pas lieu, « l'avenir du tiers-monde est sombre : la guerre ou la mort ».

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2 février 1976 a été tiré à 519 855 exemplaires.

L'ENLÈVEMENT D'UN ENFANT DANS L'AUBE

Les enquêteurs sur le rapt de Philippe Bertrand n'excluent pas l'hypothèse d'une vengeance

Depuis la soirée du 30 janvier, les ravisseurs du petit Philippe Bertrand, sept ans, enlevé quelques heures plus tôt à la sortie de son école à Troyes (le Monde daté 1^{er}-2 février), entretiennent un silence total autour du rapt. Ils n'ont donné aucune nouvelle à la famille du jeune garçon, tandis que la rumeur d'un million de francs n'avait toujours pas été versée ce lundi 2 février en fin de matinée. Ce lundi, en fin de matinée, les policiers semblaient avoir une piste sérieuse et rechercher deux hommes et un enfant qui auraient été aperçus par des témoins dans une voiture entre Sézanne et Château-Thierry.

Le dernier appel téléphonique a pu être localisé : il provenait d'une cabine publique de Breviandes, dans la banlieue sud de la ville, sur la route de Dijon. Le correspondant a pu fuir avant l'arrivée de la gendarmerie. Son signalement a toutefois pu être relevé par certains témoins : petit, l'homme portait des cheveux blonds longs et était vêtu d'un blouson d'aviateur et d'un blue-jean. Certaines de ses déclarations — au cours de cette conversation — indiquent, d'autre part, qu'il connaît bien la famille de la victime, et en particulier son grand-père, M. Jean Larché, propriétaire à Troyes d'un important

A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements-fonctions trig., log, deg, rad, grd, conversions rect/polaire, fourni avec 58 programmes d'applications, 1 116 F ttc

HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad, 570 F ttc

HP-22

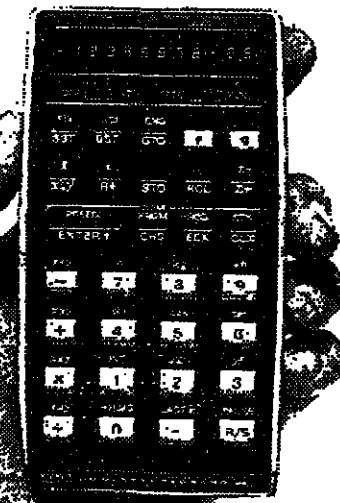
calculateur universel - scientifique, statisticien, économiste - y, x, t, d, %, droite de tendance - amortissements, annuités, 954 F ttc

la Règle à Calcul

65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.
Tél. : 033 02.63/033 34.61

1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT-PACKARD



تكونا من الأصل